3,60€ jeudi 23 mai 2024 LE FIGARO – N° 24 804 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LE FIGARO LITTÉRAIRE
ANATOLE FRANCE : CE GÉANT DES LETTRES INJUSTEMENT OUBLIÉ
NOTRE SUPPLÉMENT



GÉNÉALOGIE
POURQUOI LES FRANÇAIS SE RUENT SUR LES TESTS ADN PAGE 11

Assurance-chômage : un plan pour inciter au retour à l'emploi

Le gouvernement veut durcir les conditions d'affiliation au régime : pour prétendre à des indemnités, il faudra à l'avenir avoir travaillé 8 mois au cours des 20 derniers mois.

La ministre du Travail, Catherine Vautrin, a commencé à recevoir les organisations syndicales pour leur dévoiler son projet de réforme de l'assurance-chômage. Soucieux d'accentuer la pression sur les demandeurs d'emploi pour qu'ils trouvent un travail, le gouvernement entend durcir les conditions d'affiliation au régime : il faudra désormais avoir travaillé 8 mois au cours des 20 derniers mois pour toucher des indemnités, contre 6 mois dans les 24 derniers mois actuellement. Selon la ministre, cette mesure permettrait de créer 90 000 emplois et rapporterait 3,6 milliards aux caisses du régime. Les entreprises seront quant à elles incitées par un système de bonus-malus à signer des contrats plus longs.

→ TOUR DE VIS, BONUS-MALUS, SENIORS… CE QUE CONTIENT LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE
→ STÉPHANE CARCILLO : « CELA VA RÉDUIRE LES FLUX ENTRANTS AU CHÔMAGE » PAGE 22 ET L'ÉDITORIAL



TERESA SUAREZ/AFP

À Caen, l'hommage de la nation aux deux agents pénitentiaires assassinés

Alors que le premier ministre a honoré ce mercredi la mémoire d'Arnaud Garcia et Fabrice Moello, tués dans l'attaque du fourgon transportant Mohamed Amra, les enquêteurs progressent lentement sur le profil des tueurs. PAGE 10

Marine Le Pen cherche de nouveaux alliés en Europe

En choisissant de rompre avec les Allemands de l'AfD, le Rassemblement national a amorcé un mouvement de recomposition de la droite nationaliste européenne. Longtemps inenvisageable, la question d'une fusion entre les différents groupes au lendemain du scrutin du 9 juin n'est plus une chimère. Quitte à ce que cet éventuel rapprochement au Parlement européen vienne perturber les oppositions qui persistent sur la scène nationale, avec Les Républicains et Reconquête, notamment.
PAGES 2 ET 3

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Tout pour l'emploi

Sécurité, immigration, politique familiale, questions de société, gouvernance, finances publiques… On peut adresser à Emmanuel Macron de nombreux reproches sur le tortueux cheminement de sa présidence. Mais il convient aussi de lui reconnaître une certaine constance dans sa stratégie économique. Fondée sur la politique de l'offre, c'est-à-dire le soutien à l'activité, elle s'est traduite par d'importantes baisses d'impôt pour les entreprises – même si beaucoup reste à faire pour aligner la France sur les standards étrangers – ainsi que par un assouplissement significatif des règles du travail. En sept ans, plus de 1 million d'emplois ont été créés dans l'économie française et, à 7,5 %, le taux de chômage est quasiment retombé à son plus bas niveau depuis quarante ans. L'objectif ambitieux d'un retour au plein-emploi est, certes, encore lointain, mais au moins se trouve-t-on sur la bonne route.

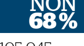
La nouvelle réforme de l'assurance-chômage, qui durcit les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi, s'inscrit dans le prolongement de cette politique. Elle tourne le dos au « traitement social du chômage », si longtemps pratiqué, consistant à accepter les pertes d'emplois comme une fatalité, qui aurait pour seul remède une longue et coûteuse indemnisation. Cette lâcheté collective a permis aux demandeurs d'emploi de s'exonérer un peu trop largement de toute responsabilité pour en retrouver un. Si tel n'était pas le cas, comment se fait-il que des centaines de milliers de postes demeurent non pourvus ? Aux syndicats et à l'aile gauche de sa majorité, qui l'accusent de s'en prendre aux chômeurs, Gabriel Attal répond à juste titre qu'il remet en cause un système qui a conduit au chômage de masse. De ce point de vue, la France est, au passage, une exception en Europe. Son virage pour inciter au retour à l'emploi présente le double avantage de créer de l'activité et des recettes, mais aussi de participer à la réhabilitation de la valeur travail. Le tout avec le soutien d'une majorité de Français qui se lèvent le matin en ayant le sentiment que tous les efforts leur sont toujours demandés. ■

> On tourne le dos au traitement social du chômage

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mercredi :
Êtes-vous favorable à une désindexation des prestations sociales et des retraites pour faire des économies ?





OUI 32 % – NON 68 %

VOTANTS : 105 045

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Nouvelle-Calédonie : Emmanuel Macron doit-il repousser le vote de la réforme électorale par le Congrès à Versailles ?

STEVICA MRDJA/MICROGEN - STOCK.ADOBE.COM

M 00108 - 523 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

Les grandes manœuvres européennes de Marine Le Pen

Paul Laubacher

La « candidate naturelle » du RN pour 2027 tente de créer les conditions d'une grande alliance des nationalistes à l'échelle européenne.



Comme un *« cri du cœur »*, et même un immense *« soulagement »*. Mardi matin, dès qu'ils ont appris les dernières déclarations de Maximilian Krah, la tête de liste du parti allemand d'extrême droite AfD aux européennes, Marine Le Pen et Jordan Bardella se sont vus. Les deux leaders du Rassemblement national (RN) ont discuté très rapidement de sa sortie sur les SS qui ne seraient *« pas automatiquement criminels »*. Et ils ont, sans l'ombre d'une hésitation, décidé d'acter la fin de leur relation avec leurs alliés outre-rhin, au côté desquels ils siègent au Parlement européen, au sein du groupe Identité et Démocratie (ID) depuis 2019. La fin n'était qu'une question de temps entre les deux formations politiques, tant depuis des mois le RN s'inquiétait de la radicalisation de l'AfD. Deux fois, Marine Le Pen avait dû hausser le ton. En vain. *« L'AfD va de provocation en provocation »*, a donc expliqué Marine Le Pen sur Europe 1-CNews mercredi, avant d'enchaîner : *« Il est temps d'acter la rupture avec ce mouvement qui n'est pas dirigé et qui, manifestement, subit une emprise de groupements radicaux en son sein. » « J'estime que l'AfD a franchi des lignes que j'estime être des lignes rouges. Par conséquent, le RN aura de nouveaux alliés à l'issue des élections européennes, mais ne siégera plus avec l'AFD »*, déclaraient la veille, sur LCI, Jordan Bardella, président du RN et tête de liste de son parti.

La décision du RN, qui a poussé l'AfD à interdire Maximilian Krah de meeting, est un séisme politique au sein de la famille nationaliste européenne. Que se passera-t-il au lendemain du 9 juin, date du scrutin, pour le RN? Les nouveaux eurodéputés de Jordan Bardella siégeront-ils toujours au sein du groupe ID? Ce groupe-là existera-t-il encore? Ou ce divorce franco-allemand annonce-t-il les prémices d'une recomposition politique et de la création d'un « supergroupe » nationaliste et souverainiste à Strasbourg?

> **« Vous êtes l'espérance de la France. Je suis certain que, dans quelques années, la France vous aura comme présidente »**
> **Santiago Abascal** Président de Vox

Si ces questions sont dans toutes les têtes, c'est que les partis nationalistes européens, populistes, souverainistes ou réactionnaires, parfois au pouvoir, comme en Italie ou en Hongrie, ont le vent en poupe à l'approche des européennes. Comme le décrit l'ouvrage *Les Moissons de la colère* (Éditions du Cerf) du journaliste Charles Sapin, paru en mars derniers. Tous les regards sont dès lors tournés vers le groupe ID, mais aussi vers le groupe concurrent des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), mené par les Italiens de la première ministre Giorgia Meloni et les Polonais du PiS, alliés de Reconquête, le parti d'Éric Zemmour, au Parlement européen.

Une simultanéité n'implique pas forcément une causalité, mais quand même. Dimanche dernier, Marine Le Pen était chaudement applaudie lors d'un meeting à Madrid. La double finaliste de la présidentielle était l'invitée du parti nationaliste espagnol Vox, membre de ECR. Elle n'était pas la seule vedette de cette convention qui a rassemblé la majorité des forces nationalistes européennes. Giorgia Meloni a fait une apparition à distance, tout comme le premier ministre hongrois, Viktor Orban, avec qui Marine Le Pen entretien d'excellentes relations, sur les plans personnel comme politique. Le sulfureux président argentin Javier Milei était même de la partie.

Marine Le Pen était très à l'aise au milieu de ces souverainistes conservateurs. C'est que les relations entre la « candidate naturelle » du RN pour la présidentielle de 2027 et les autres grands dirigeants des partis nationalistes se réchauffent à vitesse grand V. *« Vous êtes l'espérance de la France. Je suis certain que, dans quelques années, la France vous aura comme présidente »*, a déclaré le patron de Vox, Santiago Abascal. Sur scène, la députée du Pas-de-Calais a martelé que *« la vraie Europe, celle de la liberté et des peuples, celle de la souveraineté et des États, celle de l'identité et des nations a besoin de nos forces rassemblées »*.

Une relation bilatérale pourrait, à elle seule, peut-être constituer la clé d'une réelle recomposition politique. Elle tient en une question : Marine Le Pen peut-elle s'entendre avec Giorgia Meloni? Dans l'entourage de la triple candidate RN, on souligne une évolution dans la relation des deux femmes. Tous ont lu avec gourmandise la dernière déclaration de la première ministre, à la chaîne transalpine Canale 5, mardi dernier. *« Je veux tenter, tâche difficile mais fascinante, de reproduire en Europe ce qui a été fait en Italie, en unissant des partis compatibles dans leur vision bien qu'ayant des nuances complètement différentes et en envoyant la gauche dans l'opposition »*, assure-t-elle, en présentant son *« modèle »* : l'union des partis de droite en Europe. Et tant pis si Marine Le Pen a toujours refusé de s'inscrire dans le clivage gauche-droite.

Cette déclaration de Giorgia Meloni est un pas important vers le RN, analysent les proches de Marine Le Pen. *« Je ne sais pas si vous avez remarqué que Meloni a changé de discours après la vidéo de Marine Le Pen qui lui demandait si elle allait vraiment soutenir un nouveau mandat d'Ursula von der Leyen »*, pointe un lieutenant mariniste. L'actuelle présidente de la Commission européenne, issue de la droite PPE, incarne pour l'instant le véritable clivage qui oppose les membres des groupes ID et ECR. Un cadre RN insiste : *« Meloni était en visio lors de la conférence de Vox à Madrid, elle avait bien vu que Marine Le Pen était là, et pourtant elle a salué toutes les forces politiques présentes. » « Il n'y a pas d'incompatibilité de caractères entre les deux. Elles se connaissent depuis vraiment très longtemps »*, affirme-t-on de même source.

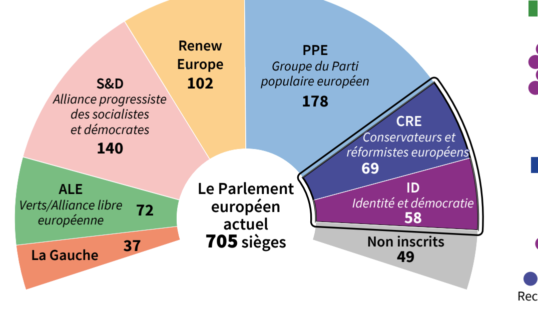
Est-ce que tout cela aboutira à une grande alliance des nationalistes? *« Si nous souhaitons réorienter l'Union européenne, il est évident qu'il faut travailler les relations que nous pouvons avoir avec les uns et avec les autres »*, affirmait Ma-

À Bruxelles, la tectonique des plaques des groupes nationalistes

Isalia Stieffatre
Bruxelles

La recomposition des droites européennes nationalistes

Parti au pouvoir dans son pays



Italie 32 — Fratelli d'Italia 10 ; Ligue 22

Pologne 27 — Droit et justice (PiS)

France 19 — Rassemblement national 18 (Thierry Mariani, Jordan Bardella) ; Reconquête! 1 (Nicolas Bay)

Hongrie 12 — Fidesz (a quitté le PPE en mars 2021)

Allemagne 10 — Alternative für Deutschland (AfD) 9 ; Bündnis Deutschland 1

Belgique 6 — N-VA 3 ; Vlaams Belang 3

Pays-Bas 5 — JA21 1 ; Plus de démocratie directe 1 ; SGP 1 ; Indépendants 2

Rép. Tchèque 5 — Liberté et démocratie directe (SPD) 1 ; Parti dém. civique 4

Espagne 4 — VOX

Autriche 3 — Parti de la liberté d'Autriche (FPO)

Suède 3 — Démocrates de Suède

Lettonie 2 — Alliance nationale

Finlande 2 — Vrais Finlandais 1 ; Indépendant 1

Bulgarie 2 — Mouvement national bulgare

1 député
- **Croatie** Souverainistes croates
- **Danemark** Parti populaire danois (DF)
- **Estonie** Parti populaire conservateur d'Estonie
- **Grèce** Spartans
- **Lituanie** Action électorale polonaise de Lituanie
- **Roumanie** Parti national-conservateur roumain
- **Slovaquie** Sloboda a Solidarita

Source : Parlement européen

Infographie LE FIGARO

Les droites européennes seraient-elles sur le chemin d'une nouvelle alliance? Mardi, le Rassemblement national a officialisé sa rupture avec le parti allemand d'extrême droite Alternative for Deutschland (AfD), après les propos révisionnistes tenus par son candidat aux européennes Maximilian Krah. Dans une interview donnée le 17 mai au quotidien italien *La Repubblica* et au *Financial Times*, le député, alors tête de liste de l'AfD au scrutin du 9 juin prochain, a soutenu que tous les membres des SS, la principale force paramilitaire des nazis, ne devraient pas être considérés systématiquement comme des criminels : *« 1 million de soldats ont porté l'uniforme SS*, a-t-il déclaré. *Peut-on vraiment dire que parce que quelqu'un était un officier de la Waffen-SS, il était un criminel? Il faut établir une culpabilité individuelle. »*

Des propos qui ont vivement fait réagir au sein des droites européennes, au point de voir plusieurs partis se désolidariser de la formation allemande. En France, Marine Le Pen a acté mardi que le Rassemblement national ne siégerait plus avec l'AfD au Parlement européen. Une rupture confirmée le soir même par Jordan Bardella lors du débat entre les têtes de liste aux européennes sur LCI : *« Le RN aura de nouveaux alliés à l'issue des élections européennes – les groupes seront remis à zéro après le scrutin du 9 juin »*, a-t-il assuré.

Le RN, pour qui ce scandale représente une occasion inespérée de prendre légitimement ses distances avec la frange la plus radicale et populiste des députés européens, n'est pas le seul à avoir réagi aux déclarations du candidat allemand. À l'instar des Français, la Lega italienne et le Parti populaire danois (DFP) ont également pris leurs distances avec Krah et l'AfD. Incriminé de toutes parts, celui-ci a annoncé mercredi dans un communiqué qu'il ne participerait plus à la campagne européenne de son parti et qu'il démissionnait de l'équipe dirigeante de l'AfD avec effet immédiat.

À Bruxelles, ce nouveau scandale pourrait avoir une importance majeure sur la recomposition et l'organisation du futur Parlement européen. Les sondages les plus récents suggèrent un nombre record d'intentions de votes à travers l'Europe pour les partis populistes et d'extrême droite, qui surfent sur une vague de mécontentement contre les partis traditionnels. En France, le RN fait la course en tête, alors qu'en Allemagne, l'AfD est actuellement la deuxième force politique du pays. En Italie, en Espagne ou aux Pays-Bas, les partis de droite radicale sont eux aussi sur le devant de la scène.

Au sein de l'hémicycle européen, ces partis sont traditionnellement scindés entre deux groupes : les Conservateurs et Réformistes (ECR), formé en 2009 par d'anciens eurodéputés tories du Royaume-Uni, où siège notamment Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, et fort


A. PEREZ MECA / EUROPA PRESS VIA REUTERS CONNECT

Marine Le Pen accueillie par Santiago Abascal, le président du parti espagnol Vox, dimanche à Madrid.

rine Le Pen à des journalistes en marge de la convention madrilène. Ce « super-groupe » nationaliste, pour l'instant une chimère, reste dans la tête de la leader du RN. *« Le PPE, qui rassemble la droite européenne, a mis des années à se construire, tout comme le groupe socialiste PSE. Notre analyse, c'est que d'ici à la fin du prochain mandat, le grand groupe sera possible »*, affirme un proche de Marine Le Pen.

Les bonnes relations des dirigeants nationalistes européens avec Marine Le Pen seraient aussi une question de *« pragmatisme » : « Ils savent que l'on est en dynamique et que l'on peut remporter la prochaine présidentielle en 2027 »*, dit-on au parti. C'est d'ailleurs pour cette raison que la rupture du RN avec l'AfD a été prononcée si vite. La radicalisation du parti allemand était *« incompatible »* avec les ambitions présidentielles de Marine Le Pen.

Cette décision aura aussi une conséquence immédiate. La présence des Allemands aux côtés du RN était considérée comme une *« ligne rouge »* par le PiS polonais et les troupes de Giorgia Meloni, en vue d'un éventuel rapprochement. Alors, aujourd'hui, presque tous les feux sont au vert pour que Marine Le Pen réussisse ses grandes manœuvres européennes. Avant de mieux s'attaquer à la présidentielle de 2027. ■



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

Une si complexe géographie politique européenne

Les Britanniques ont quitté l'UE, mais le paysage politique européen ressemble plus à un jardin à l'anglaise qu'à un parc à la française. Partout les bordures sont mouvantes et les friches nombreuses.

La rupture entre le RN français et l'AfD est spectaculaire. Elle clarifie la position de Marine Le Pen tout en compliquant sa tâche au sein du Parlement de Strasbourg. Dans son travail long et réussi de normalisation, le compagnonnage avec une formation pour le coup clairement d'extrême droite était embarrassant. Mais une AfD forte en Allemagne, c'était aussi la garantie d'un groupe (ID) puissant. La question des alliés va se poser pour elle d'autant que le groupe rival ECR, dans lequel siégeront les élus Reconquête de la liste de Marion Maréchal, compte les Espagnols de Vox, à qui Marine Le Pen a rendu visite ce week-end, et les Italiens de Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni.

Le cas Meloni illustre précisément les complexités des équilibres européens. Ses élus siègent donc à ECR, mais elle n'exclut pas de parler avec ceux du RN. De son côté, le PPE, c'est-à-dire le centre droit européen, où siègent les élus de LR, ne s'interdit plus de discuter avec plus à droite que lui, autrement dit les mélonistes, afin de ne plus être prisonnier de leurs accords de fonctionnement au centre, allant jusqu'aux sociaux-démocrates. Soucieuse de sa reconduction à la tête de la Commission, Ursula van der Leyen, aimerait bien avoir ces voix venues d'ECR, alors même qu'elle ne sera pas soutenue par les Français de son propre groupe, conduits par François-Xavier Bellamy.

Est-ce plus simple à gauche ? Le Français Raphaël Glucksmann s'est opposé au pacte asile-immigration soutenu par le groupe des sociaux-démocrates auquel il appartient. *Last but not least* : alors que les centristes du groupe Renew, celui des macronistes de Valérie Hayer, ont inscrit le combat contre l'extrême droite dans leur ADN, le VVD de l'ancien premier ministre néerlandais Mark Rutte, deuxième délégation de Renew, vient de conclure un accord de coalition nationale avec le PW de Geert Wilders. On pourrait multiplier les exemples d'incohérences ou d'incompatibilités internes.

De cet imbroglio communautaire, il ressort plusieurs caractéristiques. La première est que les forces politiques européennes ne sont pas la simple projection des forces nationales. La seconde est que les périmètres de ces groupes sont loin d'être immuables. Il y aura, notamment à droite - il faudrait parler aussi des élus de Viktor Orban, à ce jour non inscrits après avoir été mis au ban du PPE - une remise à zéro des compteurs au lendemain du 9 juin. La troisième est que les coalitions de demain ne sont pas non plus écrites d'avance. La quatrième, enfin, est que les logiques nationales continuent de l'emporter sur une approche européenne. Il est loin le temps où chefs de file de différentes nationalités mais d'une même sensibilité tenaient des meetings communs. Il est loin le temps où, dans son premier discours de la Sorbonne en 2017, Emmanuel Macron rêvait de listes transnationales. La vie politique de l'UE va encore rester une science pour initiés. ■

de 69 membres ; et Identité et Démocratie (ID), groupe de 59 députés qui rassemble, outre le Rassemblement national, la Lega italienne de Matteo Salvini et l'AfD allemande.

Cette scission entre les principaux partis du groupe menace aujourd'hui de faire imploser l'ensemble d'ID, à moins de vingt jours des élections européennes. Jusqu'à récemment encore, les intentions de vote combinées envers les partis membres d'Identité et Démocratie pouvaient le faire devenir le troisième groupe politique le plus représenté au Parlement européen à l'issue des élections, derrière les Socialistes et Démocrates et le Parti populaire européen, mais devant les libéraux de Renew.

> **« Le RN aura de nouveaux alliés à l'issue des élections européennes - les groupes seront remis à zéro après le scrutin du 9 juin »**
>
> **Jordan Bardella** Président du Rassemblement national

Cette affaire pourrait bouleverser l'organisation du prochain Parlement, en ouvrant la porte à une recomposition des droites et à de nouvelles alliances. Plusieurs scénarios pourraient émerger : le RN, accompagné par la Lega, qui s'est dit *« parfaitement alignée et en accord »* avec ses homologues français, pourrait chercher à intégrer ECR, considéré comme plus *« fréquentable »* à Bruxelles. Cela pourrait faciliter des accords avec la droite modérée du PPE, hostile aux radicaux d'ID, mais moins à Meloni et à ses alliés. La présence de Marine Le Pen au rassemblement des droites européennes organisé par le parti espagnol Vox le week-end dernier à Madrid témoigne de sa volonté à se rapprocher des Conservateurs européens.

De son côté, la présidente d'ECR, Giorgia Meloni, ne fait pas mystère de son ambition d'unir les droites radicales européennes. *« Je veux tenter, tâche difficile mais fascinante, de reproduire en Europe ce qui a été fait en Italie : réunir des partis compatibles dans leur vision malgré des nuances différentes… et envoyer la gauche dans l'opposition »*, a expliqué la première ministre à la télévision italienne.

Compliquée, cette tâche l'est certainement. Les partis membres d'ECR ont des visions parfois radicalement opposées à celles de leurs collègues d'ID, par exemple sur l'Ukraine, la Russie ou l'Otan. À ce titre, la grande inconnue de l'équation pourrait être le futur positionnement du Fidesz, le parti de Viktor Orban. Celui-ci avait quitté le PPE en 2021, et ses 12 députés ne sont plus membres d'aucun groupe. Très courtisé, notamment par le RN qui cherche à se rapprocher du dirigeant hongrois, son inclusion au sein d'ECR pourrait être rendue difficile par la réluctance des Polonais du PiS, hostiles à Moscou et critiques envers le positionnement pro-Kremlin d'Orban. L'arrivée à Bruxelles du PVV, le parti du néerlandais Geert Wilders, pourrait également venir grossir les rangs des conservateurs après le 9 juin – et offrir au groupe la possibilité de dépasser les libéraux de Renew en termes de membres, renversant ainsi l'équilibre de ces cinq dernières années au Parlement européen.

Une autre option serait de voir apparaître un troisième groupe des droites radicales au sein du Parlement, emmené par le RN et la Lega. Bien que le parti français ait déclaré avoir le soutien d'autres députés d'ID, cela pourrait fragmenter la présence des extrêmes droites et réduire considérablement l'influence qu'ils espèrent avoir. L'AfD pourrait également être ostracisée du groupe Identité et Démocratie, et se retrouver chez les non-inscrits. L'issue des élections du 9 juin devrait voir, dans tous les cas de figure, un profond changement dans la composition du Parlement européen. ■

Valérie Segond Rome

La présidente du Conseil italien proclame vouloir bâtir l'union entre toutes les droites à Bruxelles.



Giorgia Meloni, lors d'une visite d'État du président letton, le 16 mai à Rome. IPAIPA/SIPA USA VIA REUTERS CONN

Giorgia Meloni, chef d'un orchestre européen de solistes identitaires

Après l'Italie, l'Europe. Giorgia Meloni, qui n'a jamais souhaité réunir les droites européennes, aurait-elle changé d'avis ? Lundi 20 mai, elle déclarait : « *Les partis de centre droit sont des alliés potentiels. Je veux essayer de faire en Europe ce que j'ai fait en Italie, quelque chose pas facile mais fascinant : allier des partis compatibles en termes de vision même s'il y a des nuances entre eux comme en Italie, et envoyer la gauche dans l'opposition.* » Si l'objectif est donc d'abord de faire émerger aux élections du 9 juin une nouvelle majorité qui puisse se passer des socialistes, faut-il y voir les prémices d'un véritable rapprochement des droites et extrêmes droites, et imaginer, comme le député Thibaut François du Rassemblement national, que se constitue « *un binôme crucial pour l'équilibre européen* » au sein d'un grand groupe de partis souverainistes de 130 à 150 députés à Strasbourg ? Vu d'Italie, l'idée ressemble plus à un leurre tactique qu'à un projet pensé et construit.

Certes, les propos de Giorgia Meloni sont perçus comme le tout premier pas vers une convergence des droites. « *Giorgia Meloni a pris acte qu'un peu partout les droites nationalistes arrivent au pouvoir, y compris des partis du groupe Identité et démocratie, comme le parti pour la Liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas, ou qui pourraient y entrer comme l'Union démocratique croate ou le Chega portugais,* dit Giovanni Orsina, historien à l'université Luiss. *Et elle parie sur le fait qu'après Donald Trump, Marine Le Pen sera élue. Ce faisant,* dit-il, *ces partis deviennent des partis légitimes avec lesquels il faudra pouvoir parler.* »

Un rôle décisif

Que Giorgia Meloni ait la capacité de jouer un rôle de chef d'orchestre des droites en Europe ne fait pas de doute. Elle est très vite arrivée à s'imposer au sein du groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR), elle a pris la présidence du parti des conservateurs, tout en devenant un interlocuteur de choix du Parti populaire européen. Et, elle a parfois su faire valoir ses vues au sein du Conseil européen, notamment sur le pacte asile et migration, même si elle n'a pas gagné tous ses combats.

Dans certains dossiers bloqués de l'Union, elle a même joué un rôle décisif, considérant qu'il fallait être capable de parler avec tout le monde. Elle a en particulier arraché le soutien de Viktor Orban au plan d'aides de 50 milliards d'euros à l'Ukraine. Mais son entregent n'a pas toujours marché : elle n'a jamais obtenu de son ami hongrois la redistribution automatique des migrants arrivés sur ses côtes.

Mais si elle s'est bien intégrée en Europe, elle n'a jamais renoncé à son ambivalence. En campagne électorale, elle n'oublie pas qui sont ses électeurs. S'adressant en téléconférence aux militants du mouvement nationaliste espagnol Vox, dimanche à Madrid, elle arbore son visage à droite toute : elle accuse l'Union, un continent « *fatigué, soumis, gâté* », qui « *connaît une phase de grande incertitude, de déclin* », à cause des « *recettes farfelues de la gauche européenne* ». Et elle pointe un doigt accusateur contre la gestion de l'immigration clandestine, contre ceux qui s'attaquent à la famille, contre les tenants de la théorie du genre, contre la gestation pour autrui, contre le Green Deal européen, etc. Avant d'appeler à « *mettre fin aux majorités contre-nature et contre-productives* », une idée très applaudie par Marine Le Pen présente à Madrid.

De là à tabler sur un regroupement des droites, c'est un pas que, côté italien, personne n'envisage sérieusement. On y voit surtout un leurre tactique. « *C'est d'abord un message qui s'adresse aux électeurs italiens pour lesquels c'est par la coalition des droites que se gagnent les élections*, explique Salvatore Vassallo, politologue de l'institut de Bologne Cattaneo. «*Et en tout état de cause,* ajoute-t-il, *si certains considèrent que ces partis appartiennent à une même famille politique, les conditions ne sont pas réunies pour établir une plateforme commune* » : il n'y a aucun accord sur la politique de sécurité, la défense inconditionnelle de l'Ukraine, la régulation du marché intérieur, le commerce extérieur, le budget, etc. On n'est plus dans l'ordre des nuances. D'ailleurs, Antonio Tajani, leader de Forza Italia, membre du groupe populaire européen, répète avec constance : « *Nous ne ferons pas d'alliances avec ceux qui sont contre l'Europe et contre l'Otan. Mme Le Pen a des idées et des valeurs différentes des nôtres. Il est impossible de dialoguer avec ce groupe.* » Pour lui, la seule alliance envisageable reste avec les libéraux et les conservateurs.

Des stratégies différentes

Quant à faire un grand groupe, les difficultés paraissent insurmontables. À commencer par la question du leadership.« *Si Marine Le Pen s'attend à remporter 27 à 28 sièges, contre 23 à 24 pour Fratelli d'Italia, la leader française est dans l'opposition et n'a pas de vraie expérience de la machine européenne, tandis que Giorgia Meloni est chef de gouvernement, au Conseil européen, et est capable de parler avec toute la droite* », analyse Giovanni Orsina de l'université Luiss. Il ajoute : « *Giorgia Meloni a intérêt à conserver son monopole, et à maintenir Marine Le Pen et Matteo Salvini hors de son groupe pour ne pas se faire diluer. Pour quelles raisons accepterait-elle de se lier les mains ?* »

Sans oublier la compétition qui se profile entre les deux femmes : Marine Le Pen voudrait attirer au sein de ID le parti de Viktor Orban, à la recherche d'un point de chute. Mais aussi ceux qui refusent de voir Ursula von der Leyen à la tête de la Commission pour un second mandat. Comme le PiS polonais, qui s'est fortement radicalisé depuis qu'il est dans l'opposition, et le Vox espagnol. En clair deux membres de ECR... Or, il est certain que Giorgia Meloni ne se laissera pas faire.

En clair, personne ne croit ni à la constitution d'un grand groupe à la droite de la droite, ni même à une alliance stable entre deux groupes aux stratégies si différentes. « *Au Parlement européen,* commente Nicola Procaccini, coprésident du groupe ECR à Strasbourg, *les majorités sont fluides, et se nouent lors des votes, mais elles ne se construisent pas sur des accords stables.* » En tout cas, assure-t-il, aucune rencontre entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni n'a eu lieu, ni même n'est prévue. Tout au plus peut-on imaginer « *un canal de dialogue constant entre l'ECR et ID dans le but de s'accorder sur les nominations des futurs chefs de l'Union* », explique l'observateur de la droite italienne, Adalberto Signore, éditorialiste politique du *Giornale*. À voir, donc, mais après le 9 juin. ■

En Allemagne, les outrances de ses chefs font dévisser l'AfD

David Philippot
Berlin

Sortie de route pour «Mad Max». La tête de liste de l'AfD aux européennes, Maximilian Krah, affublé de ce surnom cinématographique tant par ses partisans que par ses détracteurs, est désormais «*interdit de meetings et de toute action de campagne*». La décision a été prise mercredi matin, à l'issue d'une réunion téléphonique tenue en urgence par le bureau fédéral du parti d'extrême droite. L'ordre du jour avait pour unique but de sanctionner le nouveau dérapage de l'incontrôlable numéro un. Dans une interview donnée au journal *La Repubblica*, le 18 mai, il a déclaré : «*Je ne dirais jamais que quiconque portait un uniforme SS était un criminel.*» Pour le Rassemblement national, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase de leur entente commune au Parlement européen, désormais terminée. Le catholique Krah, avocat de la Fraternité Saint-Pie X, a communiqué sur le réseau X : «*On ne peut jamais tomber plus bas que dans la main de Dieu. Je prends acte du fait que des déclarations objectives et différenciées de ma part sont utilisées comme prétexte pour nuire à notre parti…*» Selon le journal *Bild*, qui a révélé l'information, la tête de liste de 47 ans a également démissionné de ses fonctions au bureau fédéral de l'AfD.

Celui qui avait soutenu Éric Zemmour lors de la dernière présidentielle faisait depuis longtemps figure de «*chiffon rouge*» pour le parti de Marine Le Pen. Le conflit latent entre les deux formations a pris un tour éruptif quand le concept de «*remigration*» a fait l'objet de discussions, lors de rencontres à l'automne entre des membres de l'AfD et des identitaires. Un semblant de trêve a maintenu les apparences, après la venue à Paris de la cochef du parti, Alice Weidel, et l'engagement signé par écrit de renoncer à l'expulsion des Allemands d'origine étrangère. Mais la lettre de Weidel rédigée à l'aide de Google Trad, avec des fautes d'orthographe, avait ulcéré le RN. Elle démontre la nonchalance avec laquelle l'AfD a traité le conflit. Ce qui désole un élu européen : «*On a un problème de discipline dans le parti et on pourrait d'ailleurs prendre exemple sur le RN.*»

Un problème parfaitement illustré par le cas Krah. Il avait en fait déjà été prié par la direction du parti de ne pas participer à la campagne. C'était il y a un mois, après l'incarcération de son assistant parlementaire à Bruxelles, accusé d'intelligence avec la Chine. Au volant de son cabriolet Jaguar, «Mad Max» n'en avait pas moins repris sans sourciller sa tournée des meetings, à Dresde et en Bavière. Connu pour son train de vie fastueux, il est également soupçonné de collusion avec la Chine et la Russie, dont il aurait perçu des pots-de-vin. Selon des recherches publiées récemment par la radio publique alliée au quotidien *Süddeutsche Zeitung*, les investigations du parquet général de Dresde pointent des virements suspects sur les comptes de son cabinet d'avocat. Le 18 avril, le parquet avait déjà ouvert une autre enquête préliminaire contre Krah, en rapport avec des paiements russes présumés concernant le portail internet Voice of Europe et son financier, Viktor Medvedtchouk, l'oligarque proche de Poutine. «*Il a tellement de casseroles qu'on n'arrive plus à les compter!*», se lamente un autre élu, pour lequel «*Krah a complètement pété les plombs depuis son élection à Bruxelles*» en 2019.

«Dîner de cons»

Mais il serait trop simple de résumer les problèmes de l'AfD à une seule personne, alors qu'ils s'étendent bien au-delà de l'extravagante personnalité de sa tête de liste. Le numéro deux, dont l'immunité parlementaire a été levée, est également éclaboussé par le scandale Voice of Europe. Le parquet de Munich enquête sur Petr Bystron en raison d'un soupçon de corruption d'élus et de blanchiment d'argent. À son domicile berlinois, les policiers ont saisi des numéros de série de lingots d'or de 500 g et de 1 kg, ainsi que des relevés de comptes bancaires étrangers. Présumé innocent, il justifie ces richesses par son patrimoine immobilier et l'héritage de sa mère, propriétaire d'une clinique dentaire. Dans le doute, «*le temps de l'enquête*», la direction du parti lui a également demandé par mail de «*se mettre en retrait*». «*C'est dans l'intérêt de l'AfD d'avoir des personnalités provocantes qui attirent l'attention avec des profils soi-disant antisystème, un peu rebelles et très bourgeois, mais cela lui retombe sur les pieds*», analyse le politologue Hans Vorländer.

Au sein de l'AfD, l'aile modérée renvoie la faute sur Björn Höcke, le leader identitaire du parti et son véritable chef, condamné la semaine dernière à 13 000 euros d'amende pour avoir prononcé en meeting le slogan nazi «*Tout pour l'Allemagne*». Un élu de Bruxelles, sous couvert d'anonymat, tempête contre Tino Chrupalla, son homme de paille à la tête du parti qu'il codirige officiellement avec Alice Weidel : «*Tino Chrupalla, ce peintre en bâtiment! Notre François Pignon du* Dîner de cons*! Il n'a jamais compris que son pote Krah était un risque pour l'image internationale du parti.*» Culminant en décembre à 23 % dans les sondages, avant les révélations sur la «remigration» et les manifestations géantes qui s'en sont suivies, l'Alternative voit sa courbe d'intentions de vote, sous l'effet de la litanie des affaires, se tasser autour des 15 %. Conséquence de sa droitisation radicale, l'AfD a perdu ces derniers temps des élus par dizaines au niveau communal, régional ou national. ■

POUR RÉPONDRE AUX QUESTIONS DE L'ÉPOQUE, RIEN DE TEL QU'UN MODÈLE QUI A FAIT SES PREUVES DEPUIS 130 ANS.

Aujourd'hui, évoluer vers une société plus responsable n'est plus seulement un désir mais une nécessité.

Nous avons besoin d'un nouveau modèle, démocratique et engagé, qui place les hommes au cœur de son fonctionnement, qui dessine un avenir pour tous, en respectant les équilibres et les ressources.

Ce modèle existe, c'est le modèle coopératif.

Dès 1894, pour faire face à l'émergence des grands magasins, un groupe de commerçants décidait de faire ses achats en commun. La coopérative était née, composée de commerçants indépendants, chacun restant maître dans son magasin, pour continuer à adapter librement ses actions à la spécificité de la vie locale, en étant chaque jour au contact des clients et de leur réalité.

Le monde a changé en 130 ans, mais ce modèle coopératif a toujours été de son époque, et il l'est aujourd'hui plus que jamais. Un modèle participatif, dans lequel chaque voix compte. Un modèle qui rassemble associés, producteurs, collaborateurs et clients. Un modèle qui réconcilie le citoyen et le consommateur autour d'un commerce local qui défend des valeurs fortes et des prix bas.

Système U est une coopérative depuis 130 ans, il était temps qu'on l'appelle par son nom.

Système U devient Coopérative U.



« Il faut que ça s'arrête » : à Nouméa, Macron sommé de rétablir l'ordre et le dialogue

Loris Boichot Envoyé spécial à Nouméa

En visite express en Nouvelle-Calédonie, le chef de l'État arrive dans une ville meurtrie et en attente de solution politique.

Au loin, une grande colonne de fumée noire monte dans le ciel. Un nouveau bâtiment brûle dans les quartiers nord de Nouméa, ce mercredi 22 mai, scène quotidienne depuis dix nuits d'émeutes. *« On est en train de préparer la visite à Macron* (sic) *! On a dit qu'on allait faire des fumées »*, dit Sandra*, une sympathisante de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), la branche radicale du camp indépendantiste.

La jeune femme vient de terminer une matinée de ménages. Elle s'apprête à rejoindre *les garçons* sur un barrage de voitures calcinées et de branches, dans son quartier populaire de Magenta. D'Emmanuel Macron – qui a décidé de se rendre sur place jeudi pour soutenir les Calédoniens et relancer le dialogue politique via l'installation d'une *mission* de trois hauts fonctionnaires –, elle ne veut qu'une chose : qu'il retire son projet de réforme de la Constitution. Qu'il renonce à accorder le droit de vote, pour les élections provinciales, à des résidents arrivés plus récemment ici. *« Il doit reconnaître que le peuple premier est le peuple kanak*, assure-t-elle, malgré la reconnaissance explicite rédigée dans l'accord de Nouméa, en 1998. *Il doit dire que c'est chez nous. »* Pour l'arrivée du chef de l'État, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a promis de *« renforcer »* les barrages filtrants dans certaines zones, avec des comités d'accueil annoncés.

Pour éviter les routes coupées, dans une ville quadrillée de « check-points », un acheminement du président jusqu'à l'aérodrome de Magenta a été organisé depuis l'aéroport international de La Tontouta. Il faut dire que le calme n'est toujours pas rétabli à Nouméa, malgré l'état d'urgence et la présence de plus de 2000 forces de l'ordre. Six personnes, dont 2 gendarmes, ont perdu la vie dans les six premières nuits d'émeutes. Des quartiers et routes restent quasi inaccessibles, tenus par les barrages indépendantistes, auxquelles répondent les barrières érigées à la hâte par les habitants, pour protéger leurs maisons. Enseignants contraints de rester loin des écoles fermées, professionnels inquiets d'une économie mise à mal, soignants empêchés de travailler… Beaucoup exigent des solutions immédiates.



Le président Emmanuel Macron s'est envolé mercredi pour la Nouvelle-Calédonie. LUDOVIC MARIN/AFP

« Je suis en dépression, il faut que ça s'arrête », lance Catherine*, une chef d'entreprise originaire de Marseille. Sur son iPhone, elle conserve des souvenirs de la précédente visite du chef de l'État, en juillet dernier : elle apparaît sur les images, ravie de le voir en plein bain de foule, sur la place Bir-Hakeim. Dix mois plus tard, elle s'inquiète d'un climat lourd, de ces *« regards »* nouveaux qui lui sont lancés quand elle circule. Résidente ici depuis une dizaine d'années avec son mari, elle fait partie de ces nouveaux électeurs qui seront autorisés à voter si la réforme constitutionnelle est votée. Mais *« ça n'a pas d'importance »* pour elle, encore moins aujourd'hui qu'hier.

À l'image de leur maire, la macroniste Sonia Lagarde (Renaissance), les Nouméens ont accentué la pression sur Emmanuel Macron pour un geste d'apaisement de sa part. Quitte à revoir le calendrier d'un projet qu'ils soutiennent sur le fond, en renvoyant à plus tard le vote final au Congrès de Versailles. Sur la place des Cocotiers, devant les drapeaux tricolores d'une foule à majorité loyaliste, le chef de l'État avait appelé le 26 juillet à *« construire l'avenir »*, à la suite des trois référendums sur l'indépendance. Tous remportés par le non, conclusion d'un processus historique de décolonisation. Aujourd'hui, sidéré par les violences, le camp présidentiel se divise sur cet « après ». Élu de Nouméa, le député Renaissance Nicolas Metzdorf ne veut pas entendre parler d'un report qui *« donnerait raison aux casseurs »*. Il se sait soutenu par une partie de sa base.

Économie exsangue

Dans la Vallée des Colons, François* fait partie de ces Caldoches qui ne veulent pas non plus céder de terrain aux indépendantistes. À l'ombre d'une grande toile, il veille ce mercredi sur les personnes qui entrent dans son quartier, protégé par une barrière. *« L'angoisse, c'est que Macron abandonne sa réforme*, insiste le septuagénaire. *S'il l'abandonne, les émeutiers ne vont pas s'arrêter et c'est nous qui allons foutre le bordel. Il a une responsabilité, il ne peut pas merder. »* L'intéressé est prêt à attendre la conclusion d'un accord entre les partis politiques. Mais quelques semaines, pas plus.

Au siège du gouvernement collégial, l'indépendantiste Louis Mapou a rapidement dû se préparer à rencontrer le chef de l'État, aux côtés des principaux élus de l'archipel. Comme le haut-commissaire de la République, Louis Le Franc, il a appris la venue du président par voie de presse. *« Il faut qu'il puisse dire quelque chose sur le plan politique, sinon ça va être plus compliqué »*, affirme-t-il au *Figaro*, effaré par les exactions commises. Il compte aussi s'entretenir avec lui des aides à apporter à une économie exsangue. Selon les estimations de ses équipes, les dégâts s'élèvent à un montant entre 2,5 et 4,4 milliards d'euros. Alors, il *« espère que le président de la République va (les) aider à rebondir »*. ■

** Les prénoms ont été modifiés sur demande.*

Le report du Congrès fait consensus chez les députés, y compris macronistes

Wally Bordas

La situation est explosive. Et les parlementaires appellent le gouvernement à temporiser. Alors que le président de la République, Emmanuel Macron, se rend en Nouvelle-Calédonie pour tenter de rétablir le *« dialogue »* avec les indépendantistes, à l'Assemblée, une grande partie de l'Hémicycle semble désormais appeler à un report du Congrès. L'organisation de ce rendez-vous, censé réunir les deux Chambres après l'adoption au Sénat puis à l'Assemblée du projet de réforme constitutionnelle visant à élargir à de nouveaux électeurs le droit de vote aux élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, est remise en cause par les exactions commises depuis plusieurs jours à Nouméa.

Opposée au texte, la gauche a très rapidement appelé à un retrait du texte. Les débats à l'Assemblée lors de l'examen du projet de loi, la semaine dernière, ont d'ailleurs été l'occasion pour les députés de la Nupes de dénoncer la *« posture coloniale »* de la France. Le RN, pourtant favorable à cette réforme, s'est très rapidement positionné en faveur d'un report du texte. Marine Le Pen l'a fait savoir au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, par téléphone, estimant qu'au vu de la situation sur place, le calendrier n'était pas le bon. Le président du Sénat, Gérard Larcher, a également plaidé pour cette option.

Dans la majorité, c'est la présidente du Palais Bourbon, Yaël Braun-Pivet, qui a, la première, pris la parole pour réclamer un report du Congrès. Ce, alors que le gouvernement, par le biais du premier ministre, Gabriel Attal, avait fait savoir quelques jours plus tôt qu'il n'envisageait pas cette solution. *« La violence n'a jamais forcé la main de personne, elle n'a jamais permis le dialogue »*, avait-il lancé à l'Assemblée mardi dernier, lors des questions au gouvernement. Depuis, plusieurs élus de la majorité emboîtent le pas à Yaël Braun-Pivet. *« Elle a délié les langues, personne ici n'envisage un Congrès au vu de la situation en Nouvelle-Calédonie »*, juge un stratège macroniste.

> **« Nous avons besoin de cette réforme, mais il faut donner le temps de l'apaisement »**
> **Clément Beaune** Ancien ministre des Transports

Le président de la commission des lois, Sacha Houlié, s'est exprimé en ce sens. *« Je pense qu'il ne faut pas s'enfermer dans un calendrier. Nous avons besoin de cette réforme, mais il faut donner le temps de l'apaisement »*, plaide également, auprès du *Figaro*, l'ex-ministre des Transports Clément Beaune. Une opinion très largement partagée au sein du groupe Renaissance. *« Cela paraît juste logique. On ne peut pas à la fois plaider pour le dialogue comme le fait Emmanuel Macron et mener une convocation tambour battant pour un Congrès en juin. Ce ne serait pas honnête »*, estime le député Benoît Bordat. Même le député calédonien Philippe Dunoyer plaide pour un report, le temps de revenir à l'ordre et de trouver un accord local. Une prise de position que regrette Nicolas Metzdorf, l'autre député Renaissance de Nouvelle-Calédonie : *« Dans une démocratie, la violence ne se substitue jamais aux urnes »*.

Mais une autre raison est désormais évoquée pour reporter le Congrès : la difficile recherche d'une majorité. Pour valider le projet de loi, le gouvernement doit obtenir les trois cinquièmes des suffrages. Une gageure dans un contexte où la gauche est opposée au texte tandis que le RN et les sénateurs LR plaident pour temporiser. *« Je pense qu'il vaut mieux reporter à une date ultérieure pour deux raisons : car la situation sur place est explosive et car nous n'aurons même pas de majorité pour faire passer le texte »*, avoue, fataliste, la députée Renaissance Caroline Janvier.

Cette autre macroniste ne dit pas autre chose. Différemment. *« Je suis toujours défavorable au fait de donner la prime au bordel. On ne doit pas céder à la pression, à la violence, ni à la tentative de chaos… Mais j'ai l'impression qu'il y a désormais surtout une difficulté pour trouver une majorité en cas de Congrès »*, admet-elle. La venue d'Emmanuel Macron dans l'archipel devrait donner de nouvelles indications quant aux intentions du gouvernement… Un cadre de la majorité anticipe, résigné : *« Je ne le vois pas annoncer autre chose qu'un report. »* ■

Les assureurs appelés à indemniser au plus vite les habitants de l'archipel

Marie Bartnik

Magasins pillés, entreprises et voitures incendiées… Après neuf jours de violences, les dégâts en Nouvelle-Calédonie atteignent déjà des montants colossaux. Il est encore trop tôt pour disposer des estimations précises que communiquent habituellement les assureurs. Elles ne seront disponibles que la semaine prochaine, une fois les expertises réalisées. En Nouvelle-Calédonie, ce travail est actuellement compliqué par les nombreux barrages qui bloquent les routes de l'île. Les entreprises néo-calédoniennes ont néanmoins effectué leur propre chiffrage. Le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de l'île, David Guyenne, anticipait, mardi, 1 milliard d'euros de dégâts – cinq fois plus que le montant avancé une semaine plus tôt. Un chiffre colossal qui égale déjà le coût des émeutes et des pillages connus l'été dernier en métropole.

De ces événements, le gouvernement a d'ailleurs retenu la leçon. Il a tenu à rassurer rapidement les nombreux habitants de l'île matériellement lésés par les violences. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a réuni ce mardi matin à Bercy les représentants des assureurs et des banques. Objectif de cette réunion : faciliter et accélérer au maximum l'indemnisation des sinistrés. Parmi les assureurs étaient présents Allianz, qui détient plus de 20 % de part de marché en Nouvelle-Calédonie, mais également AXA et Groupama. Seules banques tricolores présentes sur l'île, BPCE, Société générale et BNP Paribas étaient également à Bercy aux côtés des assureurs. *« La séance de travail a été productive. Des mesures et des engagements sont en train d'être finalisés »*, a expliqué le cabinet de Bruno Le Maire à l'issue de cette réunion. La primeur de leur annonce officielle est toutefois réservée à Emmanuel Macron, attendu jeudi matin en Nouvelle-Calédonie.

Note salée

Parmi des pistes évoquées pour accélérer l'indemnisation des sinistres figure la possibilité de recourir à des expertises par visioconférences, comme l'avaient déjà fait les assureurs lors des inondations qui ont frappé en novembre dernier le nord de la France.

L'emploi du terme de « guerre civile » par le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Louis Le Franc, a par ailleurs fait craindre que les assureurs ne couvrent pas les sinistres de ces derniers jours en Nouvelle-Calédonie, au motif que les contrats d'assurance ne s'appliquent pas toujours en cas de guerre. Une crainte infondée, ont rassuré les assureurs mardi. *« C'est bien la garantie émeute qui doit s'appliquer ici. Elle est incluse dans la quasi-totalité des contrats d'assurance*, explique un participant. *Les assureurs seront au rendez-vous. »*

Reste à résoudre le cas épineux des nombreux habitants de l'île non couverts par un contrat d'assurance-habitation. Le taux de couverture y est en effet nettement inférieur à la métropole. Une partie des entreprises ne sont pas non plus assurées contre le risque de pertes d'exploitation, si bien qu'elles risquent de devoir assumer seules le manque à gagner lié à leur fermeture pendant les émeutes.

Pour les assureurs, la note des émeutes diverses et variées finit par ailleurs par être salée. Pour les collectivités locales, souscrire un contrat d'assurance coûte pour cette raison de plus en plus cher et est de plus en plus difficile. Au point qu'un rapport parlementaire commandé récemment par le gouvernement sur l'assurabilité des collectivités a recommandé la création d'un « fonds émeutes ». Il pourrait fonctionner sur le modèle du régime public-privé d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ou d'attentats, dont le financement repose sur une surprime prélevée sur chaque contrat d'assurance-dommages. ■



PASCAL GUYOT/AFP

D'ordinaire très actif sur les réseaux sociaux, le candidat PS-Place publique *(ici, à Montpellier, le 18 mai)* a observé un régime sec depuis le début de la campagne.

Glucksmann veut s'offrir une fin de campagne sur les chapeaux de roues

Richard Flurin

Le candidat social-démocrate prépare une campagne de mobilisation massive sur ses réseaux sociaux, où il est très suivi.

Côté pile, il y a la percée sondagière. Dans la dernière vague du « rolling » quotidien Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste (PS), a battu mercredi un nouveau record en atteignant le seuil symbolique des 15 % d'intentions de vote, après avoir été testé à 9 % début mars, puis à 11 % début avril. À la surprise générale, l'eurodéputé se rapproche dangereusement de la liste du parti présidentiel (16 % ; - 0,5), qui poursuit une dynamique inverse, au point qu'un croisement des courbes n'est plus exclu.

Côté face, il y a des fragilités qui pourraient faire chanceler la nouvelle coqueluche de la social-démocratie le 9 juin prochain. Notamment un indicateur moins scruté - néanmoins crucial - des enquêtes d'opinion : la sûreté du vote. Près de la moitié des Français qui comptent déposer un bulletin Raphaël Glucksmann dans l'urne ne sont pas sûrs de leur choix (46 %). À titre de comparaison, seuls 22 % de ceux qui déclarent voter La France insoumise pourraient changer d'avis, chiffre qui tombe à 15 % pour Renaissance et 14 % pour le Rassemblement national.

Meeting XXL à Paris

Cette incertitude pourrait porter préjudice au candidat. Par exemple si le camp présidentiel parvient, dans les derniers jours de la campagne, à remobiliser ses électeurs égarés ; ou si le réflexe du vote écolo aux européennes, souvent observé par le passé, se réactive de façon inattendue (la liste des Verts ne recueille pour l'instant que 5,5 % des intentions de vote). L'équipe de Raphaël Glucksmann, qui observe la bonne dynamique du moment avec une prudence de serpent, est focalisée sur les derniers jours de la campagne. *« Rien n'est fait, il faut se battre jusqu'au bout. Nous allons mener campagne tambour battant dans les 17 jours qu'il nous reste »*, indique le plus proche conseiller du candidat. Avec quelques surprises.

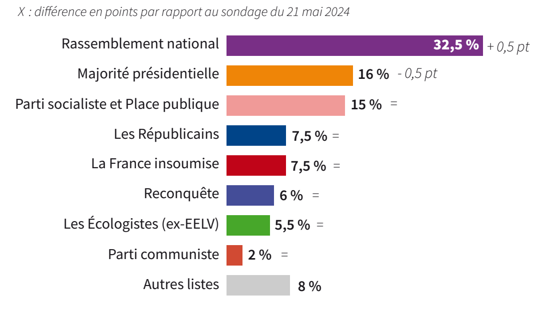
Quatre grands rendez-vous de campagne ponctuent cette dernière ligne droite : les prochains débats télévisés, sur BFMTV le 27 mai, puis sur France 2 le 4 juin ; ainsi qu'un *« meeting XXL »* au Zénith de Paris le 30 mai, avant un autre, à Lille, le 7 juin. Cette dernière démonstration de force militante dans le Nord se fera au côté de la maire PS de la ville, Martine Aubry, figure de la grande époque socialiste, correspondante assidue du candidat et fille de feu Jacques Delors. Raphaël Glucksmann avait d'ailleurs disputé à Emmanuel Macron l'héritage politique de l'ancien commissaire européen, au moment où le président de la République lui avait rendu un hommage appuyé aux Invalides peu après sa mort, le 27 décembre dernier. *« C'est aussi une façon pour nous de montrer que le successeur de Jacques Delors est ici, pas à l'Élysée »*, décrypte un cadre de la campagne. Dans cette logique, le soutien des barons socialistes locaux et des figures historiques du PS s'organise aussi. À l'instar de cette séance de tractage de Raphaël Glucksmann en présence de l'ancien premier ministre Lionel Jospin, mercredi soir devant la mairie PS du 18e arrondissement de Paris. Un quartier mi-populaire mi-gentrifié, où Raphaël Glucksmann pourrait engranger beaucoup de voix.

Ce jeudi, la tête de liste des socialistes doit lancer son *« appel de Paris »*, signe de sa *« résistance contre l'extrême droite européenne »*, aux côtés du socialiste néerlandais Frans Timmermans et sous le soutien de *« plusieurs sociaux-démocrates européens »*. Objectifs : montrer d'une part l'ampleur du front social-démocrate européen et, d'autre part, s'immiscer dans le duel que souhaite installer en France la majorité présidentielle avec le Rassemblement national (RN) au cours d'un débat organisé le soir même entre le premier ministre, Gabriel Attal, et le président du RN, Jordan Bardella, sur France 2. *« Renaissance joue non pas un duel avec l'extrême droite, mais un duo »*, insiste la numéro deux de la liste, Aurore Lalucq, cofondatrice du petit mouvement Place publique (PP), associé au PS.

Le PS talonne la majorité pour la deuxième place

Intentions de vote aux prochaines élections européennes, en pourcentage

X : différence en points par rapport au sondage du 21 mai 2024



Étude réalisée par Ifop-Fiducial pour LCI, *Le Figaro* et Sud Radio. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 799 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Questionnaire auto-administré en ligne du 19 au 22 mai 2024.



« Influenceur politique »

Selon nos informations, le camp de Raphaël Glucksmann s'apprête en outre à faire usage d'une *« arme de mobilisation massive »* que les stratèges ont pris soin de garder de côté pour le moment. Le candidat aux 800 000 abonnés sur Instagram - et 370 000 sur LinkedIn - s'apprête à lancer une mobilisation numérique dans les tout derniers jours en multipliant les publications. C'est Pierre Natnaël Bussière, artisan de l'engagement sur la question des populations ouïgoures en Chine, qui a fait de Raphaël Glucksmann un authentique *« influenceur politique »*, qui est sur le pied de guerre. *« À partir du meeting de Paris, le 30 mai, nous allons montrer à nos abonnés que nous sommes en campagne et envoyer le signal à tous ceux qui hésitent que c'est ici que se trouve la force »*, prévient-il.

D'ordinaire très actif sur les réseaux sociaux, Raphaël Glucksmann a opéré un régime sec depuis le début de la campagne, se contentant de quelques publications sur des thématiques fortes, sans jamais se présenter comme un candidat. Ce recours tardif avait été théorisé de longue date au sein de l'équipe de campagne. *« La sursaturation de l'espace public, avec la multiplicité des sujets d'actualité, conduit à une dispersion de l'attention. C'est pour cette raison que la campagne se jouera au tout dernier moment sur les réseaux sociaux »*, explique le sociologue et spécialiste des médias sociaux, qui entend *« utiliser à plein la mobilisation différentielle »*. Mais la tendance s'inversera bien à la fin de la semaine prochaine, avec la mise en avant d'extraits de débats ou de meetings autour de trois thématiques clés : l'écologie, le féminisme et la lutte contre l'extrême droite. Un moyen de puiser autant que faire se peut dans les réserves de voix écolo et macroniste. *« Nous devons nous imposer comme le premier rempart face à Jordan Bardella et mettre en lumière l'écologie groupusculaire et ésotérique d'Europe Écologie-Les Verts »*, assume un proche de Raphaël Glucksmann.

Enfin, Pierre Natnaël Bussière n'exclut pas non plus de réaliser des publications pour *« démonter les mensonges et les manipulations de La France insoumise »* au cours de la campagne. *« Avec humour »*, précise-t-il, pour ne pas rompre avec l'enthousiasme et la bienveillance portés par le candidat. À contre-pied justement des discours provocateurs de Jean-Luc Mélenchon. ■

Loin derrière le podium, ces partis hantés par le couperet des 5 %

Célestine Gentilhomme

Des courbes défilent sur le téléphone d'un cadre écologiste, attablé au fond d'un restaurant parisien. L'intéressé montre du doigt une ligne verte, tout en bas du graphique. *« Vous voyez, là, si ça continue comme ça, on va vraiment finir à 3 % ! »*, lâche-t-il dans un rire jaune. Il faut dire que, depuis une semaine, la liste EELV emmenée par Marie Toussaint joue à se faire peur. Donnés à 5,5 % d'intentions de vote, dans la dernière vague du « rolling » quotidien Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, les Écologistes tricolores sont menacés de passer sous la barre fatidique des 5 %, ce qui les ferait disparaître du Parlement européen.

Dans les enquêtes d'opinion, les Verts surveillent donc de près l'indicateur de sûreté du choix des électeurs, qui ne s'établit qu'à 49 % pour leur liste. Autrement dit, la moitié des Français qui comptent voter pour Marie Toussaint déclarent qu'ils pourraient changer d'avis d'ici au 9 juin. *« Si la balance penche du mauvais côté, elle peut se retrouver sous les 3 % »*, avance un proche de la tête de liste des socialistes, Raphaël Glucksmann, en espérant que la mauvaise passe des écologistes vienne amplifier la dynamique du PS.

Un stratège Insoumis renchérit : *« Ils ont un risque de toboggan dans la dernière ligne droite. »* À bientôt deux semaines du vote, le scénario catastrophe s'installe dans toutes les têtes. Surtout après le record de voix de Yannick Jadot aux dernières élections de 2019 (13,48 %), qui avait permis à douze eurodéputés verts de rejoindre Strasbourg, avant une vague verte aux municipales de l'année d'après. *« Qui seront les gardiens de la transition écologique si nous ne sommes pas là ? »*, s'alarme l'un des élus sortants, qui redoute le coup de trop asséné à l'écologie politique.

À l'autre bout de l'échiquier politique, l'inquiétude saisit aussi les rangs de Reconquête, dont la chef de file, Marion Maréchal, flirte elle aussi dangereusement avec la cote d'alerte. Dans notre étude, la candidate garde difficilement la tête hors de l'eau, avec 6 % d'intentions de vote. *« On a forcément une part d'appréhension. On sait qu'on n'est jamais attendu bas, que les sondages ne sont pas ceux qu'on souhaiterait »*, reconnaît un proche d'Éric Zemmour. Un autre temporise : *« On se stabilise.*

« Qui seront les gardiens de la transition écologique si nous ne sommes pas là ? »

Un eurodéputé écologiste

On n'est jamais descendu en dessous des 5 %. » Pour l'instant, trois quarts (74 %) des électeurs de Marion Maréchal se disent *« certains »* de glisser un bulletin à son nom dans l'urne le jour du vote. *« Ce qui fait peur, c'est que les européennes sont un scrutin ultra-incertain. On a vu les écolos créer la surprise en 2019, puis François-Xavier Bellamy passer de 14 % d'intentions de vote dans les sondages à 8 % dans les urnes en deux jours »*, rappelle une figure du mouvement nationaliste.

À droite pourtant, on refuse de croire à une nouvelle dégringolade de la liste menée par François-Xavier Bellamy. Donnés au-dessus du seuil fatidique, Les Républicains (LR) se sont stabilisés au fil des enquêtes d'opinion autour de 8 % des intentions de vote (7,5 % dans la dernière vague de notre sondage). Confiant, Guilhem Carayon, président des Jeunes LR et candidat en 9e position, imagine même un score à deux chiffres : *« Si on fait entre 8 et 10, c'est un bon résultat. »*

Au coude-à-coude avec LR dans les sondages, les Insoumis espèrent eux faire encore mieux. Oscillant timidement entre 7,5 % et 8 % d'intentions de vote, ils ne sont pas définitivement à l'abri du couperet des 5 %. *« Nous avons un cap, un objectif : être deuxième »*, a pourtant martelé ce mercredi Manon Aubry, tête de liste LFI, lors d'une conférence de presse. *« Il y a eu une vague d'inscription sur les listes électorales dans les deux derniers jours avant la fermeture début mai. Cela devrait nous profiter »*, complète l'eurodéputée auprès du *Figaro*, convaincue que la stratégie mélenchoniste consistant à cibler les abstentionnistes des quartiers populaires pourrait finir par fonctionner.

En attendant, chaque camp observe de près les scores prêtés dans les sondages aux Écologistes et à Reconquête, qui sont les plus menacés. Dans le cas où ces deux formations échoueraient sous la barre des 5 %, les autres partis, situés au-dessus, se partageraient mécaniquement davantage d'eurodéputés, parmi les 81 sièges dévolus au total à la France au Parlement européen. À l'inverse, si Reconquête - qui n'était pas sur la liste de départ en 2019 - parvenait cette fois à franchir les 5 %, cela aurait un impact direct sur ses adversaires : un score équivalent à celui d'il y a cinq ans assurerait, de fait, moins d'élus aux partis en question. ■


STRINGER/REUTERS

Des militaires ukrainiens patrouillent, lundi, à Orikhiv, dans la région de Zaporijjia, une zone fortement endommagée par les frappes russes.

Les Vingt-Sept valident l'utilisation des avoirs russes gelés pour armer Kiev

Solenn Paulic

Les 3 milliards d'euros par an serviront aux forces ukrainiennes et à la reconstruction du pays.

C'est une nouvelle bouffée d'oxygène pour Kiev, mais qui reste encore loin de répondre aux besoins de l'armée ukrainienne sur le front. Mardi, les ministres des Affaires européennes ont confirmé – à l'unanimité – l'accord politique trouvé mi-mai pour utiliser les revenus générés par les avoirs russes, en l'occurrence ceux détenus par la société belge Euroclear.

La majeure partie de ces revenus, estimés à environ 3 milliards d'euros par an, sera versée à la Facilité européenne de paix (FEP), l'instrument de l'Union doté de 17 milliards d'euros jusqu'en 2027 et qui permet notamment l'envoi d'armes à l'Ukraine depuis l'invasion russe en février 2022. Le reste ira à la reconstruction du pays.

Mais pour Washington, qui vient d'adopter non sans mal un vaste paquet d'aides de 61 milliards de dollars, les Européens devraient encore aller plus loin alors que les pays de l'UE et la société belge détiennent justement à eux seuls près de 200 milliards des 260 milliards d'euros d'avoirs de la Banque centrale russe gelés en 2022.

Une confiscation pure de ces avoirs, comme en rêvent Washington et les États baltes, serait illégale et risquée pour l'UE, en termes de stabilité financière ou d'image, selon les juristes ou encore la BCE

Une réunion du G7 Finances, ce jeudi en Italie, servira à sonder les Européens et voir jusqu'où ils peuvent et veulent aller. Et ils seront invités à se pencher sur un autre système : des prêts à l'Ukraine, pouvant aller jusqu'à 50 milliards de dollars, garantis précisément par les bénéfices générés par les actifs russes.

À ce stade, les Vingt-Sept marchent sur des œufs. Après avoir tergiversé pendant des mois, ils ont décidé qu'Euroclear, qui détient 191 milliards d'euros de ces actifs, versera à l'Union une partie des recettes générées par les intérêts, et cela dès juillet. Ils évitent donc de s'attaquer directement aux actifs russes et de s'exposer à une violation du droit international, ce qui n'a pas empêché le Kremlin de les accuser mercredi d'« *expropriation* ».

Une confiscation pure de ces avoirs, comme en rêvent Washington et les États baltes, serait illégale et risquée pour l'UE, en termes de stabilité financière ou d'image, selon les juristes ou encore la BCE.

Régulièrement accusés de ne pas en faire assez pour Kiev, les Vingt-Sept avaient déjà décidé en mars d'augmenter de 5 milliards d'euros le plafond de la FEP, essentiellement financée par les budgets nationaux. En février, ils ont aussi accepté un dispositif d'aide non militaire plus large, de l'ordre de 50 milliards d'euros sur quatre ans.

À ce jour, l'UE et les États membres ont dépensé 32 milliards d'euros en aide militaire pour l'Ukraine. Sans oublier l'aide purement bilatérale, la plus importante : en février, l'Allemagne avait ainsi dépassé 17 milliards d'aides en équipements militaires selon le Kiel Institute. Et la France, 3,8 milliards fin 2023.

Mais avec une Russie qui multiplie les attaques massives et un coût de reconstruction de l'Ukraine estimé à des centaines de milliards d'euros, les montants semblent dérisoires.

Au sein de l'UE, certains États membres ne seraient pas insensibles à cette nouvelle modalité de prêts poussée par les États-Unis. Une piste qui présente « *une structure tout à fait possible juridiquement* », confirme Karel Lannoo, directeur du CEPS (Center of European Policy Studies) et moins périlleuse que l'utilisation directe des avoirs.

Au sein de certains pays membres, on s'agace un peu de l'activisme de Washington, qui semble voir ces 200 milliards d'actifs comme une manne miracle à portée de main. Alors que les États-Unis ne détiennent que quelques milliards de dollars de ces actifs russes, ils ne subiraient que des représailles mineures si la Russie devait les poursuivre. Pour les Européens, ce serait en effet une autre histoire au regard des montants immobilisés et la mesure adoptée mardi n'exclut pas d'ailleurs des ennuis potentiels, Euroclear et la Belgique pouvant toujours s'exposer à des procès. Mais on reconnaît que cette nouvelle piste du G7 pourrait être une solution pour augmenter considérablement l'aide à l'Ukraine, à un moment où l'UE arrive un peu à court d'idées.

Car ces 50 milliards de nouveaux emprunts, dont une partie serait assumée par l'UE, iraient en toute logique au soutien militaire. « *On ne va pas les envisager pour la seule reconstruction alors que le pays est tous les jours sous les bombes* », imagine ainsi un diplomate. Pour autant, l'idée demeure « *seulement dans la tête de Janet Yellen* (la secrétaire d'État au Trésor, NDLR) », ajoute-t-il.

Pour Nicolas Véron, du think-tank européen Bruegel à Bruxelles et du Peterson Institute for International Economics à Washington, la communication très énergique de Washington sur le sujet ne doit en effet pas masquer les défauts de fabrication de la proposition.

« *Elle pourrait bien se révéler être un engagement de dépenses publiques futures* », explique-t-il. Et sera difficile à mettre en œuvre « *sans certitude sur les revenus futurs d'Euroclear* ». Il faudra apporter des garanties « *forcément publiques* » à ces emprunts. Cette discussion sur les actifs russes est en outre loin d'être la plus importante, selon le chercheur, les États membres dépensant actuellement pour Kiev « *des montants négligeables au regard de la capacité du PIB européen* » et pouvant déjà couvrir autrement les besoins de l'Ukraine. ■

Moscou laisse planer la menace d'une révision de ses frontières en Baltique

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

En pleine avancée de l'armée russes dans le nord-est de l'Ukraine, un autre signal venu de Moscou inquiète au plus haut point pays Baltes et Scandinaves. Le site gouvernemental a publié en effet en date du mardi 21 mai un décret du ministère de la Défense proposant d'« *ajuster* » la frontière autour des îles russes de la partie orientale du golfe de Finlande et autour de Kaliningrad. En clair, ce projet verrait la Russie étendre ses eaux territoriales en modifiant sa frontière avec la Finlande et la Lituanie en mer Baltique, ce qui ferait passer des aires, actuellement contrôlées par les deux pays, sous tutelle russe.

Les frontières de la Russie dans la région occidentale de Kaliningrad et dans la partie orientale du golfe de Finlande seraient modifiées, selon le document. Celui-ci ne fournit aucune précision sur l'étendue des « *ajustements* » envisagés, se bornant à indiquer que la délimitation des frontières datant de 1985, à l'époque de l'URSS avait utilisé des cartes marines du milieu du XXe siècle et ne correspondait donc pas aux coordonnées cartographiques actuelles. Mais mercredi, la confusion s'est ajoutée au trouble lorsqu'on a constaté que le projet avait été retiré du portail gouvernemental. Simultanément, les trois principales agences de presse Tass, RIA Novosti et Interfax, citant une « *source militaro-diplomatique* », assuraient de concert que la Russie « *n'a aucune intention de réviser la largeur des eaux territoriales, de la zone économique, du plateau continental et la ligne de sa frontière nationale dans la mer Baltique* ».

Il n'en fallait plus plus toutefois pour déclencher l'alarme chez les pays concernés pour lesquels cette mesure unilatérale s'inscrit dans la stratégie globale de la Russie visant à renforcer son influence dans la région. La Finlande et la Lituanie, dont les relations avec la Russie se sont considérablement dégradées depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, ont aussitôt demandé à Moscou de s'expliquer. « *La Russie est membre et partie de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Nous attendons uniquement de la Russie qu'elle respecte cette convention* », a réagi la ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen. « *Il ne faut pas oublier que semer la confusion, c'est aussi avoir une influence hybride. La Finlande ne se laissera pas désorienter* », a aussi écrit la chef de la diplomatie finlandaise sur X. Pour sa part, le ministre lituanien des Affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis a également dénoncé le projet russe. « *Une nouvelle opération hybride russe est en cours, cette fois pour tenter de répandre la peur, l'incertitude et le doute à propos de leurs intentions en mer Baltique* », a écrit le chef de la diplomatie lituanienne, également sur X.

« Notre potentiel nucléaire est important et, en organisant de puissants exercices près des frontières de l'Otan, nous disons : n'attaquez pas les villes russes, sinon nous frapperons avec des armes nucléaires »

Sergueï Kolounov
Député à la Douma

« *C'est une escalade évidente contre l'Otan et l'UE, qui doit faire l'objet d'une réponse ferme et appropriée* », a ajouté le ministre dont le pays a expulsé l'ambassadeur russe et réduit ses relations diplomatiques avec Moscou en avril 2022, en réaction aux atrocités imputées aux forces russes dans la ville ukrainienne de Boutcha. Erreur – hypothèse peu probable –, provocation calculée destinée à semer le flou ou manifestation de désaccords entre plusieurs « tours » du Kremlin, les divers clans gravitant autour de la présidence ?

L'affaire manifeste en tout cas la volonté de la Russie d'accroître ses positions en mer Baltique et à s'assurer le contrôle de voies navigables d'importance stratégique. L'initiative était suffisamment avancée pour que, selon le quotidien économique *RBC*, le ministère russe des Affaires étrangères ait été chargé de remettre des copies des nouvelles cartes au secrétaire général des Nations unies afin que les changements puissent entrer en vigueur dès janvier prochain.

Ce message adressé aux Occidentaux coïncide dans le même temps avec une autre mise en garde, sous la forme d'exercices militaires incluant l'utilisation d'armes nucléaires tactiques. Ces manœuvres, dont le lancement a été annoncé mardi, avaient été ordonnées début mai par le président Vladimir Poutine, en réponse aux « *menaces* » occidentales, selon le chef du Kremlin. Des déclarations qui avaient notamment suivi les propos d'Emmanuel Macron évoquant l'éventualité de l'envoi de soldats européens sur le terrain. Selon le ministère russe de la Défense, ces exercices consistent notamment pour les militaires russes à s'entraîner au chargement des « *munitions spéciales* » dans les batteries de missiles Iskander, mais aussi à les déplacer « *de manière dissimulée* » sur des zones de tir. L'aviation et des missiles hypersoniques Kinjal sont également impliqués, a précisé le ministère de la Défense. Ces manœuvres se déroulent dans le district militaire Sud, basé près de l'Ukraine, à proximité de régions dont Moscou revendique l'annexion.

« *Ce n'est pas un hasard*, confirme Sergueï Kolounov, député à la Douma. *Notre potentiel nucléaire est important et, en organisant de puissants exercices près des frontières de l'Otan, nous disons : n'attaquez pas les villes russes, sinon nous frapperons avec des armes nucléaires* ». Maintes fois brandie, en premier lieu par Vladimir Poutine, la menace laisse sceptiques nombre de d'experts occidentaux pour lesquels la Russie continuera peu ou prou à « *jouer le jeu de la dissuasion* ». « *La Russie adhère au traité d'interdiction des essais nucléaires* », rappelle mardi le journal *Rossiskaïa Gazeta*, en indiquant que « *les exercices en cours sont susceptibles d'utiliser des simulateurs d'armes nucléaires tactiques ou de procéder à des lancements électroniques* ». ■

Royaume-Uni: Rishi Sunak convoque des législatives le 4 juillet

Amandine Alexandre Londres

Alors que les conservateurs sont donnés largement battus depuis des mois, leur chef de file a pris le risque, mercredi, de devancer l'appel.

Rishi Sunak convoque des élections législatives. Au terme d'une nouvelle journée dominée par les spéculations sur la convocation d'élections législatives anticipées, le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a tenu mercredi en fin d'après-midi un Conseil des ministres au 10 Downing Street. Le chef du Parti conservateur et chef du gouvernement, en poste depuis octobre 2022, a ensuite prononcé un discours confirmant la dissolution imminente de la Chambre des communes et la tenue d'un scrutin parlementaire.

Rishi Sunak a choisi la date du jeudi 4 juillet prochain pour convoquer les Britanniques aux urnes. En théorie, le chef de l'exécutif avait jusqu'à la mi-décembre pour organiser des élections législatives, mais le leader conservateur a probablement souhaité capitaliser sur la publication la semaine dernière des chiffres de la croissance (+0,6 % au premier trimestre) et sur ceux de l'inflation publiés mercredi. Pour la première fois en presque trois ans, celle-ci est au plus bas, à 2,3 %, le signe que *« des jours meilleurs se profilent à l'horizon »*, selon le premier ministre. En dépit de ces bonnes nouvelles, le scrutin s'annonce à haut risque pour Rishi Sunak et les conservateurs au pouvoir depuis la victoire de David Cameron contre Gordon Brown, en mai 2010.

Tourner la page

Au terme de 14 années marquées par l'austérité, le délitement du système de santé publique, le Brexit et une multitude de scandales politiques et économiques, les Britanniques semblent impatients de tourner la page et de remettre au pouvoir le Parti travailliste emmené par Keir Starmer, un ex-avocat de 61 ans qui promet la stabilité économique aux électeurs.

Dans les sondages, ce dernier est donné largement en tête avec environ 45 % des intentions de vote contre 20 à 25 % pour les tories de Sunak et 12 % pour le parti anti-immigration et anti-politiques climatiques Reform UK. Avec un mode de scrutin majoritaire à un tour dans les 650 circonscriptions du Royaume-Uni, de tels résultats se traduiraient par une large majorité pour les travaillistes.

Rishi Sunak, qui a pris la succession de Liz Truss en octobre 2022 dans des circonstances très tumultueuses, a longtemps donné l'impression de vouloir attendre le dernier moment pour convoquer des élections législatives. L'ex-ministre de l'Économie de Boris Johnson âgé de 44 ans a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 2015. Il a été réélu en décembre 2019 lorsque les conservateurs ont remporté une majorité historique trois ans après la victoire du Brexit au référendum de juin 2016. ■

» Lire aussi PAGE 23

La Palestine reconnue par Madrid, Oslo et Dublin

Mathieu de Taillac Madrid

Le ministère israélien des Affaires étrangères a rappelé «pour consultations» ses ambassadeurs en Irlande et en Norvège.

L'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont annoncé le même jour et à la même heure qu'elles reconnaîtront mardi prochain un État palestinien. Ces trois pays européens qui travaillent de concert à la promotion de l'Autorité nationale palestinienne au statut d'État pourraient être rejoints par un quatrième, la Slovénie. Son gouvernement a adopté le 9 mai un décret sur la reconnaissance d'un État palestinien qui doit être approuvé par le Parlement d'ici au 13 juin.

À Madrid, c'est le président du gouvernement, Pedro Sanchez, qui a donné la nouvelle devant le Parlement. Celui-là même qui a entraîné les deux autres pays dans son sillage, visitant Oslo et Dublin le 12 avril dernier et échouant auparavant à convaincre le Portugal, la Belgique et le Luxembourg de lui emboîter le pas. Le chef de l'exécutif a mis en avant trois arguments pour justifier une décision qui, depuis qu'il en parle publiquement, irrite les autorités israéliennes : *« La paix, la justice et la cohérence. »*

«Le seul chemin crédible vers la paix et la sécurité»

Le premier concept se réfère à l'idée d'établir un certain équilibre à la table des négociations. *« Seule une solution à deux États (…) permettra la paix,* a dit Sanchez. *Et, pour y arriver, les deux parties doivent s'asseoir à égalité de conditions. »* Le dirigeant socialiste a considéré que *« le temps est venu de passer des paroles aux actes. De dire aux millions de Palestiniens qui souffrent que nous sommes avec eux, qu'il y a un espoir. »*

Assurant que cette décision *« ne se fait pas contre le peuple d'Israël »* et *« encore moins contre les Juifs, un peuple admirable, dont l'identité est intimement liée à l'histoire et à la culture de l'Espagne »*, Sanchez a aussi réitéré sa condamnation du Hamas, défini comme *« un groupe terroriste qui n'a pas sa place dans l'avenir de la Palestine »*. Il s'est dit conscient de possibles *« conséquences »* sur la relation bilatérale, qu'il s'est dit prêt à *« assumer ». « La diplomatie, ce n'est pas ne gêner personne, c'est défendre ses valeurs et ses principes de manière pacifique. »*

En Norvège, le premier ministre, Jonas Gahr Store, a pris la parole peu avant ses deux homologues : *« Nous devons faire vivre la seule alternative offrant une solution politique à la fois aux Israéliens et aux Palestiniens : deux États, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité »*, ajoutant qu'il lançait *« un appel fort »* à d'autres pays pour qu'ils rejoignent le mouvement. La Norvège considère que les frontières de l'État palestinien doivent être celles d'avant 1967 mais que cette question ne doit pas être un obstacle aux négociations.

Côté irlandais, le premier ministre, Simon Harris, a défini la solution à deux États comme *« le seul chemin crédible vers la paix et la sécurité pour Israël et pour la Palestine »*, et ajouté que l'Irlande reconnaît sans équivoque le droit pour Israël d'*« exister en sécurité et en paix avec ses voisins »*. Le dirigeant irlandais, qui a tenu une conférence de presse, a lié sa décision à l'histoire de son pays : *« Occuper notre place sur la scène mondiale et que d'autres reconnaissent notre droit à en faire partie était un sujet de la plus haute importance pour les fondateurs de notre État. »*



Le premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé, mercredi, lors de la session plénière du Parlement, que son pays reconnaîtra un État palestinien indépendant. VIOLETA SANTOS MOURA/REUTERS

«Mouillez-vous»

L'engagement pour les droits des Palestiniens et la paix au Proche-Orient n'empêche pas les querelles politiques nationales. En Espagne, la reconnaissance par le Conseil des ministres s'appuie sur un vote unanime du Parlement en 2014. Un consensus auquel ne parviendraient pas aujourd'hui les députés. Deux partis, Vox (extrême droite) et Junts (indépendantistes catalans de centre droit) sont ouvertement hostiles à cette reconnaissance, tandis que le Parti populaire (PP, droite), qui avait voté favorablement il y a dix ans, ne dit plus clairement quelle est sa position aujourd'hui. Sanchez a largement souligné cette ambiguïté. *« Mouillez-vous !* a-t-il lancé au chef de l'opposition, le président du PP, Alberto Nuñez Feijoo. *Votre position ne peut pas être que vous n'avez pas de position ! Les Espagnols ont le droit de savoir ce que vous pensez, et de nombreux électeurs du PP sont favorables à la reconnaissance de l'État palestinien. »*

L'opinion publique espagnole compte en effet parmi les plus favorables du continent, une position à laquelle Sanchez a voulu donner une perspective historique. *« Quand les bombardements auront cessé, quand la poussière des tanks et des démolitions se sera dissipée à Gaza (…), on se rendra compte qu'il s'agit de l'un des épisodes les plus sombres du XXIe siècle,* a-t-il jugé. *Je veux que les Espagnols puissent dire alors, la tête haute et la conscience tranquille, qu'eux étaient du bon côté de l'Histoire. »* ■

La guerre à Gaza a hâté une évolution parmi les nations européennes

Georges Malbrunot

La Norvège, l'Espagne et l'Irlande ont donc sauté le pas, en annonçant leur décision de reconnaître l'État de Palestine. *« Nous devons faire vivre la seule alternative offrant une solution politique à la fois aux Israéliens et aux Palestiniens : deux États, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité »*, a déclaré le premier ministre norvégien, Jonas Gahr Store, en lançant un *« appel fort »* à d'autres pays pour qu'ils rejoignent cette initiative. *« Je suis absolument certain que d'autres pays nous rejoindrons bientôt*, confie au *Figaro* le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, *et il y en a plus que ceux qui sont évoqués dans la presse* (Malte, Slovénie, Belgique, NDLR) *»*.

Israël a immédiatement réagi en rappelant *« pour consultation »* ses ambassadeurs en Irlande et en Norvège, et en avertissant que *« reconnaître un État palestinien risque de vous transformer en pion dans les mains de l'Iran »* et du Hamas. L'État hébreu fustige une *« récompense »* pour le Hamas, sept mois après son attaque terroriste en Israël. *« Je suis en désaccord total avec cette accusation »*, répond le chef de la diplomatie norvégienne. *« Au contraire,* ajoute-t-il, *cette reconnaissance renforce les factions modérées palestiniennes anti-Hamas, qui réclament depuis des décennies un État aux côtés d'Israël. »*

De fait, cette décision pourrait gêner le Hamas, comme le laissait entendre un de ses dirigeants Khaled Mechaal au *Figaro* en décembre. *« Lorsqu'un État de Palestine sera proclamé, le Hamas se prononcera sur la reconnaissance d'Israël »*, disait-il. Ce sera alors un moment de vérité pour un mouvement qui ne reconnaît pas Israël et veut libérer toute la Palestine. *« Le Hamas veut une solution à un seul État comme certains extrémistes israéliens,* analyse le ministre norvégien des Affaires étrangères, *c'est pour cela qu'une reconnaissance de la Palestine aux côtés d'Israël les gêne »*. Non membre de l'UE, la Norvège ne considère pas le Hamas comme une organisation terroriste et entretient des relations avec ses dirigeants.

«Le bon moment»

De son côté, la France, jadis pionnière sur cette question, s'est contentée de rappeler sa position : si une telle reconnaissance *« n'est pas taboue »*, *« les conditions ne sont pas réunies à ce jour pour que cette décision ait un impact réel »* sur le processus visant la solution des deux États, a affirmé à l'AFP Stéphane Séjourné, le ministre des Affaires étrangères, après avoir reçu son homologue israélien, Israel Katz. *« Cette décision doit être utile, c'est-à-dire permettre une avancée décisive sur le plan politique »*, a souligné M. Séjourné.

« Le bon moment, c'est maintenant », plaide au contraire un diplomate français. Selon lui, *« notre position est incohérente : la France vient de voter une résolution à l'ONU appelant la reconnaissance de la Palestine. » « Ce ne serait pas compréhensible qu'on ne le fasse pas à notre tour »*, renchérit l'ancien diplomate Denis Bauchard, qui avec d'autres, évoque en fait *« un recul »* français sur ce dossier.

« En 2007, sous Nicolas Sarkozy, la France avait organisé une conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien, rappelle l'ancien diplomate Pierre Duquesne, qui avait travaillé sur cette question. *Et en 2011 au terme d'une enquête du FMI, de la Banque mondiale et de l'ONU, la communauté internationale avait conclu que les Palestiniens étaient capables de gérer leur État. »*

Pour la Norvège, l'Irlande et l'Espagne, il y a désormais urgence, alors que la guerre fait rage à Gaza. *« Une reconnaissance ne peut plus attendre une solution de paix »*, soutient le premier ministre norvégien. D'abord parce que la situation sur le terrain l'impose. *« On a une guerre brutale à Gaza, des attaques terroristes du Hamas et une violence des colons israéliens en Cisjordanie »*, fait valoir le chef de la diplomatie d'Oslo. D'autre part, d'importantes réunions vont se tenir le week-end prochain à Bruxelles entre ministres des Affaires étrangères européens et arabes sur l'après-guerre à Gaza. En avril, à Riyad, les pays arabes, emmenés par l'Arabie saoudite, *« ont encouragé »* les Européens à reconnaître l'État de Palestine. *« Ils nous ont dit*, se souvient un participant à la réunion, *si vous Européens faites votre part du chemin, nous, on fera le nôtre en vue d'une normalisation avec l'État hébreu ». « Notre décision ne va pas changer la situation sur le terrain. Mais c'est une pièce d'un puzzle que nous devons rapidement bâtir »*, martèle le chef de la diplomatie norvégienne.

Sollicité, l'Élysée renvoie sur le ministère des Affaires étrangères. Toutefois, une récente tribune dans *Le Monde* appelant à une reconnaissance française de la Palestine, commencée par le Franco-Israélien Ofer Bronchtein, qui a l'oreille d'Emmanuel Macron, pourrait préfigurer un changement de pied. ■

Paule Gonzalès

Alors que le premier ministre rendait hommage ce mercredi aux deux agents tués dans l'attaque du fourgon, les enquêteurs avancent lentement sur le profil des tueurs.



Gabriel Attal, mercredi, à l'ancienne prison de Caen, lors de l'hommage rendu aux deux agents pénitentiaires abattus le 14 mai dernier. TERESA SUAREZ / AFP

Pénitentiaire : Gabriel Attal se pose en défenseur de la profession

Sur la pelouse synthétique de la cour de promenade de l'ancienne maison d'arrêt de Caen, aux murs lépreux et aux volets bleus désarticulés, l'émoi de la République tout entière – ou presque – a accueilli les dépouilles d'Arnaud Garcia et Fabrice Moello, morts au péage d'Incarville sous les balles de *« malfrats »*, comme l'a souligné le premier ministre lors de son hommage aux deux agents, mercredi. De la modestie des lieux, de la retenue de la cérémonie, des visages dignes et tristes s'est dégagée une gravité sincère que Gabriel Attal – en lieu et place du président de la République parti pour Nouméa – a su accompagner, consolant un peu le dépit des professionnels de la pénitentiaire d'avoir été une fois de plus sacrifiés à une actualité plus pressante. Car l'absence du chef de l'État à l'hommage est *« un nouveau coup de massue pour les personnels pénitentiaires »* et *« une cruelle désillusion »*, réagissait l'intersyndicale des surveillants pénitentiaires dans un communiqué, avant la cérémonie.

Emmanuel Macron s'est contenté d'un post sur X quelques minutes avant que ne commence l'hommage : *« Partout sur notre territoire, des femmes et des hommes s'engagent pour nous protéger. Le surveillant brigadier Arnaud Garcia renouvelait ce choix chaque jour depuis 15 ans. Le capitaine pénitentiaire Fabrice Moello depuis 29 ans. »*

Mercredi, Gabriel Attal a martelé que les deux agents *« partageaient la conviction que la fermeté et l'autorité sont la garantie de la sécurité. Ils avaient accepté d'incarner l'autorité de la nation. (…) Il n'y a pas de justice si l'autorité n'est pas respectée, pas de justice si les peines ne sont pas appliquées. Alors, la justice, c'est Fabrice Moello et Arnaud Garcia »*.

Retraçant, depuis l'aube, la journée fatale dont *« chaque heure qui passait les rapprochait du drame et de la mort »*, le premier ministre a insisté : *« Trois minutes, c'est le temps qu'aura duré cette attaque. Trois minutes et pourtant une éternité, Nicolas est le premier à se relever, à héler les secours. » « Pour Damien et Arnaud, la vie ne tient qu'à un fil, plus durement touchés par la mitraille. (…) Nous ne les oublierons pas, ne les abandonnerons pas. »* Et de poursuivre : *« Le 14 mai, l'effroi a touché la France. Le cœur de chaque Français s'est serré. (…) Je veux redire ma solidarité, mon soutien à la communauté pénitentiaire et judiciaire (…). Leur mort ne restera pas impunie, l'enquête avance, et elle se poursuivra autant qu'il le faudra et aboutira. »*

Enfin, a-t-il promis face aux deux cercueils : *« Aux criminels lâches, odieux, qui ont accompli ce crime barbare je veux le dire à nouveau, ne dormez pas tranquilles, nous vous traquerons, nous vous trouverons et nous vous punirons, le glaive de la justice ne tremblera pas. Nous vous le devons. »*

Il faudra être patient. Rien ne fuite, ou si peu, de l'enquête en cours. Laure Beccuau, procureur de la République pour la Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco) a affirmé, mardi, sur les chaînes d'info en continu, *« disposer de pistes sérieuses »*. *« Rien n'est exclu, tout est observé, tout est examiné »*, a-t-elle ajouté. Les huit magistrats de la section criminalité organisée classique de la Junalco sont à temps plein sur l'affaire, mobilisables 24 heures sur 24.

« Les moins puissants sont souvent les plus violents »

Les juridictions de Marseille et de Rouen passent au crible deux autres procédures criminelles pour enlèvement et séquestration auxquelles aurait participé Mohamed Amra et qui lui ont valu deux mises en examen. *« Le but est de mettre au service de l'enquête la connaissance fine que ces magistrats ont des organisations criminelles locales »*, souligne un proche de l'enquête. L'Office central de lutte contre le crime organisé pilote cette dernière.

La famille, le voisinage et l'entourage connu de Mohamed Amra ont déjà été auditionnés. D'emblée, la thèse de son avocat selon laquelle son client aurait pu être enlevé par une bande rivale n'est pas privilégiée par les enquêteurs. *« Cela relève du roman »*, souligne-t-on au sein du parquet de Paris. Au contraire, on estime a priori que *« risquer une peine de perpétuité pour libérer le voyou milite pour une opération menée pour et par des hommes qui se connaissent bien. Après tout, Mohamed Amra n'était-il pas lui-même en train de se forger une spécialité en matière d'enlèvement et séquestration ? »*, souligne-t-on.

En revanche, les magistrats prennent avec des pincettes l'idée du petit voyou devenu grand caïd et bénéficiant d'une équipe de grands professionnels : *« Les moins puissants sont souvent les plus violents. Ceux qui s'autorisent une évasion aussi mortelle ne sont pas forcément le haut du panier du grand banditisme. D'une certaine manière, il faut presque être plus fort pour ne pas tirer et maîtriser une situation au point d'exfiltrer quelqu'un sans faire de victimes »*, analyse cette source judiciaire.

À ce stade de l'enquête, les enquêteurs doutent que Mohamed Amra et ses complices soient passés à l'étranger : *« Ce n'est pas la piste privilégiée. »* Même si, pour parer à cette éventualité, une notice rouge d'Interpol a été diffusée dès le lendemain de l'attaque. *« L'issue de cette enquête, ce dont je ne doute pas un instant, sera l'interpellation des auteurs et l'ouverture d'une information afin qu'ils répondent de leurs actes devant la cour d'assises »*, a conclu Laure Beccuau sur les ondes.

Pour l'équipée mortelle, le temps devient le pire ennemi. Chaque jour qui passe rend les complicités plus rares, et la logistique plus compliquée. *« Il faut beaucoup d'argent pour être en cavale car tout devient beaucoup plus cher très vite »*, rappelle-t-on parmi les équipes pénitentiaires qui avaient eu à traiter l'affaire Rédoine Faïd resté, lui, 93 jours en cavale. ■

Ces labels qui se multiplient au risque de créer la confusion

Éric de La Chesnais

Qualité ou origine d'une viande, bien-être animal… Il en existe plus d'une centaine, et le consommateur a parfois du mal à s'y retrouver.

Poulet fermier Label rouge ou Jaunes des landes, sous indication géographique protégée (IGP), porc reconnaissable au sticker bleu-blanc-rouge VPF (Viande de porc français) indiquant l'origine française de l'animal, Nutri-score D sur une tablette de chocolat AB (Agriculture biologique)… Les labels ou signes de qualité en tout genre s'affichent depuis longtemps sur les étiquettes des produits alimentaires. Une profusion à laquelle participent désormais les défenseurs de la cause animale. L'ancien président de Renault, Louis Schweitzer et l'ex-responsable du Medef, Laurence Parisot, respectivement président et vice-présidente de la Fondation Droit animal, éthique et sciences (LFDA), veulent ainsi généraliser un étiquetage spécifique attestant du bien-être des animaux d'élevage destinés à la consommation humaine.

« Avec trois autres ONG réformatrices, nous avons mis au point un étiquetage au code couleurs universelles de A en vert foncé, pour tout ce qu'il y a de mieux en termes de bien être animal, à E minimal, décrit Louis Schweitzer. *Le produit A est plus cher. C'est par exemple un poulet ayant vécu 81 jours en plein air avec un parcours arboré, de la naissance à la mort. Il permet aux agriculteurs de mieux valoriser leur production et aux consommateurs d'avoir une alimentation de meilleure qualité. »*

« Si les labels se répandent à la vitesse de l'éclair, c'est qu'ils répondent à un besoin des consommateurs. Aujourd'hui, ils ne savent pas ce qu'ils mangent et aspirent à la transparence, note Hermine Chombart de Lauwe, déléguée générale du Conseil national pour la résilience alimentaire (CNRA). *L'objectif du label est de leur donner des éléments et des clés de lecture qui vont leur permettre d'orienter leur choix. » « Le consommateur a besoin d'être rassuré,* complète Olivier Andrault, chargé d'étude au sein de l'UFC-Que choisir. *Ces signes impliquent un cahier des charges précis généralement exigeant par rapport aux standards. »*

Mais, avec la multiplication des labels, apparaît le risque de créer la confusion chez l'acheteur. *« Il existe une multitude de labels, plus d'une centaine, avec des cahiers des charges plus ou moins exigeants vis-à-vis des agriculteurs, des transformateurs et des distributeurs,* poursuit Hermine Chombart de Lauwe. *Les labels se superposent. Certains sont difficilement compréhensibles par le consommateur. »*

« C'est tout le problème de cette société qui produit de plus en plus de normes et des règles pour se protéger. Chacune prise isolément est utile, car elle permet de tracer notre alimentation depuis sa production à sa commercialisation, constate le sociologue Jean Viard. *Mais, juxtaposés sur les emballages, elles peuvent être indigestes pour le consommateur. » « Bientôt, il faudra être diplômé de Polytechnique pour faire ses courses,* ironise-t-il. *Il faudrait fusionner les normes et les synthétiser pour rendre ces labels compréhensibles et visibles pour le consommateur. »*

« Bientôt, il faudra être diplômé de Polytechnique pour faire ses courses. Il faudrait fusionner les normes et les synthétiser pour rendre ces labels compréhensibles et visibles »

Jean Viard Sociologue

D'autant que, sur le plan économique, l'effet recherché – inciter le consommateur à acheter en le rassurant avec un ou plusieurs signes distinctifs sur un produit – est loin d'être atteint. *« L'inflation des labels et des logos dilue leur impact auprès du consommateur tout en augmentant les coûts marketing et ceux liés à leur certification,* observe Philippe Goetzmann, consultant spécialiste de la consommation française. *Parfois, les coûts engendrés par certains labels dont le cahier des charges est très exigeant ne sont pas couverts par l'augmentation du prix de vente. »*

En outre, des labels simples à comprendre par les acheteurs recouvrent des réalités différentes. *« L'un des plus anciens, le label AB pour mieux mettre en avant l'agriculture biologique, n'est pas harmonisé au niveau européen,* déplore Hermine Chombart de Lauwe. *Ainsi, du sel extrait à l'explosif dans des mines d'Europe pourrait bientôt bénéficier du label AB, comme le sel des marais salants de la côte atlantique. »*

Pour répondre aux besoins des consommateurs d'acheter local, *« il existe des labels territoriaux extrêmement intéressants, car ils sont bien identifiés par les clients,* complète la déléguée du CNRA. *Typiquement, ceux "produits en Bretagne" font de cette région la première de France en termes de consommation de produits locaux, parce que ce label est fortement identifiable. En revanche, ce label n'indique pas si le produit est gourmand en intrants chimiques ou biologiques, par exemple »*.

La réussite de cette dernière décennie, à la frontière de la marque et du logo, est sans aucun doute l'initiative des 15 000 consommateurs réunis autour des produits « C'est qui le patron ? ». *« Cela parle au grand public, car cette étiquette valorise bien les produits de l'agriculteur en amont sans intermédiaire, et c'est le consommateur qui fixe le prix de vente en rayon,* souligne Nicolas Chabanne, créateur du concept. *Nous vendons 80 millions de briques de lait par an, à 1,27 euro pièce, dont 54 centimes sont reversés aux éleveurs, ce qui leur permet de vivre dignement de leur métier. »* ■

Par curiosité ou pour retrouver un parent, les Français se ruent sur les tests ADN généalogiques

Stéphane Kovacs

Pourtant interdits dans notre pays, 150 000 sont effectués chaque année via des sociétés basées à l'étranger.



ANDREY POPOV/STOCK.ADOBE.COM ; NEVODKA.COM/STOCK.ADOBE.COM

Les personnes résidant en France s'exposent à une amende de 3 750 euros en commandant un test génétique sur internet *(ci-dessous, un kit de la société 23andMe)*. Les opérateurs de généalogie génétique exigent donc, lors de la commande, une adresse de livraison hors de l'Hexagone.

« Blonde, fine, les yeux bleu-vert », Josiane avait 23 ans quand elle a mis au monde, en octobre 1974 à Paris, un petit garçon tout blond. *« En instance de divorce, ne peut garder l'enfant, mais veut son bonheur »*, est-il écrit dans le dossier de ce petit *« Stéphane »*, né sous X. Adopté à 4 mois par *« une famille magnifique »*, il est devenu François Baduel d'Oustrac, et est *« extrêmement reconnaissant à (sa) maman de l'avoir laissé vivre »*. Mais comment la retrouver quand le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (Cnaop) *« ne fait rien »* et que toutes les pistes classiques ont été explorées ? Comme de nombreux Français, il a tenté le test ADN.

Cela fait trois ans que François Baduel d'Oustrac consacre *« deux jours complets par semaine »* à ses recherches. *« Cette quête a commencé lorsque j'ai perdu mon père adoptif*, explique-t-il. *Le but, c'est de remercier ma mère biologique pour ma vie, et de savoir éventuellement si j'ai des frères et sœurs. J'ai d'abord pris des mois pour contacter toutes les écoles d'auxiliaires de puériculture de la région parisienne, car cette formation était mentionnée dans le dossier. Puis, il y a deux ans, de guerre lasse, j'ai commandé un test ADN à l'étranger. »*

« Notre pays est le seul de l'UE à interdire ces tests. Mais la loi actuelle engendre juste des coûts supplémentaires de réexpédition pour les Français »

Nathalie Jovanovic-Floricourt
Fondatrice de l'association DNA Pass

À l'étranger, car ces tests demeurent interdits en France, sauf s'ils sont réalisés dans le cadre d'une enquête judiciaire ou à des fins médicales ou de recherche scientifique. Contre ces *« kits vendus sur internet »*, qui *« connaissent un fort succès »*, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) mettait en garde il y a deux mois encore. *« Qualifiés de "récréatifs", leur utilisation comporte pourtant des risques liés à la fiabilité des résultats et à l'absence de transparence sur l'utilisation des données personnelles sensibles recueillies*, détaille-t-elle dans un communiqué. *Les sociétés commercialisant ces tests récupèrent de nombreuses informations contenues dans le génome des personnes, telles que les données relatives à l'origine ethnique, les données phénotypiques (couleur des yeux, peau, morphologie, etc.) ou encore relatives à l'état de santé ou à des caractéristiques de l'organisme (prédispositions à certaines maladies) »*

Depuis janvier 2023, tous les opérateurs étrangers de généalogie génétique exigent une adresse de livraison hors de France. Mais l'intérêt des Français pour ces tests ne s'éteint pas, dépassant largement le cercle des généalogistes amateurs : plus d'1,5 million de Français en auraient déjà effectué, et 150 000 continueraient à se faire tester à l'étranger chaque année, s'exposant à une amende de 3 750 euros. Selon un sondage effectué en 2018 par Geneanet, le premier site de généalogie en France, plus de 56 % des Français (85 % pour les moins de 25 ans!) souhaiteraient réaliser un test ADN. Les trois quarts des répondants considéraient que les tests devraient être autorisés en France, à condition d'être bien encadrés.

« Une interdiction illusoire ! persifle Nathalie Jovanovic-Floricourt (1), fondatrice de l'association DNA Pass, qui milite pour la légalisation des tests ADN. *Notre pays est le seul de l'UE à interdire ces tests. Mais la loi actuelle engendre juste des coûts supplémentaires de réexpédition pour les Français. À ma connaissance, un seul Français a été condamné, un homme qui, ayant un doute sur sa paternité, avait commandé un test, puis était allé voir un juge avec la réponse. »*

Pour Fabienne, 47 ans, *« généalogiste depuis l'âge de 14 ans »*, c'est *« une vraie passion »*. *« On peut offrir des tests à l'occasion d'un anniversaire, d'un mariage, d'une naissance !* s'enthousiasme cette Bretonne. *Moi, j'ai envie de répondre à la question "pourquoi je suis là ?" ; une des manières est de trouver qui était là avant moi, et pourquoi ils ont fait ces choix… J'ai fait un test en 2020, sur le site MyHeritage et j'ai découvert des origines provenant d'une tribu amérindienne. Depuis, environ trois fois par mois, je reçois des mails m'annonçant de nouvelles correspondances. J'ai engagé la conversation une fois, car le nom de famille de la personne figurait dans mon arbre généalogique. En tout cas, ça ne me bouleverse absolument pas de donner mon ADN à Big Brother. »*

Descendantes d'esclaves, la généalogiste Nathalie Jovanovic-Floricourt trouve *« très frustrant »* de ne pas pouvoir compléter son arbre généalogique. *« Pour moi, c'est un devoir de mémoire*, explique-t-elle, *de leur redonner une existence qui leur avait été niée à l'époque. » « J'ai aussi beaucoup de demandes de petits-enfants, qui continuent cette quête existentielle après que leurs parents ont laissé tomber*, précise-t-elle. *Leur dire que c'est "récréatif", c'est blessant ! Il y a un amalgame entre tests ADN à des fins généalogiques et tests génétiques médicaux, et la crainte que les informations soient utilisées par les mutuelles et les assurances, alors que, de toute manière, la discrimination génétique est sévèrement punie par plusieurs dispositifs législatifs français… »*



Président de Geneanet, Christophe Becker déplore lui aussi cette *« position hypocrite »*. En 2020, le site avait ouvert un nouveau service, Geneanet ADN, permettant de comparer les résultats d'un test ADN réalisé sur un site tiers avec ceux des quelque 5 millions de membres de Geneanet. Quatre ans plus tard, le service s'arrêtait. *« On avait une vraie demande*, regrette Christophe Becker. *Pendant longtemps on a pensé que le marché, sous la pression des utilisateurs, allait se libéraliser. Au-delà du coup d'arrêt pour les personnes recherchant leurs parents, en empêchant la France de constituer une base de données, on prend du retard par rapport à tous les pays concurrents… »*

À la Chambre des généalogistes professionnels, *« on a signé une charte disant qu'on n'allait plus travailler avec ces tests ADN »*, indique Murièle Ochoa-Gadaut (2), sa vice-présidente. *« Moi, j'ai fait le test il y a longtemps, mon mari aussi*, poursuit-elle. *Ça m'avait permis, il y a deux ans, de retrouver le père de mon arrière-grand-père… et donc un cousin, avec lequel je suis devenue très amie. »*

Dans son livre, elle raconte l'histoire d'Anne-Claire, *« très apaisée »* après avoir retrouvé, grâce à un test ADN et à l'enquête de la généalogiste, son père et sa mère biologique. Même si cette dernière n'a pas voulu la rencontrer… Il y a aussi cette dame, née d'une mère abandonnée à Bourges : *« Elle est persuadée de descendre d'une comtesse qui aurait fauté pendant que son mari était à la guerre*, rapporte Murièle Ochoa-Gadaut. *Elle a fait des tas de recherches, tellement cette quête lui tenait à cœur. Elle a finalement effectué un test ADN, sauf que tout pointe vers des endroits où il n'y a jamais eu de comtesse… »*

Les clients en généalogie génétique, elle doit les adresser à des confrères étrangers. *« Une famille est venue me trouver, recherchant les origines de la grand-mère née en 1907*, expose la généalogiste. *Il est clairement spécifié dans les papiers du divorce que le bébé n'est pas du mari. Mais comment le prouver autrement que par l'ADN ? Ma cliente m'a dit : "On emmènera Maman se faire tester en Suisse"… »*

Députée Renaissance des Yvelines, Natalia Pouzyreff souhaite *« depuis longtemps faire évoluer cette loi inique »*. *« C'est un sujet que j'avais porté en 2019 lors de la révision de la loi de bioéthique*, rappelle-t-elle. *J'espère déposer une proposition de loi dans les mois à venir. D'autant plus qu'il y a désormais une inégalité de fait entre les personnes nées sous X et celles issues d'une PMA avec tiers donneur, qui elles, ont droit, à leur majorité, d'accéder aux données de ces tiers. » « À l'heure du développement de l'intelligence artificielle*, fait valoir en outre la députée, *le "big data", c'est-à-dire les données, devient une ressource essentielle. Il est inconsidéré de laisser des sociétés privées étrangères en possession des données génétiques précieuses des Français, pour en faire un commerce privé. C'est une question de souveraineté : il est important que nous puissions constituer nos propres bases de données. »*

« Il y a désormais une inégalité de fait entre les personnes nées sous X et celles issues d'une PMA avec tiers donneur, qui, elles, ont droit, à leur majorité, d'accéder aux données de ces tiers »

Natalia Pouzyreff
Députée Renaissance

En attendant, François Baduel d'Oustrac voit sa persévérance récompensée. *« J'ai utilisé les réseaux sociaux, posté une petite annonce, je me suis inscrit sur Geneanet*, énumère ce père de deux jeunes adultes. *J'avais très peur de le dire à ma vraie mère, mais même elle m'encourage ! »* Sur le site de généalogie, les découvertes se sont précipitées ces derniers mois : après un test ADN révélant une forte proportion d'origine d'Europe de l'Est, le quadragénaire a reçu une alerte il y a six mois, un *« match »* avec trois immigrés polonais installés à Chicago.

« L'un de ces Américains s'est souvenu d'une cousine qui était allée en France, décrit-il. *De fil en aiguille, je suis tombé sur deux descendantes, qui ont accepté de faire un test ADN. L'une d'elles a 12,5 % d'ADN en commun avec moi ; ça veut dire qu'elle est ma cousine germaine ! »* Quant à l'autre, ses résultats ne sont pas encore arrivés. *« J'ai tellement hâte de savoir d'où je viens, de pouvoir mettre un visage sur mes origines !* s'exalte-t-il. *Car cette personne est forcément très proche : si ce n'est pas ma cousine, alors ce ne peut être que ma demi-sœur. »* ■

(1) Auteur de « ADN, guide de généalogie génétique », Éditions Archives & Culture, 2023.
(2) Auteur de « Passion généalogie », Éditions Plon, 2024.

Français, ambiance, tarifs... Comment la magie Roland-Garros opère déjà

Adrien Bez

Avec un public au rendez-vous, des stars qui jouent le jeu, la semaine des qualifications est un vrai succès populaire.

La vague est née du virage et, après une poignée de tentatives infructueuses, a fini par partir pour faire plusieurs fois le tour du court Philippe-Chatrier. Une ola, comme il en fleurit régulièrement au printemps pendant Roland-Garros. Celle-là est venue célébrer une belle gifle en coup droit de Rafael Nadal, long de ligne. Chants, acclamations et traditionnels «pooo-po-po-po-po-pooo-po» accompagnent le moindre de ses coups gagnants. Le speaker est contraint de rappeler à l'ordre ce public survolté en l'invitant à «*respecter l'entraînement des joueurs*». En ce mardi 21 mai, les Internationaux de France n'ont pas encore débuté (26 mai-9 juin). Le Majorquin est simplement venu répéter ses gammes sur le Court central, en parallèle des matchs de qualifications.

La veille déjà, près de 6000 personnes s'étaient massées dans les tribunes pour voir les premiers pas de «Rafa», 14 titres Porte d'Auteuil, sur cette terre battue fétiche. C'est l'un des privilèges de ce tournoi avant le tournoi, baptisé «Opening Week», durant lequel les joueurs classés au-delà de la 100e place bataillent pour rejoindre le tableau principal et qui s'avère un grand succès populaire. Les fidèles des allées du stade Roland-Garros ont bien du mal à différencier cette atmosphère de celle de la quinzaine officielle, dont le tirage au sort a lieu ce jeudi à 14h00. Même lieu, même ocre, mêmes animations, le tout pour un tarif très accessible, entre 12 et 25 euros. Seules différences, les matchs se jouent en deux sets gagnants et les joueurs français sont encore nombreux – ils étaient 40 à prendre la ligne de départ lundi, 28 hommes et 12 femmes.

« L'avantage des qualifs, c'est qu'on peut être vraiment bien placé. On se rend compte du niveau, en tout cas mieux qu'à la télé »

François
Grand habitué du tournoi, cet octogénaire assiste pour la première fois à l'Opening Week, accompagné de son petit-fils

Sous le soleil de mai, et parfois la pluie qui joue des mauvais tours, les courts 6, 7, 8 et 14 ont déjà revêtu leurs airs d'arène à taureaux, au plus près du jeu. «*L'avantage des qualifs, c'est qu'on peut être vraiment bien placé. On se rend compte du niveau, en tout cas mieux qu'à la télé*», souligne François. Grand habitué du tournoi, cet octogénaire assiste pour la première fois à l'Opening Week, accompagné de son petit-fils. «*Il fait beau, il y a de l'ambiance, je suis ravi*, se réjouit-il entre deux cuillerées de glace. *C'est étonnant de voir autant de jeunes!*»

Au moment de refermer l'édition 2023, Amélie Mauresmo s'était félicitée d'avoir réussi à organiser un «*tournoi de trois semaines*» et de donner le sentiment aux participants de la première de faire véritablement partie de Roland-Garros. Cette année, la directrice du tournoi vise une augmentation de 50% de la fréquentation en qualifs. «*On avait 50000 personnes l'an passé, on aimerait bien atteindre les 75000 cette fois*», confiait-elle fin avril lors d'une conférence de presse de présentation des nouveautés. Cela en prend le chemin. Devant les portes d'accès aux courts, les files sont déjà longues pour rejoindre une place assise, et il faut s'armer de patience pour espérer profiter de l'un des transats installés devant l'écran géant. «*Déjà la queue!*», s'étonne une passante face à l'embouteillage à l'entrée de la Grande Boutique.

La fréquentation est dopée par l'utilisation du court Suzanne-Lenglen, une première. Ses 10000 places sont garanties même par temps de pluie depuis l'installation du nouveau toit, inauguré lundi. L'atmosphère inégalable du deuxième court de Roland-Garros a bien aidé l'Autrichien Dominic Thiem à se sortir du piège tendu par l'Italien Franco Agamenone. «*J'ai été surpris quand je suis entré sur le court. C'était rempli! C'était super, vraiment très appréciable, un grand merci à tous les fans qui sont venus*», confiait le double finaliste du tournoi (2018, 2019) après son match. L'Autrichien, finalement éliminé mercredi, n'a pourtant pas eu le bonheur d'être soutenu par la «Tribune Bleue», le tout premier kop dédié au tennis, et ses membres surchauffés aux allures de fans de foot.

Crème abondante sur le nez, maillots et drapeaux bleus sur les épaules, voix éraillées à force de crier, ils chantent et dansent sans relâche depuis lundi pour encourager les Français. L'initiative est née début avril au tournoi d'Estoril, au Portugal, où huit étudiants lillois s'étaient rendus ensemble pour soutenir les ressortissants tricolores. «*On a eu des super-retours des joueurs. Ils avaient apprécié l'ambiance festive qu'on avait mise*, explique Samuel, l'un des fondateurs. *Gaël Monfils nous a dit que ce serait bien de monter un petit projet pour réunir les gars comme nous qui aiment supporter les Français et mettre de l'ambiance.*»

«*J'ai été surpris quand je suis entré sur le court. C'était rempli ! C'était super, vraiment très appréciable, un grand merci à tous les fans qui sont venus*», a déclaré le double finaliste du tournoi (2018, 2019), l'Autrichien Dominic Thiem, battu en qualification, mercredi, par le Finlandais Otto Virtanen.

Depuis, près de 500 membres ont rejoint la communauté sur la plateforme de messagerie Discord, où ils se répartissent sur les différents tournois. Après Estoril, Angers, Madrid et Bordeaux, les voilà à Roland-Garros, où leur présence bruyante, mais bon enfant, est l'une des attractions de cette première semaine. Lundi, ils ont enflammé le court 14 pour le match de Gabriel Debru face au Monégasque Valentin Vacherot. «*Au début, on est arrivés à douze, mais on a fini à quarante ou cinquante. Et l'ensemble du stade a suivi nos chants!*», explique Samuel, aux anges.

Nouvel arrivant dans le kop, Alexandre a été «*séduit par les valeurs*» de Tribune Bleue : respect des adversaires et des arbitres, pas de bruit pendant les points et entre les deux services, pas de célébration des doubles fautes. Un juste milieu nécessaire entre le fanatisme du football et la «*classe*» du tennis. «*On n'est pas dans le chambrage, ce n'est que du positif*», savoure-t-il. Pour l'instant, tout le monde est ravi, en premier lieu les joueurs qui bataillent en qualifications. «*Ce qu'on aime bien, c'est pousser des gars qui n'ont pas forcément de visibilité ou de soutien au quotidien, pour qui le tennis est bien plus dur*, avance Samuel. *On sent vraiment qu'ils aiment ce qu'on propose!*» Défait dès le premier tour des qualifications, Gabriel Debru gardait malgré tout le sourire, comme il l'écrivait après la rencontre sur ses réseaux sociaux : «*Coucou les amis, pas de victoire aujourd'hui mais une belle bataille! Merci Tribune Bleue! Merci Roland, quel kif!*» La magie opère déjà. ■



LAHALLE PIERRE / PRESSE SPORTS

Tirage au sort : Nadal au centre de toutes les attentions

Romain Schneider

Alors que les premiers coups de raquette des grands tableaux de l'édition 2024 des Internationaux de France sont donnés dimanche, le Grand Chelem parisien connaîtra un premier moment charnière, jeudi à 14 heures, avec le tirage au sort des tournois masculin et féminin dans le cadre prestigieux de l'Orangerie des Serres d'Auteuil. Et ce, avant la fin des qualifications prévues vendredi.

Du lourd d'entrée pour Nadal?

L'homme aux 14 sacres Porte d'Auteuil, qui s'est entraîné mercredi avec Stan Wawrinka, sera bien au centre de toutes les attentions ce jeudi après-midi. «*Je serais tête de série, je ne serais pas serein de jouer Rafa au premier tour. Ce n'est pas drôle. Même ce Nadal-là*», nous confiait, il y a quelques jours, l'ancien numéro 1 français Jo-Wilfried Tsonga, consultant Prime Video pour la quinzaine. Retombé à la... 276e place mondiale, le roi de Roland-Garros a bénéficié de son classement protégé pour intégrer le grand tableau, mais pas d'un statut spécial qui lui aurait permis d'être tête de série à Paris pour sa très probable dernière apparition. Le maître des lieux pourrait donc d'entrée affronter une tête de série. Et si beaucoup de nostalgiques rêvent déjà de voir le 9 juin en finale, une dernière danse terrienne entre Rafael Nadal et Novak Djokovic, 46 sacres du Grand Chelem à eux deux, les deux champions pourraient également se retrouver dès le premier tour si le tirage se révèle facétieux. Une certitude : Carlos Alcaraz, le digne héritier de «Rafa», apprécierait modérément de tomber sur l'icône majorquine dès le premier tour. Mais il n'est pas le seul...

Les cadors bien présents

En raison des incertitudes liées à leurs blessures (Alcaraz, Sinner) ou à leur forme incertaine (Nadal, Djokovic), les favoris présumés espèrent une entrée en douceur dans le deuxième Majeur de la saison. Histoire de monter en puissance sereinement. Longtemps incertain, en raison d'une gêne à la hanche droite, Jannik Sinner, l'homme fort du début de saison, vainqueur notamment de l'Open d'Australie, devrait répondre présent puisqu'il a effectué mercredi son premier entraînement sur le court Philippe-Chatrier. Carlos Alcaraz, gêné depuis le début de la tournée sur terre battue par une douleur à l'avant bras droit, a, lui aussi, fait ses premiers pas sur l'ocre parisien mercredi. Avant de rejoindre Paris, le tenant du titre, Novak Djokovic, a fait un détour par l'ATP 250 de Genève pour trouver du rythme et de la confiance. L'homme aux 24 titres du Grand Chelem, 37 ans depuis mercredi, n'a ainsi que quatre tournois dans les jambes depuis le début de saison. Si, chez les hommes, le tournoi semble très ouvert, le scénario est en apparence plus limpide dans l'épreuve féminine. Double tenante du titre, titrée à Madrid et à Rome, la Polonaise Iga Swiatek a le statut de femme à abattre durant cette quinzaine. La numéro 1 mondiale va connaître ce jeudi son parcours théorique. Ses adversaires potentielles peuvent trembler.

Quatre Bleus tête de série

Vainqueur la semaine passée du challenger de Bordeaux (tournoi pro de deuxième division), Arthur Fils, 31e joueur mondial, a glané sa place parmi les 32 têtes de série. Il rejoint Ugo Humbert et Adrian Mannarino. Chez les Bleues, seule Caroline Garcia, 23e mondiale sera également un peu protégée au tirage. En attendant la fin des qualifications, vendredi, ils sont dix dans le tableau masculin à avoir intégré directement le tableau principal : Ugo Humbert, Adrian Mannarino, Arthur Fils, Gaël Monfils, Arthur Cazaux, Arthur Rinderknech, Constant Lestienne, Corentin Moutet, Hugo Gaston et Luca Van Assche. Alexandre Muller, Richard Gasquet, Giovanni Mpetshi Perricard, Harold Mayot, Terence Atmane et Pierre-Hugues Herbert ont de leur côté bénéficié d'une invitation.

Dans le tableau féminin, elles sont seulement cinq à avoir glané directement leur ticket : Caroline Garcia, Clara Burel, Diane Parry, Océane Dodin et Varvara Gracheva. Alizé Cornet (pour son dernier Roland-Garros), Chloé Paquet, Fiona Ferro, Jessika Ponchet, Elsa Jacquemot et Kristina Mladenovic bénéficient d'une invitation. Si le tennis français ne rêve pas trop haut à l'orée du grand rendez-vous de la terre battue, l'objectif sera, déjà, de faire mieux que lors des trois dernières éditions, où aucun de nos représentants, hommes et femmes confondus, n'avait atteint les 8es de finale. ■

«J'ai assez vu la tour Eiffel» : Roger Federer inaugure un terrain dans le 93

Roger Federer n'avait jamais pensé venir un jour à La Courneuve, en région parisienne. «*On a assez vu Versailles, les Champs-Élysées et la tour Eiffel. Ça fait plaisir d'être en dehors de Paris et de voir la vraie vie, pas juste les touristes en masse*», plaisantait le Suisse mercredi, dans la salle polyvalente de l'école Louise-Michel. À quelques dizaines de kilomètres de la porte d'Auteuil et de Roland-Garros, l'homme aux 20 titres en Grand Chelem a fait le déplacement en Seine-Saint-Denis (93) pour l'inauguration d'un terrain de tennis, dans le cadre du programme Around the World de son sponsor Uniqlo, série de rencontres internationales sur les thèmes de l'art, du tennis et de la culture. Des enfants de La Courneuve, soutenus par l'association *Fête le Mur* créée par Yannick Noah pour les jeunes des quartiers prioritaires, ont eu la joie de faire quelques échanges avec Federer sur le nouveau terrain. Gilles Moretton, président de la FFT, s'est également rendu sur place pour saluer l'ancien numéro 1 mondial, qui ne chôme pas depuis sa retraite sportive fin 2022. «*Je ne me suis jamais levé aussi tôt*, souligne le maestro. *J'emmène mes enfants à l'école, je fais ma gym, je reste en bonne forme. Retraité, c'est un mot qu'on n'aime pas trop dans le tennis!*»

A. B.

Champions Cup : Antoine Dupont en forme olympique

Arnaud Coudry

Avec son passage au rugby à 7, le demi de mêlée s'est refait une santé. Toulouse en profite.

Une saison particulière, morcelée. Dans la foulée de la dernière Coupe du monde qui s'est brutalement achevée en quarts de finale contre l'Afrique du Sud, Antoine Dupont s'est lancé un nouveau défi : participer aux Jeux olympiques de Paris 2024 (24 au 27 juillet pour cette discipline) avec l'équipe de France à 7. Le tout en faisant des allers-retours entre son club, le Stade Toulousain, et les « septistes » tricolores. L'agenda du capitaine des Bleus – qui avait émis le souhait de participer aux JO il y a un an et demi – a donc été spécialement aménagé pour jongler avec les deux disciplines. Et les résultats ont immédiatement été au rendez-vous. Brillant pour ses débuts à 7, il a activement participé aux excellents résultats de « France 7 » lors de la tournée nord-américaine du circuit mondial, avec une médaille de bronze à Vancouver puis une autre en or à Los Angeles. Une première en dix-neuf ans.

Adaptation express du meilleur joueur du monde en 2022. *« Il est arrivé avec la bonne attitude,* confie au *Figaro* Jérôme Daret, le sélectionneur de l'équipe de France à 7. *Tout avait été bien préparé avec son club. Il savait exactement où il venait, il a autant appris en observant qu'en pratiquant. »* L'aura et le talent naturel du numéro 9 d'origine gersoise ont immédiatement irradié. *« Antoine force l'exigence, de manière très naturelle. Quand il met un pied sur le terrain, il donne le meilleur de lui-même. Ce n'est pas l'un des meilleurs joueurs du monde pour rien,* poursuit Jérôme Daret. *Quand un joueur d'exception rentre dans une machine déjà bien huilée, cela booste tout le monde. Et ça impacte aussi les adversaires. »*

« Encore plus tranchant »

Au milieu de ce calendrier chargé, entre obligations en club et voyages avec les Bleus du 7, Antoine Dupont a bénéficié de plages de récupération supplémentaires. Mais, surtout, ce changement de discipline lui a permis de se régénérer. Et de retrouver toute sa force de frappe. Ce que nous confirme Dimitri Yachvili, ancien demi de mêlée international, consultant pour France Télévisions : *« Au vu de la pression qu'il avait sur les épaules, il s'est très bien débrouillé. Il a fait parler ses qualités physiques et techniques. Il s'est affûté physiquement. À la Coupe du monde, il était massif, là on sent qu'il a perdu quelques kilos, qu'il a affûté la machine. Ça le rend encore plus tranchant. »*

À son retour à Toulouse, il est apparu vif, alerte et explosif. Les statistiques publiées par Rugby Inside Line sont éloquentes : le Toulousain est passé de 53,2 mètres gagnés l'an dernier à 83,5 cette saison, soit une augmentation de 57 %. Mêmes courbes à la hausse concernant ses franchissements (+39 %), ses courses balle en main (+66 %) et, plus impressionnant, ses mètres gagnés au contact ont explosé : +101 %.

Antoine Dupont reconnaît les bénéfices de cette parenthèse. *« L'entraînement, les efforts que j'ai faits en faisant plus d'accélérations, de changements de rythme, d'appuis, de courses longues, m'ont servi pour retrouver le jeu de duels que j'avais un peu plus avant »,* explique-t-il. Et de souligner : *« L'expérience m'a fait du bien rugbystiquement et mentalement. Découvrir une nouvelle aventure, me remettre en danger et sortir de ma zone de confort m'a fait du bien. »* Dimitri Yachvili mesure aussi l'apport de cette bascule : *« On sent qu'il lève un peu plus la tête, il a une vision périphérique plus large, le 7 demande une observation plus importante des espaces comme il y a deux fois moins de joueurs sur le terrain. Il a une meilleure vision et plus de dynamisme. »*

« Au 7, vous êtes obligé de "faire" en permanence, poursuit Jérôme Daret, qui a parfaitement géré l'arrivée du phénomène. *Il n'y a pas une situation de jeu où vous pouvez vous dire "là j'ai le temps". Cela va à 10 000 à l'heure en permanence. La prise de décision est constamment sous pression. Le 7 lui a rappelé ses souvenirs d'enfance où il faut s'amuser, jouer et tenter. »*

L'adaptation s'est faite facilement, naturellement. Antoine Dupont peut-il encore élever son niveau de jeu ? *« La marge de progression sera collective. Quand on pense maîtriser le rugby à 7, on ne le maîtrise jamais,* rappelle le sélectionneur. *C'est comme quand on va se baigner dans l'océan et qu'on pense que la mer est cool, le danger peut vous surprendre. Il faut rester attentif. »* Dimitri Yachvili salue, pour sa part, le fait qu'*« il a fait les choses proprement, sans en faire trop non plus. Ce qui est dingue, c'est qu'il a déjà été meilleur joueur du monde et qu'il a encore une marge de progression. »*

Antoine Dupont a inscrit deux essais lors de la victoire des Toulousains contre les Harlequins (38-26), le 5 mai, à Toulouse, en demi-finale de la Champions Cup.
LUTTIAU NICOLAS/PRESSE SPORTS

Gros coup de projecteur

En attendant, place au Stade Toulousain, impressionnant leader du Top 14 et redoutable machine à gagner en Champions Cup (sept succès avec plus de quatre essais inscrits cette saison) en quête d'un sixième sacre. Son vis-à-vis Jamison Gibson-Park (32 ans, 35 sélections), demi de mêlée du XV du Trèfle, sait ce qui l'attend : *« Antoine Dupont n'est pas seulement le meilleur numéro 9, mais probablement le meilleur joueur mondial des dernières années. C'est toujours un défi pour un joueur de faire face à ce qui se fait de mieux. Un défi auquel on a hâte de répondre collectivement. »*

Après la finale continentale de ce samedi à Londres contre le Leinster (15 h 45, France 2 et beIN Sports), l'international français disputera l'étape du circuit mondial à Madrid (31 mai-2 juin). Pour un nouveau gros de coup de projecteur sur cette discipline olympique, qui peine à exister médiatiquement hors des JO. L'arrivée de Dupont a fait basculer le 7 dans une autre dimension. *« On a pris une déferlante,* sourit Jérôme Daret. *On s'était préparé à ça, mais pas autant. »* Le sélectionneur tricolore conclut en saluant l'excellent travail réalisé par Toulouse : *« Antoine s'est juste retrouvé lui-même. Il s'est rafraîchi le mental et son club a fait le boulot. »* Pour viser le doublé Champions Cup-Top 14 comme en 2021, avant de songer à l'or olympique. ■

« L'avion s'est soudainement mis à trembler » : le récit des passagers du vol Londres-Singapour

Thibaut Déléaz

Des secousses brutales, de quelques secondes seulement, ont suffi à créer le chaos à bord d'un vol Singapore Airlines, faisant un mort et plusieurs dizaines de blessés, dont 20 en soins intensifs.

« Les gens sont tombés au sol, mon téléphone s'est envolé de ma main (…), des chaussures se sont envolées… Tout s'est déroulé en moins de dix secondes ! » Dzafran Azmir, passager du vol tragique SQ321 de Singapore Airlines, touché par de *« fortes turbulences »* qui ont fait un mort et plusieurs dizaines de blessés ce mardi 21 mai, se souvient que *« l'avion s'est soudainement mis à trembler »*. *« Il y a eu une chute spectaculaire,* raconte-t-il à Reuters. *Tous ceux qui n'étaient pas attachés ont été projetés au plafond, certains se sont tapé la tête contre les compartiments à bagages et y ont fait un creux. »*

Quelques secondes de chaos qui ont marqué les passagers de ce vol Londres-Singapour, même quand ils ont eu la chance de s'en sortir indemnes. *« Il y avait de l'eau partout, des gens qui pleuraient »*, décrit Joshua auprès de Sky News, qui *« ne pense pas reprendre l'avion de sitôt »*. Les turbulences ont été si soudaines que, selon les témoignages de passagers, le voyant invitant à attacher sa ceinture de sécurité n'a pas pu être allumé à temps.

Le vol SQ321 de Singapore Airlines a subi ces secousses *« extrêmes et soudaines »* à 11 000 mètres au-dessus de la Birmanie dix heures après son décollage, mardi, de Londres, s'élevant soudainement et plongeant à plusieurs reprises. *« L'avion a soudainement chuté »*, raconte également Andrew Davies à BBC Radio 5, qui se rappelle *« avoir vu les objets voler en l'air »* et s'est retrouvé *« couvert de café »*. *« Pendant les quelques secondes qui ont suivi la chute de l'avion, on a entendu un cri terrible et ce qui ressemblait à un bruit sourd. »* Il a ensuite aidé une femme qui *« criait à l'agonie »* et qui avait une *« entaille à la tête »*.

> **« Quand ils ont allumé le voyant lumineux des ceintures, j'ai été projetée au plafond avant même d'avoir pu m'attacher »**
>
> **Teandra Tukhunen**
> Une passagère australienne (dans une déclaration à la BBC)

Jerry, lui, revenait des toilettes et s'était rassis quand des turbulences ont commencé à secouer l'avion. *« L'avion a plongé,* raconte-t-il à la BBC. *Je me suis tapé la tête contre le plafond, mon épouse aussi. »* Les passagers debout dans les couloirs *« se sont retrouvés à faire des saltos »*, décrit le sexagénaire qui se rendait au mariage de son fils en Australie. *« Et d'un coup, tout s'est arrêté et c'était calme à nouveau. »* Des photos prises dans l'avion, un Boeing 777, montrent une cabine jonchée de nourriture, de bouteilles de boissons et de bagages, ainsi que des masques à oxygène pendant du plafond.

« C'était si rapide… » Teandra Tukhunen a été réveillée par les turbulences : *« Quand ils ont allumé le voyant lumineux des ceintures, j'ai été projetée au plafond avant même d'avoir pu m'attacher »*, raconte l'Australienne à la BBC. Elle s'en est toutefois sortie indemne. Allison Barker, dont le fils Josh était à bord de l'avion, a raconté à la BBC qu'il lui avait envoyé un texto lui parlant *« d'un vol fou »* qui devait effectuer un atterrissage d'urgence. *« Nous ne savions pas s'il avait survécu, c'était tellement angoissant. J'ai passé les deux heures les plus longues de ma vie »*, a-t-elle raconté.

Après ces turbulences, le pilote a demandé un atterrissage d'urgence pour raisons médicales, raconte la compagnie. L'avion a été dirigé vers Bangkok, où il a atterri à 15 h 45 (heure locale) mardi. *« Un soulagement »*, se rappelle Jerry, qui salue l'équipage qui *« a fait de son mieux »* alors que *« certains étaient blessés aussi »*.

À Bangkok, l'appareil a été accueilli par des dizaines d'ambulances sur le tarmac. *« Ils ont pris les blessés les plus graves d'abord »*, explique Jerry, avant d'examiner les autres passagers pour déterminer ceux qui devaient être pris en charge. Dans un communiqué publié mercredi à la mi-journée, l'hôpital Samitivej de Bangkok indique que 104 passagers et membres d'équipage ont été admis dans divers hôpitaux de la ville. Vingt-sept ont pu sortir, mais 20 blessés se trouvent toujours en soins intensifs.

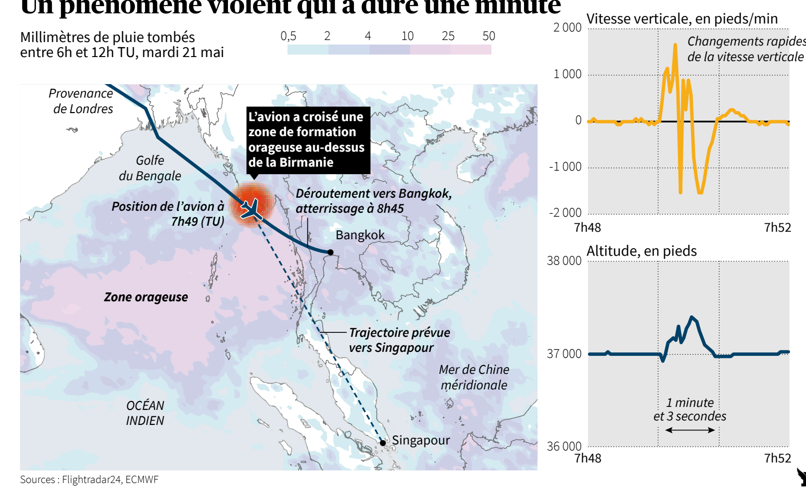
Le premier ministre de Singapour, Lawrence Wong, a adressé ses *« plus sincères condoléances »* à la famille et aux proches du passager décédé, Geoff Kitchen, directeur d'un théâtre près de Bristol. La cité-État a envoyé une équipe d'enquêteurs à Bangkok et Lawrence Wong a assuré sur Facebook que son pays *« travaillait en étroite collaboration avec les autorités thaïlandaises »* pour comprendre ce qui s'était passé. ■



Les passagers du vol SQ321 de Singapore Airlines sont accueillis mercredi par les membres de leur famille à la suite de l'atterrissage d'urgence de l'avion à Bangkok.

ROSLAN RAHMAN / AFP

Un phénomène violent qui a duré une minute



Sources : Flightradar24, ECMWF

Comment expliquer des turbulences aussi violentes ?

Anne-Laure Frémont

Un mort, des dizaines de blessés dont 20 en soins intensifs. L'incident qui a forcé un Boeing 777 de Singapore Airlines à atterrir d'urgence à Bangkok a duré à peine une minute, mais les turbulences survenues à 11 300 mètres au-dessus de la Birmanie ont été *« extrêmes »* et *« soudaines »*, témoignent les passagers qui ont décrit un avion s'élevant brusquement avant de plonger. Selon l'un d'eux, le signal de port de la ceinture venait tout juste de s'allumer quand les secousses ont démarré.

Singapour a dépêché une équipe d'enquêteurs à Bangkok pour faire toute la lumière sur l'affaire, en collaboration avec les autorités thaïlandaises et des experts du NTSB américain - l'incident impliquant la société Boeing. Un incident d'une telle violence est très rare : généralement, les turbulences se résument à un voyant qui s'allume et à un verre qui vacille sur la tablette.

Elles sont pourtant loin d'être anodines, et coûtent même environ 200 millions de dollars par an à l'industrie aéronautique rien qu'aux États-Unis, à cause des dommages et de l'usure qu'elles provoquent sur les avions mais aussi des blessures qu'elles infligent aux passagers ou aux membres d'équipage. Et le problème ne fait qu'empirer : une étude publiée en 2023 dans la revue *Geophysical Research Letters* constate que les avions volent dans un ciel bien plus agité aujourd'hui qu'il y a quarante ans.

Les turbulences sont provoquées par un changement dans les courants d'air qui affecte la stabilité d'un vol. Certaines se produisent dans des endroits bien déterminés, autour des chaînes de montagnes ou à proximité d'orages, et sont habituellement assez bien identifiées et évitées. D'autres sont pratiquement indétectables avec les technologies actuelles : il s'agit des turbulences en air libre (CAT). Comme nous l'expliquait alors l'auteur principal de l'étude parue l'an dernier, Mark Prosser, *« ces CAT sont générées par le cisaillement du vent et, en particulier pour les avions, par le cisaillement vertical du vent »*. Elles se produisent surtout autour des « courants-jets » (*« jet-stream »*, en anglais), ces vents permanents soufflant d'ouest en est à travers le globe, à environ 10 kilomètres d'altitude. Alimentés par le contraste de températures entre l'équateur et les pôles, ils peuvent atteindre jusqu'à 400 km/h, selon Météo-France.

> **« La physique de la turbulence est compliquée et, par endroits, dépasse encore notre compréhension »**
>
> **Mark Prosser**
> Auteur d'une étude publiée en 2023 dans la revue « Geophysical Research Letters »

Une collision avec une turbulence en air libre peut se produire pratiquement à n'importe quel endroit à une altitude de croisière, d'où leur caractère quasi imprévisible. *« Les modèles de prévision météorologique divisent généralement l'atmosphère terrestre en cubes qui peuvent avoir une superficie de 1,5 km × 1,5 km »*, selon Mark Prosser. Or *« l'un des problèmes est que la CAT est générée par des processus qui sont plus petits que ces "boîtes", et nous ne disposons pas encore de la puissance de calcul nécessaire pour rendre les boîtes suffisamment petites pour le résoudre ; même si nous y parvenions, la physique de la turbulence est compliquée et, par endroits, dépasse encore notre compréhension. »*

Et ce sont justement ces turbulences en air libre qui ont augmenté du fait du réchauffement climatique, ce dernier augmentant les contrastes de température et le cisaillement du vent dans les courants-jets. L'étude parue dans *Geophysical Research Letters* notait ainsi qu'à un certain endroit de l'Atlantique Nord, les CAT les plus fortes étaient 55 % plus fréquentes en 2020 qu'en 1979, passant de 17,7 heures à 27,4 heures. Le phénomène touche surtout les États-Unis et l'Atlantique Nord, mais aussi d'autres routes aériennes très fréquentées au-dessus de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Atlantique Sud.

Dans un communiqué, l'Association of Flight Attendants-CWA, un syndicat représentant les agents de bord aux États-Unis, avançait mardi que *« les premiers rapports sembl(ai)ent indiquer (que) des turbulences en air libre »* pourraient avoir provoqué l'accident du vol de Singapore Airlines. La probabilité d'une CAT dans cette zone *« n'est pas nulle »*, estime Giles Harrison, professeur de météorologie à l'université de Reading, ces turbulences pouvant se produire *« assez largement »* à travers le monde.

S'il rappelle que l'enquête est en cours, Dan DePodwin, directeur des opérations de prévisions du site météorologique privé AccuWeather, note toutefois que l'analyse des données satellitaires et des éclairs le long de la trajectoire du Boeing indique que *« la cause la plus probable des fortes turbulences est un orage qui se serait développé rapidement »*.

Ces éléments montrent selon lui *« clairement »* la formation d'une colonne d'air s'élevant rapidement, parfois à plus de 160 km/h, tout près de la trajectoire de l'avion. *« Il est possible que les pilotes aient pensé voler au-dessus des orages qui se produisaient en dessous d'eux, mais qu'ils n'aient pas eu le temps de réagir lorsque cet orage a pris de l'altitude et a impacté l'avion »*, suggère-t-il.

« Les orages sont généralement facilement détectés par les radars météorologiques ou les systèmes de localisation de la foudre qui fonctionnent en continu », rappelle Giles Harrison. Les pilotes sont formés pour les éviter autant que possible. Les radars météo embarqués dans le cockpit, qui détectent les précipitations présentes dans les orages, ne sont cependant pas parfaits, estime Dan DePodwin : *« Lorsqu'un courant ascendant se développe rapidement (comme cela a pu être le cas dans cette affaire), il est possible que des précipitations ne se soient pas encore formées dans cette partie du nuage, et que le radar ne les ait pas encore détectées, créant ainsi un faux sentiment de sécurité pour les pilotes. »*

Les vents dans un orage changent également rapidement de vitesse et de direction sans préavis. En clair, résume-t-il, *« il est possible qu'une tempête se développe suffisamment vite pour que les pilotes ne soient pas avertis »*. Et il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse d'un orage hors norme pour qu'un tel problème survienne. ■

signatures

Le collège jésuite

Saint-Louis de Gonzague (Franklin)

organise ses

Journées Missionnaires

les vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 mai 2024, 12, rue Benjamin-Franklin, Paris (16e).

Le dimanche à 10 h 30 : messe des Missions.

Viendront dédicacer leurs livres :

le vendredi 24 mai, à partir de 17 h 30 :

Arnaud de La Grange, Blandine de Lestrange, Emmanuel de Waresquiel, Pierre Fesquet, Isabelle Le Bourgeois, Gérard Macqueron, Béatrice Marchal, Claire Morel-Fatio, Valérie Paturaud, Theresa Révay, Pierre Robert, Tiffany Tavernier,

le samedi 25 mai, à partir de 14 heures :

Esther Bacot, Éric Chabbert, Sorj Chalandon, Mgr Patrick Chauvet, Anne-Sophie Chauvet, J.L. Corolle, Michèle Cotta, Sylphide de Daranyi, Nathalie de Kernier, Jean-Félix de La Ville Baugé, Nicolas Delesalle, Sophie de Mullenheim, François de Saint-Cheron, Antoine de Suremain, Patrice Duhamel, Charlotte Grossetête, Nathalie Saint-Cricq, Alice Taglioni, Aude Terray, Gaëlle Tertrais,

le dimanche 26 mai, à partir de 14 heures :

Tiphaine Auzière, Jean-Luc Barré, Marie-Hélène Baylac, Amélie Blanckaert, Xavier Bouvet, Thierry Chavant, Harold Cobert, David Colon, Blandine Cossa, Étienne de Béhastéguy, Sabine de La Rochefoucauld, Louis-Henri de La Rochefoucauld, Tristan Deluzarches, Diane de Saint-Exupéry, Bruno de Stabenrath, David Foenkinos, Nicole Lambert, Catherine Mory, Philippe Nicolas, Mathieu Olivier, Victor Pouchet, Benjamin Roger.

journeesmissionnaires.fr



deuils

Lussan (Gard).

Franck Boutet, son époux, Emmanuelle et Fabienne, ses filles, Julian, Sohail et Soledad, ses petits-enfants, Alexandre Llombart, son gendre,

ont la tristesse de faire part du décès de

Élisabeth BOUTET
née Gaujard,

survenu le 20 mai 2024, à l'âge de 77 ans, à Auriol.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Étienne, place de l'Église, à Fons-sur-Lussan (Gard), le samedi 25 mai, à 10 heures.

boutet_franck@yahoo.fr

Christian, son époux,

Florence, Jérôme, Xavier, ses enfants, Antoine, son gendre, Florence, Victoria, ses belles-filles, Héléa, Lisa, Joseph, Vasco, Marco, Léon, Ors'Antone, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie-France CHAUVIN
née Rayer,
veuve de
Jean-Pierre FORCIOLI

survenu le 20 mai 2024, dans sa 80e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Séverin, à Paris (5e), le samedi 25 mai, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Dinard, 4, rue du Douet-Fourché, le samedi 25 mai, à 17 heures.

mariefrancerayer@gmail.com

Arpajon-sur-Cère (Cantal). Paris.

Édith Chevrier, sa sœur,

Dominique et Manfred de Boissieux, Patrice Gard, Évelyne et Alain d'Humières, Bruno et Laurence Gard, ses enfants,

Anne-Florence, Élisabeth, Antoine, Cédric, Marie-Caroline, Pierre-Emmanuel, Christilla, Nicolas, Alix, Bérénice, Diane, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses neveux et nièces et toute la famille

vous font part du rappel à Dieu de

Jacqueline GARD
née Maisonneuve,

endormie dans la Paix du Seigneur le 17 mai 2024, à l'âge de 102 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Grâces, à Arpajon-sur-Cère, le vendredi 24 mai, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière Massigoux, à Aurillac, à 16 heures.

Jacqueline Gard repose à la chambre funéraire, 11, boulevard du Pont-Rouge, à Aurillac.

Lyon (6e).

Bertrand et Irène Ducurtil, Xavier et Michèle Ducurtil, Ségolène Cicéron, Bénédicte et Sébastien Ferrari, ses enfants,

Adèle et Jean de Rauglaudre, Paul et Marine Ducurtil, Emma et Louis Ducurtil, Lola-Lou Ducurtil, Lucas, Philippine et Gaspard Cicéron, ses petits-enfants,

Louise de Rauglaudre, son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Nicole DUCURTIL
née Goenaga,

survenu le 19 mai 2024, dans sa 92e année, à Lyon.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Bougé, à Bougé-Chambalud (Isère), le mardi 28 mai 2024, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Gordes (Vaucluse).

Mme Mauricette Coulanges, son épouse, ses fils, ses belles-filles et ses petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre COULANGES
ancien directeur de l'Institut Pasteur de Madagascar,

survenu le 17 mai 2024, à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Firmin, à Gordes, le vendredi 24 mai 2024, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Gordes.

Bourges (Cher).

Mehdi El Glaoui et Katherine, Nathalie Ferry et Antoine, Laurence Uzo, ses enfants,

Guillaume El Glaoui et Clarisse, Ariane El Glaoui et Clément, Charles Uzo, Eugenia El Glaoui, ses petits-enfants,

César, Arthur, Achille, Auguste, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Hadi EL GLAOUI
ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole,

le 19 mai 2024, dans sa 96e année, à Bourges.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Étienne, à Bourges, le mardi 28 mai, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière des Capucins, à Bourges.

Ad majorem Dei gloriam.

Jean-Jacques, son époux,

Alexandre et Laure, son fils et sa belle-fille,

Apolline, sa petite-fille,

Sylvie Boehm, sa sœur, et Éric, Khédie Boehm, sa belle-sœur,

Pauline et Laurent Vaissié, Vanessa et Marc Cervera, Axelle et Nicolas Boehm, César et Jean Cervera, ses neveux et nièces,

les familles Miaut, Homsy, Millet, Veyres

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Christine HUREZ
née Boehm,

le 18 mai 2024, dans sa 76e année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine, le mardi 28 mai 2024, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, Paris (18e), dans l'intimité familiale.

Espace hommages et témoignages : https://urls.fr/ILKT2U

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses filles, Bénédicte, Anelor, Gwenola, et ses petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marion JOCHAUD du PLESSIX
née Albinet,
veuve de
Patrick Jochaud du Plessix

survenu à Binic (Côtes-d'Armor), à l'âge de 76 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-et-Saint-Jean-Baptiste d'Étables-sur-Mer (Côtes-d'Armor), le lundi 27 mai 2024, à 14 h 30.

Un hommage lui sera rendu au cimetière du Montparnasse, à Paris (14e), le mardi 28 mai, à 14 h 30, suivi de l'inhumation.

À la demande de Marion, merci de privilégier une tenue de couleur claire.

anelor.duplessix@gmail.com

Mme Martin Hoppenot, son épouse,

Augustin et Anne-Charlotte Hoppenot, Julien et Florence Hoppenot, Émilie et Raphaël de Castilla, ses enfants,

ses petits-enfants, ses arrière-petites-filles

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Martin HOPPENOT

le 21 mai 2024, dans sa 81e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Vairé (Vendée).

Bordeaux.

Sa famille ainsi que sa belle-famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

Odile de MEZAMAT de LISLE
née Laffitte,

survenu le lundi 20 mai 2024, à l'âge de 94 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le samedi 25 mai 2024, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 62, rue de Lisleferme, à Bordeaux.

Priez pour elle.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), dans le caveau de famille, auprès de son époux.

Ni fleurs ni couronnes. Les remplacer par des dons à remettre aux prêtres de la chapelle pour des célébrations de messe pour le repos de son âme.

En union avec Bernard de Planta de Wildenberg, son époux, (†) le 2 août 2014,

Jean-Hugues et Bella de Chevigny, Quentin et Soline Paillard, Arnaud et Agnès de Wildenberg, Ariane de Wildenberg, Bertrand et Emmeline Lescure, ses enfants,

Thomas et Ingrid, Marc et Marie, Paul et Valérie, Camille, Pierre, Gabrielle et Hervé, Côme, Cyr et Almudena, Delphine et François, Hélie, Andréas, Vincent, Gaspard (†), Arielle et Tristan, Briac et Clémence, Marie et Olivier, Benjamin, Philippine, ses petits-enfants,

Adrien, Baptiste et Agathe, Alice, Joseph, Lorraine, Prudence, Guilain, Juliette, Martin, Faustine et Judith, Paloma, Ignacio et Jaime, Gustave, Léopold, Alexis et Garance, Bianca, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Françoise de PLANTA de WILDENBERG
née Dewavrin-Masurel,

survenu le 20 mai 2024, dans sa 98e année.

La messe sera célébrée le samedi 25 mai, à 10 h 30, en l'église de Saint-Corneille (Sarthe).

Jaromir Cisar, Petr Michal, Jakub Hollmann

ainsi que tous les associés et collaborateurs du **cabinet Portos**

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Pavel SMUTNÝ
chevalier des Arts et des Lettres, médaille du Mérite du 1er degré (République tchèque), membre du conseil d'administration des Amis du musée Condé-Château de Chantilly, fondateur et président du Bohemian Heritage Fund, président de la chambre de commerce tchéco-israélienne, membre de la chambre de commerce franco-tchèque,

survenu le 19 mai 2024, à l'âge de 64 ans.

Un service funèbre sera célébré par S.E. Dominik cardinal Duka, en la basilique de l'Assomption-de-la-Vierge-Marie de Strahov, à Prague, le lundi 27 mai 2024, à 15 heures.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Menthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie).

Frédéric Veyres, Jean-Noël Veyres, François Veyres, ses fils, leurs conjointe et compagnes, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Christine Beaux, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Denise VEYRES
née Decourdemanche,
veuve de
Henri Veyres

survenu le 18 mai 2024, dans sa 92e année, à Annecy.

La cérémonie sera célébrée dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Veyres, 73, avenue du Point-du-Jour, 69005 Lyon.

Genève (Suisse). Senlis (Oise).

Mme Antoine Watel, née Françoise Cagnat, son épouse,

Mme Sybille Watel, M. et Mme Sylvain Watel Zeitouni, ses enfants,

Adrien, Edward (†), Constantin et Théodore, ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Antoine WATEL

le 21 mai 2024, à l'âge de 82 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, le vendredi 24 mai, à 10 h 30, en l'église Sainte-Thérèse, à Genève.

L'inhumation aura lieu le lundi 27 mai, à 14 h 30, au cimetière de Senlis.

Ni fleurs ni couronnes.

Les membres de l'association **Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France** Beate et Serge Klarsfeld

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès, le 20 mai 2024, de

Henri ZAJDENWERGIER

dans sa 97e année.

Dernier survivant du convoi n° 73 du 15 mai 1944, dirigé vers la Lituanie et l'Estonie et qui ne compta que 24 rescapés sur 878 hommes déportés.

Henri était un ami et un militant exemplaire. Il n'a survécu que de quelques mois à la mort de sa chère épouse Maïe, auprès de laquelle il sera inhumé, le vendredi 24 mai, au cimetière ancien, à Arbonne (Pyrénées-Atlantiques).

FFDJF, 32, rue la Boétie, 75008 Paris.

souvenirs

Paris.

In memoriam.

Jean-Claude MARTIN

est décédé le 26 mai 2018.

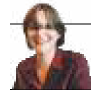
« Le souvenir, c'est la présence invisible. »
Victor Hugo.



AP PHOTO/HUSSEIN MALLA

Manifestation devant le siège de l'ONU, à Beyrouth, le 9 mai, pour protester contre l'accord de un milliard d'euros entre l'Union européenne et le gouvernement libanais, concernant les réfugiés syriens.

Le Liban menacé par un grand chamboulement démographique



PAR **Sibylle Rizk** Beyrouth

Avec 1,5 million de Syriens sur son sol, pour une population totale de 5,5 millions, le pays du Cèdre détient le record mondial de l'accueil de réfugiés. Combiné avec l'exode de ses propres ressortissants, le phénomène pourrait changer la face du pays.

L'annonce, le 2 mai dernier, d'une aide européenne de 1 milliard d'euros sur quatre ans au Liban a paradoxalement soulevé un tollé. Elle a placé au centre du débat la question des réfugiés syriens, illustrant jusqu'à la caricature l'incapacité de ce petit pays méditerranéen à gérer des dynamiques migratoires qui le dépassent. L'afflux de Syriens au Liban a pris une telle ampleur que la structure démographique du pays du Cèdre en est bouleversée. Si la tendance se poursuit sans correction, d'ici à quinze ans un peu plus de la moitié seulement de la population résidant à l'intérieur des frontières du Liban sera libanaise. C'est le verdict d'une récente étude de l'économiste et ancien ministre Charbel Nahas, qui met pour la première fois en vis-à-vis les chiffres concernant deux types de phénomènes : d'un côté, l'effet cumulatif de l'émigration des Libanais, accélérée depuis la crise de 2019 et, de l'autre, celui de l'arrivée des Syriens au Liban, fuyant le conflit ou la répression depuis 2011.

En visite à Beyrouth, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dit qu'en échange de l'aide européenne destinée à alléger le coût des réfugiés, elle comptait sur *« la bonne coopération de Beyrouth »* dans la lutte contre l'émigration clandestine vers l'Europe. *« Cadeau empoisonné », « pot-de-vin », « les Libanais ne sont pas à vendre »*… Toute la classe politique libanaise a poussé des cris d'orfraie. Soudain, la question du « retour » des Syriens dans leur pays occupe toute la scène médiatique et politique.

Le secrétaire général du Hezbollah a déclaré que la mer serait *« ouverte »* à quiconque voudrait prendre le bateau pour rejoindre l'Europe, tandis qu'une séance parlementaire a été consacrée à la question le 15 mai, révélant une unanimité à considérer le poids des Syriens comme trop lourd pour le Liban, sans qu'aucune politique concrète ne soit discutée. Le Parlement a adopté une simple recommandation, dans laquelle il enjoint à l'exécutif de prendre langue avec les autorités syriennes. Les élus plaident également pour la participation de Damas à la conférence de Bruxelles prévue le 27 mai, afin que *« l'aide internationale soit versée en Syrie même aux déplacés »*.

Des injonctions inopérantes, estime Karim El Mufti, professeur de sciences politiques à Sciences Po Paris. *« Dès le départ, ce qui a prévalu c'est l'absence de politique*, souligne-t-il. *Au lieu d'utiliser tous les leviers d'un État souverain pour répondre aux enjeux majeurs que pose la présence syrienne massive dans ses différentes composantes – statut juridique, santé, éducation, logement, etc. – le Liban a abandonné la gestion du dossier aux organisations humanitaires locales et internationales. »* Sans même se donner les moyens de traiter efficacement avec ces dernières, pour maximiser les possibilités de ce que l'on appelle désormais *« la diplomatie migratoire »*, comme le note l'expert Khalil Gebara. En 2015, Beyrouth a même choisi la politique de l'autruche en demandant au Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (UNHCR) de cesser tout recensement des réfugiés. L'agence onusienne a cependant poursuivi les inscriptions et remis en janvier dernier ses statistiques à la Sûreté générale libanaise.

Au total, quelque 1,5 million de ressortissants syriens se trouveraient sur le sol libanais. Il est difficile de distinguer ceux qui sont des réfugiés au sens politique et sécuritaire des migrants économiques. La frontière entre les deux voisins étant très poreuse, les allées et venues sont permanentes. Elles ne se limitent d'ailleurs pas aux personnes, mais englobent désormais un vaste réseau de contrebande de biens en tout genre, licites et illicites. Quelque 350 000 bébés de parents syriens sont également nés au Liban depuis 2011, mais 80 % des naissances n'ont pas été enregistrées en raison d'obstacles administratifs et du coût élevé de l'enregistrement à l'ambassade syrienne au Liban, souligne Khalil Gebara. Ce chiffre fait du Liban le pays qui détient le record mondial de réfugiés par rapport à la population totale résidente, estimée aux alentours de 5,5 millions de personnes, soit, pour la France, l'équivalent de 19 millions de réfugiés.

« Tout Syrien résidant illégalement au Liban sera rapatrié », a réaffirmé le premier ministre par intérim, Najib Mikati, tandis que la Sûreté générale a annoncé la mise en place de mesures plus restrictives. La couverture médiatique des crimes commis par des Syriens au Liban va crescendo, alimentant une colère croissante de l'opinion publique contre eux. *« Le tour de vis sécuritaire sans autre horizon ne fera qu'exacerber les tensions. Les Syriens dont le titre de séjour sera révoqué resteront illégalement. Le problème fondamental est justement que l'écrasante majorité des Syriens au Liban, qu'ils soient réfugiés ou migrants économiques n'ont pas de statut légal. Les expulsés reviendront d'une façon ou d'une autre »*, se désole Wadih al-Asmar, président du Centre libanais des droits humains.

« Le Liban a connu plusieurs vagues d'émigration au cours de son histoire, mais ce qui caractérise celle qui est en cours, c'est la volonté de départ sans retour de cadres formés par un appareil éducatif et universitaire ouvertement voué à l'exportation des talents libanais »

Charbel Nahas Économiste et ancien ministre

Pour lui, les gesticulations politiques relèvent d'un populisme stérile et ne convainquent pas grand monde. De fait, l'effondrement des structures étatiques libanaises empêche d'avoir prise de manière effective sur la réalité du pays. *« Avant de parler de retour des réfugiés dans leur pays, indépendamment des conditions politiques et sécuritaires en Syrie, qui sont très loin d'être assurées, il faudrait que l'appareil administratif libanais se dote d'une base de données opérationnelle. Il n'y a pas de doute que gérer une population réfugiée qui représente 30 % de la population nationale est un immense défi. A fortiori pour un pays aussi dysfonctionnel que le Liban, où il n'y a plus d'appareil d'État et où l'unique objectif de la classe politique est la perpétuation de son propre pouvoir, d'abord au détriment des Libanais eux-mêmes. N'oublions pas que si les voies de l'émigration étaient ouvertes, les Libanais se presseraient autant aux frontières que les Syriens. »* C'est pourquoi la proposition d'accorder des visas européens temporaires, annoncée par Ursula von der Leyen, n'est pas passée inaperçue à Beyrouth.

La passivité au niveau du gouvernement, couplée à l'opportunisme d'une classe politique – passée maître dans l'art de canaliser les aides extérieurs dans des circuits clientélistes – ne fait qu'aggraver la situation. Le Liban traverse une crise économique sans précédent, elle aussi amplifiée par l'inaction des autorités. L'émigration massive des Libanais s'impose comme la seule issue économique et sociale pour certaines tranches d'âge. Déjà, avant la crise, près de la moitié des Libanais âgés de 15 ans émigraient avant la fin de leur vie active, selon l'étude de Charbel Nahas. La proportion dépasse aujourd'hui 75 %. Dans quinze ans, au rythme actuel, la moitié des Libanais vivront hors de leur pays.

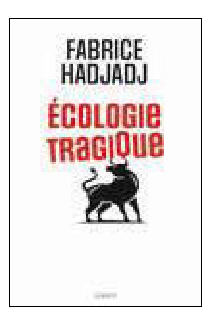
L'effondrement de 40 % de l'économie libanaise, qui était déjà marquée par des inégalités records et un chômage endémique, a achevé de fragiliser la population active libanaise, qui se réduit comme peau de chagrin, avec un ratio de dépendance (nombre d'enfants et de personnes âgées rapporté à celui des personnes en âge d'être actives) en hausse très alarmante. Les exemples de commerces ou d'artisanats abandonnés par des Libanais partis à la retraite ou à l'étranger abondent. Les entreprises ont le plus grand mal à recruter, tant les personnes qualifiées fuient le pays. Un vide compensé par la main-d'œuvre syrienne qui domine non seulement les secteurs traditionnels, comme l'agriculture et le bâtiment, mais s'étend à nombre de métiers de services. *« Dans les cabinets d'ingénieurs, ce sont souvent des Syriens qui font le travail et l'ingénieur libanais qui signe ensuite »*, a expliqué Wadih al-Asmar lors d'une table ronde à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Ce sentiment de perdre pied alimente des tensions déjà vives dans plusieurs régions du Liban. *« On m'accuse de racisme parce que j'agis en patriote »*, affirme le *mohafez* (préfet) de la Bekaa, Kamal Abou Jaoudé. *« Dans la commune de Bar Elias, sur 2 000 commerces, 1 700 sont désormais détenus par des Syriens. Le visage du souk a changé. La présence syrienne est devenue une menace existentielle pour le Liban. »*

« Le Liban a connu plusieurs vagues d'émigration au cours de son histoire, mais ce qui caractérise celle qui est en cours, c'est la volonté de départ sans retour de cadres formés par un appareil éducatif et universitaire ouvertement voué à l'exportation des talents libanais », souligne Charbel Nahas, qui a fondé le parti « Citoyens et Citoyennes dans un État » afin de défendre un projet d'État moderne, seul en mesure de redonner espoir aux Libanais selon lui. Or, *« le sentiment dominant »* dans la population est que l'État est *« une instance superfétatoire »*, assure-t-il. Le pouvoir en place est bloqué dans un système politique communautaire établi lors du régime de la Moutassarifiya au XIXe siècle. Il se révèle incapable de gérer des dynamiques étroitement liées au réaménagement profond des fonctions économiques régionales. Le rôle du Croissant fertile englobant le Liban et la Syrie est en voie de totale marginalisation, au profit de celui que joue le Golfe entre l'Europe et l'Asie, poursuit Charbel Nahas, selon qui *« une autre société est en train de se créer et ce sont d'autres structures politiques qui s'imposeront, avec tous les risques de violence que cela suppose. »* ■

Ni effondrisme ni technicisme : pour une écologie tragique

Dans son dernier livre, le philosophe Fabrice Hadjadj nous livre une méditation puissante sur la place de l'homme dans la Création. Une interdépendance qui n'idéalise pas la nature et réconcilie l'anthropologie chrétienne avec l'exigence écologique.



■ **ÉCOLOGIE TRAGIQUE**
De Fabrice Hadjadj, Mame, 208 p., 17,95 euros.



CHRONIQUE
Eugénie Bastié

« *Quid salvum est, si Roma perit ?* » (« Qui sera sauf, si Rome périt ? ») se demandait saint Jérôme après la prise de la ville par Alaric. Toute la réflexion de saint Augustin dans *La Cité de Dieu* reposera sur cette interrogation fondatrice : comment concilier l'effondrement d'un monde avec l'espérance chrétienne ? Cette interrogation redevient la nôtre aujourd'hui où nous assistons, non pas au sac de Rome, mais au sac du monde. Le bouleversement climatique induit par l'homme nous met face à une responsabilité vertigineuse. Il intervient au moment où nous avons oublié les fondements de l'anthropologie judéo-chrétienne et où nous ne savons plus quelle place doit tenir l'homme dans la Création. Les hérésies se multiplient qui voudraient abolir la distinction entre l'homme et l'animal, idéaliser outrageusement la nature ou au contraire la considérer comme un vaste supermarché à exploiter sans limites.

Les chrétiens se retrouvent devant l'écologie comme devant la question sociale. Faut-il encourager la lutte contre le capitalisme ? Si oui, comment la concilier avec la liberté au cœur de la vision chrétienne de l'homme ? De même, jusqu'à quel point le chrétien peut-il encourager l'écologie sans verser dans une sanctification de la nature qui oublierait l'homme ? L'Apocalypse écologique n'est-elle pas une eschatologie de substitution dans un monde qui a cessé de croire ? Fabrice Hadjadj prend le taureau par les cornes et tente, non pas de résoudre, mais de cerner le problème dans un livre puissant, écrit d'une jolie plume, pleine de bonheurs de formules, même s'il a parfois tendance à nous égarer dans les méandres de l'herméneutique.

Plusieurs adjectifs ont été trouvés pour qualifier une écologie fondée sur l'anthropologie chrétienne : une « écologie humaine », qui prendrait en considération la bioéthique, une « écologie intégrale », qui raccorderait exigences environnementales et préoccupations sociales, une « écologie conservatrice », qui refuserait le progressisme sociétal. Aucun n'est véritablement satisfaisant. Le philosophe Fabrice Hadjadj a trouvé une formule plus percutante : « écologie tragique ».

Qu'est-ce que le tragique ? C'est tenir ensemble les deux bouts du problème. C'est admettre une tension irréductible à la vie qui se partage entre la prodigalité et la violence, l'ordre et le chaos, la beauté et la mort. Hadjadj renvoie dos à dos les décroissants conservateurs, qui voudraient faire de la nature un musée intangible de la diversité, et les progressistes techniciens qui voudraient l'exploiter.

Il y a ceux qui veulent « sauver la planète » : c'est un point de vue d'astronome, surplombant, orgueilleux, abstrait. Il y a ceux qui veulent simplement « préserver l'environnement » : point de vue ethnocentré, étroit, trop modeste. À ceux qui pensent qu'une planète sans homme serait plus agréable, qu'il faut cesser de donner la vie pour préserver les autres espèces, Hadjadj rappelle que la Création n'a de sens que pour l'homme qui en prend soin. La seule espèce *« qui regrettera le phoque moine des Caraïbes après l'avoir fait disparaître »*.

Il se dresse contre ceux qui idéalisent excessivement la nature, évoquant le cas de l'anthropologue Jane Goodall traumatisée lorsqu'elle découvrit que les chimpanzés étaient capables des pires atrocités sur leurs congénères. Il ne faut pas prendre les canards sauvages pour des enfants du bon Dieu : ceux-ci s'adonnent à des viols collectifs abominables. De même, l'homme a tendance à idéaliser le sauvage au détriment du domestique : *« Le tigre en cage est perçu comme l'innocent qu'on met en prison. Alors qu'il est comme le bébé qu'on met dans son lit à barreaux. »*

Hadjadj évoque trois grandes postures philosophiques qui sont selon lui des impasses pour concevoir le rapport de l'homme avec la nature : le cosmisme, le cosmétisme et le compostisme. Le cosmisme, c'est l'attitude des Anciens et de la sagesse païenne. Il s'agit de consentir à l'ordre du cosmos sans se révolter contre ses injustices et ses violences. C'est une sagesse complice du mal physique. Épictète la résume ainsi *« Si tu aimes un pot de terre, dis-toi : "J'aime un pot de terre". S'il se casse, tu n'en feras pas une maladie. En serrant dans tes bras ton enfant ou ta femme, dis-toi : "J'embrasse un être humain". S'ils viennent à mourir, tu n'en seras pas autrement bouleversé. »* Ce panglossisme nous révolte et nous sommes, nous autres modernes, comme Voltaire devant le tremblement de terre de Lisbonne : nous refusons de composer *« (…) dans ce chaos fatal/ Des malheurs de chaque être un bonheur général »*. Le cosmétisme des Modernes les pousse à crier non plus *« amor fati »* mais *« À mort, Fatum ! »*. La nature devient une matière dont nous pouvons être maîtres et possesseurs. Il faut arraisonner le monde, déjouer le destin, pacifier sa violence, détruire en soi la bête et piller la planète. Le compostisme enfin est la philosophie des postmodernes. Ils n'aspirent plus ni à accepter l'ordre du monde, ni à le changer mais à fusionner avec le compost, comme le proclame Dona Haraway auteur du *Manifeste cyborg*. L'homme doit disparaître, il n'est qu'une parenthèse néfaste dans l'histoire de la vie.

Le transhumaniste, l'animaliste, le fondamentaliste, tous sont abolitionnistes. Ils voudraient refaire sur la terre le jardin d'Eden, où le loup paisse avec l'agneau, où le mal et la cruauté soient définitivement éradiqués. Ce rêve n'est pas de ce monde. Retrouver l'anthropologie chrétienne, c'est admettre la puissance du paradigme du péché originel qui garde toutes ses cornes au problème. Le mal est là dans l'homme depuis le début, jusqu'à la fin.

L'écologie tragique n'est pas la religion cosmique des Anciens, où l'homme se perdait dans le grand tout, ni le projet humaniste des Modernes qui fait de la Création un self-service, ni dans le songe amer des postmodernes d'une décomposition compatissante. L'écologie tragique articule exigence de la sauvegarde et certitude de la fin. Son exigence n'est pas de durer mais de donner. *« La vie se donne. Sitôt qu'elle ne songe qu'à se conserver, elle se perd. »* Son modèle n'est pas la jungle mais le jardin. Ou l'arène.

Hadjadj termine par un éloge de la corrida, qui lui semble être l'exemple même d'une écologie tragique, car elle met en scène un fait originaire, celui du face-à-face entre l'homme et la nature, sans en masquer la part de violence et de mort. Dans l'arène se déploie un art à la fois *« indéfendable et irrésistible »* (Orson Welles) qui heurte notre sensibilité, mais qui nous rappelle la violence originaire de notre condition. C'est le dernier endroit où l'on aperçoit l'éclat des sacrifices de l'ancienne alliance. La corrida abolit la distinction entre sauvage et domestique puisqu'elle pratique *« l'élevage pour l'ensauvagement »* ; où chaque tête de bétail doit disposer de trois hectares. Si la corrida disparaît, ces terres seront rendues au béton ou aux promoteurs immobiliers. Déjà, les arènes de Barcelone ont été transformées en centre commercial. Contre l'aseptisation du monde, Hadjadj nous invite à conserver cette éthique ou la lutte et la danse coïncident. ■

Le coup d'œil sur l'abîme de Saul Friedländer

L'historien majeur de la Shoah publie en France son journal de l'année 2023 sur la vie politique israélienne, exercice remarquable de lucidité. Pour espérer abolir « le cercle vicieux sans fin », il faudrait commencer par le départ de Benyamin Netanyahou.


SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO



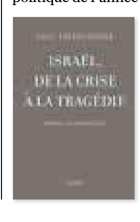
TÊTE-À-TÊTE
Charles Jaigu

Saul Friedländer vit avec son épouse, Orna, non loin d'une plage du Pacifique qui ressemble à celles de Tel-Aviv. Il a beau être un Californien paisible, il a la tête farcie des nouvelles tragiques de son pays à vingt mille kilomètres de là. Et, à 91 ans, il lâche ses coups. Friedländer est connu pour ses travaux sur l'antisémitisme nazi. Il parle un français parfait, ayant été caché en France par ses parents, qui ont été déportés à Auschwitz. Il a aussi publié un beau livre sur Kafka. Mais ici il fait simple. Il n'hésite pas à manier l'insulte et à laisser libre cours à son mépris, ô combien mérité, de l'extrême droite israélienne. Celle qui a assassiné Yitzhak Rabin, le dernier grand homme de cette nation en armes. C'était en 1995. Depuis, rien ne va plus. Friedländer est indéfectiblement pro-israélien. Mais il a aussi été l'un des premiers, dès 1969, à s'inquiéter de l'hubris qui a suivi la victoire enivrante de la guerre des Six-Jours (*Réflexions sur l'avenir d'Israël*, Éditions du Seuil). Le temps a passé et lui a donné raison. On lit donc cette éphéméride politique de l'année 2023 comme un compte à rebours glaçant qui commence par le projet de réforme de la Cour suprême voulu par Benyamin Netanyahou et ses alliés de l'extrême droite. La vie politique israélienne de cette année noire est rythmée par les sorties de *« ce clown maléfique »* d'Itamar Ben-Gvir (ministre de la Sécurité nationale), ou du *« pathétique »* Bezalel Smotrich (ministre des Finances), qui tirent les ficelles de ce *« mafieux rusé prêt à détruire le pays pour sauver sa peau »* qu'est Benyamin Netanyahou, *« le roi "Bibi" »*, écrit-il pour moquer son goût du luxe et sa vanité. Ces trois-là, et quelques autres, dansent cyniquement sur les failles béantes d'une société de plus en plus écartelée entre son élite ashkénaze empreinte d'un vieux libéralisme européen, et une classe populaire sépharade séduite par les promesses d'un Israël de la mer au Jourdain.

De page en page, Friedländer sent l'orage qui monte. Le pays est absorbé par ses divisions, et son chef se désintéresse de ses ennemis à l'extérieur. Or ceux-ci hésitent, subodore notre historien, entre l'attaque et l'attente. *« Soit ils frappent, soit ils laissent Israël macérer dans sa propre décrépitude, jusqu'à la fin »*. Sombre, mais lucide. *« La faiblesse du judaïsme libéral est déroutante »*, nous dit-il. Les tenants du Grand Israël, ou Eretz Israël (la Terre promise), ont pris le dessus. Pourquoi ? Cela s'explique, tout d'abord, par l'absence regrettable de Constitution *« séparant la synagogue et l'État »*. Ensuite, il ne faut pas sous-estimer ce qu'ont engendré la victoire empoisonnée de la guerre des Six-Jours et l'annexion de la Cisjordanie. Comme le dit son ami Jacob Fried : *« Israël n'a pas annexé les territoires, ce sont les territoires qui ont annexé Israël. »* C'est dans cet après-coup d'un événement aux dimensions quasi bibliques pour le judaïsme, que ressurgit l'illusion messianique qui était absente du premier sionisme. Absente, ou refoulée ? Était-elle déjà là, attendant de jaillir, en quelque sorte *« intrinsèque au sionisme »* ? se demande-t-il. *« Les partis religieux qui étaient modérés et conciliants jusqu'en 1967 ont adopté des postures messianiques ensuite »*, relève-t-il. Pour le dire autrement, la légitime défense des années 1948 à 1966 a été peu à peu remplacée par le projet grandiose d'Eretz Israël. Saul Friedländer, d'une honnêteté scrupuleuse, admet *« qu'il existe chez de nombreux Israéliens une sorte de pulsion inconsciente en faveur d'un Eretz Israël dans sa totalité »*. De tout cela il résulte une évidence : le sionisme canal historique a pour adversaire interne un messianisme juif devenu fou. Le rêve d'Eretz Israël déchaîne l'antisémitisme, ou l'expression décomplexée de l'antisémitisme. *« Les colons, cette racaille »*, écrit-il. À cause d'eux, *« Israël n'est plus une réponse à l'antisémitisme ; dans certains cas il renforce l'antisémitisme »*.

Friedländer s'étonne de la violence anti-israélienne des étudiants américains ou européens, mais les arguments qu'il emploie pourraient facilement leur servir. C'est ce que lui reprocheront même ses amis. Et c'est toute la question. Faut-il se montrer sévère à l'égard de son pays, au risque de donner des armes aux adversaires de mauvaise foi et dont la conviction est tout simplement antisémite ? Saul Friedländer est implacable avec « Bibi », mais il soutient le cœur lourd la guerre qu'il mène dans l'enclave de Gaza. Il ne croit pas que l'armée israélienne pourra éradiquer le Hamas. Il pense en revanche qu'il faut faire le maximum pour désarmer ses combattants. Il dit clairement – et selon nous à juste titre – qu'Israël ne mène en aucune manière une entreprise génocidaire. Et quand nous l'interrogeons sur le mandat d'arrêt contre Netanyahou par la Cour pénale internationale, il dénonce l'impatience du juge. *« Il aurait fallu attendre et voir comment Israël mène les opérations maintenant que le choc du 7 octobre n'est plus tout proche. »* Mais au-delà de cette neutralisation du Hamas, quelle stratégie ? Tout cela lui rappelle trop les dernières guerres d'Israël au Sud-Liban : *« En 1982, le siège de Beyrouth aura un peu ressemblé à l'actuelle guerre de Gaza ; il aura été court et n'aura mené nulle part. La deuxième guerre du Liban, à l'été 2006, était encore plus proche de la situation actuelle. Elle a commencé avec l'enlèvement et le meurtre de soldats israéliens par le Hezbollah à la frontière d'Israël. La guerre qui s'est ensuivie a été difficile pour les forces de défense israéliennes, car elles étaient confrontées à un adversaire chiite coriace, entièrement armé par l'Iran. Elle a contribué à une désillusion croissante des Israéliens face à une guerre sans but. »* La guerre sans but est ce qui pend au nez d'Israël, et pour cela il faut commencer par remercier Bibi et son gouvernement.

Ce livre n'est pas un acte de haine de soi ou de reniement. Saul Friedländer est un partisan inébranlable de l'existence d'Israël, mais il ne minore pas *« le cercle vicieux sans fin »*. La solution ? Elle tient en deux lignes depuis quarante ans. *« Il faut un retrait de Cisjordanie assorti d'une force internationale de contrôle, et d'une démilitarisation totale pour garantir la paix. C'est aux États-Unis d'imposer cette solution politique. »* Il doute qu'avant le 7 octobre il ait existé une majorité d'Israéliens favorables à une évacuation de tout ou partie de la Cisjordanie, condition préalable à la solution à deux États pour laquelle lui et tant d'autres ont prêché dans le désert. Et après le 7 octobre ? *« Tant s'en faut ! Mais je pense que l'expérience de la guerre actuelle est en train de changer en profondeur l'opinion des Israéliens : ils comprennent que seul le compromis est possible »*, nous dit-il lors de notre conversation par FaceTime. Ce sera le sujet, nous le souhaitons, de son journal politique de l'année 2024. ■



■ **ISRAËL, DE LA CRISE À LA TRAGÉDIE**
De Saul Friedländer, Grasset, 384 p., 24 euros

Si elle met sur le même plan le Hamas et l'État d'Israël, à quoi sert encore la Cour pénale internationale ?



NOËLLE LENOIR

En renvoyant dos à dos les dirigeants israéliens et les dignitaires du Hamas, le procureur de la CPI hypothèque l'avenir de la justice internationale, estime l'avocate et ancienne ministre des Affaires européennes.

Dans sa *« requête aux fins de délivrance de mandats d'arrêt concernant la situation dans l'État de Palestine »* à la Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale (CPI) dont il est le procureur, Karim Khan renvoie dos à dos trois dignitaires du Hamas (Yahya Sinwar, le chef de la bande de Gaza, en fuite ; Mohammed Dief, chef des brigades al-Qassam, maître d'œuvre du pogrom du 7 octobre ; et Ismaïl Haniyeh, chef de la branche politique du Hamas qui se pavane au Qatar), ainsi que le premier ministre israélien et son ministre de la Défense. Il indique avoir *« de bonnes raisons de penser »* que tous ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Il impute spécialement aux responsables israéliens le *« fait d'affamer délibérément des civils »* ou encore *« l'extermination, le meurtre et la persécution »* !

Karim Khan estime avoir des preuves suffisantes pour porter contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant ces accusations gravissimes. On saura en quoi consistent ces « preuves », une fois publié l'acte d'accusation transmis à la Cour pour que celle-ci statue sur l'autorisation demandée. On veut espérer qu'il ne puise pas ses sources auprès des milieux inféodés au Hamas dont on connaît l'objectivité s'agissant de la comptabilisation des victimes civiles à Gaza (même l'ONU, pourtant biaisée contre Israël, a fini par admettre leur fausseté). On ne serait cependant pas surpris d'apprendre que l'UNRWA ou des ONG comme Human Rights Watch ou Amnesty, farouchement anti-Israël, pour ne pas dire plus, aient contribué à « éclairer » le procureur de la CPI.

Cette infâme mise en équivalence entre le Hamas, organisation terroriste, et l'État démocratique d'Israël, a sidéré les principaux responsables politiques du monde libre. Le président américain l'a rejeté sans appel et appuie les sanctions proposées par les républicains à l'encontre de Karim Khan et d'autres membres de la CPI. L'Europe se singularise quant à elle par sa faiblesse et sa pusillanimité. Les dirigeants allemand, italien et britannique se sont indignés tandis que l'Espagne, l'Irlande, à l'instar de la Norvège s'empressent de reconnaître la Palestine comme État. Pour sa part, corrigeant les déclarations ambiguës du président français, notre ministre des Affaires étrangères appelle à *« ne pas créer d'équivalence entre le Hamas et Israël »*. On est loin d'une politique étrangère européenne ; beau dommage collatéral du coup politique de Karim Khan !

Si la Cour emboîtait le pas à son procureur, une telle équivalence tuerait les espoirs placés dans une juridiction pénale internationale. Elle exposerait en outre les chefs d'État et de gouvernement des États démocratiques à subir le même sort que les responsables israéliens, pour un appui militaire consenti dans telle ou telle partie du monde.

« Si la Cour emboîtait le pas à son procureur, une telle équivalence tuerait les espoirs placés dans une juridiction pénale internationale »

En fait, tout a commencé en 2015 lorsque les États parties au Statut de la Cour ont accepté la Palestine comme État partie. La CPI a ensuite lancé, par une décision du 5 février 2021, l'enquête demandée par Mahmoud Abbas sur les Territoires occupés, s'arrogeant le droit d'exercer sa compétence sur une Palestine incluant Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Ces années d'enquête ont abouti à la déclaration de Khan.

Quand on sait que la Cour n'a traité qu'une dizaine d'affaires en vingt ans, qu'elle entame à peine des procédures pour des crimes (ils sont imprescriptibles) remontant à plus de vingt ans et que les mis en cause sont pour la plupart des terroristes islamistes, on s'interroge sur les intentions du procureur. Imagine-t-on Churchill et Roosevelt traînés devant le tribunal de Nuremberg, aux côtés des criminels nazis, en raison des dommages collatéraux provoqués par les bombardements alliés à Saint-Malo et à Dresde !

Sur un plan juridique, trois questions se posent. D'abord, le procureur a méconnu le principe cardinal de la CPI énoncé à l'article 1 de son Statut : *« La Cour est complémentaire des juridictions pénales nationales. »* Autant dire que ce n'est que s'il y a défaillance manifeste des juridictions nationales qu'une action devant la CPI devrait être reconnue recevable. Or, ici, nulle défaillance : les juridictions israéliennes sont indépendantes et impartiales. Cette indépendance s'est du reste manifestée avec éclat lorsque, en janvier 2024, la Cour suprême a fait opposition à la réforme judiciaire proposée par Netanyahou. Quant au juge pénal israélien, il a plusieurs fois lourdement sanctionné des juifs de Cisjordanie

Ensuite, il est étonnant de constater que non seulement les mêmes crimes sont imputés au Hamas et à Israël, mais que les responsables du Hamas à l'origine du pogrom du 7 octobre ne sont pas accusés du crime de génocide.

La troisième question est à la confluence du droit et de la morale : est-il normal que le procureur affiche son prosélytisme en signant *« Inch Allah »* son rapport d'activité annuel ? Est-il normal qu'il accuse Israël de causer *« intentionnellement »* une famine, alors que Tsahal se charge, comme aucune autre armée au monde, de veiller à l'entrée à Gaza de centaines de camions de vivres par semaine, que ceux-ci sont détournés par le Hamas et que trois soldats israéliens ont été tués par un tir de roquettes au point de passage de Kerem Shalom, alors qu'ils sécurisaient ce passage ?

La Cour aura peut-être la sagesse de rejeter la requête de Karim Khan concernant Netanyahou et son ministre de la Défense. Mais si elle tombait dans le piège que lui tend son procureur, cela signifierait que le système des Nations unies est vicié. Car en se réclamant des déclarations du secrétaire général de l'ONU imputant à Israël *« la crise alimentaire la plus vaste et la plus grave au monde »*, Karim Khan entend clairement conforter la position d'Antonio Gutteres pour un cessez-le-feu sans condition à Gaza. Or ne soyons pas naïfs, cela conduirait dans les circonstances actuelles à la destruction d'Israël ! ■

« L'assignation à résidence des jeunes ruraux les détourne des partis traditionnels »



DESSINS : FABIEN CLAIREFOND

SALOMÉ BERLIOUX ET VICTOR DELAGE

L'Institut Terram et l'association Chemins d'avenirs publient une étude passionnante, menée avec l'Ifop, sur la mobilité de la jeunesse rurale. La distance façonne les destins des jeunes ruraux et participe à alimenter le rejet des partis traditionnels, expliquent les auteurs de l'enquête*.

PROPOS RECUEILLIS PAR **Ronan Planchon**

LE FIGARO. - Comment caractériser la « jeunesse rurale » ? Qu'est-ce qui lie, aujourd'hui, une jeune de 20 ans de la campagne normande à un lycéen du fin fond de l'Allier ?

SALOMÉ BERLIOUX. - Ce qui frappe, ce sont les obstacles que ces jeunes ont à surmonter pour réaliser leur potentiel. En premier lieu l'éloignement des opportunités et les kilomètres à parcourir. Pour ne donner qu'un exemple issu de notre enquête : les jeunes ruraux passent en moyenne 2 h 37 dans les transports chaque jour. C'est 42 minutes de plus que les urbains. Près de trois quarts d'heure en moins par jour pour les loisirs culturels, la pratique sportive ou le temps en famille.

VICTOR DELAGE. - Ces jeunes montrent d'abord un fort attachement à leur territoire et à leur communauté locale : 63 % d'entre eux disent souhaiter vivre leur vie d'adulte en milieu rural.

Leurs défis quotidiens - l'isolement géographique, le manque de services publics, les opportunités limitées et les stéréotypes négatifs - renforcent leur solidarité et leurs relations sociales. Contrairement aux idées reçues, plus les jeunes vivent dans des zones peu densément peuplées, plus ils déclarent avoir une vie sociale riche.

Enfin, cette identité est aussi façonnée par la dépendance à la voiture. Plus des trois quarts des jeunes ruraux (77 %) passent leur permis de conduire entre 18 et 24 ans, et 69 % des 18-29 ans utilisent quotidiennement leur véhicule, contre 38 % chez leurs homologues urbains. Cette dépendance augmente avec l'âge, créant une vulnérabilité pour les 70 % des jeunes ruraux de plus de 25 ans qui risquent de perdre leur emploi si leur mode de transport actuel est compromis.

Peut-on vraiment dire que la distance façonne les destins des jeunes ruraux ?

S.B. - Cet éloignement oblige les jeunes à parcourir des kilomètres, pour se rendre au lycée, à un rendez-vous médical, à un entretien d'embauche ou faire des études. Et quand, pour des raisons de distance, de carence de l'offre de transports, de contraintes financières ou de manque de temps, ces déplacements deviennent impossibles, les renoncements se multiplient. Ce sont 53 % des jeunes ruraux qui déclarent être mal desservis par le réseau de bus, contre 14 % des jeunes urbains. Même estimation pour le train, avec 62 % des jeunes ruraux qui s'estiment mal desservis versus 24 % des jeunes urbains. En ce sens, la distance façonne les destins des jeunes ruraux au moins à deux titres : dans leur vie quotidienne et dans la construction de leur parcours.

V.D. - Au moment de construire leur parcours professionnel, on retrouve de nouveau cet enjeu de la distance : 38 % des jeunes ruraux en recherche d'emploi disent avoir renoncé à passer un entretien d'embauche en raison de difficultés de déplacement. C'est le double des jeunes urbains (19 %). Autre conséquence notable : le budget moyen d'un jeune rural pour les transports s'élève à 528 euros par mois, quand il est à 307 euros pour les jeunes urbains du même âge.

Les jeunes ruraux disent avoir voyagé en moyenne dans 3,5 pays, chiffre là encore inférieur à ceux de la jeunesse citadine (4,7 pays). La « génération Erasmus », comme on l'appelle, n'est-ce pas surtout une jeunesse urbaine et diplômée ?

V.D. - Le désir de s'ouvrir au monde n'est pas l'apanage des jeunes urbains. Notre enquête montre que 77 % des jeunes ruraux affirment qu'ils aimeraient un jour vivre à l'étranger. Encore faut-il que cette envie ne reste pas au stade de fantasme et qu'elle puisse ensuite se réaliser concrètement. Or seul un jeune rural sur dix a déjà eu cette opportunité pour une période excédant trois mois.

S.B. - La libre circulation de la jeunesse est loin d'être une réalité pour tous. Malgré la notoriété et l'engouement pour Erasmus+, à peine 5 % du nombre total des diplômés ont profité de ce programme d'échange en 2022. En ce sens, la mobilité internationale est une véritable modélisation du déterminisme territorial. Dans les zones urbaines, la concentration des réseaux et des ressources matérielles, la proximité des cultures qui y cohabitent, la familiarité de parcours internationaux simplifient la recherche d'information et lèvent les barrières symboliques à une expatriation.

Une partie de la France rurale, notamment près des littoraux, ne peut plus vivre là où elle est née, à cause par exemple de l'embourgeoisement de ces territoires lié à l'arrivée d'habitants des métropoles. Y a-t-il aussi un sentiment de frustration chez les jeunes ruraux, lié à la pression immobilière ?

V.D. - L'afflux des classes supérieures - notamment les retraités, les professions libérales et les cadres télétravailleurs - cherchant des maisons avec jardin, loin de grandes métropoles polluées et où le prix de l'immobilier flambe depuis longtemps, a intensifié la pression foncière et immobilière dans certains espaces ruraux. C'est le cas près des littoraux, mais aussi dans les zones frontalières et de montagne présentant un attrait touristique. Ces lieux de vie deviennent donc de moins en moins accessibles aux classes moyennes et modestes locales. Les jeunes ruraux sont particulièrement touchés.

S.B. - Dans ce contexte, certaines récentes séquences cristallisent ce sentiment de frustration chez cette population. On pense notamment à la fuite des Parisiens vers leurs résidences secondaires à la campagne pendant la pandémie de Covid. Cette liberté contraste fortement avec les contraintes quotidiennes des jeunes ruraux, limités par les coûts et les distances, quels que soient leurs talents et leurs motivations.

Votre étude montre une surreprésentation du vote RN chez les jeunes ruraux. Peut-on établir un lien entre le sentiment d'exclusion géographique, liée à l'absence de mobilité, et le vote RN ?

V.D. - La jeunesse rurale ne se sent ni représentée ni entendue dans l'espace public. Elle se considère comme incomprise par des institutions qui ne s'adapteraient pas à son quotidien, bien différent de celui des urbains. Ce sentiment de décalage, voire d'abandon, se traduit sans surprise dans les urnes. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, outre l'abstention massive, 39,6 % des jeunes ruraux ont voté pour Marine Le Pen. C'est plus du double des jeunes urbains (18,1 %). À l'inverse, Emmanuel Macron n'a attiré que 16,8 % des jeunes ruraux, contre 24,3 % des urbains, et Jean-Luc Mélenchon, 16,2 % contre 27,6 %.

Les difficultés de mobilité géographique et sociale des jeunes ruraux participent en effet à alimenter le rejet des partis traditionnels. Plus le temps passé en voiture est long, plus le soutien à Marine Le Pen augmente : 34 % pour moins de 30 minutes par jour, 43 % entre 30 et 59 minutes, 42 % entre 1 et 2 heures et 49 % pour plus de 2 heures. L'isolement géographique joue aussi un rôle : 36 % des jeunes ruraux vivant dans une petite ville, 41 % de ceux vivant dans un village et 46 % de ceux vivant dans un hameau ont voté pour Marine Le Pen au premier tour en 2022. ■

** Salomé Berlioux est fondatrice et directrice générale de Chemins d'avenirs. Victor Delage est fondateur du think-tank Institut Terram, dédié à l'étude des territoires.*

Quand le «Sud global» s'arme contre l'Occident



CHRONIQUE
Luc Ferry

Si nos gouvernants avaient plus d'expérience, s'ils étaient seulement un peu plus âgés et qu'ils avaient connu les précédentes révoltes, ils auraient pu prévoir que dans le contexte actuel de la «globalisation», la modification du code électoral de la Nouvelle-Calédonie, pour légitime qu'elle puisse être, était un sujet explosif.

Que ce soit sur ce petit territoire ou à Gaza, voire, aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans la Russie de Vladimir Poutine, c'est désormais au nom des révoltes du «Sud global» contre «l'Occident colonisateur» qu'on s'efforce de légitimer la violence et la guerre. À l'image d'une vieille Europe en plein désenchantement, l'Occident tout entier, malgré sa supériorité économique et militaire, est en plein désarroi tandis que ce fameux «Sud global» est bien décidé à faire valoir ses droits dans le concert des nations.

Nul hasard si l'on a vu certains indépendantistes kanaks brandir des drapeaux russes et en appeler à Poutine pour vaincre «l'occupant blanc». Nul hasard non plus s'il semble avéré que l'Azerbaïdjan joue un rôle non négligeable dans la révolte indépendantiste, la Chine ayant quant à elle tout intérêt à affaiblir la France dans la région.

Qu'est-ce donc au juste que ce «Sud global», une notion fourre-tout dont on serait tenté de croire qu'elle n'a ni cohérence ni consistance? Les choses sont en réalité plus compliquées. La formule apparaît dans les années 1980 pour désigner l'alliance de pays comme la Chine et la Russie avec ce qu'on appelait autrefois le «tiers-monde» et les «pays non alignés». Il s'agit donc d'une notion qui, en rassemblant des réalités tout à fait hétérogènes, voire opposées, n'a guère de sens que d'un point de vue subjectif (on y parle beaucoup de «ressenti»), le point commun entre ces pays étant l'hostilité à un Occident riche, blanc, capitaliste et colonisateur. La principale revendication de ce «nouveau Sud» est de construire un monde enfin multipolaire où les anciens dominés auront une place égale à celle des anciens dominants.

« L'Occident doit non seulement comprendre que le monde a changé, mais qu'en outre et plus encore, il doit réagir face à la faiblesse morale et spirituelle d'un "homo occidentalis" chaque année davantage tenté par la quête narcissique d'un bonheur personnel sacralisé par la psychologie et l'éducation positives comme par les théories développement personnel »

Quelle que soit la légitimité de cette aspiration, il est malgré tout clair qu'en Nouvelle-Calédonie, une partie de la légitimité démocratique est du côté du lien avec la France, trois référendums ayant eu lieu qui tous vont dans le sens du rattachement à la métropole. Quant au «dégel» du corps électoral prévu dans la nouvelle loi, il est difficile de lui nier une certaine légitimité, même si l'imposer sans réfléchir au contexte était plus que maladroit.

S'il ne s'agit en aucun cas de justifier la violence insupportable d'une minorité de Kanaks, la République doit malgré tout comprendre que, par-delà la grandeur de nos acquis en termes de libertés et de respect des autres, les crimes contre l'humanité, qu'il s'agisse du racisme colonial ou des génocides, sont vus aujourd'hui avec plus de rancœur qu'en leur temps. Plus on s'éloigne de notre passé colonial, plus il paraît indigne et humiliant aux descendants des victimes et plus il semble le fait d'un Occident arrogant dont le passé, pour reprendre la formule que l'historien Ernst Nolte appliquait au nazisme, «ne veut pas passer».

On a beau relativiser la colonisation en la replaçant dans un contexte historique qui n'a plus cours, les propos d'un Jules Ferry ou d'un Paul Bert sur *«notre devoir de civilisation à l'égard des peuples inférieurs»* (sic!) en disent long sur la mentalité évidemment raciste qui présidait à la conquête violente des peuples dits «primitifs». Je sais combien tout cela appartient à des temps révolus, combien il est essentiel de rétablir l'ordre tant la culpabilité cultivée par la gauche ne mène à rien, l'attitude de l'éternelle victime finissant toujours par conduire au pire, y compris pour ceux qui tentent de s'en emparer.

Reste que l'Occident doit non seulement comprendre que le monde a changé, mais qu'en outre et plus encore, il doit réagir face à la faiblesse morale et spirituelle d'un *homo occidentalis* chaque année davantage tenté par la quête narcissique d'un bonheur personnel sacralisé par la psychologie et l'éducation positives comme par les théories développement personnel, une quête qui devient indigne quand elle s'appuie, au nom d'un éloge délirant de l'ego, sur la déconstruction de tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'autorité, au collectif et à l'esprit de sacrifice. Il ne s'agit pas de céder à la violence, mais faute de se ressaisir, de retrouver le sens de la loi et de la transcendance des valeurs collectives, la grandeur de l'Occident ne sera bientôt qu'un souvenir. ■

Au Sahel, les militaires au pouvoir tournent ouvertement le dos à la démocratie



ANALYSE
Tanguy Berthemet

Au Sahel, la démocratie et ses valeurs sont en passe de devenir des souvenirs. Le 13 mai, au Mali, un nouveau «dialogue national», massivement boycotté par les opposants, a débouché sur une prolongation de transition de *«deux à cinq ans»*, sur la possibilité pour le président putschiste, le colonel Assimi Goïta, de se présenter à une éventuelle élection et, curieusement, sur une promotion au grade de général du même Assimi Goïta. Au pouvoir depuis quatre ans, les militaires s'accordent donc le droit de conserver le pouvoir autant que souhaité. Ce n'est pas encore le retour du général président à vie, mais la tentation est là.

La junte malienne, qui, dans les premiers temps, donnait des gages, promettant aux pays de la région un retour rapide à l'ordre constitutionnel, et d'alors retourner dans les casernes comme le demande la charte des instances régionales. Depuis, les masques tombent et la dictature s'installe sans tollé.

Les voix discordantes sont muselées. Lundi, Étienne Fakaba Sissoko a ainsi été condamné à deux ans de prison, dont un ferme, pour un livre critique de la propagande du pouvoir. Ce professeur à l'université de Bamako et militant n'est que le dernier d'une liste désormais longue. Un autre auteur, un officier de gendarmerie qui dénonçait les exactions commises par l'armée, a purement et simplement disparu depuis le mois de mars. Début avril, un décret adopté en Conseil des ministres a suspendu toutes les activités des partis politiques et des associations politiques *«jusqu'à nouvel ordre»*. *«Les autorités maliennes ont agi parce qu'elles n'aimaient pas les appels à tenir des élections démocratiques»*, affirme Ilaria Allegrozzi, chercheuse à Human Rights Watch. Les leaders politiques sont donc plus muets que jamais alors que la mort en détention de l'ancien premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, en 2022, avait déjà semé la peur.

Auparavant, le gouvernement avait fait fermer plusieurs groupes puissants, comme l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), accusée de violences, ou la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS) de l'influent imam Mahmoud Dicko. Les médias français, comme RFI ou France 24, ont été suspendus; des médias locaux, comme Joliba TV News, ont aussi été interdits. Les journalistes maliens sont condamnés à se taire ou à prendre le chemin de l'exil.

« Cette fermeture de tous les canaux de contestations et du moindre contrepouvoir ne doit rien au hasard, ni à l'improvisation. En plongeant le pays dans un désert informationnel, la junte peut déployer sans mal sa propre théorie politique, souverainiste, nationaliste et conservatrice, mais aussi sa propagande, vantant ses succès militaires et diplomatiques »

Cette fermeture de tous les canaux de contestations et du moindre contrepouvoir ne doit rien au hasard, ni à l'improvisation. En plongeant le pays dans un désert informationnel, la junte peut déployer sans mal sa propre théorie politique, souverainiste, nationaliste et conservatrice, mais aussi sa propagande, vantant ses succès militaires et diplomatiques. Qu'importe si le Mali connaît en réalité une hausse des violences djihadistes depuis quatre ans. Au Mali, personne ne peut le dire sans risque. La rhétorique entend surtout faire passer la démocratie pour un mode de gouvernement peu efficace et contraire aux valeurs africaines, rendant par là même le pouvoir sans limite des colonels vertueux et souhaitable.

Ce corpus idéologique a été largement forgé et popularisé par le premier ministre, Choguel Maïga, ce qui est loin d'être un hasard. L'homme, vieux routier de la politique malienne, n'a jamais caché son admiration pour Moussa Traoré, dont il se réclame ouvertement. Président du Mali de 1968 à 1991, ce dictateur militaire est érigé en exemple par les colonels d'aujourd'hui. Si ce modèle autoritaire semble séduire, c'est certes que la population malienne est jeune et que le souvenir des heures brutales de Moussa Traoré est loin. Il faut surtout y voir le signe d'un échec lourd des trente années de démocratie au Mali qui, en lieu de croissance économique et d'espoirs, ont débouché sur un système fermé, corrompu et clientéliste. La France et l'Occident paient aujourd'hui le prix de leur soutien sans faille à cette pseudo-liberté électorale. Ils sont incapables d'apporter une contradiction crédible aux militaires.

Le plus inquiétant est que le pouvoir malien, loin d'être isolé dans sa dérive, sert d'exemple pour des pays voisins. Au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré suit au détail près les pas d'Assimi Goïta. En accéléré. En moins de deux ans à la tête du pays, «IB» a lui aussi fait taire les opposants et les médias et embouché un discours souverainiste et populiste. Son gouvernement a convoqué pour les 25 et 26 mai des «assises nationales» pour décider, là encore, des suites à donner à la transition. Tous s'attendent à ce que ces assises débouchent sur une prolongation du règne de Traoré.

D'autres régimes pourraient décider à leur tour que les élections sont un luxe très dispensable. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

LE TRI + FACILE

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale
1er cahier 20 pages
Cahier 2 Économie 8 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 8 pages
Cahier 4 Le Figaro Littéraire 8 pages
Promo Portage consultants immobilier : diffusion sur une partie du territoire national

LE FIGARO économie



FISCALITÉ
L'IMPÔT SUR LE REVENU DE PLUS EN PLUS CONCENTRÉ SUR LES PLUS AISÉS PAGE 23

ATOS
MIS SOUS PRESSION, DANIEL KRETINSKY RÉPOND AUX CRÉANCIERS DU GROUPE FRANÇAIS PAGE 27





AUGUSTINO/STOCK.ADOBE.COM ; MIGUEL MEDINA/AFP ; SEBASTIEN LAPEYRERE/HANS LUCAS ; JOEL SAGET/AFP

Assurance-chômage : un nouveau tour de vis

Le gouvernement veut accélérer le retour à l'emploi. Il porte à 8 mois la durée durant laquelle il faudra avoir travaillé dans les 20 derniers pour toucher des indemnités, au lieu de 6 mois dans les 24 derniers. Avec une économie de 3,6 milliards à la clé. PAGE 22

> FOCUS

JO : JUSQU'À 1900 EUROS DE PRIMES POUR LES CHEMINOTS

Les cheminots à pied d'œuvre pendant les Jeux olympiques vont, eux aussi, toucher un beau pactole. Au lendemain d'une journée de grève très suivie dans les transports franciliens, les syndicats (CGT-cheminots, CFDT-cheminots, SUD-rail, Unsa-ferroviaire…) ont obtenu mercredi, après une ultime séance de négociations avec la direction, un accord avantageux au niveau national pour près de 50 000 salariés mobilisés. *« Un accord juste et équitable*, a estimé la direction de l'entreprise publique. *Les cheminots vont voir leur quotidien bouleversé pendant l'événement. Il est normal qu'ils en aient un juste retour. »*
Les agents de la SNCF recevront ainsi 95 euros brut par jour travaillé pendant les JO, et donc jusqu'à 1900 euros pour vingt jours. Une prime proche de ce qu'exigeaient les syndicats (100 euros brut). Ces derniers n'ont toutefois pas obtenu, en plus, de prime complémentaire, comme demandé. Les organisations syndicales ont jusqu'au mardi 4 juin 2024 pour signer cet accord. *« Le coût global de ces mesures n'aura aucun impact pour les contribuables et pour le prix des billets des clients voyageurs »*, a précisé la SNCF dans un communiqué.
À l'approche des JO, les cheminots ne sont pas les seuls à instaurer un rapport de force. Les salariés d'Aéroports de Paris se sont également mis en grève mardi pour demander des primes pour les Jeux. La semaine dernière, des milliers de pompiers ont manifesté pour réclamer un traitement similaire à celui des forces de l'ordre qui ont obtenu une prime de 1900 euros pour leur mobilisation cet été. Les syndicats de la RATP ont quant à eux décroché des primes allant jusqu'à 2500 euros. **J. C.**

Climat : certains Français risquent de ne plus s'assurer

Sécheresse, submersions marines, inondations… Avec la multiplication des catastrophes naturelles, certains Français risquent d'ici à 2050 de ne plus pouvoir assurer leur logement. C'est l'une des conclusions des tests de résistance (les seconds), menés par l'ACPR pour vérifier la solvabilité des assureurs face au changement climatique. Dans ce cadre, le superviseur de la banque et de l'assurance a demandé aux compagnies comment évolueraient leurs tarifs en cas de scénario du pire, marqué par des événements extrêmes.
Compte tenu de l'inflation, les primes augmenteraient de 158 % en moyenne. Et dans certaines régions particulièrement exposées aux risques climatiques, comme la Bretagne ou les côtes méditerranéennes, les prix pourraient même tripler. Ce qui conduirait des ménages, faute de moyens, à résilier leur contrat. Et certains assureurs pourraient se retirer de ces régions. Les Côtes-d'Armor seraient les plus touchées, avec un niveau inquiétant de résiliation de contrats de 7,15 %, selon l'ACPR. Les habitants du département voisin d'Ille-et-Vilaine seraient également à la peine, tout comme ceux résidant dans les Bouches-du-Rhône et, dans une moindre mesure, dans l'Hérault.
« La question de l'assurabilité se pose, car la disparité géographique des risques est grande entre les régions», explique Nathalie Aufauvre, la secrétaire générale de l'ACPR. *Il faudra travailler sur la mutualisation des risques. »* Et donc à un partage des surcoûts entre les Français, quelle que soit leur région. **DANIÈLE GUINOT**

le ***PLUS*** *du* *FIGARO* ***ÉCO***

DISTRIBUTION
Le défi de la reconversion des ex-magasins Casino
PAGE 25

L'HISTOIRE

L'alerte des voix françaises de Titeuf ou Oui-Oui, menacées d'extinction par l'IA

«Notre métier pourrait totalement disparaître» : le ton grave, Brigitte Lecordier, voix inoubliable de personnages iconiques comme Oui-Oui ou San-Goku, sonne l'alerte. Dans une vidéo publiée mardi sur les réseaux sociaux, de grands noms du doublage français, comme les voix de Titeuf, Margot Robbie, Homer Simpson ou encore Morgan Freeman pointent du doigt l'utilisation de l'intelligence artificielle dans leur profession, perçue comme un danger mortel.
Leur appel est devenu viral en quelques heures. *« Si l'intelligence artificielle nous remplace, ce ne sont plus nos voix, des voix humaines, que vous entendrez, mais des voix de robots, qui auront été générées par le vol de nos voix, sans notre consentement ni traçabilité »*, s'inquiètent les artistes. Se faisant l'écho des musiciens, écrivains ou graphistes, les doubleurs estiment que *« la culture est en danger »* face à l'essor incontrôlé de l'IA. Les professionnels en appellent à la ministre de la Culture, Rachida Dati, pour que *« le doublage en France reste une exception culturelle »*. Réunis autour du #TouchePasMaVF, leur objectif est de s'assurer que les voix soient réalisées bien par des artistes humains, non par des logiciels. *« Vous n'allez tout de même pas laisser le doublage à Thanos »*, conclut la voix française du personnage maléfique de Marvel, avant de claquer des doigts dans un rire machiavélique, faisant disparaître ses confrères. ■ **W. G.-B.**

L'Inter Milan passe sous pavillon américain

À peine vient-il d'être couronné champion d'Italie de football que l'Inter Milan change de pavillon. Au terme d'une partie qui n'a rien d'amical : mercredi, le fonds d'investissement américain Oaktree a annoncé la prise de contrôle du club transalpin, en contrepartie d'une dette de 395 millions d'euros que l'ancien propriétaire, le conglomérat chinois Suning, ne lui a pas remboursé en temps et en heure. En l'occurrence, Oaktree était venu à la rescousse de Suning pendant la crise sanitaire, au moment où la Serie A, comme l'ensemble des autres championnats, était privée de la plupart de ses recettes.
En attendant d'être formalisée, l'arrivée d'Oaktree fait des vagues : Stevan Zhang, le président du club lombard, reproche au fonds américain de *« compromettre la stabilité financière »* de l'Inter Milan, assurant que Suning a *« tout mis en œuvre pour trouver une solution à l'amiable »*. En l'occurrence, le groupe chinois espérait trouver un accord avec un autre fonds américain, Pimco, qui lui aurait permis de rembourser Oaktree. Mais le projet, assorti d'un prêt de 430 millions d'euros, ne s'est pas concrétisé.
Depuis quelques saisons déjà, l'Inter, qui s'est hissé l'année dernière en finale de la Ligue des champions (perdue contre Manchester City), est aussi brillant sur le terrain qu'il est fragilisé en coulisses. Pendant ce même exercice 2022-2023, il a essuyé 85 millions d'euros de pertes, après les 140 millions d'euros de la saison 2021-2022.
En attendant de faire ses armes en Italie, Oaktree n'est pas un inconnu pour les amateurs de football français. Il a notamment été actionnaire du Stade Malherbe de Caen, pensionnaire de Ligue 2, aux côtés du chef d'entreprise Pierre-Antoine Capton, le pilote du club normand auquel il a revendu ses parts. **FRÉDÉRIC DE MONICAULT**

Tour de vis, bonus-malus, seniors… Ce que contient la réforme de l'assurance-chômage

Thomas Engrand

Un durcissement des conditions d'affiliation a été présenté par la ministre du Travail aux partenaires sociaux.

Fin du suspense. Ce mercredi, la ministre du Travail, Catherine Vautrin, a commencé à recevoir les leaders syndicaux et patronaux pour leur présenter le contenu de la future réforme de l'assurance-chômage. Depuis plusieurs mois, le gouvernement laissait planer le doute sur les leviers qu'il actionnerait sans jamais cacher que l'objectif visé était de *« favoriser le retour à l'emploi »*. Si le ministère du Travail affirme qu'il est encore prêt à ajuster certains curseurs, il est acté que plusieurs paramètres seront touchés simultanément.

La mesure principale consiste en un durcissement des conditions d'affiliation au régime. Il faut aujourd'hui avoir travaillé au minimum six mois au cours des deux dernières années pour ouvrir le droit à une indemnisation. Dorénavant, le seuil minium passerait à huit mois et la période de référence serait réduite à vingt mois. À elle seule, cette modification devrait rapporter 3,6 milliards d'euros aux caisses du régime et créer 90 000 emplois, selon les chiffres présentés par la ministre.

Deuxième tour de vis, le renforcement de la contracyclicité. Ce dispositif consiste à réduire la durée d'indemnisation des chômeurs lorsque le marché de l'emploi est dynamique. Inversement, il doit mieux les couvrir quand les opportunités d'embauche se font rares. Un premier pas dans ce sens avait été franchi début 2023 avec l'instauration d'une baisse de 25 % de la durée maximale d'indemnisation lorsque le chômage tombe sous la barre des 9 %. Le gouvernement veut aller plus loin en créant un nouveau seuil à 6,5 % de chômage. Si la France parvenait à passer au-dessous, les économies supplémentaires visées par la Rue de Grenelle s'élèveraient à 3 milliards d'euros.

Dispositif neutre

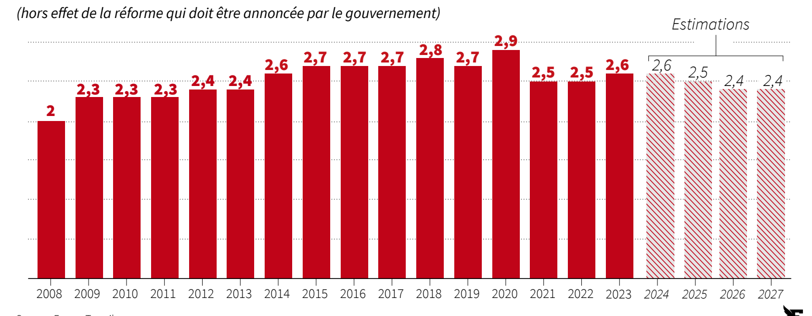
Enfin, pour accompagner l'entrée en vigueur progressive de la réforme des retraites, les bornes d'âge seraient reculées de deux ans. Aujourd'hui, la durée maximum d'indemnisation d'un demandeur d'emploi est de 18 mois. Elle passe à 22,5 mois pour les salariés de 53 et 54 ans et à 27 mois pour ceux de 55 ans et plus. Demain, les seuils devraient passer à 55 ans et 57 ans.

François Hommeril, pour la CFE-CGC, et Frédéric Souillot, de Force ouvrière (FO), les premiers numéros un reçus, ne se sont pas privés de critiquer le projet gouvernemental. *« Ces mesures servent évidemment avant tout à diminuer les revenus des demandeurs d'emploi. C'est un objectif financier »*, a critiqué le premier. *« On tape sur les chômeurs plutôt que de chercher à créer des emplois »*, abonde le second, qui rappelle que le durcissement des conditions d'affiliation voulu par l'exécutif *« va toucher 15 % des demandeurs d'emploi »*. Tout le contraire du Medef, qui se montre plutôt enthousiasmé par le projet de réforme.

Un nombre toujours élevé de chômeurs à indemniser

Effectifs de chômeurs indemnisés par l'assurance-chômage, niveau en fin d'année, en millions

(hors effet de la réforme qui doit être annoncée par le gouvernement)



Source : France Travail

3,6 Mds d'économies attendus par le gouvernement avec la réforme

8 mois Durée durant laquelle il faudra avoir travaillé dans les 20 derniers mois pour toucher des indemnités chômage, au lieu de 6 mois dans les derniers 24 mois actuellement

90 000 emplois supplémentaires seraient créés avec la réforme, selon le gouvernement



À côté de ces tours de vis, la ministre du Travail a tenu à présenter de nouvelles avancées susceptibles de plaire aux syndicats. À commencer par l'extension du « bonus-malus ». Ce système incite les entreprises à recruter leurs salariés sur une durée plus longue. L'idée est simple : celles faisant davantage appel aux contrats courts subissent une hausse de leur taux de cotisation chômage. À l'inverse, les plus vertueuses voient le leur baisser. Ce dispositif a l'avantage d'être neutre pour les finances publiques puisque les bonus sont compensés par les malus. Depuis son instauration le 1er septembre 2022, les représentants des salariés plébiscitent cet outil, qui ne concerne pour le moment que sept secteurs ayant un taux de séparation élevé. *« On demande depuis le début à ce qu'il soit étendu à tous »*, confirme Frédéric Souillot.

Grogne syndicale

À l'inverse, le patronat *« reste fermement opposé à une généralisation ou même à une simple extension du bonus-malus »*, a rappelé Patrick Martin, président du Medef. Il pointe que *« son efficacité n'est pas établie »*. Pour tenter de ménager la chèvre et le chou, le gouvernement pourrait faire le choix de le généraliser, tout en maintenant des exceptions.

Autre élément susceptible de tempérer la grogne syndicale : la mise en place d'un dispositif pour aider les seniors à revenir vers l'emploi. Ces derniers ont certes un taux de chômage plus faible que le reste de la population ; mais pour la minorité concernée, retrouver un poste ressemble bien souvent à un parcours du combattant. Le phénomène ne devrait pas cesser de s'amplifier dans les prochaines années au fur et à mesure que la réforme des retraites va monter en puissance. Ces derniers sont principalement pénalisés par leurs attentes salariales, fruit de leur expérience. Pour contourner le problème, les chômeurs de plus de 57 ans pourront, dans une certaine mesure, cumuler leur allocation avec leur nouveau salaire. Une option qui semble plaire à certains leaders syndicaux. *« C'est une bonne chose*, assure le secrétaire général de FO, *mais cela ne résout pas le manque d'offres d'emploi. »* Elle devrait également susciter l'intérêt du patronat, bien que cette option diffère du « CDI senior », que la CPME et le Medef avaient ardemment défendu pendant les négociations paritaires sur l'avenir de l'assurance-chômage.

La majorité de ces mesures devraient entrer en vigueur dès le 1er juillet. Du côté syndical, on refuse toutefois de s'avouer vaincu. Frédéric Souillot a déjà prévenu que son organisation attaquerait le décret gouvernemental devant le Conseil d'État. ■

Stéphane Carcillo : « Cela va réduire les flux entrants au chômage »

Propos recueillis par Julie Ruiz Perez

Stéphane Carcillo est économiste à l'OCDE. Il dirige le département emploi et revenu, qui se charge de conseiller les membres de l'organisation internationale sur les politiques économiques et sociales.

LE FIGARO. - Le gouvernement entend durcir les conditions d'affiliation à l'assurance-chômage. Cela va-t-il permettre de réduire le chômage ?

STÉPHANE CARCILLO. - Passer la durée de travail demandée de 8 mois dans les 20 derniers mois, au lieu de 6 mois dans les 24 derniers mois actuellement, est une mesure qui est effectivement de nature à réduire les flux entrants au chômage. Cela va créer une incitation forte pour les salariés à accepter des contrats plus longs ou des renouvellements de contrats pour atteindre ces 8 mois. À l'occasion de la réforme de 2009, qui avait au contraire abaissé les conditions d'affiliation en les faisant passer de 6 à 4 mois, nous avions vu une explosion de personnes qui venaient s'inscrire à l'assurance-chômage après seulement 4 mois de travail. Car, au fond, les salariés et les entreprises s'ajustent aux contraintes d'éligibilité à l'assurance-chômage. Par ailleurs, le taux de chômage baissera aussi parce que certains ne pourront plus s'inscrire, tout simplement parce que 8 mois, c'est plus long que 6 mois… Cette mesure rapproche par ailleurs la France de la médiane des pays de l'OCDE, qui se situe autour de 12 mois de travail pour ouvrir des droits.

En tout, le gouvernement pense pouvoir créer 90 000 emplois grâce à cette mesure. Ce chiffre est-il réaliste ?

Puisque les gens vont rester plus longtemps en poste ou accepter des contrats plus longs, ces emplois seront « créés » ou plutôt « non détruits », ce qui augmentera mécaniquement le stock d'emplois.

La durée d'indemnisation pourrait baisser de 25 % si le taux de chômage venait à passer sous la barre de 6,5 %. Ce nouveau seuil est-il judicieux ?

En réalité, le gouvernement aurait pu faire passer la durée maximale d'indemnisation à 13 ou 14 mois tout de suite. La médiane des pays de l'OCDE se situe autour de 11 mois. Et surtout, le marché du travail français affiche toujours de fortes tensions de recrutement. Réduire la durée maximale d'indemnisation permet, en effet, d'accélérer la reprise d'activité. Cela dit, je pense que la proposition du gouvernement va dans le bon sens. Car, si le taux de chômage passe effectivement en dessous de 6,5 % - ce qui est tout à fait possible à moyen terme -, les personnes auront beaucoup de facilité à retrouver un emploi. Je défends depuis longtemps l'idée d'une assurance-chômage très protectrice quand l'économie va mal et moins protectrice quand elle va bien. C'est une logique vertueuse.

Le très décrié bonus-malus va également être élargi à presque tous les secteurs. Cela permettra-t-il de lutter contre l'abus des contrats courts ?

Là encore, cette mesure permet d'allonger la durée des contrats. L'idée du gouvernement, c'est d'inciter aussi les employeurs à proposer des contrats plus longs. On en voit encore trop qui envoient leurs salariés s'inscrire à l'assurance-chômage, ce qui coûte cher, avant de les reprendre quelques mois plus tard. Actuellement, sur les contrats courts, près de la moitié des sorties du chômage sont des réembauches chez le même employeur.

Le gouvernement propose aussi plusieurs mesures pour inciter les seniors à revenir à l'emploi. Que peut-on en attendre ?

Sur les mesures mises en avant, je pense que l'idée de permettre aux seniors de cumuler en partie allocation et salaire relève du bon sens. Aujourd'hui, certains seniors ne reprennent pas d'emploi, car le salaire qu'on leur propose est en dessous de leurs indemnités. Et on peut les comprendre ! Par ailleurs, la proposition de repousser de deux ans les bornes d'âge ouvrant droit à une période d'indemnisation plus longue est essentielle, car, sans elle, l'assurance-chômage pourrait partiellement siphonner les effets de la réforme des retraites. ■

JOHANNA GERON/REUTERS, LAFARGUE RAPHAEL/ABACA, LUDOVIC MARIN/AFP

L'impôt sur le revenu de plus en plus concentré sur les plus aisés

Julie Ruiz Perez

L'an dernier, les Français percevant plus de 2740 euros de revenus mensuels ont payé plus de 76 % du total de l'IR.

De plus en plus de recettes supportées par de moins en moins de contribuables. Alors que la campagne de déclaration des revenus 2023 touche à sa fin – les foyers fiscaux des départements numérotés de 01 à 19 ont jusqu'à ce jeudi 23 mai pour faire leur déclaration en ligne –, les chiffres de l'impôt sur les revenus perçus en 2022 (donc déclarés en 2023) ont de quoi faire grincer des dents ceux qui s'en acquittent. Sur les 40,7 millions de foyers fiscaux, moins de la moitié des Français (44,7 %) payent les 82,1 milliards d'euros de recettes générées par l'impôt sur le revenu, selon un document que vient de publier par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). *« Le nombre de foyers s'acquittant d'un impôt strictement positif a diminué de 0,4 % : ils sont 18,2 millions de foyers pour un montant moyen de 4 663 €. Le nombre de foyers non-redevables est en hausse de 2,6 % pour atteindre 22,5 millions de foyers fiscaux »*, précise le rapport. À titre de comparaison, en 2013, 52,3 % des foyers fiscaux étaient effectivement imposés.

Les recettes de l'impôt sur le revenu – qui ont augmenté de 1,5 % en un an – se concentrent ainsi de plus en plus sur de moins en moins de foyers fiscaux. Les 10 % les plus aisés, en particulier, payent 76 % du total, un chiffre en augmentation régulière – la proportion était de 74 % pour les revenus perçus en 2020, puis 75 % pour ceux de 2021. Selon la DGFIP, les Français les plus aisés sont ceux qui perçoivent un revenu mensuel supérieur à 2740 euros (pour un célibataire sans enfants).

L'année dernière, ces 10 % les plus aisés ont payé en moyenne 15 310 euros d'impôt soit 15 % de leur revenu (en prenant en compte les réductions et crédits d'impôt). C'est d'ailleurs le seul décile où le montant d'impôts dépasse les 10 % de revenu. Parmi eux, chez les 1 % des foyers les plus aisés, cette moyenne grimpe à 20,4 % de leur revenu fiscal de référence, ce qui correspond à un montant d'impôt moyen de plus de 68 000 euros.

S'ils payent une part de plus en plus importante de l'impôt, les plus aisés ont proportionnellement moins profité de la dynamique des revenus en 2022. L'ensemble des foyers fiscaux français ont déclaré 1389 milliards d'euros au total l'année dernière, un montant en hausse de 5,1 % similaire à l'inflation qui s'est établie à 5,2 % en 2022. Toutefois, pour les foyers imposés, les revenus n'ont crû que de 3,1 % en moyenne. *« Le dynamisme des revenus a ainsi été porté par celui des salaires et des pensions, plus concentrés dans le bas de la distribution des revenus »*, analyse la note de la DGFIP. Pour les 10 % de Français les plus aisés, le revenu annuel moyen en 2022 s'établissait par exemple à 59 731 euros, en augmentation de seulement 3,5 % sur un an.

De l'autre côté du barème, les 10 % les plus modestes sont les foyers qui déclarent moins de 1973 euros de revenu annuel (à noter que les prestations sociales non imposables n'entrent pas dans les calculs de la DGFIP). Pour ce premier décile, l'impôt sur le revenu… rapporte. *« Les 10 % des foyers fiscaux les plus modestes reçoivent en moyenne 32 euros au titre de l'impôt sur le revenu. Le montant d'impôt après réductions et crédits d'impôt (RICI) demeure négatif en moyenne jusqu'aux foyers sous les quatre déciles suivants »*, explique le document. En clair, près de la moitié des Français reçoivent de l'argent des impôts après leur déclaration de revenus grâce aux mécanismes de réduction et de crédit d'impôt (RICI).

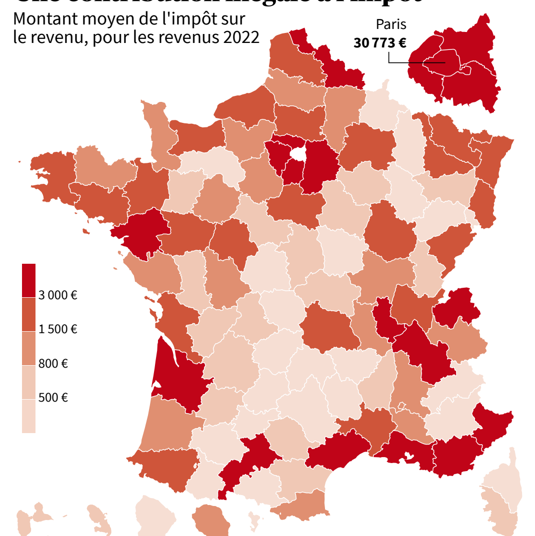
« Le nombre de foyers non-redevables est en hausse de 2,6 % pour atteindre 22,5 millions de foyers fiscaux »
Direction générale des finances publiques

L'an dernier, plus de 12 millions de foyers fiscaux ont bénéficié d'un chèque, pour un gain moyen de 1388 euros par foyers. Pour les 10 % les plus aisés, le gain moyen s'élève à 2206 euros. *« Le nombre de foyers bénéficiant des RICI est en hausse de 2 %, mais les montants accordés ont augmenté de 6,4 %, passant de 15,7 milliards d'euros à 16,7 milliards d'euros »*, indique la DGFIP. Cette forte augmentation sur un an est en grande partie due au relèvement du plafond pour le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants en dehors du domicile (chez les assistantes maternelles ou en crèche), passé l'an dernier de 2300 à 3500 euros par enfant. Ce dispositif représente 15 % des montants accordés au titre des différents crédits d'impôt : il s'élève à 1,6 milliard d'euros en 2022, soit une moyenne de 857 euros par bénéficiaire. Cette niche fiscale est coûteuse pour les caisses de l'État, mais elle se classe tout de même deuxième derrière le crédit d'impôt salarié à domicile, qui a coûté l'an dernier près de 5,6 milliards d'euros aux finances publiques.

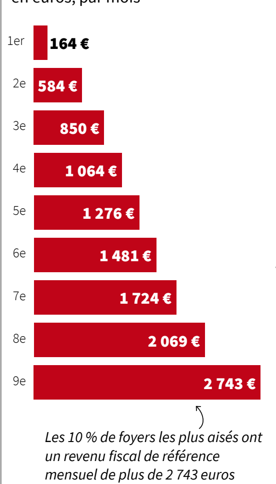
Un élargissement du dispositif fiscal garde d'enfants est par ailleurs l'une des pistes étudiées par la majorité pour réaliser la promesse du président de la République de réduire les impôts de la classe moyenne de 2 milliards d'euros dans le budget de l'année prochaine. Le chef de l'État a encore de renouveler cette promesse – formulée il y a un an – dans une interview à *L'Express* ce mercredi, et ce, malgré la situation budgétaire tendue (le déficit public culmine à 5,5 % en 2023). Selon Emmanuel Macron, baisser les impôts des classes moyennes *« est un accélérateur d'économies »*. *« Quand on permet à nos compatriotes qui travaillent de mieux vivre de leur travail, cet argent rendu aux Français est dépensé, consommé. On le retrouve dans l'économie. Il n'est pas mis de côté. Ils l'utilisent pour faire davantage d'activités, accéder à un logement, avoir une vie meilleure. C'est une très bonne chose »*, justifie-t-il. ■

Une contribution inégale à l'impôt

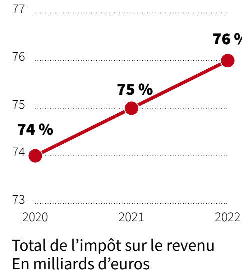
Montant moyen de l'impôt sur le revenu, pour les revenus 2022



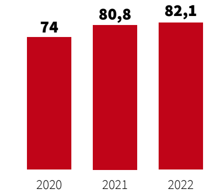
Niveau de revenu par décile, en euros, par mois



Évolution de la part d'impôt sur le revenu payé par les 10 % les plus aisés, en pourcentage



Total de l'impôt sur le revenu En milliards d'euros



Source : ministère de l'Économie et des Finances Infographie LE FIGARO

Sunak espère profiter de la chute de l'inflation au Royaume-Uni

Amandine Alexandre

La courbe des prix est au plus bas en trois ans. Surfant sur cette nouvelle, le premier ministre convoque des élections.

Les Britanniques commenceraient-ils à entrevoir le bout du tunnel ? Après une augmentation de 22 % du coût de la vie depuis le printemps 2021, le Royaume-Uni semble renouer avec un rythme d'augmentation des prix moins frénétique et plus proche de celui constaté dans d'autres pays du G7 comme la France et les États-Unis.

Les chiffres officiels publiés outre-Manche mardi montrent en effet que l'inflation n'a progressé que de 2,3 % en avril sur un an, contre 3,2 % au mois de mars. Le coût de la vie est toujours à la hausse, certes, mais dans une bien moindre mesure qu'à l'automne 2022 en particulier, où les prix à la consommation avaient bondi de 11,1 %. C'est une bonne nouvelle pour les consommateurs, ainsi que pour le gouvernement conservateur en difficulté dans les sondages. Le premier ministre Rishi Sunak a salué *« un moment important pour l'économie »*. Et profitant de cette embellie, il a annoncé quelques heures plus tard la convocation des élections générales anticipées pour le 4 juillet. *« L'inflation est revenue à son niveau normal. Cela montre que notre action porte ses fruits »*, a-t-il alors ajouté.

Le ralentissement de l'augmentation des prix constaté le mois dernier s'explique en grande partie par la chute des prix de l'énergie et des carburants – une baisse record de 27,1 %. Quant aux prix de l'alimentation, ils continuent d'augmenter mais moins vite (+2,9 % contre 4 % un an plus tôt).

Cependant, tous les signaux de l'inflation ne sont pas passés au vert au Royaume-Uni. Du fait du maintien de taux d'intérêt élevés, les coûts du logement ne se tassent pas, bien au contraire : les propriétaires ont dû encaisser une augmentation de 6,6 % des dépenses liées à l'immobilier tandis que les loyers ont bondi de 8,9 % sur un an. De même, les prix de la restauration ont progressé de 6 %, à cause notamment de l'augmentation du smic horaire entrée en vigueur le mois dernier.

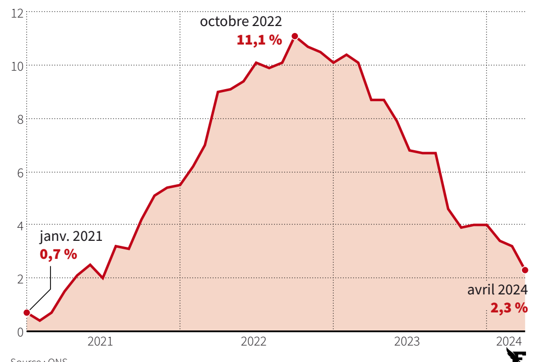
Un endettement record

Par conséquent, l'inflation enregistrée en avril est supérieure au niveau anticipé par les économistes – qui tablaient sur 2,1 % – et surtout supérieure à l'objectif des 2 % que s'est fixé la Banque d'Angleterre. Concrètement, si l'inflation ne baisse pas, le comité monétaire de la Banque d'Angleterre risque de maintenir le taux d'intérêt directeur à 5,25 % au cours des prochains mois. *« Nous pensons que le taux directeur devrait être revu à la baisse en juin. (…) Cependant, étant donné les chiffres de l'inflation publiés aujourd'hui, cette décision s'annonce très délicate »*, analyse Chris Hare, économiste chez HSBC Global Research.

Paul Dales, économiste en chef chez Capital Economics, se montre encore plus prudent notamment du fait du niveau d'inflation dans le secteur des services. *« Même s'il faut encore attendre la publication de chiffres concernant le niveau des salaires et les prix à la consommation d'ici au prochain comité monétaire du 20 juin, une baisse du taux d'intérêt directeur semble peu probable, y compris au mois d'août »*, estime-t-il.

Une inflation maîtrisée outre-Manche

Évolution de l'indice des prix à la consommation au Royaume-Uni, en %



Source : ONS

La Banque d'Angleterre a laissé son taux d'intérêt directeur inchangé à 5,25 % depuis août 2023 après l'avoir revu régulièrement augmenté au cours des dix-huit mois qui avaient précédé afin de tenter d'endiguer l'inflation. Si l'institution baissait son taux directeur lors de sa réunion de juin, avant les élections, la décision serait applaudie par le Parti conservateur, qui se positionne comme le parti des propriétaires. Mercredi, l'ancien ministre et actuel député Paul Scully a d'ailleurs appelé l'institution à baisser son taux d'intérêt *« pour soulager les propriétaires de logement qui doivent renégocier leur emprunt pour plusieurs années »*. Cependant, le gouvernement n'est pas en mesure de peser sur cette décision car la Banque d'Angleterre est indépendante. Et rien n'indique qu'une baisse du taux d'intérêt directeur aurait le moindre effet électoral escompté par les tories au pouvoir depuis 2010.

Le bilan économique du gouvernement Sunak n'est guère reluisant. Des chiffres publiés mercredi indiquent que le niveau d'endettement du Royaume-Uni a augmenté de 2,3 % en un an et atteint un niveau jamais vu depuis les années 1960 (il frôle 100 % du PIB). Quant au pouvoir d'achat des Britanniques, il a reculé de 2,3 % depuis le printemps 2021 malgré une hausse des salaires (+5,7 % au premier trimestre).

Sur les bancs de l'opposition travailliste, le député Darren Jones, ministre du Trésor dans le cabinet fantôme de Keir Starmer, avant même l'annonce de la convocation des élections, a fait remarquer que le Royaume-Uni *« n'est pas encore tiré d'affaire »* car il reste très vulnérable aux variations des prix de l'énergie sur le marché international. ■



» Lire aussi PAGE 9

Clara Galtier

Ebrahim Raissi avait promis d'éradiquer la flambée des prix. En vain. Un Iranien sur trois vit sous le seuil de pauvreté.



Des femmes iraniennes font leurs courses sur un marché, le 16 mai 2022, à Téhéran. En Iran, l'inflation a atteint un pic de 64 % sur un an en mars 2023.

WANA NEWS AGENCY/VIA REUTERS

L'Iran sans président, un pays miné par l'inflation et les sanctions

Alors que l'Iran vient d'enterrer son président, le conservateur Ebrahim Raissi, décédé dimanche dans un accident d'hélicoptère, les circonstances présumées de sa mort apparaissent comme une vitrine, délabrée, de l'économie nationale. L'appareil présidentiel, vétéran de la guerre Irak-Iran, volait en effet depuis cinquante ans. Dans un pays sous sanctions depuis quatre décennies, l'aéronautique souffre d'une carence de maintenance et d'accès limité aux pièces détachées, qui conduit à des crashs aériens fréquents. *« Le gouvernement iranien est responsable de la décision de faire voler un vieil hélicoptère (...) et personne d'autre »*, a rétorqué Washington en réponse aux invectives de Téhéran.

Si le guide suprême iranien a présenté le président disparu comme un *« fonctionnaire compétent et efficace »*, les faits ne rendent pas honneur à ces qualificatifs. Alors que Raissi avait promis d'éradiquer l'inflation lors de son arrivée au pouvoir en 2021, celle-ci, maîtrisée autour de 15 % à 20 % sous le mandat précédent de Rohani, a atteint un pic de 64 % sur un an en mars 2023.

« Sur les biens de consommation la hausse des prix est entre 50 % et 70 % », ajoute Michel Makinsky, chercheur associé à l'Institut de prospective et de sécurité en Europe (Ipse). Résultat, *« plus d'une personne sur trois vit sous le seuil de pauvreté et cela grimpe tous les ans »*. Selon lui, les Iraniens ne sont plus en mesure de se nourrir correctement et beaucoup n'ont pas accès aux médicaments. *« La malnutrition se propage*, confirme la sociologue iranienne Mahnaz Shirali. *Les instituteurs parlent d'élèves qui s'évanouissent en classe ! »* Les plans visant à augmenter les recettes publiques n'ont pas abouti, c'est pourquoi le gouvernement a continuellement imprimé de la monnaie pour répondre à ses obligations budgétaires, selon la chercheuse Sara Bazoobandi, ce qui a nourri la hausse des prix.

La croissance va et vient, au gré des sanctions américaines, analyse Thierry Coville, chercheur à l'Iris. Après l'accord sur le nucléaire en 2015, accompagné de la levée de l'embargo pétrolier, *« la croissance est repartie en 2016 »*, les hydrocarbures représentant 50 % des exportations. En 2017, l'inflation est alors en dessous de 10 % et les investissements étrangers montent en flèche, à cinq milliards de dollars. Mais en 2018, Trump sort de l'accord et rétablit les sanctions. La croissance de l'Iran chute alors de 13,6 %. *« Il y a une corrélation*, explique le spécialiste, *le gouvernement a moins de recettes, la monnaie s'effondre car il y a moins de devises et les prix à l'importation augmentent. »* Le choc est dur à encaisser pour la République islamique qui a exporté en 2018 jusqu'à plus de 3 millions de barils par jour de brut avant que ce chiffre ne s'effondre à quelques centaines de milliers de barils quotidiens en 2020.

Ces rétorsions commerciales ont, certes, asphyxié l'économie iranienne, entravant tout financement extérieur et développement commercial. Mais la crise économique est aussi le fait *« d'une gestion calamiteuse des caisses de l'État »*, souligne Michel Makinsky. Lors de l'élection de Raissi, les radicaux ont d'ailleurs exigé que le nouveau président remédie aux difficultés économiques, sans tout mettre sur le dos des sanctions. En Iran, la corruption endémique entraîne de très lourdes pertes de recettes budgétaires. Certaines banques contrôlées par des structures liées au régime, qui ont consenti des prêts *« les yeux fermés »*, sont en faillite. Les établissements liés aux gardiens de la révolution ne paient pas d'impôts et le marché noir représenterait entre 20 % et 30 % de l'économie.

Toujours plus de dépenses militaires

Fin 2023, des révélations sur la corruption d'une chaîne d'importation de thé ont fait scandale. Près de quatre milliards de dollars de devises étrangères subventionnées par le gouvernement auraient été détournés. L'État propose en effet des taux de change préférentiels à des entreprises bien en cour qui importent des médicaments et des produits essentiels, favorisant le clientélisme.

Aussi, le gouvernement, malgré des baisses de recettes, prévoit toujours plus de dépenses militaires. Il n'existe pas d'estimation exacte du coût financier du soutien de l'Iran à ses bras armés régionaux tels que le Hamas et le Hezbollah. Le Département d'État américain a estimé en 2019 que l'Iran dépense environ 700 millions de dollars par an pour soutenir ces mouvements. Un ancien député iranien, Heshmatollah Falahatpisheh, a déclaré l'année dernière à des médias locaux que Téhéran avait dépensé entre 20 et 30 milliards de dollars uniquement pour la guerre en Syrie.

Pour résumer, *« l'économie iranienne va très mal mais elle ne s'est pas effondrée »*, dit Michel Makinsky. Cela, grâce au maintien des exportations d'hydrocarbures. L'Iran dispose de la deuxième plus grande réserve de gaz du monde. En avril, les exportations de pétrole brut ont atteint environ 1,5 million de barils par jour, grâce à un certain laxisme dans le contrôle des sanctions depuis l'élection de Biden et à des méthodes de contournement éprouvées, via les Émirats arabes unis et la Malaisie. La Chine est sans surprise le premier importateur d'or noir iranien, qu'elle troque contre des biens de consommation qui inondent l'Iran. En 2023, les revenus des exportations de gaz naturel ont fortement augmenté, atteignant 4,6 milliards de dollars, trois fois plus qu'en 2022. Les sanctions sont une réponse à la *« diplomatie belliqueuse et impérialiste »*, menée par le régime, justifie la sociologue Mahnaz Shirali qui conclut, tranchante : *« Tant que le régime sera là, la misère sera là. »* ■

L'Europe se décide à combler son retard dans les vols habités

Véronique Guillermard

La start-up franco-allemande The Exploration Company et Thales Alenia Space ont été choisis par l'Agence spatiale européenne pour développer d'abord un cargo spatial, qui devra voler en 2028.

L'Europe franchit une première étape pour se doter d'un cargo spatial réutilisable, une capacité dont elle ne dispose pas encore. Contrairement aux États-Unis, à la Russie et à la Chine. Cela, en se convertissant au modèle adopté par la Nasa il y a... quinze ans : mettre en compétition les acteurs du spatial – start-up et groupes historiques –, déléguer le développement et la construction au secteur privé et lui acheter des services de transport. À l'issue d'une compétition lancée fin 2023, l'Agence spatiale européenne (ESA) a retenu, ce mercredi, deux des sept projets en lice. Il s'agit de celui de la start-up franco-allemande The Exploration Company (TEC), fondée et dirigée par la Française Hélène Huby, et de celui de Thales Alenia Space (TAS), filiale commune au groupe de défense français (à hauteur de 67 %) et à l'italien Leonardo (33 %).

L'ESA a signé un contrat avec chacun des deux vainqueurs, qui se partageront un financement public de 50 millions d'euros, dans le cadre de la phase 1 du développement d'un démonstrateur. Les deux cargos devront réaliser leur premier vol, au plus tard en 2028, vers la Station spatiale internationale (ISS), s'y amarrer puis revenir sur Terre. *« L'ESA apporte une partie du financement aux côtés des industriels et d'investisseurs privés. Les deux projets seront développés en parallèle, l'ESA s'est engagée à acheter les deux vols de démonstration »*, résume l'astronaute de l'agence Samantha Cristoforetti, première Européenne à prendre le commandement de l'ISS en 2022.

TEC promet de réaliser le premier vol de son cargo, baptisé Nyx, fin 2027. Car son projet est déjà lancé : *« Nous avons pris le risque seuls, sans soutien public, mais avec le concours de nos partenaires privés. Nous avons proposé à l'ESA de partager le coût total du cargo, soit 400 millions, dont 50 % sur financement privé »*, explique Hélène Huby. Lors de cette première phase de deux ans (juin 2024-juin 2026), la start-up met 100 millions sur la table, dont une large part levée auprès d'Equity Ventures (EQT), le plus important fonds européen de capital-risque, ainsi que des fonds français Partech et Red River West et allemands Cherry Ventures et Promus Ventures. De son côté, TAS participe également au financement d'un service spatial logistique, baptisé LCRS pour « LEO cargo return service », en orbite basse. TAS France est en charge du cargo, dont le design rappelle celui des capsules Apollo, tandis qu'Altec, société commune à TAS Italie et à l'Agence spatiale italienne, est responsable du segment sol et du système de récupération du véhicule. Le premier vol est prévu en 2028.

Stratégique pour la défense

Dans l'intervalle, l'ESA prévoit d'attribuer de nouveaux financements – entre 150 et 170 millions par projet – en juin 2026, dans le cadre de la phase 2. À cet effet, les États membres de l'ESA seront appelés à y souscrire lors de la prochaine réunion des ministres de l'Espace prévue fin 2025. L'agence pourrait alors intégrer un troisième projet. Elle aurait souhaité en sélectionner trois en phase 1 et en avait mis deux en « ballottage » : celui porté par Airbus Space, à la tête d'un consortium associant Ariane Group et sa capsule Susie, ainsi que celui de la start-up RFA avec son cargo Argos. L'ESA leur avait demandé de retravailler leur proposition, mais ils n'ont pas répondu dans les temps.

Ce n'est qu'à horizon 2028, après avoir comparé les performances et les coûts des démonstrateurs, en particulier leur capacité à être décliné en version habitée, que l'ESA choisira deux fournisseurs. À l'instar de la Nasa, qui a opté pour SpaceX (cargo Dragon et capsule habitée Crew Dragon, en service depuis 2020) et Boeing (CS-100 Starliner en version cargo et habitée) en 2014. Cela, afin d'avoir une solution de secours en cas d'indisponibilité d'un des deux véhicules. Un choix judicieux, car seul le Crew Dragon a été développé dans les temps alors que le Starliner est très en retard. Le décollage de la capsule avec deux astronautes américains à bord, prévu le 7 mai dernier, a été décalé deux fois, en raison d'une anomalie. Dépendante des États-Unis, l'Europe veut donc rattraper son retard. *« Il y a urgence à sécuriser le rôle et la place de l'Europe spatiale, ce qui passe par la maîtrise des vols habités destinés à l'orbite terrestre mais aussi lunaire »*, martèle Samantha Cristoforetti. Anticipant la période post-ISS, qui doit fermer en 2030, l'ESA a signé, fin 2023, des protocoles d'accord avec la start-up américaine Axiom afin que les astronautes européens accèdent à sa station privée, dont l'ouverture est prévue en 2026. Un protocole d'accord identique a été signé avec Airbus Space et Voyager Space, qui construisent la station StarLab.

« Avec une capacité de transport cargo et de vols habités autonome, l'Europe pourra faire du troc, en quelque sorte, avec les stations privées. À raison de deux ou trois missions de ravitaillement gratuites tous les dix-huit mois, l'ESA pourra envoyer ses astronautes à bord des stations privées et y réaliser des expériences en orbite », développe Hélène Huby. À défaut, l'agence européenne en sera réduite à payer cash des sièges à bord du Crew Dragon pour que ses astronautes puissent continuer à voler dans l'espace. Car pour le moment, les tickets européens sont payés en échange de contributions au programme lunaire Artemis de la Nasa. Mais ce « deal » aura une fin.

Le développement d'un cargo spatial européen constitue donc une première étape vers les vols habités, une capacité qui nécessitera quelque 3 milliards de budget supplémentaires et prendra au bas mot dix ans. La mise au point du cargo spatial est également stratégique pour la défense. *« Les technologies de docking (amarrage), de ré-entrée sur Terre et de protection thermique auront des applications militaires »*, conclut Hélène Huby. ■

Reconquérir les ex-clients Casino : le chantier colossal d'Intermarché, Auchan et Carrefour

Manon Malhère

Déficitaires et en perte de vitesse, 300 hypers et supermarchés du groupe stéphanois ont été repris par ses rivaux.

À travers le rideau métallique d'un hypermarché en banlieue bordelaise, deux anciennes clientes observent le chantier colossal en cours. La transformation de ce Casino du centre commercial de Villenave-d'Ornon en un Auchan réveille probablement des souvenirs. *« J'espère que le personnel reste, car notre voisin travaille à la poissonnerie,* s'interroge l'une d'elles. *J'ai 71 ans et j'ai vu le Casino se construire dans les années 1970. »*

De leur place, elles peuvent apercevoir les scanettes Auchan flambant neuves rangées à l'entrée de la grande surface. Plus loin, dans les rayons proches des caisses automatiques, les produits bio du distributeur viennent tout juste de prendre place sur les gondoles. Mais beaucoup de ces étagères typiques des grandes surfaces restent vides. À une semaine de son ouverture, qui s'est déroulée le 14 mai, l'hyper ressemble davantage à une réserve de magasin désordonnée. *« On bouge 9 300 m² de grande surface en quelques jours. On va y voir plus clair dans 48 heures »*, assure le directeur adjoint.

Une épreuve du feu pour Auchan. Cet hyper fait partie de la première vague des 98 magasins Casino qui basculeront tous sous son giron d'ici à la mi-juillet. L'enseigne à l'oiseau rouge est loin d'être la seule à s'être lancée dans ces chantiers colossaux : pas moins de 294 magasins ont été récupérés par Intermarché au total et quelque 25 pour Carrefour. Ils viennent eux aussi d'ouvrir des points de vente transformés. Dans la tourmente financière, le groupe Casino avait en effet été contraint de mettre en vente la quasi-totalité de ses hypers et supermarchés fin 2023 avant de passer, en mars dernier, entre les mains du consortium mené par Daniel Kretinsky. Ce qui a eu l'effet d'une petite bombe dans ce secteur très concurrentiel de la grande distribution qui ne pouvait échapper à une consolidation, à l'heure où la guerre des prix fait rage.

Emplacements stratégiques

Avec ces rachats, les enseignes cherchent incontestablement à jouer des coudes pour concurrencer l'indétrônable Leclerc, qui rafle de loin la mise (23,5 % du marché). Les emplacements sont stratégiques, notamment sur la côte méditerranéenne. Mais le défi reste immense. D'abord humain, avec la reprise de plus de 15 000 salariés Casino au total, il nécessite une stratégie commerciale bien aiguisée pour remettre en marche des grandes surfaces souvent sous-performantes.

Les trois concurrents n'ont en réalité qu'une obsession : jouer sur l'offre commerciale la plus attractive pour reconquérir rapidement les clients qui avaient délaissé ces magasins en raison de prix trop élevés pratiqués par Casino. Et en attirer de nouveaux. *« Dès le premier jour, toute la dynamique promotionnelle va être mise en place »*, expliquait récemment Thierry Cotillard, le président d'Intermarché.

À chaque ouverture, la même tactique avec des panneaux affichant des paniers de consommation à prix cassés et de nombreuses promos. Dans un magasin ex-Casino du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) rouvert en un Carrefour Market le 13 mai, en présence du PDG du groupe, Alexandre Bompard, l'enseigne n'hésite pas à communiquer sur des produits *« 18 % moins cher »* . Intermarché et Auchan visent, eux, des réductions de 15 %. Le pari est risqué. Ces baisses de prix peuvent rapidement peser sur le chiffre d'affaires si les clients ne sont pas conquis, d'autant plus à l'heure où les volumes de ventes peinent à repartir.

Les ambitions sont néanmoins fortes. Finalement peu concerné par cette reconfiguration, Carrefour veut surtout conserver sa place de numéro deux. Alors qu'en face, au centre du jeu, Intermarché - troisième dans le classement - vise un bond pour atteindre 20 % de part de marché en cinq ans. C'est une *« opération historique »*, insiste son président. En difficulté, Auchan voit une opportunité de se relancer, avec l'objectif d'atteindre 10 % de part de marché d'ici à trois ans. Mais certains



PATRICE LAPOIRIE / PHOTOPQR/NICE MATIN/MAXPPP

98 magasins Casino *(comme ici, à Mandelieu)* basculeront dans le giron d'Auchan d'ici à la mi-juillet .

dans le secteur restent dubitatifs quant à sa reprise, dans le lot, de 27 hypers. *« Dans neuf cas sur dix, ils sont en face d'un hyper Leclerc »*, avertit un observateur. Une concurrence qui s'annonce rude à l'heure où ces très grandes surfaces sont de plus en plus boudées par les consommateurs.

Sur place dans l'hyper de Villenave-d'Ornon, à six minutes en voiture d'un Leclerc Drive, la chef de la « task force » Auchan missionnée pour piloter la bascule se veut, elle, confiante. *« Les hypers, c'est un format qui reste complémentaire à des changements de consommation, avec tout sous le même toit, qu'il s'agisse des métiers de bouche ou du textile »*, insiste Graziella Vilatte, également directrice adjointe de l'hypermarché Auchan Bordeaux-Lac.

Il n'empêche, si l'ambiance est calme en ce début du mois de mai, la pression est forte pour réussir l'une des premières bascules Auchan en 15 jours. Et encore, les trois ponts ne facilitent pas la tâche pour les livraisons. Chaque jour, une douzaine de camions doivent arriver pour déposer marchandises, étiquettes de prix… Autant repartent notamment vers la déchetterie pour jeter toute trace de l'ancien propriétaire.

À l'intérieur de l'immense magasin, le mobilier est en partie remplacé pour coller à l'esprit Auchan, avec des tables spécifiques aux rayons fruits et légumes. *« Nous sommes sur quelque chose de plus épuré »*, explique Graziella Vilatte. Cartons et caisses remplis de marchandises sont déballés par la centaine de collaborateurs et intérimaires mobilisés pour l'occasion. Ils suivent à la lettre les « plans Merch » imprimés sur des feuilles A4 et scotchés dans tous les rayons, indiquant l'emplacement des milliers de produits à ranger. À leur arrivée le 2 mai, il n'y avait pas même de Wi-Fi, il a fallu transporter les plans dans des valises.

Défi humain

Deux voire trois semaines de fermeture. C'est en moyenne le temps prévu par Auchan mais aussi par Intermarché et Carrefour pour opérer ces changements d'enseignes. *« C'est un temps très court pour nos équipes chargées du changement d'enseigne, mais très long pour les habitués du quartier »*, estime le PDG de Carrefour.

Le risque de perdre des clients est réel. Dans ce secteur, si les consommateurs peuvent déserter en quelques jours, les récupérer peut prendre des mois. Pas question, à ce stade, de métamorphoser complètement ces grandes surfaces, les rénovations d'envergure attendront. Intermarché évalue les coûts des travaux entre 800 millions et 1 milliard d'euros, alors qu'Auchan prévoit autour de 400 millions d'euros. Seules les modifications nécessaires sont opérées en vue d'apporter *« l'effet waouh d'Auchan »*, insiste Stéphane Boënnec, directeur de l'intégration des magasins Casino de l'enseigne. Les vieux petits carreaux beiges au sol de l'hyper de Villenave-d'Ornon, qui datent probablement des années 1970, ne seront, ainsi, pas changés. Ceux qui sont fendus, rafistolés par un prestataire extérieur.

Reste qu'au-delà de la stratégie commerciale, le défi est avant tout humain. Quelque 5 000 ex-salariés Casino sont passés sous l'enseigne Auchan et 10 000, sous celle d'Intermarché. Ces personnels, dont certains ont 40 ans d'ancienneté, ont connu les montagnes russes ces derniers mois avant d'être tous transférés, y compris les directeurs et adjoints. Ils vont devoir s'adapter, en un temps record, à de nouvelles directions et *« s'acculturer »*, entend-on chez les acquéreurs.

« Ce changement donne un mouvement. Je suis dans l'euphorie après des mois un peu compliqués », confie une employée de l'hyper de Villenave-d'Ornon qui range les produits ménagers. Avec 25 années d'ancienneté chez Casino, cette collaboratrice ne s'imaginait pas finir sa carrière chez un concurrent. L'enthousiasme n'est toutefois pas partagé par tous. Difficile pour certains de tourner la page en seulement quelques jours. *« Pour les anciens, ça fait quelque chose. C'est notre magasin, mais ce n'est plus vraiment chez nous »*, témoigne une autre salariée.

Nouvelle culture

Les changements d'habitudes à insuffler vont jusqu'au tutoiement. Si tout le monde se vouvoyait sous Casino, l'esprit plus familial chez Auchan impose de dire « tu ». Mais au-delà de ces codes de courtoisie, c'est toute une nouvelle culture qui doit être transmise à un personnel souvent déresponsabilisé au fil des années en raison de la structure très centralisée du groupe stéphanois. *« Casino avait une dynamique de survie et nous étions en mode économies »*, confie Stéphane Guillebaud, le directeur du magasin de Villenave-d'Ornon, lui aussi un ex-Casino.

Des formations sont prévues. Mais c'est surtout sur le terrain avec des « parrainages » que la réussite semble la plus assurée. Dans la salle des cadres à l'arrière de l'hyper de la banlieue bordelaise, les salariés de la « task force » aident les *« nouveaux collaborateurs »* ex-Casino à comprendre la procédure à suivre pour effectuer les commandes. Exit les nombreuses étapes et validations hiérarchiques. *« Le commerce et le service aux clients sont revenus au centre »*, s'enthousiasme Stéphane Guillebaud. ■

Les médicaments anti-obésité font bouger les industriels de l'alimentaire

Olivia Détroyat

Nestlé lance aux États-Unis des pizzas, pâtes et bols surgelés enrichis en protéines et allégés en taille, pour les utilisateurs de ces coupe-faim.



Baptisée « Vital Pursuit », la gamme comporte 12 références de bols de légumineuses, de pâtes protéinées, de paninis et de pizzas surgelés, pour les utilisateurs de traitements anti-obésité.

BRIAN WRIGHT/NESTLE USA, INC/VIA REUTERS

Trois ans après l'autorisation aux États-Unis du premier médicament anti-obésité, le Wegovy, la vague de cette nouvelle génération de traitements produit de premiers effets palpables dans les rayons alimentaires des grandes surfaces. Mardi, c'est ni plus ni moins que le leader mondial de l'alimentation, Nestlé, qui a annoncé le lancement outre-Atlantique, d'ici à la fin de l'année, de sa première gamme de produits spécialement destinés aux utilisateurs de ces médicaments.

Baptisée « Vital Pursuit », celle-ci comporte 12 références de bols de légumineuses, de pâtes protéinées, de paninis et de pizzas surgelés, dont les portions ont été allégées et les recettes adaptées, notamment pour combler les éventuelles carences alimentaires des adeptes des coupe-faim. *« Les produits sont riches en protéines, ont une bonne source de fibres et contiennent des nutriments essentiels,* détaille le groupe. *Ils sont équilibrés en portions et contiennent des nutriments essentiels comme les protéines, la vitamine A, le potassium, le calcium ou le fer ».*

« Alors que l'utilisation de médicaments pour favoriser la perte de poids continue d'augmenter, nous voyons une opportunité de servir ces consommateurs », ajoute le groupe de Vevey. De fait, l'utilisation de ces coupe-faim d'un nouveau genre (ils reproduisent l'action d'une hormone humaine pour jouer sur le sentiment de satiété) est devenue un véritable phénomène aux États-Unis. Les deux médicaments autorisés localement, le Wegovy fabriqué par Novo Nordisk, et son concurrent le Zepbound (Eli Lilly), ont déjà conquis ou ont été prescrit à 1 % de la population américaine, soit 3 millions de personnes.

Devant les ruptures de stocks, nombreux sont ceux à se rabattre sur l'Ozempic, l'antidiabétique de Novo Nordisk basé sur le même principe actif que le Wegovy. Selon JPMorgan, le nombre d'utilisateurs de médicaments anti-obésité pourrait ainsi atteindre outre-Atlantique 30 millions d'ici à 2030, soit environ 9 % de la population locale.

Et le potentiel du marché ne s'arrête pas là. L'Agence européenne des médicaments a approuvé le Wegovy sur le Vieux Continent pour cette indication anti-obésité en janvier 2022. En France, il l'est pour l'instant uniquement en accès précoce pour des obésités sévères. C'est pourquoi Nestlé ne prévoit pas à l'heure actuelle de lancer sa nouvelle gamme dans l'Hexagone.

Un marché majeur

Le marché potentiel reste toutefois majeur, tant pour les laboratoires que pour les géants de la grande consommation. Les effets de ces traitements sur le quotidien ne sont pas neutres. À la fois sur la perte de poids, mais aussi sur le sentiment de faim, et de rejet, voire de dégoût, des aliments gras ou sucrés.

Le géant américain Walmart avait été le premier à noter une inflexion des habitudes d'achats des patients traités, avec *« un panier du consommateur légèrement moins plein, un peu moins d'articles, un peu moins de calories »,* expliquait le patron de la filiale américaine du distributeur à l'automne dernier. Dans la foulée, des analystes de chez Morgan Stanley avaient prédit une baisse des achats de produits alimentaires trop gras et sucrés, pouvant atteindre 3 % (en volume) d'ici à 2035.

En réalité, et même s'ils surveillent le sujet comme le lait sur le feu, aucun géant de la grande consommation n'a jusqu'ici fait état d'un impact direct sur les ventes de ses produits habituels. Mais beaucoup voient dans l'explosion de ces traitements un moyen de croître sur de nouveaux marchés. À l'automne, Nestlé avait ainsi expliqué anticiper de nouvelles opportunités dans les compléments alimentaires et les vitamines.

Plus généralement, le groupe suisse veut accélérer son tournant vers un portefeuille plus en phase avec l'aspiration des consommateurs à une alimentation plus saine, une tendance de fond même si elle a été quelque peu contrariée par la récente inflation alimentaire. Il ambitionne d'augmenter de 50 % d'ici à 2030 les ventes de ses aliments notés « bons pour la santé ». C'est-à-dire les produits notés plus 3,5 ou plus sur le classement nutritionnel australien « Health Star Rating ». Reste que les produits de la nouvelle gamme Vital Pursuit - pizzas, pâtes, sandwichs - ne semblent pas franchement diététiques, même si les portions sont plus faibles.

Ces opportunités pourraient aussi profiter à d'autres acteurs présents sur la santé. Ce qui est le cas du champion français du lait Danone. *« Si le cœur de votre métier, c'est développer des protéines et des produits de nutrition comme c'est le cas chez nous, il est bien évident que Danone est en première ligne pour répondre à ce nouveau type de besoins »,* explique Antoine de Saint-Affrique, le directeur général du groupe français.

Contrairement à Nestlé, le propriétaire d'Actimel ou d'Activia n'a pas encore développé de produits spécifiques pour les utilisateurs de traitements anti-obésité. Mais il a mis l'accent dans ses dernières innovations sur les produits protéinés et faibles en matières grasses. Comme les boissons et les yaourts hyperprotéinés HiPRO et YoPro, à destination des sportifs. Et donc potentiellement prisés des clients attentifs à leur poids. ■

Premiers coups de canif fiscaux contre Airbnb

Mathilde Visseyrias et **Jorge Carasso**

Les sénateurs ont adopté une proposition de loi transpartisane, réduisant la fiscalité des meublés de tourisme.

L'étau se resserre encore un peu plus contre Airbnb et autres plateformes de locations saisonnières. Après l'Assemblée nationale en janvier, les sénateurs ont adopté mardi la proposition de loi « visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif », qui réduit la niche fiscale dont bénéficient les meublés de tourisme, en plus de doter les maires de nouveaux outils de régulation. Plus précisément, le texte porté par les députés Annaïg Le Meur (Renaissance) et Iñaki Echaniz (PS) proposaient de réduire à 30 % le taux d'abattement sur les revenus issus des locations des meublés de tourisme - contre 71 % ou 50 % actuellement -, à l'exception des zones rurales « très peu denses ».

Les sénateurs ont été moins sévères avec les propriétaires : le taux de 30 % a été approuvé ; mais un abattement plus favorable de 50 % a été conservé pour les meublés *« classés »* (dont le niveau de confort a été noté), pour *« inciter au classement »* parfois coûteux de ces logements touristiques.

« Au vu des multiples rebondissements qu'il y a eus sur ce texte, je suis plutôt content, réagit Iñaki Echaniz. *Réduire la niche fiscale n'est que justice, même si nous souhaitions qu'elle passe à 30 % pour tous les meublés, classés ou non. Ce n'est pas à l'État d'inciter leur essor. »*

1 million de logements loués

« La location meublée est devenue une échappatoire pour des propriétaires souhaitant payer moins d'impôts, abonde Loïc Cantin, président de la Fnaim. *Une location meublée, ce n'est rien d'autre qu'une location vide avec 1500 euros de meubles Ikea. Ce n'est pas un motif pour profiter d'un avantage fiscal. »* En 2016, 300 000 logements étaient loués en courte durée, en France. En 2021, le nombre est passé à 800 000. Aujourd'hui, ils avoisinent le million. Leur essor s'est accompagné, dans les régions les plus touristiques, d'une inflation des prix de l'immobilier parfois impressionnante. Au point que les habitants ont du mal à se loger.

Sénateurs et députés devront désormais s'accorder sur un texte de compromis lors d'une commission mixte paritaire prévue fin juin. Depuis des années, Airbnb clame que les meublés de tourisme en France sont - pour l'immense majorité - loués occasionnellement, sans aucun impact sur le logement. La plateforme insiste aussi sur le complément de revenus qu'apportent aux propriétaires ces locations. À l'initiative de la droite, elle a obtenu que le Sénat supprime la possibilité pour les maires d'abaisser de 120 à 90 jours par an la durée maximale de location d'une résidence principale.

Cette nouvelle proposition de loi impactera-t-elle le développement d'Airbnb et autres plateformes ? *« Je vais peut-être louer davantage sans passer par une plateforme pour compenser,* confie Antoine, qui loue une maison à La Tranche-sur-Mer. *Certains vacanciers reviennent tous les ans chez moi. Je leur disais que c'était mieux de passer par un site, car il y a plus de garanties. Je vais leur dire de m'appeler directement... »* ■

Catlante fait flotter un parfum de Caraïbes à Marseille

Olivier Martocq Marseille

Le spécialiste français de la croisière en catamaran prend position sur le Vieux-Port pendant la saison estivale.

Marseille en mode Caraïbes, c'est le pari que fait Catlante pour la saison estivale. Le leader français de la croisière en cabine positionne sur le Vieux-Port, jusqu'au mois d'octobre, un de ses quinze catamarans déployés en Méditerranée. La flotte retournera ensuite passer l'hiver dans les Caraïbes et aux Seychelles. Hervé Bellaïche, ancien directeur général adjoint de la Compagnie du Ponant, a pris il y a sept mois la tête de cette entreprise créée en 2003. *« Marseille nous permet de combiner TGV et voile,* observe Hervé Bellaïche. *Un plus pour nos clients qui cherchent des vacances écoresponsables, à l'opposé des bateaux de croisières géants et du tourisme de masse. »*

Avec Catlante, caboter à la recherche de criques sauvages n'implique plus de louer un bateau (et toutes les contraintes liées à son usage). Dans ces *« maisons d'hôte flottantes »*, on achète sa place à la cabine. C'est 4200 euros la semaine en formule tout inclus, repas et alcool compris. Le catamaran abrite six cabines, soit au maximum douze passagers choyés par le chef de bord, sous la responsabilité du capitaine. *« Nous essayons de naviguer le plus possible à la voile. Ce type de bateau est très stable. Il tient la vague,* explique Alexandra Batista, skipper pour Catlante. *Entre Marseille et Saint-Tropez, il y a des calanques magnifiques qui sont autant d'abris pour passer des moments inoubliables, découvrir des fonds riches et une flore souvent méconnue. »* Pour la saison qui s'annonce, la compagnie enregistre des records de réservations. Le taux de remplissage atteignait 70 % mi-mai avec une destination Marseille particulièrement prisée.

Hervé Bellaïche en attend beaucoup. *« Nous sommes sur un marché de niche qui, avec 15 000 passagers par an, représente 3 % du nombre de croisiéristes français,* précise le dirigeant. *C'est un secteur du tourisme méconnu, réservé aux initiés, pas distribué en agence de voyages. Mais la satisfaction de la clientèle, qui témoigne sur les réseaux sociaux, est en train de le faire exploser. Nous parions sur une croissance de l'ordre de 30 % par an. »* L'entreprise, qui compte 6000 clients et réalise 12 millions de chiffre d'affaires, vient de commander deux nouveaux bateaux. Cerise sur le gâteau, l'industrie française est à la pointe dans ce domaine : 70 % des catamarans fabriqués dans le monde sortent de chantiers hexagonaux.

Pourtant, sans l'hospitalité d'un des clubs nautiques majeurs du Vieux-Port, le CNTL, Catlante n'aurait pu se positionner à Marseille en raison d'une réglementation qui ne prévoit pas ce type d'activité commerciale saisonnière. *« Dans le cadre de la délégation de service public, nous avons des places dédiées pour les professionnels,* explique David Binisti, le directeur du CNTL. *Mais ces places à quai ne peuvent être attribuées qu'à l'issue d'une procédure de mise en concurrence. Or en l'espèce, il s'agit d'accueillir le bateau pour 24 heures, le temps d'embarquer les passagers et de faire l'avitaillement. Le reste de la semaine, il est en mer. Un tel cas n'est pas prévu à Marseille. Si on ne se mouillait pas en passant outre le strict respect de la réglementation, cette activité ne pourrait donc pas se faire ici. »* Ce cas d'école sera soumis prochainement à la métropole, qui gère les ports de plaisance du littoral marseillais. ■

Mis sous pression, Daniel Kretinsky répond aux critiques des créanciers d'Atos

Lucas Mediavilla

Les équipes de l'homme d'affaires tchèque dressent un tableau très sombre de la situation du groupe. Malgré le rejet de sa première offre de reprise, il serait prêt à formuler une autre proposition.


L'homme d'affaires tchèque, Daniel Kretinsky, lors d'une conférence, le 17 octobre 2023, à Prague (République tchèque).

DAVID W CERNY/REUTERS

Daniel Kretinsky riposte. Au lendemain d'un week-end prolongé marqué par le rejet de son projet de reprise d'Atos par certains porteurs de dette obligataire du groupe technologique français, les équipes de son holding EPEI sortent de leur silence. *« Les médias parlent d'une course entre nous, les créanciers et David Layani* (premier actionnaire et candidat à la reprise d'Atos, NDLR*). Ce n'est pas le cas, parce que tout le monde présente un diagnostic très différent sur la santé d'Atos. Nous sommes les seuls à avoir la liberté de ton sur la situation réelle de l'entreprise, nous n'avons pas d'intérêts particuliers, car nous ne sommes ni actionnaires, ni créanciers »*, assure un porte-parole d'EPEI, proche de Daniel Kretinsky.

Candidat éconduit à la reprise des activités d'infogérance (TechFoundations) d'Atos il y a quelques mois, le milliardaire tchèque a déposé il y a deux semaines un projet de reprise d'Atos dans son ensemble avec le fonds Attestor. Il n'est pas le seul. Un groupe de créanciers du groupe, représentant la moitié de la dette, ainsi que l'entrepreneur français, président fondateur de OnePoint et en consortium avec Econocom et Butler Industries, sont également sur les rangs.

Dans ce match, l'offre de Daniel Kretinsky se distingue des autres par sa vision alarmiste sur l'avenir de la société. Pour sauver le soldat Atos, la proposition de l'homme d'affaires tchèque prévoit l'annulation de 4 milliards d'euros de dettes, sur les 4,8 milliards actuellement dans ses comptes, mais aussi l'apport de 1,9 milliard d'euros d'argent frais, dont 600 millions sous la forme d'injection de capital. À titre de comparaison, les créanciers proposent l'abandon de seulement 1,8 milliard de dettes et l'apport de 1,2 milliard d'argent frais dans les caisses. Quant à David Layani, il propose l'annulation de 3,2 milliards de dettes et l'injection de 1,7 milliard d'euros de cash.

Autrement dit, leur vision du dossier est plus optimiste que celle de Daniel Kretinsky. À entendre EPEI, c'est une erreur. *« Le roi est nu »*, insiste-t-on dans son camp. Le plan stratégique présenté par Atos le 9 avril, puis dans sa version révisée le 29 avril, agit visiblement comme un détonateur pour les équipes d'EPEI, avec des perspectives financières très dégradées, notamment sur la prise de commandes et la marge opérationnelle. *« Atos est en train de tomber de la falaise (...) la vitesse du déclin est tout simplement énorme »*, indique un porte-parole.

D'un point de vue purement stratégique, la scission en deux d'Atos avec TechFoundations, d'un côté, et les activités digitales, de l'autre, n'est pas remise en cause. D'autres acteurs, à l'instar d'IBM avec Kyndryl, l'ont fait dans l'industrie et, selon EPEI, les synergies entre les deux ensembles ne sont pas légion. *« Les ventes croisées n'atteignent que 10 % des revenus »*, estime encore ce porte-parole. Mais si cette stratégie n'est pas mauvaise en soi, le va-et-vient permanent, l'instabilité managériale épuisent la clientèle d'Atos. Selon cette source, les clients d'Atos *« sont en train de perdre patience »*. Des contrats importants, notamment en Inde, en Allemagne ou encore du groupe américain FedEx, qui a pu représenter jusqu'à 15 % des revenus du groupe à une époque, ont été perdus. Du côté des activités digitales, les perspectives sont, elles aussi, sombres. *« Au début de l'année, le groupe disait s'attendre, sur le périmètre Digital, à un EBIT de 400 millions d'euros. Après le premier trimestre, ce montant était ramené à 200 millions. À la fin du mois d'avril, on était descendu à 95 millions d'euros, soit un quart de la première estimation »*, indique encore EPEI.

> **« Nous n'avons pas peur de prendre des participations dans des entreprises en difficulté, et quand nous faisons un pari, nous le faisons en risquant notre propre argent sur de gros montants »**
>
> **L'entourage de Daniel Kretinsky**

Selon le holding, les créanciers et David Layani minimisent la dégradation de l'activité du groupe, mais également le poids de son fardeau financier. Alors que le débat se concentre sur les 4,8 milliards d'euros de créances bancaires et d'obligations à rembourser par Atos, les équipes d'EPEI pointent du doigt de nombreuses charges (coûts de restructuration, provisions, coûts de séparation), qui rendent l'équation financière plus difficile encore. *« Nous estimons l'ensemble de ces engagements à 3 milliards d'euros au début de l'année. »* De sorte qu'aux yeux d'EPEI, le plan proposé par David Layani et celui des créanciers ne pourra pas sauver Atos, et que celui-ci pourrait repasser par une procédure de sauvegarde d'ici à un an. *« Si cette restructuration n'est pas conduite en tenant compte de la réalité de la situation financière de la société, il n'y aura plus rien dans un an. »*

Ce constat, noir, étant fait, c'est à se demander pourquoi Daniel Kretinsky reste candidat à la reprise d'Atos. *« Nous n'avons pas peur de prendre des participations dans des entreprises en difficulté, et quand nous faisons un pari, nous le faisons en risquant notre propre argent sur de gros montants »*, répond l'entourage de l'homme d'affaires, ajoutant qu'après deux ans à examiner notamment TechFoundations, EPEI estime pouvoir remettre l'entreprise sur ses pieds. Un scénario très hypothétique, d'autant qu'à ce stade, les créanciers ont fermé la porte à la première offre de Daniel Kretinsky, jugeant l'écrasement de dette proposé par EPEI beaucoup trop important.

Interrogé par *Le Figaro* sur la réaction au courrier envoyé par certains créanciers à Bercy dans laquelle ils indiquent refuser la proposition de Daniel Kretinsky, EPEI se dit extrêment surpris. *« Mon sentiment est que certains créanciers paniquent, car une telle ingérence dans un processus de restructuration compétitif est sans précédent. Nous fermer la porte avant d'avoir lu l'offre finale est parfaitement irrationnel »*, insiste une source. À l'entendre, tous les créanciers ne sont pas fermement opposés à la démarche d'EPEI. Certaines banques, notamment BNP Paribas, seraient ouvertes aux arguments de l'homme d'affaires et comprennent la gravité de la situation. Du côté des obligataires, en revanche, le chemin paraît plus étroit. *« Ceux qui viennent de racheter de la dette doivent digérer, car ils ont fait un mauvais choix »* et ne retrouveront jamais leur mise, insiste un protagoniste du dossier. Mais Daniel Kretinsky devra les convaincre. Dans cette procédure, ils ont les mêmes droits que les créanciers bancaires. Et ceux qui s'opposent à lui apparaissent assez nombreux pour constituer une minorité de blocage au choix du repreneur.

La sortie des équipes de Daniel Kretinsky n'est évidemment pas neutre. Réputé dur en négociation, le milliardaire tchèque dépeint une situation sombre d'Atos pour convaincre les créanciers d'accepter ses conditions. Mardi, les équipes de l'homme d'affaires ont néanmoins agité l'idée de revoir leur offre, notamment en fonction des éléments qui leur seront fournis par Atos sur la partie digitale. *« Cela reste très hypothétique. Nous pourrions avoir une meilleure valorisation sur certaines activités »*, reconnaît-on chez EPEI. De quoi offrir un effacement de dette moins important pour les créanciers ? *« L'offre révisée est en cours d'élaboration, donc c'est totalement prématuré de faire de telles affirmations »*, tranche un banquier proche d'EPEI, qui estime que cette offre pourrait être finalisée dans la semaine. Une autre idée agitée mardi consistait en une réflexion de la part des équipes de Daniel Kretinsky sur la possibilité d'associer certains créanciers à la trajectoire de reprise pour TechFoundations en leur donnant la possibilité de rentrer au capital. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 22 MAI

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	40,9	+0,05	41,19	40,67	0,244	+18,21
AIR LIQUIDE	182,8	-1,01	184,94	181,98	0,07	+3,79
AIRBUS	160,4	-0,58	162,46	160,38	0,061	+14,75
ARCELORMITTAL SA	23,92	-0,66	24,11	23,66	0,264	-6,84
AXA	33,56	-1,03	34,11	33,56	0,172	+13,8
BNP PARIBAS ACT.A	67,52	-1,2	68,27	67,45	0,14	+7,88
BOUYGUES	35,41	-0,73	35,61	35,17	0,118	+3,78
CAPGEMINI	207,6	-0,95	208,8	205,6	0,201	+9,99
CARREFOUR	16,375	+0,8	16,375	16,13	0,269	-1,15
CREDIT AGRICOLE	15,715	-0,38	15,83	15,705	0,098	+22,28
DANONE	59,76	-0,4	60,02	59,38	0,107	+1,84
DASSAULT SYSTEMES	39,84	+3,43	39,97	38,48	0,194	-9,94
EDENRED	46,62	-0,09	46,94	46,32	0,205	-13,89
ENGIE	15,68	+0,38	15,68	15,57	0,146	-1,5
ESSILORLUXOTTICA	208,4	-0,43	209,2	207,5	0,058	+14,76
EUROFINS SCIENT.	59,88	+2,96	59,88	58,08	0,2	+1,53
HERMES INTL	2184	-4,25	2270	2177	0,075	+13,82
KERING	330,15	-0,95	332,7	325,2	0,162	-17,26
L'OREAL	453,4	+1,31	454,95	445	0,064	+0,61
LEGRAND	102	-0,15	102,3	101,1	0,105	+8,4
LVMH	751,9	-2,11	767	749,6	0,077	+2,49
MICHELIN	36,25	-0,49	36,57	35,77	0,277	+11,68
ORANGE	10,705	-0,83	10,8	10,605	0,263	+3,89
PERNOD RICARD	144,2	-0,45	145,45	142,95	0,149	-9,73
PUBLICIS GROUPE SA	105	-1,22	106,7	103,75	0,197	+25
RENAULT	48,11	+1,46	48,11	46,55	0,48	+30,36
SAFRAN	214,9	+1,08	215,7	212,3	0,1	+34,77
SAINT GOBAIN	80,14	-0,84	80,8	79,98	0,177	+20,22
SANOFI	90,8	+0,89	90,87	89,56	0,095	+1,16
SCHNEIDER ELECTRIC	233,05	+0,78	234,6	231,45	0,106	+28,2
SOCIETE GENERALE	27,25	-0,71	27,61	27,25	0,185	+13,42
STELLANTIS NV	20,39	-0,24	20,46	20,045	0,073	-3,57
STMICROELECTRONICS	38,83	+3,05	38,96	37,315	0,247	-14,18
TELEPERFORMANCE	107,15	-0,23	107,8	106,45	0,27	-18,86
THALES	166,3	-0,81	168,2	165,35	0,079	+24,15
TOTALENERGIES	65,17	-1,85	65,93	65,13	0,127	+5,8
UNIBAIL-RODAMCO-WE	79,64	+0,56	79,96	78,64	0,239	+19,01
VEOLIA ENVIRON.	30,69	-0,65	31,11	30,67	0,234	+7,46
VINCI	115,2	-0,35	115,7	114,7	0,087	+1,32
VIVENDI SE	10,085	+0,5	10,115	10,02	0,123	+4,23

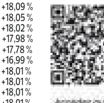
LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6288	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,481	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8517	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,4538	HKD
JAPON	YEN	169,54	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9905	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,083	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,379	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	34,8553	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	50,6849	EGP
CHINE	YUAN	7,8414	CNY
INDE	ROUPIE	90,2135	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	145,8359	DZD

L'OR

Cotation quotidienne assurée par Or en Cash
https://www.orencash.fr/investissement/

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	70 990,3€	+18,09 %
Lingot 100g	7 110,03€	+18,05 %
Lingot 50g	3 561,02€	+18,02 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 219,15€	+17,98 %
Lingot 10g	720,1€	+17,78 %
Lingot 2,5g	187,2€	+16,99 %
20Fr NAPOLÉON	442,96€	+18,01 %
20Fr SUISSE	437,02€	+18,01 %
SOUVERAIN	553,85€	+18,01 %
KRUGGERAND	2 361,35€	+18,01 %
50 PESOS	2 821,67€	+18,01 %
10 DOLLARS	1 153,39€	+18,01 %
20 DOLLARS	2 307,78€	+18,01 %



LA VALEUR DU JOUR

Biogen rachète HI-Bio, financé par le français Jeito

C'est une belle récompense pour le fond de private equity français spécialisé dans la santé Jeito Capital. Cinq ans après sa création, il vient de réaliser une seconde cession, d'un montant dépassant le milliard de dollars. En 2022, Jeito avait déjà cédé la biotech Neogene au laboratoire anglo-suédois AstraZeneca, pour 320 millions de dollars. Il annonce cette fois la vente à Biogen de la biotech HI-Bio, dans laquelle Jeito Capital a investi pour la première fois il y a 18 mois, pour un montant pouvant atteindre 1,8 milliard de dollars. Biogen, biotech américaine spécialisée dans le traitement des maladies neurologiques, psychiatriques et auto-immunes, réalisera un paiement initial de 1,15 milliard de dollars. Coté au Nasdaq, Biogen perdait un peu moins de 1 % mercredi dans la foulée de cette annonce.

HI-Bio est une biotech américaine spécialisée dans les thérapies ciblées destinées aux patients atteints de maladies graves auto-immunes. Basée à San Francisco, elle développe actuellement un candidat médicament, le felzartamab, susceptible de traiter quatre de ces maladies. Il a obtenu en octobre 2023 les désignations de « thérapie innovante » et de « médicament orphelin » de la part de la Federal Drug Administration (FDA).

Jeito a contribué à faire éclore la pépite américaine. Le fonds français a contribué *« pour une part significative »* à sa première levée de fonds de 120 millions de dollars en novembre 2022, puis à nouveau à la deuxième (95 millions de dollars) en janvier dernier. La caractéristique de Jeito Capital, fondé par la médecin Rafaèle Tordjman il y a cinq ans, consiste à épauler activement les biotechs pour les faire grandir. *« Cette cession significative démontre la pertinence de notre stratégie d'investissement très différenciée et axée sur le patient »*, se réjouit Rafaèle Tordjman. ■

La réforme de l'audiovisuel public arrive sous haute tension à l'Assemblée nationale

Claudia Cohen

Le texte, qui prévoit de fusionner les différentes entreprises de l'audiovisuel public, doit être débattu jeudi et vendredi.

Manque de précision sur certaines composantes essentielles du texte, fronde d'une partie des 16 000 salariés concernés, désaccords politiques au sein de la majorité présidentielle qui le porte… Le projet de réforme de l'audiovisuel public français risque d'enflammer les débats.

Quelques heures avant l'examen du texte en séance publique dans l'Hémicycle, prévu à partir de jeudi après-midi et pour deux jours, l'intersyndicale de France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) se réunit à 13h30, place Colette, devant le ministère de la Culture à Paris, pour exprimer son désaccord face au projet de création d'une «BBC à la française». Les syndicats ont appelé à des mouvements de grève pendant ces deux journées qui pourraient entraîner des perturbations. Pour s'assurer de la bonne tenue du très attendu débat entre le premier ministre, Gabriel Attal, et la tête de liste du Rassemblement national pour les européennes, Jordan Bardella, jeudi soir, la direction de France 2 a fait appel à un prestataire externe.

La ministre de la Culture, Rachida Dati, a pris le dossier de l'audiovisuel public à bras-le-corps dès son arrivée au gouvernement en début d'année. *«L'audiovisuel public est aujourd'hui affaibli et en danger»*, répétait la locataire de la Rue de Valois dimanche soir, pour justifier la volonté du gouvernement de regrouper les différentes entreprises du service public. Le projet de loi prévoit une première phase transitoire avec la création d'un holding commun annoncée pour début janvier 2025, puis une fusion prévue l'année suivante. À la tête du holding, un «super patron», ou une «super patronne», nommé pour cinq ans renouvelables par l'Arcom. Un poste auquel peuvent postuler les dirigeants actuels de l'audiovisuel public. La présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, s'est montrée à plusieurs reprises favorable à la fusion, contrairement à la PDG de Radio France, Sibyle Veil.



Radio France, visé par cette réforme, est le premier groupe radiophonique de France, avec près de 15 millions d'auditeurs quotidiens. ERIC BERACASSAT/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Un projet «démagogique»

Le but n'est pas de réaliser des économies, martèle-t-on au gouvernement, mais de créer un *«pôle puissant»* de l'audiovisuel public. L'exécutif souligne que dans la plupart des grands pays européens les groupes audiovisuels publics sont déjà fusionnés. *«L'union fait la force»*, assurait le député Renaissance Quentin Bataillon, rapporteur de la mission d'information sur l'audiovisuel public, mercredi matin sur France Inter. *«Nous sommes convaincus que le statu quo n'est plus possible, devant les dangers de la concurrence des plateformes et des réseaux sociaux»*, a-t-il renchéri.

De leur côté, dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 23 mai, 1100 salariés des équipes de Radio France, dont la journaliste Léa Salamé, ou le producteur Nagui, qualifient le projet de *«démagogique, inefficace et dangereux»*. *«Cette réforme remet en cause l'indépendance éditoriale et budgétaire de Radio France, garante d'une véritable stratégie de l'audio - radio et numérique - plébiscitée par le public»*, font valoir les signataires, qui redoutent que la télévision ne phagocyte la radio. Radio France est le premier groupe radiophonique de France avec près de 15 millions d'auditeurs quotidiens.

Concernant le périmètre de la fusion, l'intégration de France Médias Monde au projet fait encore débat. Au départ, le groupe, qui comprend France 24 et RFI, était inclus dans le projet. Mais il en a été sorti la semaine dernière après son passage en première lecture par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale. Il pourrait cependant être réintégré lors des discussions dans l'Hémicycle car les Républicains, et certains députés Renaissance dont Quentin Bataillon, exigent que France Médias Monde soit inclus dans le périmètre. *«Sans cela, certains ne voteront pas la réforme… Or cette réforme de l'audiovisuel ne pourra pas passer sans les voix des Républicains»*, glisse au *Figaro* un député de la majorité. De son côté, la gauche se montre largement hostile à un holding comme à une fusion.

Fusion éditoriale

D'autres incertitudes restent en suspens. À commencer par le coût qu'engendrerait une fusion en deux temps, qui n'a pas été chiffré dans le projet de loi. Si la réforme était adoptée, il reviendrait à l'Inspection générale des finances de déterminer le montant à allouer à un tel projet. Si elle va jusqu'à son terme, le budget de l'audiovisuel public consolidé pèserait autour de 4 milliards d'euros.

Les députés vont avoir deux jours pour trancher ces questions, avant un vote solennel prévu la semaine prochaine. Après, tout restera encore à faire… *«La loi créerait une architecture, et pour le reste la page est blanche»*, a reconnu le député Quentin Bataillon. Il reviendrait par exemple au nouveau dirigeant du holding de décider d'une fusion éditoriale des rédactions, pour créer un seul service d'économie transverse à la télévision, la radio et au site en ligne.

Cette réforme de la gouvernance de l'audiovisuel public devra par ailleurs s'accompagner d'une réforme dans les prochains mois de son mode de financement. Depuis la suppression de la redevance il y a deux ans, le secteur est financé provisoirement par une fraction de TVA. Avant l'automne, il devrait ainsi y avoir une nouvelle loi pour assurer un financement pérenne de l'audiovisuel public, via un *«prélèvement sur recettes»* du budget de l'État, à l'image de ce qui se fait pour les collectivités territoriales. ■

Contrainte à un régime sec, Pixar se recentre sur le cinéma

Keren Lentschner

Aux grands maux les grands remèdes. Pixar se sépare de 14 % de ses effectifs (175 personnes sur 1300) afin de réduire ses coûts. La filiale de Disney se concentrera désormais sur la production de films à destination du cinéma et cessera d'alimenter en contenu Disney+, la plateforme de streaming du groupe.

Cela fait deux ans que des interrogations pèsent sur la stratégie de Pixar, racheté en 2006 pour 7,4 milliards de dollars par Disney, à l'origine de plusieurs films à succès (*Toy Story*, *Monstres & Cie*, *Coco*…). En juin 2022, la filiale de Disney sort *Buzz l'Éclair*, un film qui raconte l'histoire du personnage issu de *Toy Story*, qui se solde par un échec commercial : 226 millions de dollars de recettes pour un budget quasi équivalent. Le film suivant, *Élémentaire*, déçoit avec ses 500 millions de dollars de recettes.

Le sentiment général, tant en interne qu'en externe, est que la marque Pixar, tout comme Marvel ou Star Wars, a été surexploitée pendant la pandémie pour alimenter Disney+ en contenus. Au risque d'abîmer l'image de ces puissantes franchises. À partir de la fin 2020, quand de nombreux cinémas étaient encore fermés à cause du Covid, Disney+ a ainsi programmé trois films Pixar à la suite (*Soul*, *Alerte rouge* et *Luca*). À l'époque, l'objectif est de conquérir jusqu'à 260 millions d'abonnés sur la plateforme qui n'en compte alors que 87 millions, contre 117 millions aujourd'hui.

Pixar recrute plusieurs dizaines de créatifs pour tenir la cadence et créer des programmes comme *Win or Lose*. Cette série, dont la sortie a été reportée à cette année, raconte en huit épisodes la vie d'une équipe de softball d'un collège dans la semaine précédant leur match de championnat.

La pression monte sur Robert Iger, le PDG sortant de Disney, appelé à la rescousse en novembre 2022 pour redresser la barre et transformer le groupe. Le mois dernier, il a réussi à repousser l'offensive de l'activiste Nelson Peltz, qui le sommait notamment de prendre exemple pour Disney+ sur *«les profits à la Netflix»*. Au début du mois, il s'est retiré une épine du pied en annonçant les premiers profits de sa plateforme de streaming depuis sa création.

14 %
des effectifs
de la filiale de Disney vont être supprimés

Robert Iger - qui a brièvement envisagé d'être candidat à la Maison-Blanche - s'est engagé depuis l'an passé dans un plan de réduction drastique des coûts. Au total, plus de 8 000 postes ont été supprimés. Le groupe doit produire moins de programmes (émissions et films) mais de meilleure qualité. Pour se refaire une santé, il mise notamment sur *Elio*, qui raconte l'histoire d'un garçon de 11 ans envoyé dans l'espace par erreur, dont la sortie a été décalée à juin 2025. La prochaine sortie de Pixar en salle sera *Vice Versa 2*, la suite d'un film à succès datant de 2015, prévu pour la mi-juin. Ses résultats au box-office seront regardés de près. ■

LE FIGARO et vous



Dinh Van

JOAILLERIE

L'OR 18 CARATS N'A PLUS LE MONOPOLE DES VITRINES OÙ BRILLENT DÉSORMAIS LES BIJOUX EN 9, 14, 22 OU 24 CARATS PAGE 31



FESTIVAL DE CANNES

HORS COMPÉTITION, « LE COMTE DE MONTE-CRISTO » LAISSE LE PUBLIC PANTELANT ET RAVI

PAGE 32

Les Journées Doullennaises des jardins d'agrément

Les Français fous de jardin

Le monde végétal fascine toujours plus nos contemporains, devenus ces dernières années de véritables experts en botanique et en création paysagère.

PAGE 30



Artus, l'acteur réalisateur, fait le grand écart à Cannes

PAGE 33

Waxx, le guitariste aux doigts d'argent

Olivier Nuc

Sur son second album, « Étincelle », le musicien touche-à-tout invite une dizaine d'artistes à reprendre leur chanson préférée.

Avant de rencontrer ce quadragénaire passionné et bouillonnant d'envies, nous avions fait la connaissance de son instrument. Une guitare à son nom, fabriquée par Epiphone, branche de l'emblématique marque Gibson. Un privilège jusque-là réservé aux plus grands guitar heroes de l'histoire, d'Eric Clapton à Johnny Marr en passant par David Gilmour.

Né Benjamin Hekimian à Paris dans une famille d'origine arménienne, Waxx est doux et modeste. *« J'ai du mal à me définir. Au départ, je me présentais comme réalisateur d'albums. Mais je fais plein de choses : je suis compositeur, arrangeur et présentateur »*, dit-il.

C'est à internet que le musicien doit une bonne part de sa notoriété. *« J'ai commencé avec MySpace en 2006. C'est là que j'avais mis mes démos, avant de passer sur Dailymotion : il y avait une vraie ligne éditoriale culturelle. J'y ai trouvé le chanteur Naosol, qui faisait des reprises super. Nous avons vite formé un groupe ensemble (Naosol & Waxx), avec Neil Young en ligne de mire. »* Le duo sort un album sur la multinationale EMI avant de cesser ses activités.

Bon bagage technique

Membre de groupes depuis le lycée, d'abord à la basse puis à la guitare, c'est dans un studio d'enregistrement que Waxx a fait son apprentissage, maîtrisant un bagage technique qui lui sera bien utile par la suite. *« C'était une vraie école de production de travailler là-bas. »* Au grand dam de ses parents, le jeune homme abandonne l'école après le bac. *« Je dois tout à mes parents. Ils étaient inquiets, mais ils m'ont toujours soutenu. »* C'est en hommage à Sting et à Flea, deux de ses musiciens préférés, qu'il adopte le pseudonyme Waxx. *« À cette époque, je ne pensais pas qu'on parlerait de moi. J'estimais que ma carrière serait de produire des albums de musique alternative. »*

C'était compter sans la caisse de résonance offerte par YouTube, sur laquelle Waxx développe le concept de reprises de chansons en compagnie de ses artistes préférés. Un concept qui fait aujourd'hui le sel de son nouvel album sous son nom, *Étincelle*, qui bénéficie de la participation de M, Pomme, Juliette Armanet, Ibeyi et d'autres. On y entend même son épouse, la dessinatrice de BD Pénélope Bagieu, sur une reprise comme à la maison de *Just Can't Get Enough*, de Depeche Mode. Très occupé, ce gros bosseur continue d'animer une émission sur RTL2, « Foudre », chaque dimanche entre 19 heures et 20 heures. ■

Étincelle (Tôt ou Tard).

Le jardin, une passion dévorante



Alyette Debray-Mauduy

L'intérêt des Français pour les végétaux ne cesse de grandir. Ils sont 17 millions à être accros au jardinage, toujours à la recherche de plantes rares. Un véritable phénomène.

La nature, les arbres, les fleurs. Plus généralement le jardin. Ces thématiques interpellent et séduisent de plus en plus les Français. Derrière elles se cache une certaine idée du bien-être, de la plénitude, de l'authenticité. Signe des temps, les fêtes des plantes connaissent un succès grandissant, les pépiniéres ne cessent d'innover pour répondre à la demande, et la filière attire les jeunes. Cela sans compter sur le nombre d'artistes qui puisent leur inspiration dans le monde du végétal et la quantité d'espaces verts servant de lieux d'exposition à des œuvres d'art. Le jardin s'est imposé comme un fil rouge. De toutes les fêtes, de toutes les innovations, de toutes les créations.

La Société nationale d'horticulture de France (SNHF) a estimé à 17 millions le nombre de Français accrocs au jardinage. Un chiffre que son secrétaire général, Pierre Chedal-Anglay, corrèle au nombre de jardins comptabilisés en France. Le baromètre 2022 de l'Unep (Union nationale des entreprises du paysage), réalisé par l'Ifop, a montré pour sa part que 7 Français sur 10 avaient accès à un espace vert attenant à leur domicile, et que 72 % d'entre eux considéraient que son entretien était source de plaisir. *« C'est plus qu'une tendance, c'est un phénomène de fond. Cela fait une trentaine d'années que les Français s'intéressent à la botanique, mais, depuis le Covid, cette appétence s'est emballée*, estime Didier Willery, auteur, jardinier, éditeur, surnommé le « Dingue de plantes » depuis qu'il a écrit un livre ainsi titré (Éditions Ulmer) et récompensé du prix Pierre-Joseph-Redouté en 2016. *En mettant les mains dans la terre, les gens ont connu le plaisir que cela procurait, tant du point de vue de l'esthétique que des bienfaits pour la santé, le simple fait de cultiver des aromatiques mariant plaisir et bien-être.* » Résultat : avec cet intérêt grandissant, la frénésie d'achat de végétaux s'est elle aussi emballée.

« À la dernière fête des plantes de Beauregard, il y avait la queue à l'entrée une demiheure avant l'ouverture, et, sur place, les stands ont rapidement été dévalisés, notamment en plantes exotiques. Je n'avais jamais vu ça », ajoute encore Didier Willery. Le public est donc plus nombreux mais également plus connaisseur. Ce qu'il souhaite, ce sont des choses originales, que le voisin n'a pas. Pour cela, tous les moyens sont bons. Les fêtes de plantes, où les exposants ont la réputation d'être très spécialisés dans certaines variétés, mais aussi les réseaux sociaux. *« Sur Facebook, il y a énormément de groupes et de forums spécialisés, comme Passion Érables (24 000 membres) ou Millefolium (1200 membres), consacré aux feuillages colorés »*, raconte Didier Willery. Dans la métropole Lilloise, Claudette Avis et Steve Burghgraeve viennent de lancer Meet for Branch, une application permettant de se donner et d'échanger des plants entre particuliers. *« Les passionnés de botanique ont une fâcheuse tendance à l'accumulation. Pour s'offrir de nouvelles variétés, rien de mieux que de bouturer ses propres plantes pour les proposer à un autre amateur, qui vous donnera les siennes en contrepartie »*, explique Claudette Avis. Aujourd'hui, 79 % des foyers achètent du végétal, contre 75 % en 2019. *« Les clients veulent se créer un petit cocon pour être plus proche de la nature. Ils sont curieux et souhaitent développer leur connaissance en botanique*, constate Marie Maignand, adjointe achat des végétaux extérieurs chez Botanic. *Ces derniers privilégient les essences méditerranéennes, économes en eau, les plantes faciles d'entretien. Ils sont sensibles aux jardins résilients et à la préservation de la biodiversité. Ainsi, les hôtels à insectes, les ruches, les plantes à baies et les haies marchent très bien.* »

Après s'être intéressés aux potagers, les Français se prennent maintenant de passion pour les jardins d'agrément. Un constat qui a décidé la SNHF - dont l'objectif est de diffuser les connaissances et les savoir-faire horticoles - à lancer, en 2023, le premier concours national des jardins d'agréments privés. *« Nous fédérons 130 associations locales tournées vers le végétal. Ce qui représente environ 50 000 jardiniers amateurs. Nous trouvions intéressant que ces derniers fassent connaître et expliquent leur travail, notamment en le montrant au public*, raconte Pierre Chedal-Anglay. *Outre l'esthétique, nous récompensons également la manière dont ces espaces verts s'adaptent au changement climatique.* » La SNHF a reçu 25 candidatures de grande qualité. *« Les profils des candidats étaient très variés. Il y avait un ancien commandant de bord à la retraite, un ingénieur agronome, les responsables d'une église orthodoxe...* » Le prix Lucie-et-Roland-Gombault - le grand prix, en quelque sorte - est revenu à Patrick Genty, coach en entreprise. Son jardin anglais de 3000 m² à Verrières (Aube) se divise en « chambres », mettant en scène plus de 800 variétés de végétaux. *« Un paysagiste m'avait dit qu'une création paysagère ne devait pas se dévoiler d'un seul coup. J'avais cette idée en tête. J'ai donc imaginé un espace méditerranéen - avec des chênes verts, des oliviers, des agapanthes, du thym, de la santoline -, planté 130 espèces de rosiers et aménagé l'accès depuis le salon - où j'avais une contrainte liée au système géothermique - avec de la lavande et des graminées »*, raconte ce passionné de botanique qui a attrapé le virus grâce à son grand-père. *« Le plaisir d'avoir un beau cadre de vie, des roses qui sentent bon, est immense, d'autant que je travaille chez moi. Le jardinage est plein de vertus. Mettre les mains dans la terre, ce n'est que du bonheur.* » Depuis trois ans, il ouvre sa propriété au public à l'occasion des Rendez-vous au jardin (du 31 mai au 2 juin 2024) et a constaté une appétence particulière pour son travail, surtout de la part des jeunes couples avec enfants.

Cet intérêt n'a pas échappé à Arthur van der Straeten, un ancien expert de chez Christie's, à Londres, qui, depuis 15 ans, a imaginé et façonné seul le jardin de son Manoir des Basses Rivières, en Touraine. Il avait comme seul bagage une formation de paysagiste, suivie à Namur (Belgique) lorsqu'il était étudiant en droit. *« Lorsque j'ai acheté cette folie de campagne du XVIIIe siècle, il n'y avait rien. Une maison en ruine et pas de jardin. J'ai commencé à faire des croquis et planté petit à petit pour créer un parc en terrasse.* » Au cœur du Val de Loire, Arthur van der Straeten s'est inspiré des jardins à la française de la région mais *« dans une version allégée »*, précise-t-il. Il a donc planté beaucoup de buis - qu'il taille luimême en boule -, des rosiers Sally Holmes mais aussi des essences méditerranéennes comme des cyprès, des figuiers, des micocouliers, du romarin, *« la masse des roches de tuffeau alentour retenant la chaleur »*. Fin 2022, le lieu a été labellisé Jardin remarquable, ce qui lui impose de l'ouvrir au public. C'est ce qu'Arthur van der Straeten fait durant les mois d'été, alors que sa maison d'hôtes accueille régulièrement des amateurs de botanique avec qui il échange sur leur passion commune.

Cet engouement pour le jardin d'agréments, les professionnels de l'édition l'ont eux aussi constaté. À Paris, la prestigieuse librairie Galignani vient d'offrir une place de choix à ses publications consacrées à la botanique. Longtemps cantonnées au fond du magasin, le long de ses rayonnages en bois, celles-ci viennent d'être installées sur un meuble Art déco, à l'entrée de la librairie. En tête des ventes : *Jardins d'Angleterre* (Éditions Phaidon), un ouvrage qui présente les 50 plus belles créations paysagères du royaume, de la Renaissance à nos jours, et *Un jardin rêvé* (Éditions Flammarion) du botaniste italien Umberto Pasti, publié en 2019 mais qui continue à plaire beaucoup. *« Le rayon a augmenté de 43 % en volume et de 46 % en chiffre d'affaires*, remarque Daniele Cillien Sabatier, sa directrice. *Parmi nos clients, il y a ceux qui vont voyager pour voir des jardins et qui souhaitent se documenter avant de partir. Ceux qui viennent de visiter quelque chose qui leur plaît et qui veulent en savoir plus. Et enfin, ceux qui cherchent de l'inspiration pour faire de belles choses dans leur propre jardin* ».

« Le jardinage est plein de vertus. Mettre les mains dans la terre, ce n'est que du bonheur »

Patrick Genty Coach en entreprise

Chez Ulmer, qui publie plus de 50 références par an autour du jardin, Emmanuelle Christophe, la directrice générale de la maison reconnaît également cette tendance. *« Les publications sur les potagers et la permaculture sont encore nombreuses, mais celles traitant des jardins d'ornement ne cessent d'augmenter. La jeune génération souhaite s'éduquer, acquérir une certaine autonomie et s'inscrire dans une démarche écoresponsable. D'où le succès de notre petite collection "Résiliences" proposant de reconnaître les plantes sauvages, élever des poules ou produire du miel.* »

Quant au magazine *Rustica*, le titre de référence du jardinage depuis 96 ans, qui compte 120 000 abonnés, il a lancé en octobre dernier *Milieux*, un hors-série haut de gamme invitant à découvrir de belles créations paysagères et des conseils pour les réaliser. Un joli mix entre le magazine et le beau livre qui n'a pas connu le succès attendu. *« L'enthousiasme des Français pour la nature est là, mais économiquement, cela ne suit pas forcément*, constate Pierre Nessmann, le rédacteur en chef adjoint de Rustica. *C'est l'une des ambiguïtés de ce loisir qui reste assez coûteux.* » La crise inflationniste n'a donc pas épargné le monde horticole. *« Le chiffre d'affaires des professionnels recule légèrement en 2023. Depuis la crise sanitaire, de nombreux néojardiniers ont réalisé qu'entretenir un jardin demandait du travail, que celui-ci ne poussait pas tout seul. D'autres ont été découragés par des épisodes caniculaires qui ont ruiné leurs efforts »*, analyse Pierre Chedal-Anglay. La jardinerie Botanic a par exemple noté que le panier moyen a été plus bas mais les clients viennent plus souvent... Contre vents et marées, le plaisir des plantes reste intact. ■

Au manoir des Basses Rivières *(en haut)*, dans le Val de Loire, Arthur van der Straeten s'est inspiré des jardins à la française de la région.

Le jardin anglais de Patrick Genty *(ci-dessous)*, dans l'Aube, lauréat du 1er concours national des jardins d'agrément privés, lancé par la SNHF.

ANDREA POLATO ; PATRICK GENTY



Le 3e Grand Trophée des jardins

On a tendance à oublier le mérite de ces propriétaires de demeures historiques qui préservent notre patrimoine architectural, mais aussi les jardins qui l'entourent. Lancé en 2021, dans la continuité du Grand Trophée Dassault Histoire et Patrimoine, ce prix récompense la créativité et l'harmonie d'un jardin classé ou inscrit au patrimoine historique. Après le château d'Ainay-le-Vieil (Cher) et le château de Canon (Calvados), c'est le parc du prieuré de Vauboin, dans le sud de la Sarthe, qui a été primé cette année par un jury d'expert - Alexis Brézet (président), Marie-Hélène Habert-Dassault (présidente d'honneur), mais aussi Jacques Garcia, Stéphane Bern, Yves Lecoq... Labellisé Jardin remarquable en 2014, celui-ci s'est fait remarquer pour ses 700 buis aux formes étranges, formant un labyrinthe, où les allées de charbon de bois contrastent avec un dégradé de verts. Un lieu imaginé par son propriétaire, Thierry Juge. Ce dernier a reçu la somme de 60 000 €, ce qui fait de ce Grand Trophée le plus important d'Europe. A. D.-M.

L'or dans tous ses états

Élodie Baërd

Pour des raisons esthétiques, économiques, mais aussi juridiques et sociologiques, l'alliage 18 carats n'a plus le monopole des vitrines de joaillerie où le 9 comme le 14 et le 22 carats se répandent.

C'est une tradition qui date de la Révolution. Avec la loi du 19 brumaire an VI (9 novembre 1797), le législateur, voulant garantir une bonne qualité d'or en circulation, impose l'usage du 18 carats aux orfèvres joailliers, c'est-à-dire un alliage contenant 75 % d'or pur et 25 % d'un autre métal. Les professionnels n'utilisant en effet jamais le métal précieux pur mais mélangé avec du zinc, du cuivre ou de l'argent pour le rendre plus solide et donc plus durable, cette règle vise alors à éviter que chacun y aille de son mélange, souvent au détriment du client. Dès lors, le 18 carats (une appellation datant du Moyen Âge et divisant la masse totale en 24 parts) devient la norme et s'arroge le monopole absolu en France. Jusqu'au 4 janvier 1994, il y a donc trente ans, et un texte voté pour ouvrir le marché aux autres titrages, notamment le 14 et 9 carats (contenant respectivement 58,5 % et 37,5 % d'or), métaux moins « concentrés » donc moins chers.

À l'époque, les grandes maisons parisiennes de la place Vendôme et de la rue de la Paix tordent le nez devant cette nouvelle concurrence. Les créateurs, même ceux aux idées larges, tiquent également. Parmi eux figure Jean Dinh Van, qui a su faire sa place dans le sérail avec ses designs novateurs et ses coups de griffe à la tradition joaillière. Voir arriver sur le marché du 9 carats, un alliage où l'or est minoritaire, le hérisse. « *Pour lui, cette loi est une hérésie*, confirme Corinne Le Foll, directrice générale de la marque. *En 1991, avant même son vote, et en réaction à cet alliage de piètre qualité qui va être autorisé, il façonne pour la première fois une pièce au titrage d'or le plus élevé possible, 24 carats. Comme un pied de nez ! Mais ce fut un challenge technique, l'or sous cette forme presque pure étant si malléable qu'il doit être martelé pour durcir et être durable. Ainsi donc est né le pendentif Pi, très important dans notre histoire car il illustre l'audace de Jean Dinh Van et l'amour qu'il avait pour la matière.* » Si cette large pièce percée, d'une grande simplicité et d'autant de caractère, est longtemps restée un modèle emblématique, elle est quasiment seule du genre dans le catalogue de la marque. Ce long pendentif historique, qui n'a pas changé d'un iota (ni pris une seule ride), fait l'objet ce mois-ci de quelques déclinaisons avec un collier et deux bracelets.

Malgré la loi de 1994, les marques historiques sont restées attachées à la tradition du 18 carats, considéré comme le meilleur équilibre entre préciosité, esthétique et durabilité. « *Les différents titrages demeurent tabous pour beaucoup de professionnels français, et parfois italiens*, a noté Stéphanie Roger, fondatrice des multimarques de joaillerie parisienne White Bird, *mais pourtant le public, lui, y est tout à fait ouvert.* » Le premier avantage est économique, puisqu'il permet aux créateurs de proposer des prix plus raisonnables – argument d'autant plus recevable que le cours de l'or connaît des records de hausse ces dernières années. Avec le succès de la joaillerie et le développement de l'offre, les clients ont par ailleurs volontiers accepté l'existence de propositions alternatives. Ainsi dans les boutiques White Bird, où les créateurs viennent des quatre coins du monde, tous les ors voisinent en bonne intelligence. Avec une forte représentation du 14 carats (notamment chez les Anglo-Saxonnes Sophie Bille Brahe, Alice Waese, Brooke Gregson, ou le Japonais Noguchi).



« *La différence n'est quasiment pas perceptible à l'œil nu entre le 18 et le 14 carats, aussi précieux et durables l'un que l'autre* », insiste Stéphanie Roger, qui vient également de céder aux sirènes du 9 carats pour sa collaboration avec Inès de la Fressange. Les deux femmes ont en effet dévoilé leur création à quatre mains, une bague sertie d'une pierre fine (aigue-marine,

> **« Si les différents titrages restent tabous pour beaucoup de professionnels français, le public est, lui, tout à fait ouvert quand les créateurs anglo-saxons l'utilisent sans complexe »**
>
> **Stéphanie Roger** White Bird

améthyste, citrine…) sur un or plus abordable afin d'assurer un prix sous les 1000 euros. « *Sur les bijoux trop fins, l'or 9 carats n'offre pas une bonne résistance mais sur des montures conséquentes comme celle de notre bague Jelly, il n'y a aucun risque et la couleur est parfaitement identique* », explique la spécialiste.

Certains l'adoptent et le défendent pour des raisons esthétiques et techniques. Le Japonais Noguchi l'utilise depuis vingt ans et apprécie sa teinte spéciale qui se marie avec grâce aux diamants bruns ou gris. Il en va de même de l'Australienne d'origine marocaine, Karen Liberman, qui n'aime rien tant que de mixer les ors et les métaux. Pour Lauren Rubinski, qui compte des revendeurs partout dans le monde, il s'agit d'une question de volume. « *Nous avons choisi d'utiliser de l'or 14 carats car il s'est révélé être l'alliage le plus intéressant pour moi, surtout pour les maillages, afin d'imaginer des pièces à la fois imposantes et légères. Contrairement au 9 carats, qui contient une proportion plus élevée de métaux non précieux, l'or 14 carats conserve une couleur et une brillance riches tout en étant plus résistant à l'usure ordinaire que le 18 carats. Il permet à nos artisans italiens de créer des pièces à la fois raffinées et imposantes, parfaites pour un usage quotidien.* »

Et puis, à contre-courant, il y a aussi quelques adeptes du titrage supérieur, le 22 carats, connu pour afficher une couleur solaire, très jaune. Chez le joaillier grec Zolotas, c'est presque devenu une signature. « *Façonner cet alliage, c'est faire le choix de composer des bijoux luxueux et uniques*, raconte son président, Georges Papalexis. *La matière première très présente et sa manipulation très spécifique représentent une valeur ajoutée significative à la création du bijou. Cette esthétique s'est imposée chez nous dès les années 1960, lorsque, à l'initiative de Xenophon Zolotas, ancien premier ministre grec, grand érudit et héritier de cette maison fondée en 1895, il est décidé de s'appuyer sur la grande tradition antique de l'orfèvrerie joaillerie hellénique.* » Ses plastrons ou ses boucles d'oreilles brillent comme des soleils. À l'instar aussi des bagues de la Californienne Cathy Waterman, dont le jaune bouton d'or accentue le côté naturaliste. ■



1. Pendentif Pi en or martelé 24 carats, chaîne en or 18 carats, Dinh Van, à partir de 2 500 €. 2. Bague Jelly en or 9 carats et citrine, collaboration de White Bird avec Ines de la Fressange, 960 €. 3. Bague et créoles Héritage en or 22 carats, Zolotas, à partir de 3 200 €. 4. Bracelet Sphère Marella en or brossé 14 carats, Lauren Rubinski, 6 180 €. 5. Bague Douze diamants en or 14 carats, Noguchi chez White Bird, 1 600 €. 6. Boucles d'oreilles Boule Disco en or 9 carats et diamants, Yvonne Léon, 2 200 €.

DINH VAN, WHITE BIRD, ZOLOTAS, LAUREN RUBINSKI, NOGUCHI, YVONNE LEON

Un grand « Comte de Monte-Cristo »

Éric Neuhoff

Scénaristes de « D'Artagnan » et « Milady », Matthieu Delaporte et Alexandre de La Patellière adaptent un autre livre de Dumas. Dans le rôle d'Edmond Dantès, Pierre Niney assure la relève. Le film est présenté hors compétition.

On dirait que le cinéma français a décidé de dévaliser les bibliothèques. Plus il va, plus il a besoin de livres. Les producteurs n'ayant pas une réputation de lecteurs forcenés, les classiques n'ont qu'à bien se tenir, sur leurs rayonnages de chêne brut, avec leur reliure dorée sur tranche. Shakespeare, Walter Scott, Jane Austen, on laisse ça aux Anglo-Saxons. Il y a Dumas, le premier à tomber sous la main, qui remplit des mètres d'étagères. Pourquoi pas ce bon vieil Alexandre ? Il fait toujours l'affaire.

C'est une littérature charmante. Il y en a pour tous les goûts. La mémoire des spectateurs étant aussi courte qu'un tweet rédigé par un élève de sixième, on leur resservira *Le Comte de Monte-Cristo*. Ils ont déjà eu droit à *D'Artagnan* et à *Milady*. Ces milliers de pages ne pouvaient pas être abandonnées à la poussière. Delaporte et de La Patellière leur redonneraient un coup de neuf. Il faut battre le fer tant qu'il est chaud. Ils ne se sont pas gênés, et à raison, de bousculer ces romans à l'usage de l'enfance, cette fresque en caractères d'imprimerie.

Le héros en a vu d'autres, puisqu'il a déjà été incarné par Pierre-Richard Willm, Pierre Brasseur, Jean Marais, Gérard - chut - Depardieu. La relève est assurée par Pierre Niney, qui s'en sort avec les honneurs de la guerre. On ne se lasse pas de cette sombre histoire de vengeance. Le jeune Edmond Dantès passe par toutes sortes d'avanies. Telle est la loi du genre. Il a connu un naufrage. Ses ennemis interrompent son mariage au milieu de l'office religieux. On l'accuse de trahison. Direction le château d'If. Quatorze ans ferme : on vérifie à ce détail qu'à l'époque Éric Dupond-Moretti n'était pas ministre de la Justice. Dans ce cul de basse-fosse, Niney, sale, maigre, barbe et cheveux longs, ressemble à Charles Manson ou à un hippie avant la lettre. Son apparence négligée n'empêche pas l'Abbé Faria (Pierfrancesco Favino, au système pileux quasi préhistorique) de lui révéler où se cache un trésor. La séquence de l'évasion comble les attentes, en un vaste plan-séquence sous l'eau durant lequel Niney s'est visiblement souvenu qu'il avait joué le fils du commandant Cousteau. Une fois dehors, il se métamorphose en divers avatars, se fait pousser la moustache façon Stephan Eicher et porte d'amples manteaux de cuir à la *Matrix*.



2024 CHAPTER 2/PATHE FILMS/M6/PHOTOGRAPHE JÉRÔME PRÉBOIS

Pierre Niney endosse le costume d'Edmond Dantès et s'en sort avec les honneurs de la guerre.

Celui qui récompense et qui punit

Il y a des chasses à courre, du souffle, des dîners, du mélodrame à la pelle, des masques. Le récit sur l'enfant enterré vivant touche le centre de la cible, dans un jardin sous la lune. Laurent Lafitte, Bastien Bouillon et Patrick Mille endossent les costumes des méchants. Anaïs Demoustier est Mercédès, qui a eu le tort de manquer de patience. Avec sa cicatrice sur la joue, Dantès s'affuble de plusieurs identités, habite de somptueuses demeures. Le temps est de son côté. Ô saisons, ô châteaux. Sa devise n'a pas changé : « *Je suis brutal. Je le sais et je m'en vante.* » C'est lui qui récompense et qui punit. Les duels se déroulent dans la brume de l'aube. Les balles ne sont pas perdues pour tout le monde. En Haydée, Anamaria Vartolomei traîne tous les cœurs après elle.

Seul reproche : la musique envahissante qui ne cesse pas une seconde. Le tout a une certaine grandeur. Les moyens sont sur l'écran. Le film ne cherche pas Antonioni à 14 heures. Il empoigne le public, à l'ancienne, le laisse pantelant, ravi. Dumas n'a pas à rougir. Il y aura certainement une suite. *Monte-Cristo fait du ski*? *Dantès contre Frankenstein*? Les paris sont ouverts. ■

« Le Comte de Monte-Cristo »
Aventure de Matthieu Delaporte et Alexandre de La Patellière
Avec Pierre Niney, Bastien Bouillon, Anaïs Demoustier, Anamaria Vartolomei
Durée : 2 h 58
Notre avis : ●●●○
En salle le 28 juin

« Grand Tour », petit train

Étienne Sorin

Le réalisateur portugais Miguel Gomes assomme avec un mélo itinérant prétentieux, sans péripéties ni personnages. En compétition.

« *Les Américains sont les meilleurs pour raconter des histoires* », disait Jean-Luc Godard. Alors que la caravane yankee est passée sur la Croisette avec son troupeau de stars hollywoodiennes, on peut contester l'adage godardien. *Megalopolis* prouve que Coppola ne sait plus raconter une histoire. Mais l'emballant *Anora*, de Sean Baker, prouve le contraire *(lire nos éditions d'hier)*. Encore que ce *Pretty Woman* version frères Coen ou frères Safdie ne tient pas par une intrigue ficelée. Il emporte tout par une énergie démente qui contamine ses personnages. Après ça, le *Grand Tour* du Portugais Miguel Gomes fait figure de diaporama poussif sans péripéties ni personnages.



Dans *Grand Tour*, passé et présent, fiction et réalité s'entremêlent.
TANDEM/SHELLAC DISTRIBUTION

Gomes s'est fait un nom avec *Tabou*, ours d'argent à la Berlinale en 2012, mélodrame envoûtant sur fond de guerres coloniales portugaises. Son long-métrage suivant, *Les Mille et une nuits*, était une œuvre en trois volumes, boudée au Festival de Cannes par la compétition et récupérée par la Quinzaine des cinéastes, ce qui fit hurler au scandale ses thuriféraires. Ils étaient bien les seuls. Et nul doute qu'ils seront au rendez-vous pour crier au génie incompris avec *Grand Tour*, en lice pour la palme d'or.

Le titre renvoie à l'Asian Grand Tour, nom donné à l'itinéraire effectué par de nombreux voyageurs européens depuis l'une des grandes villes de l'Empire britannique, en Inde jusqu'en Extrême-Orient. Edward est l'un de ceux-là. En 1918, pour fuir sa fiancée Molly, ce fonctionnaire de l'administration anglaise en poste à Mandalay, en Birmanie, dessinateur d'oiseaux à ses heures, se rend à Singapour, puis à Bangkok. Il continue sa route à Manille, arrive à Osaka à bord d'un navire américain. Il y rencontre des moines qui vivent la tête cachée dans un panier. Il passe par la Chine. Il fume de l'opium. Molly prend alors le relais et part sur les traces d'Edward, avec un temps de retard sur son lâche fiancé à chaque étape.

« Comme dans les “screwball comedies” américaines des années 1930 et 1940, la femme est le chasseur et l'homme la proie »
Miguel Gomes Réalisateur

C'est déjà ennuyeux mais trop simple. À ces scènes en noir et blanc réalisées avec des acteurs en studio, à Lisbonne et Rome, Miguel Gomes insère des séquences en couleur tournées en 2020 dans les villes et les paysages traversés par les protagonistes. Passé et présent, fiction et réalité s'entremêlent. C'est toujours ennuyeux mais fumeux. « *Comme dans les “screwball comedies” américaines des années 1930 et 1940, la femme est le chasseur et l'homme la proie*, analyse le réalisateur dans le dossier de presse. *Cependant, les deux personnages sont séparés dans l'espace et le temps du film. Le changement de perspective de l'homme vers la femme conduit à céder la place au mélodrame.* » On comprend mieux. Il oublie de préciser que la narration en voix off change de langue selon le pays. Une polyphonie mimétique propre à exalter l'universalisme des sentiments humains ?

Bien sûr, *Grand Tour* n'est pas exempt de belles images, tout comme l'était *Caught by the Tides*, de Jia Zhangke, montage de rushs de ses anciens films, présenté un peu plus tôt dans la compétition et tout aussi assommant. Selon ses goûts, on choisira celle des pandas accrochés à leur bambou ou celle des métros filant dans la ville. ■

« Grand Tour »
Aventure de Miguel Gomes
Avec Gonçalo Waddington, Crista Alfaiate, Teresa Madruga, Jani Zhao, Lang-Khê Tran
Durée : 2 h 09
Notre avis : ●○○○
Date de sortie non communiquée

Artus : « Pour mon premier Cannes, je ne pouvais pas rêver mieux ! »

Propos recueillis par **Olivier Delcroix**

L'humoriste, acteur et réalisateur a monté les marches avec l'équipe d'« Un p'tit truc en plus ». Il joue aussi dans « La Pampa », un premier film sélectionné à la Semaine de la critique.



***« Être à Cannes sur le tapis rouge, quelque part, c'était pour moi un combat contre tous ces gens qui ne croient pas en moi »*, revendique Artus.** PASCALITO

À la terrasse de l'hôtel Gray d'Albion, il arrive décontracté, souriant, casquette crème sur le crâne, barbe taillée, boucles sur les deux oreilles, manches amples dévoilant un grand tatouage sur le bras gauche représentant sa compagne. Sur l'autre bras, Artus, 36 ans, s'est fait tatouer le nom de son film *Un p'tit truc en plus*, qui vient de dépasser les 3 millions d'entrées, par les comédiens handicapés qui y ont participé. Alors qu'il foule le tapis rouge de cette 77e édition avec son équipe, l'humoriste et acteur apparaît aussi dans *La Pampa*, premier film d'Antoine Chevrollier présenté à la Semaine de la critique. L'homme n'en est pas à un paradoxe près. Celui qui s'est fait connaître à la télévision avec *Danse avec les stars*, puis dans la série *Le Bureau des légendes*, avant de devenir le réalisateur du triomphe de ces dernières semaines au cinéma, a fait un sacré chemin. Non sans humour, après l'entretien, Artus aperçoit une photo de Ryan Gosling. En passant devant, il déclare hilare : *« Pan dans le bec,* Fall Guy *! Mon film a fait mieux que toi, et mieux que* La Planète des singes. *Maintenant, je compte bien affronter* Mad Max Furiosa… *Et m'en sortir avec les honneurs ! » (Rires).*

LE FIGARO. - De « Danse avec les stars » à *Un p'tit truc en plus* en passant par *La Pampa* à Cannes, que de chemin parcouru. Comment jugez-vous ce parcours en forme de grand écart ?

ARTUS. - Je me laisse un peu porter par le courant. Ce que je trouve bien dans la construction de ma carrière, même si j'ai toujours du mal avec ce mot, c'est qu'elle n'a pas explosé d'un seul coup. Et puis le grand écart, ça a toujours été mon truc. Après mon enfance dans un village près de Montpellier, quand je suis arrivé à Paris, j'ai intégré le Cours Florent car je voulais devenir acteur. J'en suis parti au bout de trois mois parce que ce n'était pas mon monde. Je n'ai pas aimé que les professeurs me mettent dans la case du type un peu gros qui a de l'humour. Après, j'ai toujours aimé déjouer les attentes des gens. C'est pour cela que j'ai participé à « Danse avec les stars » en même temps que j'apparaissais dans *Le Bureau des légendes*. À part « Le Journal du hard » et « Le Jour du Seigneur », on ne peut pas faire plus éloigné comme programmes. Comme grand écart, ça se posait là ! *(Rires).*

N'est-il pas en train de se passer la même chose au Festival de Cannes ?

Exactement. Je trouve génial de me retrouver à la fois sur les marches grâce à *Un p'tit truc en plus*, tout en ayant un rôle dans *La Pampa*, un premier film d'auteur. Je sens que clignote au-dessus de la tête de certaines personnes du cinéma une sorte de « Code 404 » d'erreur. Cela me plaît beaucoup.

Qu'est-ce qui vous a attiré dans *La Pampa* ?

Avant tout, son réalisateur, Antoine Chevrollier. Je le suivrai partout où il voudra m'emmener. C'est grâce à lui que j'ai mis le pied dans cette autre famille de cinéma qui m'accueille à Cannes. C'est lui qui m'a fait passer les essais pour *Le Bureau des légendes*. À l'époque, c'était un contre-emploi total. La première fois qu'on me voyait dans un rôle très différent de ce que je faisais d'habitude. Même si nous venons d'univers très différents, nous avons le même ADN, la même façon de travailler, la même passion.

Comment vous a-t-il proposé de jouer dans son film ?

Il a été très direct : *« Es-tu prêt à perdre trente-cinq kilos en quatre mois ? »* J'ai répondu oui, et lui ai demandé pourquoi. Il avait un rôle et voulait que ce soit moi.

Pourquoi avoir relevé ce défi ?

J'ai accepté parce que c'était bien pour moi. J'ai toujours dit que perdre beaucoup de poids ne me poserait pas de problème si un rôle le justifiait. J'ai un côté jusqu'au-boutiste. Quand je décide de faire quelque chose, je le fais à fond. Et puis je n'avais pas envie de décevoir Antoine. Quelque part, c'était pour moi un combat contre tous ces gens qui ne croient pas en moi. Là, aujourd'hui, cela me permet de leur dire : *« Voilà ! Je suis à Cannes sur le tapis rouge. »* Les quatre mois de régime intensif sont oubliés. Il y a quelque chose d'une revanche bien sûr. C'est ce qui me pousse à agir dans la vie, je suppose que c'est mon moteur.

> **« J'adore que l'on n'arrive pas à me mettre dans une case »**
>
> **Artus**

Qu'est-ce qui vous a réellement motivé ?

J'aime changer de tête. Surtout si un rôle m'excite. Si je jette un regard rétrospectif sur les personnages que j'ai joués jusqu'à présent, j'ai été tour à tour un Apache, un espion ou un jeune en situation de handicap. C'est ça le métier d'acteur : être un Fregoli, être capable de modeler son corps en fonction des personnages, un peu à la manière d'un Christian Bale, le roi de la transformation, qui pèse 38 kg dans *The Machinist*, puis grossit jusqu'à 90 kg pour arborer une musculature de colosse de foire dans *The Dark Knight*. J'adore que l'on n'arrive pas à me mettre dans une case. Grâce à Antoine Chevrollier, j'ai pu surprendre tout le monde. Antoine et moi avons en commun d'être tous les deux très perfectionnistes.

Comment s'est déroulé le tournage ?

Cela s'est idéalement passé, dans l'enthousiasme et la bonne humeur. Pour moi, *La Pampa* est un western, pas uniquement un film sur le motocross. Et puis, j'ai besoin d'être à l'aise pour donner le meilleur. Si je sens qu'un technicien sur le plateau ne m'aime pas, je vais le voir très vite avant que ne commence la prise pour lui demander ce qu'il y a, pour que nous en discutions ensemble. Sinon, je sais que cela va me miner toute la journée.

Pensez-vous que le cinéma en salle est en danger avec la montée en puissance des plateformes de streaming ?

Je n'ai jamais envisagé de tourner mon premier film pour une plateforme de streaming. Pour moi, le cinéma est une expérience collective. Et puis, ça m'énerve qu'à la télévision on puisse couper les films avec des publicités. Est-ce que cela viendrait à l'esprit des musées de couper *La Joconde* en deux par un bandeau Uber Eats ? Personne ne coupe un morceau de musique sur une plateforme d'écoute. Les films, c'est la même chose. Un film c'est une œuvre. Un point c'est tout.

Qu'est-ce que cela vous fait d'être à Cannes ?

Pour mon premier festival, je ne pouvais pas rêver mieux. C'est un moment magique à vivre. Être à Cannes sur le tapis rouge avec l'équipe d'*Un p'tit truc en plus*, c'est un kif total. Cela permet de prolonger le plaisir et d'envoyer un message fort.

Après trois semaines d'exploitation, comment expliquez-vous le succès d'*Un p'tit truc en plus* ?

Le succès à ce niveau-là, on ne peut jamais le prévoir. Le tournage a été un moment unique. N'importe quel technicien ou membre de l'équipe vous le confirmera. Ce succès, je me demande tous les jours d'où il vient. Peut-être que les gens ont senti l'authenticité, cette façon différente d'aborder le handicap. Et puis dans l'actualité anxiogène plus qu'oppressante d'aujourd'hui, il y avait sans doute l'envie de voir une comédie pleine d'humanité. Je reçois chaque jour des messages de gens de tous les bords politiques, de toutes les religions et de tous les âges qui me remercient. J'ai le sentiment d'avoir réalisé un film qui rassemble. Ce n'est déjà pas si mal. ■

« Motel Destino » : le thriller brésilien dans de sales draps

Françoise Dargent

En compétition, Karim Aïnouz met en scène un jeune homme pris au piège dans un « love hotel » miteux de la côte du Nordeste. Laborieux.

Un an après le *Jeu de la reine*, évocation très réussie de Catherine Parr, dernière femme d'Henri VIII, le cinéaste brésilien Karim Aïnouz revient sur la Croisette. La transition est rude. Fini le faste de la cour des Tudor, bienvenue au motel. Celui-ci donne son nom au film, en l'occurrence *Motel Destino*, une adresse pas chic sur la côte du Nordeste. Les clients y vont pour quelques heures, en couple ou à plusieurs. Les gérants sont très ouverts. Ils proposent même des sextoys. Les couleurs vives des murs et des draps peinent à cacher la décrépitude glauque de l'endroit.

Poursuivi pour ne pas avoir respecté un contrat criminel, le jeune Heraldo s'y est réfugié après quelques péripéties qui laissent augurer une propension à attirer la poisse. Mais il sait tout faire et le motel en a bien besoin. Elias, le tenancier aux faux airs de Chuck Norris brésilien, et sa compagne Dayana l'installent au fond du jardin avec les poules et les deux ânes. Le voilà intégré à l'affaire qui se passe de mots mais non de gémissements. Ceux-ci constituent l'essentiel de la bande sonore lorsque Heraldo est dans le motel. *« Il y a même des clients qui hurlent comme si on les écartelait »*, prévient Dayana en charge de l'apprentissage du nouvel employé. Concernant le room service de cet hôtel très particulier, une trappe s'ouvrant du couloir sur la chambre permet de déposer au client ce qu'il demande et à Elias de jouer les voyeurs. Si, depuis 2000, les scènes de sexe ont chuté de 40 % à Hollywood, comme le dit une étude récente, le Festival de Cannes semble s'être donné pour mission de redresser la barre.



Heraldo (Iago Xavier) et Dayana (Nataly Rocha) dans une romance érotico-kitsch un peu convenue. SANTORO

Heraldo observe tout ceci avec une mine circonspecte. Il exécute ses tâches avec une abnégation douloureuse, sort un python du Jacuzzi, étend des dizaines de draps et aide le couple à brûler le cadavre d'un client mort d'avoir avalé trop de Viagra. Il sait qu'il est encore mal tombé, mais Dayana est gentille et même plutôt attirante. Quand il rêve, des visions du motel peuplé de fantômes l'assaillent.

Avatar de Bolsonaro

Au sujet de *Motel Destino*, Cannes faisait bruisser la rumeur d'un « thriller érotique en mode caliente ». Un bruissement un peu présomptueux pour qualifier ce *Shining* du pauvre assaisonné à la sauce brésilienne. L'intrigue ne décolle pas vraiment puisque tout est assez prévisible : le jeune homme pris au piège qui tombe amoureux de la femme de son patron, l'ancien enfant pauvre battu par son beau-père qui fait un pacte avec la compagne violentée par un sale type. Attention, touche politique : d'après le réalisateur, Elias est censé être un avatar de Bolsonaro. Il fait bien de le signaler, cela manquait au tableau qui met aussi en scène deux ânes forniquant (touche comique) et une chef de gang qui peint des croûtes surréalistes (touche féministe).

Dans le *Jeu de la reine*, Karim Aïnouz avait porté un soin minutieux à reconstituer la cour d'Angleterre comme dans un tableau. Il réussissait à immerger le spectateur dans l'univers quasi carcéral de la reine d'Angleterre sous l'emprise de son fou de mari. L'élégance était en majesté. Il troque ici sa palette de maître pour une photographie saturée de couleurs qui, à la longue, lasse l'œil. Hitchcock peut dormir tranquille. *Psychose* reste le meilleur film de motel de l'histoire du cinéma. Et *Motel destino* une médiocre variation érotico-kitsch. ■

« Motel Destino »
Thriller de Karim Aïnouz
Avec Fabio Assunçao, Nataly Rocha, Iago Xavier
Durée : 1h55
Notre avis : ●○○○
Date de sortie non communiquée

Les caves et coupoles du Vatican

Benjamin Puech

À l'aide d'une technologie 3D, ce documentaire éclaire la construction des grands monuments du Saint-Siège, superbes et démesurés.

Certains y ont travaillé des années sans même réussir à concrétiser leurs plans. Cinq architectes principaux se sont attelés à penser, à créer ou à parfaire le bâtiment. Parmi eux, Bramante ou Michel-Ange. Saint-Pierre de Rome, un chantier lancé en 1506 sur les lieux d'une ancienne basilique à l'architecture devenue trop confuse, allait devenir la plus grande église chrétienne au monde. Cent vingt ans furent nécessaires pour parachever cet édifice de deux cents mètres de long, d'une superficie de 20 000 m², capable d'accueillir 60 000 fidèles. Ce morceau de bravoure que constitua son érection occupe une place centrale dans le documentaire *Vatican, mégastructures au cœur de Rome*. Mégastructures ? Le terme a quelque chose d'un peu anachronique ici. Mais il traduit la volonté des auteurs de faire visualiser au téléspectateur la démesure des grands complexes architecturaux du Saint-Siège. *« Pour éclairer ces mégastructures, nous bénéficions de nouveaux moyens de mise en scène depuis quelques années. La 3D est au documentaire historique ce qu'a été le drone aux programmes de découverte. Elle nous a permis de réinventer des sujets »*, s'enthousiasme Christophe Sommet à la tête de la chaîne Histoire TV, qui s'est fait une spécialité, entre autres, de ces documentaires architecturaux immersifs.

Les prouesses de Michel-Ange

Ainsi découvre-t-on à l'aide de cette technologie comment l'exceptionnelle coupole de la basilique Saint-Pierre, posée à 130 mètres d'altitude, a réussi à traverser les siècles et à résister aux intempéries. Grâce notamment à un large cerclage de fer et à une double paroi interne. Un dispositif imaginé par Michel-Ange, perfectionné et mis en place par Giacomo Della Porta. Fourmillant de détails instructifs, le documentaire explique également que l'imposante façade de la basilique, érigée au début du XVIIe siècle sous les ordres de l'architecte Carlo Maderno, devait donner à l'édifice l'air d'un palais. Afin que le lieu de culte puisse ressembler, aussi, à un lieu de pouvoir temporel. La place Saint-Pierre, quant à elle, doit sa gracieuse ovalité à l'inspiration de Michel-Ange, et ses deux cent quatre-vingt-quatre colonnes, au savoir-faire du Bernin.



RMC PRODUCTION/HISTOIRE TV

L'exceptionnelle coupole de la basilique Saint-Pierre, posée à 130 mètres d'altitude, a réussi à traverser les siècles et à résister aux intempéries.

La caméra se glisse ensuite dans la chapelle Sixtine à l'heure où les touristes dorment encore. Une salle des palais pontificaux, construite à la fin du XVe siècle, dont l'architecture extérieure massive tranche avec la magnificence des plafonds peints par Michel-Ange au prix de bien des courbatures. Le peintre et sculpteur florentin a dû se contorsionner trois ans durant sur des échafaudages en bois. Avant lui, le plafond, habillé de bleu, représentait une voûte céleste. *« Michel-Ange a imaginé une décoration qui ne ressemble à rien de ce que l'on avait vu auparavant »*, explique l'historienne de l'art Elizabeth Lev.

Vatican, mégastructures au cœur de Rome s'aventure au-delà des monuments les plus célèbres. Et fait visiter, par exemple, la Tour des vents édifiée en 1578. Le pape Grégoire XIII y a fait venir des jésuites astronomes et des mathématiciens du Collège romain pour préparer la grande réforme calendaire qui porte son nom. Elle allait permettre de réaligner les jours de l'année sur la véritable course du soleil. L'on se promène aussi le long du Passetto de Borgo, un long corridor solidement protégé qui prouva son utilité à la toute fin du XVe siècle lorsque les hommes du roi de France, Charles VIII, pénétrèrent et saccagèrent Rome. Il s'agissait d'un épisode des guerres d'Italie, à peine mentionnées ici. Généreux en reconstitutions 3D, le documentaire manque un peu de mises en perspective historiques. Elles auraient pourtant donné plus de relief encore aux joyaux du Vatican ressuscités sous nos yeux. ■

« Vatican - Mégastructures au cœur de Rome »
À 20 h 55, sur Histoire TV
Notre avis : ●●●○

« Little Bird », la tragédie d'une déracinée

Julia Baudin

Poignante, cette série d'Arte illustre le sort des milliers d'enfants amérindiens enlevés à leur famille par les services sociaux nord-américains.

Le jour de ses fiançailles, Esther Rosenblum le comprend. Elle ne pourra s'accomplir en tant que femme, épouse, mère et membre de sa communauté d'adoption tant qu'elle n'aura pas éclairci le mystère de ses origines.

Fable sociale de la créatrice canadienne Jennifer Podemski et de la réalisatrice Zoe Leigh Hopkins, *Little Bird* revient sur la rafle de milliers d'enfants amérindiens par les services sociaux d'Amérique du Nord dans les années 1960 avec pour ambition de les confier à l'adoption. Une pratique qui a perduré jusque vers 1980 sans que personne ne s'en émeuve et qui fait ici pour la première fois l'objet d'un récit. Au fil d'une quête rendue difficile par un déni quasi généralisé et les disparitions d'archives, Esther comprend qu'elle est originaire de la réserve Long Pine au Canada, qu'elle avait des frères et des sœurs, un prénom – Bezhig Little Bird –, des parents aimants et qu'elle a été arrachée aux siens à l'âge de 5 ans pour devenir l'enfant unique d'une famille juive aisée de Montréal.

Une seconde naissance

Les six épisodes de cette série portée et dirigée par une équipe composée majoritairement, et pour la première fois, d'autochtones, sont bouleversants. Par la beauté sublime des prairies qu'Esther traverse, l'âpreté des témoignages qu'elle recueille, sa volonté farouche d'explorer son passé. Cette œuvre explore le traumatisme, la perte mais aussi la résilience comme le confirme la comédienne Darla Contois, magnifique de candeur et d'intelligence dans la peau de Bezhig. Un personnage qui s'offre *« comme une seconde naissance »*, relève-t-elle. En marge du récit construit sur deux époques, les années 1960 et les années 1980, la question du communautarisme se pose. Comment la jeune femme pourrait être une vraie juive alors même que sa mère biologique ne l'est pas, se demande-t-on dans l'entourage des Rosenblum ?

Plutôt que d'y répondre par des théories et des discours, Jennifer Podemski, anichinabée par sa mère et juive par son père, soit un profil très similaire à celui d'Esther-Bezhig, répond par cette série. *« J'avais ce projet en tête depuis si longtemps. Celui d'un récit en effet très personnel mais aussi et peut-être surtout, réconciliant. Entre ma mère biologique, sa trajectoire, la mienne, le système, mes souvenirs d'enfance. Et ce récit devait être fort et beau, ce que je n'aurais pas réussi à faire sans l'aide de cette formidable équipe, en particulier Jeremy Podeswa. »* L'on doit à ce dernier, réalisateur, mais producteur exécutif sur *Little Bird*, des séries comme – excusez du peu – *Game of Thrones*, *The Handmaid's Tale*, *The Loudest Voice*, et plus récemment *Le Problème à trois corps*. Maître des grands effets comme de l'image réduite à son plus simple appareil, sa participation a permis au projet de prendre l'ampleur qu'il connaît aujourd'hui.

Cette « rafle des années 1960 » a concerné 20 000 enfants issus des communautés des Premières Nations, métisses et inuites. Elle n'est pas sans rappeler les rapts commis pendant les deux premiers tiers du XXe siècle jusque dans le sein des institutions religieuses occidentales, irlandaises notamment. *Little Bird*, comme le film de Stephen Frears, *Philomena* ou la précédente série d'Arte, *Kidnapping*, avant elle, est un travail de mémoire universel. En l'espace de quelques mois, la série a reçu dix-neuf récompenses, rien qu'au Canada. Présentée à Séries Mania 2023 dans le cadre du Panorama international, elle y a également était acclamé à très juste titre. ■

« Little Bird »
À 20 h 55, sur Arte
Notre avis : ●●●◐

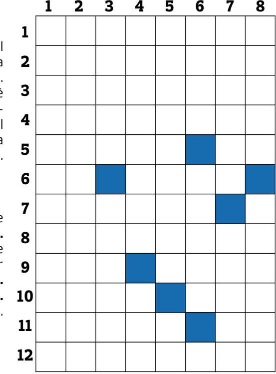
MOTS CROISÉS

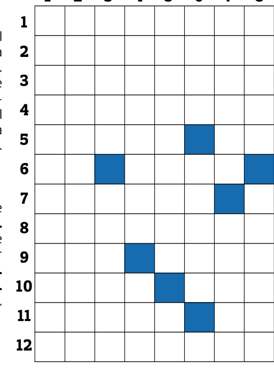
Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6612

HORIZONTALEMENT
1. A une mémoire de poisson rouge. – **2.** Du plus oriental des pays arabes. – **3.** Préparer avec du tan. – **4.** Va donner un coup de bars. – **5.** Elle passe en coup de vent. Cul de sac. – **6.** A eu l'approbation des Girondins. Divisé en trois. – **7.** Lourd et grossier. – **8.** Accords de coopération. – **9.** Feu dans la campagne. Petit logiciel d'apprentissage. – **10.** Tête blanche. Arbre de l'Himalaya au très haut sommet. – **11.** Places gardées et abrégées. Neurotoxine, extrêmement. – **12.** Mise à sec.

VERTICALEMENT
1. Exposer au danger. – **2.** Rangés sous la bannière étoilée. – **3.** Grandes ires. Imitation très brillante. – **4.** L'élixir des frères Gras. L'Égypte jusqu'en 1971 ou le président allemand jusqu'en 2004. – **5.** Vont recevoir entre deux portes. Omar cinématographique. – **6.** Repérable sur le cadastre. Attaque surprise. – **7.** Col blanc. Eau plate. – **8.** Le futur Henri IV y fit sa cour. Ne peut voir personne.





SOLUTION DU PROBLÈME N° 6611

HORIZONTALEMENT **1.** Impotent. – **2.** Marsalas. – **3.** Prés. You. – **4.** Lémurs. – **5.** Ici. Péta. – **6.** Cheires. – **7.** Aare. Nay. – **8.** Tuent. Ro. – **9.** Ismaël. – **10.** Ose. Sort. – **11.** Nénettes. – **12.** sétteimÉ.

VERTICALEMENT **1.** Implications. – **2.** Maréchaussée. – **3.** Premièrement. – **4.** Ossu. Iéna. Et. – **5.** Ta. RPR. Teste. – **6.** Élyséen. Loti. – **7.** Nao. Tsar. Rem. – **8.** Tsuga. Youtse.

SUDOKU

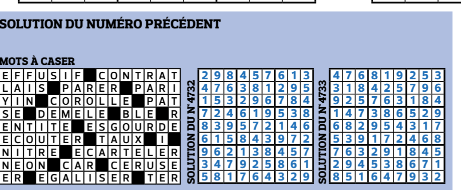
RCI-JEUX.com

GRILLE 4734 MOYEN

		2	1		8	7		
	5		7		4		6	
	8	9				1	5	
5			9	7	2			8
3	9						2	5
4								1
	3						8	
	7	5	6	2	3	4	1	
9				8				6

GRILLE 4735 CHAMPION

		6	5	9				
	9	2			7			8
							7	2
3			8	7				
					9	1		
6			3	2				
							5	4
	2	5			3			7
		4	7	6				



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

MOTS À CASER

E	F	F	U	S	I	F	■	C	O	N	T	R	A	T
L	A	I	S	■	P	A	R	E	R	■	P	A	R	I
Y	I	N	■	C	O	R	O	L	L	E	■	P	A	T
S	E	■	D	E	M	E	L	E	■	B	L	E	■	R
E	N	T	I	T	E	■	E	S	G	O	U	R	D	E
E	C	O	U	T	E	R	■	T	A	U	X	■	I	■
N	I	T	R	E	■	E	C	A	R	T	E	L	E	R
N	E	O	N	■	C	A	R	■	C	E	R	U	S	E
E	R	■	E	G	A	L	I	S	E	R	■	T	E	R

SOLUTION DU N° 4732

2	9	8	4	5	7	6	1	3
4	7	6	3	8	1	2	9	5
1	5	3	2	9	6	7	8	4
7	2	4	6	1	9	5	3	8
8	3	9	5	7	2	1	4	6
6	1	5	8	4	3	9	7	2
9	6	2	1	3	8	4	5	7
3	4	7	9	2	5	8	6	1
5	8	1	7	6	4	3	2	9

SOLUTION DU N° 4733

4	7	6	8	1	9	2	5	3
3	1	8	4	2	5	7	9	6
9	2	5	7	6	3	1	8	4
1	4	7	3	8	6	5	2	9
6	8	2	9	5	4	3	1	7
5	3	9	1	7	2	4	6	8
7	6	3	2	9	1	8	4	5
2	9	4	5	3	8	6	7	1
8	5	1	6	4	7	9	3	2

MOTS À MOT

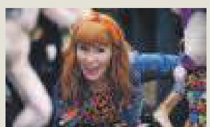
En regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



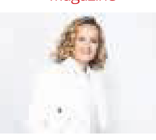
21.10 HPI
Série. Policière



Fra. 2024. Saison 4. Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou. 3 épisodes. À l'hôpital pour passer son échographie, Morgane est appelée sur une scène de crime : le docteur Bubé a été assassiné à coup d'extincteur. Morgane enquête avec Karadec.

00.35 Balthazar. Série. Policière. En apparence. Avec Tomer Sisley.

france•2 — 20.35 L'événement
Magazine



Prés. : Caroline Roux. 2h30. Spéciale élections européennes : le débat Gabriel Attal – Jordan Bardella. Le chef du gouvernement Gabriel Attal participe à un débat face à la tête de liste du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, en vue des élections européennes.

23.05 Nous, les Européens. Mag.

france•3 — 21.10 Une jeune fille qui va bien
Film. Drame

Fra. 2021. 1h44. Avec Rebecca Marder, André Marcon. Inédit. Alors que le conflit fait rage en cet été 1942, Irène, jeune Parisienne de confession juive, n'en a cure et continue de profiter pleinement de sa jeunesse.

22.55 La France en vrai. Doc.
00.40 Le Grand concert des régions : Ici c'est Aix-en-Provence. Spectacle.

CANAL+ — 21.10 The Old Oak
Film. Drame



GB/Fra/Blg. 2023. Réal. : Ken Loach. 1h53. Avec Dave Turner. L'arrivée de réfugiés syriens inquiète les habitants d'un village anglais. Le propriétaire du pub local et une jeune migrante s'allient pour apaiser les tensions.

23.00 Fatou en mode.... Doc.
23.50 Culture & Street. Doc.

arte — 20.55 Little Bird
Série. Dramatique



Can. 2023. Saison 1. Avec Darla Contois. 6 épisodes. Près de vingt ans après avoir été arrachée à sa famille et adoptée, Bezhig Little Bird, renommée Esther Rosemblum, part en quête de réponses sur ses origines.

01.30 Tuer l'Indien dans le coeur de l'enfant. Documentaire.

M6 — 21.10 Une journée en enfer
Film. Action

EU. 1995. Réal. : John McTiernan. 2h20. Avec Bruce Willis. Un policier alcoolique et un commerçant noir s'associent pour arrêter un terroriste, qui projette de faire sauter des bombes dans les rues de New York.

23.30 58 minutes pour vivre. Film. Action. Avec Bruce Willis.



19.45 Touche pas à mon poste ! Div.

21.20 La folie du camping-car
Documentaire. Fra. 2024. 1h38. Tristan, Maïté et leurs trois enfants veulent parcourir 4000 km en trois jours à bord de leur van pour atteindre le nord de la Norvège. Steve et Audrey ont jeté leur dévolu sur un camping-car vieux de 35 ans.

22.55 La folie du camping-car. Doc.



19.50 The Power : qui a le pouvoir ?

21.10 Les 20 chansons du Top 50 préférées des Français
Documentaire. Fra. 2024. 1h50. Ce voyage musical part à la découverte des vingt chansons les plus légendaires de ces quarante dernières années, de la 20e à la première place.

23.00 Les 20 chansons de Michel Sardou préférées des Français. Doc.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Balle perdue
Film. Action. Fra. 2020. Réal. : Guillaume Pierret. 1h50. Avec Alban Lenoir, Nicolas Duvauchelle. Accusé à tort d'homicide, un génie de la mécanique doit retrouver la preuve de son innocence : la balle du crime coincée dans une voiture disparue.

23.15 Hitman & Bodyguard 2. Film.

france•5

20.00 C à vous la suite. Talk-show.

21.10 James Webb, voyage aux origines de l'univers
Documentaire. EU. 2021. 1h30. Le télescope spatial James Webb va permettre de regarder les objets célestes créés peu après le Big Bang. Ce film fait découvrir l'épopée de sa conception et de sa fabrication.

22.40 C ce soir. Talk-show.



20.10 Direct Quinté. Magazine sportif.

20.40 Vintage Mecanic
Documentaire. Fra. 2020. Réal. : Karim Ben Mahmoud. 2h35. 2 épisodes. François Allain va s'attaquer à une véritable œuvre d'art italienne qui a marqué la fin des années 70 et le début des années 80, la Ferrari 308 GTS Quattrovalvole.

23.15 Flic story. Documentaire.

HISTOIRE TV

19.30 Andrew, le prince du scandale.

20.50 Vatican : mégastructures au coeur de Rome
Doc. Fra. 2021. 0h50. Au Vatican, la basilique Saint-Pierre, a été imaginée comme la plus grande église du monde. Mais sa construction a constitué un véritable casse-tête.

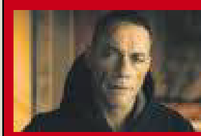
21.40 Vauban : mégastructures de génie. Documentaire

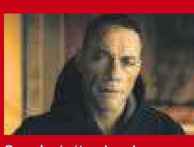
À LA DEMANDE



NETFLIX

Lukas





On ne le répétera jamais assez, quand un réalisateur prend le temps de s'intéresser à Jean-Claude Van Damme, le « Muscles From Brussels » se révèle un bon acteur, loin de l'image de ses premiers films 100% coups de poing. Julien Leclercq, à qui l'on doit «L'Assaut» ou «Braqueurs», et qui s'inscrit dans une veine du polar réaliste, l'a bien compris. Ainsi il plonge JCVD dans les bas-fonds de Bruxelles, dans le rôle d'un videur de boîtes de nuit doublé d'un papa poule, contraint d'infiltrer une organisation de criminels qui donne dans le trafic de stupéfiants entre la Belgique et les Pays-Bas. La mécanique fonctionne bien et parvient à mélanger atmosphère sombre et trame sociale : un thriller efficace au final !

LE FIGARO TV Île-de-France

13.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV.
Maxime Switek, présentateur sur BFMTV. Interviewé par Sarah Lecœuvre et Damien Canivez.
19.00 Bienvenue en Île-de-France.
Présenté par Victoire Sikora.

21.00





ECLECTIC PRODUCTION – 2013

De la Vendée au pays nantais
Documentaire.
22.30 Le Club Le Figaro Idées.
Sur le thème de la laïcité, Eugénie Bastié reçoit Abnousse Shalmani, essayiste et écrivain, et Philippe Val, ancien directeur de *Charlie Hebdo*.

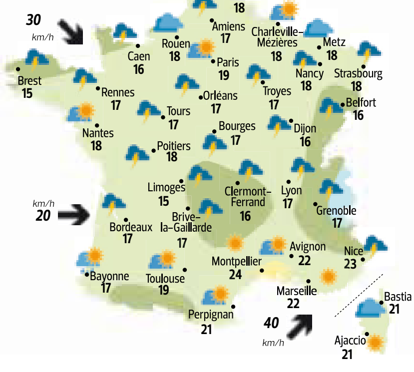


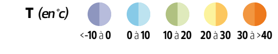
ÉPHÉMÉRIDE St-Didier
Soleil : Lever 05h58 - Coucher 21h36 - Pleine Lune

MATIN

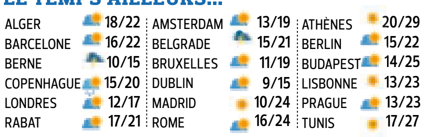
Lille 12 · Amiens 9 · Charleville-Mézières 9 · Metz 10 · Rouen 10 · Caen 12 · Paris 12 · Nancy 10 · Strasbourg 11 · Brest 11 · Rennes 9 · Orléans 11 · Troyes 11 · Belfort 10 · Tours 11 · Nantes 10 · Bourges 11 · Dijon 10 · Poitiers 11 · Limoges 10 · Clermont-Ferrand 10 · Lyon 13 · Grenoble 11 · Brive-la-Gaillarde 11 · Bordeaux 12 · Avignon 15 · Nice 16 · Bayonne 13 · Toulouse 12 · Montpellier 15 · Marseille 16 · Bastia 11 · Perpignan 15 · Ajaccio 11 · Vent 30 km/h, 20 km/h, 30 km/h

APRÈS-MIDI

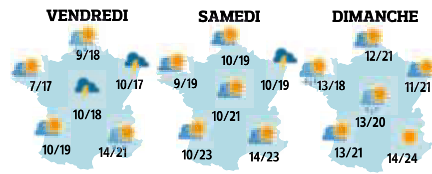




LE TEMPS AILLEURS...

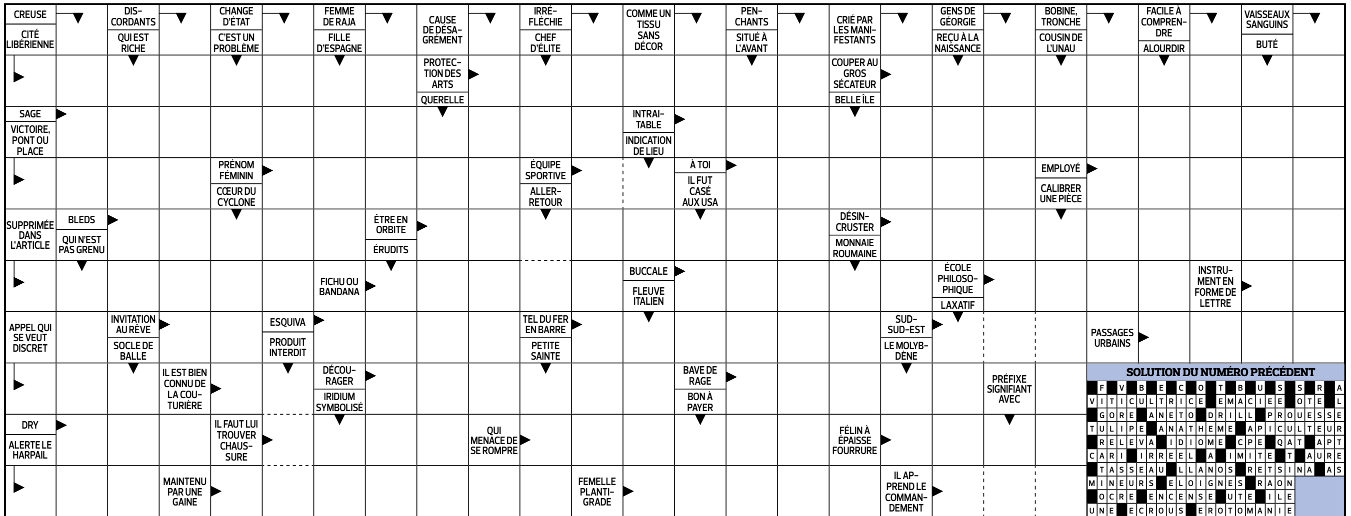


Ville	Temp.	Ville	Temp.	Ville	Temp.
ALGER	18/22	AMSTERDAM	13/19	ATHÈNES	20/29
BARCELONE	16/22	BELGRADE	15/21	BERLIN	15/22
BERNE	10/15	BRUXELLES	11/19	BUDAPEST	14/25
COPENHAGUE	15/20	DUBLIN	9/15	LISBONNE	13/23
LONDRES	12/17	MADRID	10/24	PRAGUE	13/23
RABAT	17/21	ROME	16/24	TUNIS	17/27





MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3838



LE FIGARO

PORTRAIT



Par **Gilles Festor**

Moins d'un an après l'ouverture du restaurant Datil à Paris, l'ex-championne d'escrime a obtenu une étoile au Guide Michelin.



« Une étoile, c'est un vrai boost, en moyenne, cela apporte 30 % de plus sur la fréquentation et aussi sur le chiffre d'affaires », déclare la chef étoilée Manon Fleury (ici le 1er avril, à Paris).

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Manon Fleury, chef sabre au clair

« Arrivée à 14 heures, entretien à 14 h 15 et séance photo à partir de 15 heures. » Programmer une rencontre avec Manon Fleury, c'est comme surveiller la cuisson d'un soufflé au fromage : une synchronisation à la minute près pour éviter une catastrophe sous la fourchette. Et pourtant, lorsque nous arrivons, à l'horaire fixé, au Datil, son restaurant niché au cœur d'une petite rue du 3e arrondissement de Paris, la jeune chef de 33 ans s'excuse d'emblée pour le léger retard. Elle et sa fine équipe féminine sont encore en plein conciliabule. On tend une oreille indiscrète. Ça phosphore. Les idées fusent à mille à l'heure. Ça parle de sauce pili-pili, d'aïoli, de tuile, de turbot, de rayon de miel venu de Bourgogne et de quenelle de Saint-Jacques avant que chacun ne retourne aux fourneaux plancher sur le service du soir.

Il faut dire que, depuis quelques semaines, Manon Fleury n'a plus une minute à elle. Les sollicitations médiatiques pleuvent. Le 18 mars, elle et son équipe ont été couronnées d'une première étoile Michelin alors que le restaurant n'avait ouvert que depuis six mois. *« Les réservations explosent. Le restaurant marchait déjà très bien mais là, on est au maximum des capacités,* explique-t-elle d'entrée de jeu. *Une étoile, c'est un vrai boost, en moyenne cela apporte 30 % de plus sur la fréquentation et aussi sur le chiffre d'affaires. »*

Cette première consécration dans le célèbre Guide rouge ne fut qu'une demi-surprise. Quelques jours avant la remise à Tours, elle avait été conviée par « Bibendum » à la cérémonie 2024 sans en savoir davantage sur la raison de cette convocation. *« On se doutait bien de quelque chose mais le guide décerne aussi parfois des prix un peu spéciaux »*, avoue en souriant cette ancienne athlète de haut niveau passée par l'équipe de France de sabre en 2009. *« L'escrime et les compétitions, j'ai l'impression que c'est une autre vie, ça fait tellement longtemps »*, tranche la Bourguignonne biberonnée à l'adrénaline des tournois d'escrime. Une pression dont elle se nourrit et qu'elle va désormais chercher en cuisine, surtout pendant les coups de feu au Datil. *« Sabre en main ou dans mon restaurant, c'est un peu pareil, j'ai toujours cherché cette excitation avec la volonté de repousser sans cesse les limites. Un service, c'est une drogue dont je ne peux me passer. Pendant le Covid, ça me manquait tellement que j'en venais à rêver de tout ça. »*

De la pratique de l'escrime au plus haut niveau en sélection, Manon Fleury, qui porte haut les couleurs d'une *« cuisine gastronomique, portée sur le végétal à 80 %, sensible, poétique et moderne avec zéro déchet »* (son bouillon à base de peau de pomme de terre torréfié fait un malheur), a aussi retenu une manière à part de diriger ses troupes. Au Datil, dont le nom s'inspire d'une ancienne variété de prunes qui a failli disparaître, le mot brigade a ainsi été banni du vocabulaire. *« Il y a un côté trop militaire. La nouvelle génération souhaite en finir avec cet imaginaire. Je préfère l'image de l'équipe, comme dans le sport. Il y a une idée d'émulation et d'écoute. Je sais bien que cela tranche avec le côté très vertical du management qu'on a l'habitude de voir en cuisine mais c'est ma manière de voir les choses même si, à un moment, c'est quand même à moi de trancher »*, détaille-t-elle.

La chef, très tendance actuellement dans la capitale, est aussi une jeune femme de son temps qui a épousé certains combats de sa génération. *« On fait tout pour mettre en avant certaines valeurs qui n'ont pas toujours été défendues dans notre métier. Je veux absolument valoriser tout le monde, quelle que soit la place qu'il occupe dans le restaurant »*, insiste-t-elle avant d'évoquer un autre combat qui lui tient à cœur avec l'association Bondir.e dont elle est cofondatrice et qui lutte contre les violences dans le monde de la restauration.

« C'est un sujet tabou dont on parle très peu alors qu'il y a trois ans, on a été à deux doigts de vivre un #MeToo de la restauration », éclaire la Dijonnaise de naissance qui martèle : *« Je n'ai pas été victime mais témoin de choses qui se passaient mal. Le milieu est sclérosé par ce phénomène. Alors je vais dans les écoles hôtelières et j'interviens pour expliquer d'où viennent ces violences et leurs mécanismes et comment se défendre. »*

Manon Fleury a fait de ces engagements sociétaux une priorité de sa vie mais elle n'a pas totalement rompu les ponts avec sa première passion, le sport et l'escrime, même si elle préfère désormais le yoga qu'elle pratique une fois par semaine dans le restaurant en poussant les tables. À la demande d'« Envoyé spécial » qui lui a consacré un long reportage récemment, elle a pu remettre son casque, les cuissardes et les gants pour une séance. *« Tout est revenu très vite, ça m'a donné l'envie de m'y remettre mais je n'ai plus le temps,* explique cette ambassadrice au service des volontaires pour les JO 2024. *J'aime l'idée de faire des parallèles entre le sport et la cuisine, qui doivent être des vecteurs d'ascension sociale et de mixité. J'ai essayé de les motiver. »*

« Sabre en main ou dans mon restaurant, j'ai toujours cherché cette excitation avec la volonté de repousser sans cesse les limites »

Devant les caméras du service public, Manon Fleury a défendu la féminisation de la gastronomie française dont elle est désormais devenue une des porte-drapeaux : *« On a trop longtemps servi le discours consistant à dire que ça n'intéressait pas les femmes alors qu'un élève sur deux en école hôtelière est une femme. Cette année encore, il n'y avait que 10 % des étoilés qui étaient des femmes, c'est trop peu et je me bats pour que cette part augmente. »* Manon Fleury assume d'exercer de la discrimination positive au sein du Datil au moment de sélectionner les CV. *« Je veux juste valoriser des femmes à des postes de responsabilité mais je n'exclus pas les hommes »*, assure-t-elle en soulignant qu'il y a *« aussi des garçons dans l'équipe »*.

Ce coup de projecteur a valu à Manon Fleury des critiques sur les réseaux sociaux, la faisant passer pour un ayatollah du féminisme. *« Notre société ne nuance plus les choses, c'est un vrai problème. Je veux juste faire évoluer la situation et permettre qu'on s'approche un jour de la parité »*, se justifie-t-elle. Qu'importe, les critiques acides d'internautes cachés derrière leurs écrans n'ont pas ébranlé la jeune femme qui poursuivra son combat derrière le tablier. *« Heureusement, il y a quand même eu des réactions positives et le reportage a servi notre cause. C'est de la bêtise. Je ne vais pas commencer à me faire déstabiliser par les détracteurs »*, conclut-elle. L'escrime, c'est d'abord l'art de porter l'estocade mais c'est aussi savoir parer les coups. Même les plus bas. ■

UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Humoriste (u-mo-ris-t') n. m.
Drôle qui ne l'est pas toujours.

L'humoriste Guillaume Meurice est convoqué par une commission de discipline de Radio France pour avoir récidivé, en reprenant une plaisanterie très douteuse.
Le mot vient de l'anglais *humorist*, qui lui-même vient du français et désigne une personne fantasque : étymologiquement, qui a des humeurs.
À condition que l'une d'elles soit bonne, nul n'y voit d'objection.
Qu'est-ce qu'un humoriste ? Quelqu'un qui pose un œil sarcastique sur la nature humaine, qu'il doit savoir humer.
Quelqu'un dont l'humour ne doit pas toujours emprunter le même sens.
D'une soirée au spectacle d'un bon humoriste, on doit ressortir les larmes aux yeux : humides d'avoir tant ri. Si la salle, à une plaisanterie, murmure « hum, hum… », la question est posée : son dessein d'humour est-il accompli ?
En l'espèce, il semble que non.
L'humoriste tancé vit aujourd'hui cette situation comme une humiliation pour son talent, dont il ne doute pas.
Car l'humour requiert certainement la chose la moins répandue dans ce milieu : l'humilité. ■

LE FIGARO littéraire



ROMAN

MADELEINE METEYER PLONGE EN EAUX TROUBLES CHEZ LES JEUNES DE LA HAUTE BOURGEOISIE PAGE 4

PAOLO COGNETTI

L'ITALIEN LIVRE UN NOUVEAU CONTE MONTAGNARD CISELÉ PAGE 5



Résurrection d'Anatole France



FONDATION NAPOLÉON/PHOTO12 VIA AFP; CAMILLO BALOSSINI/ROBERTHARDING VIA AFP; MARTIN-DM/GETTY IMAGES

DOSSIER À sa mort, en 1924, l'auteur des *Dieux ont soif*, prix Nobel de littérature unanimement célébré de son temps, fut l'objet d'une violente cabale littéraire qui l'a réduit à l'oubli. Pourquoi mérite-t-il d'être redécouvert ? PAGES 2 ET 3

De Luca, le joueur

LA CHRONIQUE
d'Étienne de Montety

Le mikado est ce bon vieux jeu qui consiste à essayer de saisir d'un bâtonnet dans un tas sans faire bouger l'ensemble. On s'étonne de voir Erri De Luca s'y intéresser : en littérature, ce sont les échecs qui ont la faveur des écrivains. C'est sous-estimer un homme sûr de son art qui fait du mikado une riche métaphore : quelque chose de nous peut être ébranlé ou seulement touché par un mot, une rencontre, et nous nous en trouvons changé irrémédiablement. C'est valable pour la vie, et pour la lecture d'un livre.

Le roman commence par un face-à-face entre un homme qui campe dans la montagne à la frontière entre l'Italie et la Slovénie et une jeune gitane en rupture de ban. On comprend que la menace plane. Leur dialogue est âpre. C'est un affrontement verbal. « *C'est comment d'être vieux ? C'est quand on te parle et qu'on glisse le mot "encore". Vous travaillez encore ?* » Les mots se heurtent et, comme au mikado où les baguettes sont sans cesse déplacées, leur conversation reprend sur un autre sujet, sans que son intensité diminue.

Qui sont-ils ? Ils n'ont pas de prénoms. Ils sont l'éternel humain face à la marche des sociétés. Il nous suffit de comprendre que la jeune femme est indomptable, capable d'écarts imprévisibles. Lui est horloger, à l'inverse, il conçoit le mouvement comme une succession d'enchaînements imperceptibles. Il initie la jeune fille au mikado et à ses secrets : ses doigts d'artisan font merveille pour jouer sans faire s'écrouler l'édifice. Le jeu séduit la jeune fille, car il ressemble au peuple nomade qui se déplace (tente de se déplacer) sans perturber la société qui l'entoure.

Dans leur joute, on comprend que chacun cherche à percer le secret de l'autre, tout en préservant le sien. Le mystère des deux existences s'éclaircira au fur et à mesure que se complique l'intrigue : leur rencontre n'est peut-être pas si fortuite qu'elle en a l'air.

Au dialogue quasi théâtral succèdent des lettres écrites plusieurs années après. Elles sont signées d'une femme qu'on reconnaît. On comprend que la gitane a fait sa vie, loin du campement de ses pères. Elle cherche à renouer avec celui qui lui tendit la main et l'instruisit patiemment. Des cahiers rédigés par celui-ci achèvent de faire la lumière sur chacun des protagonistes de l'histoire.

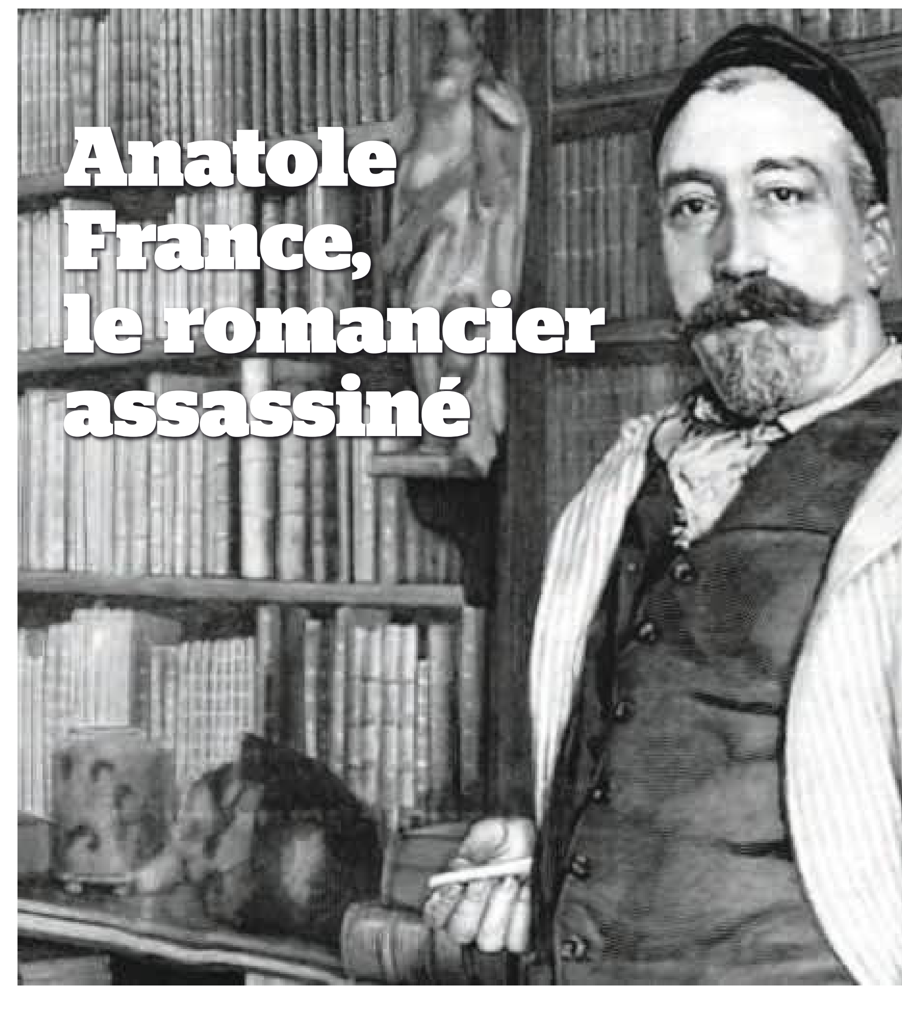
Peut-on dire que l'horloger n'était pas précisément l'homme tranquille qu'on rencontre dans les premières pages ? Oui, mais pas davantage.

Laissons à De Luca le soin de dénouer son histoire. Vie en altitude, art d'évoluer discrètement dans les marges de la société tout en professant une morale personnelle, il ressemble au personnage de son livre. Et notamment sur ce point : « *J'ai plus d'années que de kilos* », dit-il ; son immense talent réside dans sa façon de faire tenir beaucoup dans peu de mots.

Les Règles du mikado est un petit livre dense comme un poing dressé, et intense de bout en bout car il contient quelques-uns des enjeux humains les plus cruciaux d'aujourd'hui. De Luca parle avec une profondeur qui n'exclut jamais la finesse et la légèreté. C'est un très grand écrivain, discret, et dont la parole pourtant porte. Il n'a pas besoin de tribune pour crier et défendre les causes qui lui sont chères. Ses romans parlent avec lui. Ils parlent pour lui. ■



LES RÈGLES DU MIKADO
D'Erri De Luca, traduit de l'italien par Danièle Valin, Gallimard, 160 p., 18 €.



Anatole France, le romancier assassiné

Pourquoi tant de haine ?

Par Benoît Duteurtre

Dans *Les dieux ont soif*, en pleine Révolution française, le jeune artiste Évariste Gamelin rêve d'un monde vertueux. Pour en finir avec des siècles d'inégalités et d'abus de pouvoir, il voudrait effacer les rois et valets des jeux de cartes et les remplacer par des allégories de l'égalité ou de la fraternité. Il siège au tribunal révolutionnaire où, porté par de nobles sentiments, il n'hésite pas à envoyer quelques proches à la guillotine. Il laisse parler son cœur et ses idéaux car, note Anatole France, ceux qui jugeaient *« avec le cœur, ceux-là condamnaient toujours »*. L'infernale mécanique du Bien finira par conduire Évariste lui-même à l'échafaud, et l'auteur souligne avec ironie ces paradoxes de la destinée humaine. Son roman de 1912 fut longtemps considéré comme un fleuron de la littérature, plus encore après le Nobel qui avait couronné Anatole France en 1921. Et je me rappelle avec quelle sympathie Milan Kundera évoquait ce récit qui se déroule sous la Terreur, mais décrit bien aussi la Tchécoslovaquie communiste, tout comme il parle de notre présent et de ses croisades vertueuses. On saisit à sa lecture des vérités profondes, comme cette cohabitation *« de l'histoire dramatique et du quotidien banal »*, quand Gamelin et ses amis (dont il fera trancher la tête) s'en vont festoyer amicalement dans une auberge.

LES DIEUX ONT SOIF
D'Anatole France, Calmann-Lévy, 300 p., 26 €.

Dans son dernier essai, *Une rencontre*, Kundera évoque la réputation internationale dont jouissait encore Anatole France dans sa jeunesse ; mais aussi son étonnement d'avoir découvert que le grand romancier figurait, dans le monde littéraire français, sur une sorte de « liste noire ». Cette situation remontait à la mort de l'écrivain, le 12 octobre 1924, et au « procès » posthume intenté par quelques jeunes surréalistes pressés de bousculer la scène littéraire. Dans le pamphlet intitulé *Un cadavre* (*lire ci-dessous*) Aragon lui reproche son *« ironie »* (devenu romancier, il reviendra sur ce jugement) et Breton, particulièrement violent, dénonce *« le scepticisme, le réalisme, le manque de cœur »*. Bref, ce qui pourrait apparaître comme les qualités d'un romancier (ironie, distance, réalisme) constitue la base du réquisitoire des jeunes poètes qui prônent une expression spontanée, bouleversant les codes du langage pour atteindre des vérités intérieures. Ce procès allait donner le ton pour les générations à venir, comme si la parole moderne des surréalistes suffisait à renvoyer pour toujours Anatole France dans la case d'une littérature bourgeoise et d'un classicisme suranné. Paul Valéry allait porter le coup de grâce dans son discours de réception à l'Académie française où, loin de rendre hommage à son prédécesseur… il ne cita pas une fois son nom. Il est vrai que le vénérable poète et penseur ne prisait guère, lui non plus, le genre romanesque et ses enchantements : tout ce que France illustre par ses histoires, ses personnages et son tableau vivant de l'humanité, regardée avec cette distance qui distingue le roman de la poésie.

L'écrivain a découvert la littérature à Paris, sur les quais de la Seine, dans la librairie paternelle qui se nommait Librairie de France, d'où son pseudonyme. L'amour des livres ressurgit partout dans son œuvre dont les principaux personnages sont souvent des érudits vivant près de leur bibliothèque, compulsant de mystérieux traités et tentant de déchiffrer avec une même curiosité le monde qui les entoure : tel Sylvestre Bonnard dans le roman qui porte son nom, et monsieur Bergeret, dans le cycle *Histoire contemporaine*, où ce savant mène une existence tranquille sous le regard placide de son chien Riquet (France en profite pour imaginer les pensées de l'animal rassemblées sous le titre *Pensées de Riquet* : *« Une action pour laquelle on a été frappé est une mauvaise action. Une action pour laquelle on a reçu des caresses ou de la nourriture est une bonne action. »*). Né au milieu des livres, le jeune homme se voudra d'abord poète et son goût classique le rapprochera des parnassiens. Puis il va épouser l'ambition romanesque avec un premier succès, *Le Crime de Sylvestre Bonnard* (1881) et son héros, paisible membre de l'Institut entraîné jusqu'en Sicile par une histoire d'amour.

Une figure du monde des lettres

Anatole France excelle à brosser des pastiches délicieux des différentes époques, avec ce qu'il faut d'images, de détails, de vocabulaire et, derrière ces décors, à observer le jeu de l'existence en mêlant la sensibilité, l'intelligence et l'humour. Cet art culmine une première fois dans une série de livres subtilement reliés : *La Rôtisserie de la reine Pédauque* (1893) se déroule dans le Paris du XVIIIe siècle ; et on retrouve les mêmes personnages dans *Les Opinions de Jérôme Coignard* – abbé peu conventionnel qui débat dans une taverne de la rue Saint-Jacques pour savoir si un chien doit jeûner pendant le carême, ou si la nature est athée ; puis le cycle se prolonge encore avec *Les Contes de Jacques Tournebroche*. Le succès de ces livres, leur admirable facture vont faire de France une figure du monde des lettres. Élu à l'Académie française en 1893, il est également connu pour sa liaison avec Léontine Arman de Caillavet qui tient salon et va jouer un certain rôle en poussant l'écrivain à s'engager davantage dans la vie publique et politique. France est un dreyfusard de la première heure et ses opinions sociales progressistes le conduisent à se rapprocher de Jaurès avec lequel il partage l'amour du grec, et même à soutenir le parti communiste après le congrès de Tours. Il finit toutefois par se lasser de Léontine et, comme dans un vaudeville, il épousera sa femme de chambre en 1920 !

Outre les romans, Anatole France publie de nombreuses critiques littéraires, dont celle consacrée à l'écrivain Georges Ohnet, sauvé de l'oubli par quelques lignes savoureuses : *« Je n'avais jamais lu encore un livre aussi mauvais : cela même me le rendit considérable, et je finis par en concevoir une espèce d'admiration. M. Ohnet est détestable avec égalité et plénitude ; tout ce qu'il touche devient aussitôt tristement vulgaire et ridiculement prétentieux. »* Mais France montre aussi son art d'écrivain dans les registres les plus divers : qu'il s'agisse des souvenirs d'enfance du *Livre de mon ami*, du conte historique comme *Le Procurateur de Judée* où Ponce Pilate évoque ses souvenirs. Quant à son roman *Thaïs*, il connaîtra une grande fortune à l'opéra dans la version mise en musique par Jules Massenet.



Les meilleurs romans d'Anatole France voient le jour au début du XXe siècle. Les quatre volumes d'*Histoire contemporaine* décrivent monsieur Bergeret en province puis à Paris, en pleine agitation de l'affaire Dreyfus. Le clergé occupe une place importante dans ces récits, à la mesure de la subtilité d'Anatole France. Son rationalisme têtu n'exclut pas une forme de sympathie pour certaines figures religieuses : *« L'ironie que j'invoque n'est point cruelle. Elle ne raille ni l'amour ni la beauté. Elle est douce et bienveillante. Son rire calme la colère, et c'est elle qui nous enseigne à nous moquer des méchants et des sots que nous pourrions, sans elle, avoir la faiblesse de haïr. »*

La gloire de France va de pair avec son influence sur de jeunes romanciers qui goûtent la justesse de son regard comme la pureté de son style. Marcel Proust lui demande de préfacer son premier livre, *Les Plaisirs et les Jours*. Et quand Guitry, en pleine guerre, a l'idée de filmer les plus illustres artistes français, l'écrivain qu'il choisit à côté du peintre Monet ou du sculpteur Rodin est Anatole France. Quelques années plus tard Calmann-Lévy publiera en 25 grands volumes illustrés l'œuvre complet de l'auteur – réédité dans la « Pléiade » et pour partie en livres de poche.

Montrer au lieu de se montrer soi-même

Il semble bien pourtant que ce *« génie français »*, célébré par Guitry, soit une des clés du rejet brutal d'Anatole France après sa mort. La concision, la clarté, l'ironie, le rationalisme caractérisaient son art. Après 1918, souligne Jacques Chastenet, *« son classicisme paraît démodé en présence des recherches de modes inédits d'expression auxquelles se livre la génération littéraire montante »*.

Tout au long du XXe siècle, alors qu'une nouvelle conception du roman met au premier plan l'invention d'une écriture, la plume de France semble trop impersonnelle dans sa perfection. On pourrait se demander, au contraire, si cette maîtrise du style, cette façon de montrer au lieu de se montrer soi-même ne demeure pas une voie pleine d'avenir : celle qui permet au roman de se réapproprier le monde réel et imaginaire, au lieu d'être simplement un déversoir d'ego blessés. Il faut relire son dernier livre, *La Révolte des anges* (1914), étonnante histoire dans laquelle les anges, éclairés par la science, complotent contre Dieu et aspirent à rejoindre la condition humaine… Au-delà des réflexions qu'inspire cette lecture, c'est un régal de fantaisie que la description des anges gardiens débarquant dans une famille française. Cette lecture drôle et déconcertante, d'une puissance onirique aussi stimulante que celle des surréalistes, justifierait une nouvelle vie pour le grand écrivain condamné à mort il y a cent ans. ■



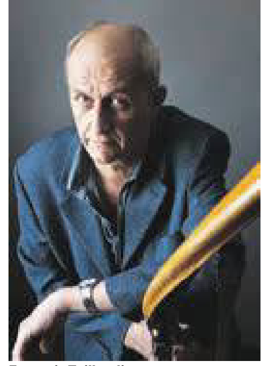
La profanation des surréalistes

À la mort d'Anatole France, le groupe surréaliste publia un pamphlet collectif, signé, entre autres, par André Breton, Louis Aragon, Paul Éluard, Pierre Drieu La Rochelle. Aux yeux des anciens dadaïstes, l'académicien incarnait la figure de l'écrivain officiel. On peut y lire ceci, après l'épigraphe (*« Il ne faut plus que mort cet homme fasse de la poussière »*) : *« Il écrivait bien mal (…), l'homme de l'ironie et du bon sens, le piètre escompteur de la peur du ridicule. Et c'est encore très peu que de bien écrire, que d'écrire, auprès de ce qui mérite un seul regard. Tout le médiocre de l'homme, le limité, le peureux, le conciliateur à tout prix, la spéculation à la manque, la complaisance dans la défaite, le genre satisfait, prudhomme, niais, roseau pensant, se retrouvent »* dans son œuvre. Aragon ajoutait : *« Exécrable histrion de l'esprit, fallait-il qu'il répondît vraiment à l'ignominie française pour que ce peuple obscur fût à ce point heureux de lui avoir prêté son nom ! »* Avant de conclure sur ce quasi-anathème : *« En France, à ce qu'on dit, tout finit en chansons. Que donc celui qui vient de crever au cœur de la béatitude générale, s'en aille à son tour en fumée ! Il reste peu de chose d'un homme : il est encore révoltant d'imaginer de celui-ci, que de toute façon il a été. Certains jours j'ai rêvé d'une gomme à effacer l'immondice humaine. »* THIERRY CLERMONT

« Un antidote

François Taillandier *

C'est vers 16 ans que j'ouvris et lus *L'Orme du mail*, puis les trois autres volumes formant *l'Histoire contemporaine* (1). Je savourais d'emblée cette chronique satirique et débonnaire de la société française à la fin du XIXe siècle, centrée sur le modeste M. Bergeret, sa vie de professeur, ses aléas conjugaux et sa philosophie tranquillement sceptique. Autour de lui, dans sa province, des intrigues, des notables, des bourgeois… Les figures lestement croquées du rigoriste abbé Lantaigne, du sous-préfet Worms-Clavelin, du châtelain local… sans parler des apparitions de sainte Radegonde à une petite fille du voisinage ! Cependant surgit l'affaire Dreyfus, et le sourire du romancier se nuance d'inquiétude. N'attendons pas de lui la fougue héroïque d'un Zola ; il se borne à noter l'étonnement d'un ami italien de M. Bergeret : *« Pourquoi les Français*



François Taillandier.
PHILIPPE MATSAS/OPALE.PHOTO



Anatole France (1844-1924).
ALAMY STOCK PHOTO VIA REUTERS CONNECT

aux furies sectaires »

s'obstinent-ils à ne pas reconnaître une erreur judiciaire qui ne fait plus de doute et qu'il leur serait facile de réparer sans dommage pour personne ?» Le quatrième volume se clôt sur l'image d'un enragé nationaliste complètement ivre qui veut casser du parlementaire et ne sait plus que brailler : *«La trompe, la trompe !»* Sans commentaire. C'est peu et beaucoup ; c'est Anatole France.

Le même désabusement, qui n'exclut pas la fermeté des principes, marque *Les dieux ont soif*, où je pressens un motif du dédain qui s'installa autour d'Anatole France au XXᵉ siècle. Ce roman touchait à notre vache sacrée : la Révolution française. Évariste Gamelin, jeune peintre de talent, aimé d'une jolie Élodie, inconditionnel de Robespierre, devient lui-même un pourvoyeur de la guillotine, avant d'y monter à son tour à la chute de son idole. L'humour, le doute, le refus des grands mots et des gâchis qu'ils entraînent, ne font jamais bon ménage avec l'esprit révolutionnaire. Anatole France a payé, je crois, cette «tiédeur».

On a toujours les défauts de ses qualités : certains livres de ce styliste raffiné, érudit avec grâce, semblent un peu couler du robinet d'eau tiède… Il n'empêche : n'eût-il donné que ces deux œuvres, il demeurerait un antidote aux conformismes, aux aveuglements et aux furies sectaires qui nous guettent encore et toujours. ■

(1) La Table ronde, «La Petite Vermillon», préface de François Taillandier.
** Écrivain*

«Les dieux ont soif», un livre d'une modernité fascinante

Jean Le Gall *

Dans l'univers blessé des grands écrivains oubliés, il y a Anatole France. Qui l'a lu, qui le lit ?

Les dieux ont soif a pourtant la force de ces textes, ils sont rares, vers lesquels on retourne naturellement. Le prophétique Albert Thibaudet l'avait annoncé : *«C'est par cet ouvrage que la faveur reviendra un jour à Anatole France (…), à condition bien sûr que l'avenir laisse subsister le phénomène littérature.»*

Un texte dont les multiples préfaciers ont souvent raté l'analyse, car, loin d'être un roman historique cantonné à la période de la Terreur, il se révèle d'une modernité fascinante sur notre pays et les ratés de notre sensibilité collective. Dans le système français en particulier, politique et social, l'appétit officiel de Vertu l'a depuis longtemps emporté sur la Raison. En sorte que, quelle que soit l'époque, il sera toujours question de *«renverser un vieux monde»*: comprenez corrompu, coupable, débauché, immoral. J'adore cette phrase du livre : *«Je crois que vous avez fait nommer le jeune Gamelin à la justice. Il est vertueux : il sera terrible.»* Franchement, n'est-il pas saisissant de lire cela alors qu'en 2024 un tribunal permanent diffuse une ambiance de basse justice, de plate égalité et de revanche ? Il y a



Jean Le Gall.
ARNAUD MEYER/LEEXTRA VIA OPALE.PHOTO

d'ailleurs du Anatole France chez Philippe Muray, les deux, surveillant la vertu comme le lait sur le feu (chez Muray, la vertu est carrément promise à *«faire le trottoir»*). Et puis, dans ce formidable roman où progressent ensemble la démystification de la Révolution et les enjeux romanesques, Anatole France nous raconte comment la politique est vouée à faire son nid à la place de la religion, notamment en conférant à des *«idées»* des valeurs morales et même héroïques.

Mais si l'on a cru pouvoir s'offrir un monde sans Dieu, si l'on a pensé se débrouiller dans l'athéisme, ce dont il est permis de douter, sera-t-on également capable de réchapper à l'épidémie politique et à son emprise ? On s'installe ici dans l'impensable. La politique n'a pas son pareil pour créer des catégories morales dont elle se repaît (rappelez-vous les *«salauds»* et les *«lâches»* de Sartre), elle gagne gros dans les divisions qu'elle entretient, elle fait de ses employés ses croyants en les installant dans la région des certitudes absolues, elle pardonne la violence et encourage l'esprit soupçonneux, et, lorsque la politique aime enfin les hommes, c'est avec une sécheresse remarquable : quel autre écrivain qu'Anatole France nous a mieux conseillé à propos de telles évidences ? Oui, il est temps de redresser la statue de cet homme, déboulonnée par la bêtise, c'est-à-dire, en l'espèce, par la volonté d'effacement du génie français, le rejet du *«trop-plein de culture»* qu'il incarnait et la cruauté séculaire des modernes contre les classiques (la bêtise est décidément une entreprise très concertée).

Aujourd'hui, les textes classiques ont un goût de sévérité aux yeux du public : la lecture des *dieux ont soif*, dont l'effet est vraiment *«jubilatoire»*, pour reprendre le mot un peu con du moment, pourrait, je le crois, le faire changer d'avis. ■

**Directeur général des Éditions du Cherche midi.*

«Son anticonformisme goguenard excitait la haine de beaucoup»

Jean-Marie Laclavetine *

«Un cadavre» : c'est ainsi qu'en 1924 les garnements surréalistes, à peine sortis de l'œuf, célèbrent la mort d'Anatole France dans un tract qui demeurera important pour l'histoire, sinon pour la littérature. *«Exécrable histrion de l'esprit, fallait-il qu'il répondît vraiment à l'ignominie française pour que ce peuple obscur fût à ce point heureux de lui avoir prêté son nom !»*, y proclame Louis Aragon.

Il faut dire que le grand défunt avait de quoi énerver la bande d'énergumènes dont certains, qui prétendaient faire carrière dans l'extralucidité, allaient bientôt laisser à la postérité *Hourra l'Oural* et l'*Ode à Staline* : meilleur visionnaire, l'auteur de *L'Île des pingouins* avait été l'un des premiers, dès 1923, à s'indigner de la façon dont le pouvoir soviétique trahissait les idéaux de la jeune révolution.

Il avait donné à la littérature le grand roman des désillusions politiques : *Les dieux ont soif*, et depuis



Jean-Marie Laclavetine.
MANTOVANI ©GALLIMARD/OPALE.PHOTO

des années, ses prises de position progressistes et son anticonformisme goguenard excitaient la colère ou la haine de beaucoup de ses congénères.

Son engagement total dès le début de l'affaire Dreyfus avait déchaîné les sales passions : *Quand on songe au cynisme d'Anatole France, qui vit publiquement aux crochets d'une juive, et dans le milieu imaginable des dames littéraires israélites, les Stern, les X et Y, etc. !»*, écrit en janvier 1898 Paul Valéry, prince des poètes, à Gide, réfractaire en chef.

Un peu plus tard, Céline ne serait également pas en reste : *«Anatole, plus vicieux et salope que les autres, était pertinemment enjuivé»*, ni Mauriac : *«Le vieux maître, héritier des anciens, nourri de leur sagesse, lui dont on a pu écrire qu'il était l'extrême fleur du génie latin, appelle de ses vœux les juifs de Moscou et leur garde tartare»*…

De tels crachats sont un honneur pour celui qui les reçoit, et peuvent se porter à la boutonnière, comme la rosette qu'Anatole France renvoya lorsque l'État français retira la sienne à Zola. ■

** Écrivain et éditeur.*

Femme libre toujours tu chériras la mère

MARIANNE RUBINSTEIN

Le récit d'une émancipation féminine dans une famille française ordinaire.

Par Alice Ferney

Avec *Bord de mère*, Marianne Rubinstein veut raconter, au plus près du vécu, « *le processus d'émancipation des femmes sur trois générations, dans une famille française ordinaire* » : au XXe siècle, après des luttes parfois longues, les Françaises ont acquis le droit de vote, l'accès à toutes les formations, la liberté de travailler et d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari, la contraception libre, le partage de l'autorité parentale, la légalisation de l'IVG et son remboursement, la parité dans les instances de direction entrepreneuriales et politiques. En montrant comment ce qui fut gagné nous semble naturel tout en ayant occasionné violences et sacrifices, cette simple liste donne plus de poids aux mobilisations d'aujourd'hui pour l'égalité salariale et la parité réelle, la fin du machisme, du harcèlement sexuel et des violences masculines. Née au mitan de ce siècle féministe, économiste à la ville, l'auteur revisite ce parcours en même temps qu'elle retrace son existence de fille et de femme, après celles de sa grand-mère et de sa mère, deux personnalités en avance sur leur temps. Elle compare le présent au futur tel qu'on l'imaginait, confronte à la radicalité de #MeToo sa tolérance envers d'anciennes pratiques, remet en perspective une totalité.

Un héritage précieux et pesant

Qu'il s'agisse de l'âge au premier enfant ou de naissances non désirées, des idéaux en matière de mariage et de famille, du pourcentage de ménages équipés d'un téléviseur, de la météo, des films et des livres, les faits révèlent les transformations profondes de la société. Prix des choses, magazines, mode, émissions de télévision, batailles parlementaires, tout intéresse Marianne Rubinstein. On perçoit dans ce court texte une inspiration « ernausienne », quelque chose que l'auteur emprunte au projet des *Années*, en y mêlant le charme des mémoires de filles, celles de Camille Laurens ou de Rachel Cusk par exemple, pour faire un récit au féminin à la fois personnel, familial et national.



BORD DE MÈRE
De Marianne Rubinstein, Verticales, 101 p., 15,50 €.

Il n'est pas aisé de parler de soi et des siens. Le livre est écrit à la deuxième personne du singulier, l'auteur se tutoie, comme si la femme qu'elle est s'adressait à la fille qu'elle fut. La petite Marianne est élevée avec des convictions, elle n'a pas de Barbie, ne boit pas de Coca, grandit sans religion. Autour d'elle, toutes les femmes travaillent. La famille n'est pas si ordinaire. Bientôt elle déménage de la banlieue ouest à la Provence. À la maison, on aime Jean Ferrat mais pas Claude François. L'auteur brasse ses souvenirs personnels, ses impressions d'enfant, assez précises. Femme libre, sa mère lui a enseigné le choix et la cohérence avec soi-même, Marianne en use et espère se distinguer. À 34 ans, elle devient mère. À 35 ans, elle découvre qu'elle n'était pas désirée. Le livre a commencé avec la France et se resserre peu à peu sur l'auteur et sur une psychologie de la relation mère-fille qui est intéressante. Une lignée féminine est un héritage, à la fois précieux, pesant, inévitable. À son fils qui l'a rompue, Marianne a sûrement transmis le respect des femmes. ■

Les apparences trompeuses

MADELEINE METEYER

Une plongée en eaux troubles chez les jeunes gens de la haute bourgeoisie parisienne. Un conte social réussi.

Claire Conruyt

Le premier roman est un baptême de feu quand le second, paraît-il, est une confirmation. Ceux qui avancent dans le monde fragile de l'écriture n'échappent pas à cette remarque des inquiets ou des curieux. Il ne s'agit pas ici de juger la pertinence de ladite remarque. Car elle est, en un sens, absolument juste. Quant au souci de ceux qui la formulent, il est terriblement loin de l'agitation intérieure de celui qui prend de nouveau la plume. Après *La Première Faute* paru chez Lattès en 2021 et tout juste réédité (Le Livre de Poche), Madeleine Meteyer a choisi le genre tout particulier du conte social au titre bien trouvé des *Obsessions bourgeoises*. Une enquête prétexte autour d'un vase à la valeur inestimable, volé au cours d'une soirée où se côtoient les riches et les nobles. Sur qui le soupçon doit-il s'abattre ? Sur ceux qui ne viennent pas de ce monde, naturellement. Et voici ces malheureux pris dans la fatalité créée de toutes pièces par quelques petits esprits dont les présomptions gagnent même les « amis », trop lâches pour y résister.



LES OBSESSIONS BOURGEOISES
De Madeleine Meteyer, Lattès, 368 p., 20,90 €

La bassesse, d'où qu'elle vienne, reste laide

Quand Servane rencontre Céleste, rien de tout cela n'est encore arrivé. La première a alors 15 ans, a quitté Colmar pour rejoindre Paris, et l'un de ses lycées très chics. La seconde est une sorte de petite reine qui se meut en col claudine avec une élégance innée, dans un écosystème dont elle connaît les codes par cœur. Sans même le vouloir, elle brille. « *Les Céleste se remarquent, Dieu les a faites pour ça.* » Bien que dissemblables, les jeunes filles s'attirent. Parce que l'une est rousse, parce que l'autre est belle. C'est tout, et cela suffit. « *Les amitiés se forgent à partir d'éléments dérisoires.* »

Se noue alors cette promesse tacite et adolescente : Céleste et Servane seront amies. Elles ne trichent pas et partagent tout. Céleste est un pont vers l'inaccessible. Servane en profite. Sans perdre sa singularité, cette différence d'âme qui, sans doute, permet à Céleste de vivre sans masque, même si cela ne dure qu'un instant. La jeune bourgeoisie tout autour d'elles, accepte l'étrangère, sauvant savamment les apparences. Mais gare à celui qui l'oublierait : la tolérance se paie rubis sur l'ongle. Alors, Servane, obsédée par les objets de valeur, par ce qu'elle ne peut toucher et que les autres possèdent, ne peut qu'être inculpée.

Au lecteur, il faut préciser : tout le monde, dans ce roman très maîtrisé, en prend pour son grade. La bassesse, d'où qu'elle vienne, reste laide. La médiocrité du « petit » n'est pas plus excusable que celle du « grand ». D'ailleurs, ce face-à-face, chez Madeleine Meteyer, est balayé d'un revers de main. La romancière, et journaliste au *Figaro*, refuse le règne tout-puissant du déterminisme social, nuance la parole du Dieu Bourdieu, et ne croit pas en la simple explication qu'au fond, il s'agit toujours d'une lutte entre l'« opprimé » et le « bourreau ». Le cœur est plus vaste que la nomenclature sociologique. Pour le comprendre, il faut un sens de l'observation affûté. Il faut une finesse d'écriture. Il faut même savoir taquiner son monde. Tout cela est dans *Les Obsessions bourgeoises*, cruellement réussies. ■



Dans ce face-à-face entre deux amies, tout le monde en prend pour son grade.

TAMARA DE LEMPICKA, «INTIMITÉ», 1928/AKG-IMAGES / ELECTA

Les vacances de la vie

GIL BEN AYCH

Une chronique en deux volumes pour restituer la fièvre, la flamme et la folie du soulèvement estudiantin du printemps 1968.

Sébastien Lapaque

« Que faisaient-ils en avril ? » Telle est la question posée en couverture d'un livre collectif sur les états d'âme de la jeunesse française et du monde étudiant publié en mars 1969 par les Éditions DDB. Au sommaire, Maurice Clavel, Edgard Pisani, Jean-Marie Domenach, Alain Robbe-Grillet, François Mauriac et Pierre Boutang essayent de savoir et de comprendre quelle étincelle a mis le feu à la plaine en mai 1968. Que faisaient-ils en avril ? À cinquante-cinq ans de distance, Gil Ben Aych pose la question dans un livre de mémoire à la puissante énergie romanesque. On a beaucoup écrit sur les événements du printemps 1968 et les années de fièvre du gauchisme : Frédéric H. Fajardie dans *Jeunes femmes rouges toujours plus belles*, Olivier Rolin dans *Port-Soudan*, Jean Rolin dans *L'Organisation*, Thierry Jonquet dans *Rouge, c'est la vie*, Annie Ernaux dans *Les Années* ou encore Chantal Thomas dans *Cafés de la mémoire*…

Discussions interminables

La singularité du texte que publie aujourd'hui Gil Ben Aych est de proposer une photographie grand-angle de ces années de poudre. Sa chronique intitulée *Soixante-huit* paraît en deux volumes, l'un couvrant la période septembre 1967 - décembre 1967 et l'autre courant de janvier 1968 à mai-juin 1968. Disciple passionné du philosophe Pierre Boutang à Turgot, le grand « *lycée feuj* » de Paris, Michaël Bar Zvi a le premier essayé de rattacher la temporalité des événements de Mai 68 à une temporalité plus lourde, plus dramatique, celle de la guerre des Six-Jours, qui a opposé Israël à l'Égypte, à la Jordanie et à la Syrie du lundi 5 au samedi 10 juin 1967. Pour un étudiant comme Gil Ben Aych, né dans une famille juive de Tlemcen en 1948 et « *réfugié* » en métropole dès les premiers coups de feu de la guerre d'Algérie, cette guerre des Six-Jours n'avait rien d'anecdotique. Ni la réaction du général de Gaulle, qui a oublié l'alliance de 1956 de la France avec Israël.



SOIXANTE-HUIT I ET II
De Gil Ben Aych, Éd. du Canoë, 336 p., 18 € et 294 p., 18 €.

Le second volume de *Soixante-huit* s'ouvre d'ailleurs avec une conversation savoureuse sur la polémique déclenchée par le Général avec ses propos sur le « *peuple sûr de lui et dominateur* »… C'est toute une époque que Gil Ben Aych nous permet de revisiter. La contestation anti-Vietnam battait son plein dans les facs et les lycées. En novembre 1967, la parution de *La Société du spectacle* de Guy Debord chez Buchet-Chastel était passée presque inaperçue. Grâce au yéyé, la France s'ennuyait moins que l'a écrit Pierre Viansson-Ponté. Sur la première chaîne de l'ORTF, le crooner Paul Anka était venu chanter *Diana*, suscitant plus d'attention que les situationnistes avec leur brochure *De la misère en milieu étudiant* distribuée en novembre 1966 à la fac de Strasbourg.

Une époque faite de journaux, de livres, de discussions interminables sur les idées générales. Racontée par Gil Ben Aych, cette époque a du sel, de la fièvre, de la folie, des moments tristes, des épisodes comiques. Un grand livre sur une période cruciale. ■

Maudite vallée

PAOLO COGNETTI

Une superbe fable alpine sur le destin tordu de deux frères.

Thierry Clermont

« Ceux qui ont lu son chef-d'œuvre, *Les Huit Montagnes*, avaient été séduits par cette manière de fugue au contrepoint brillant, hymne à l'ivresse des cimes, où l'on suivait le jeune Pietro, depuis le Val d'Aoste.

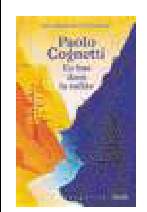
Sept ans plus tard, Paolo Cognetti reprend peu ou prou le même décor, limité cette fois à la vallée montagneuse de Valsesia. C'est d'ailleurs son refuge, son âpre pays de Cocagne, au pied du Monte Rosa.

Les descriptions détaillées des paysages, la gamme des sensations, le foisonnement des images ont ici fait place à un minimalisme, à une noirceur, à la fois noble, brute. Nous sommes à la fin de l'automne 1994. À la mort du père, personnage retors et bourru, qui a mis fin à ses jours, deux frères trentenaires se retrouvent pour partager l'héritage : l'aîné, Luigi, et le cadet, Alfredo, l'impulsif. Ce dernier, après sept ans d'absence, revient au pays après avoir travaillé comme bûcheron au Canada et purgé dix-huit mois de prison. Ancien menuisier, Luigi est désormais garde forestier, et marié à Elisabetta, une Milanaise ayant tout lâché pour le suivre, lectrice de Tchekhov et de Karen Blixen.

À moitié délabrée, la maison du père est perchée à 1830 mètres d'altitude, où s'élèvent un sapin, dédié au cadet Alfredo, et un mélèze planté pour Luigi. Ce bien, Luigi aimerait le récupérer pour lui seul : un projet de remontée mécanique est en cours, et il voudrait en tirer bénéfice.

Les deux frères, qui ont en commun le goût et l'abus d'alcool, on les retrouve dans les bars et les restaurants, en compagnie d'amis, pas toujours recommandables. Pour une broutille, Luigi plante sa hache dans le crâne d'un de ses anciens amis et prend la fuite.

Tout au long de ce bref roman particulièrement bien ciselé, et d'une grande singularité, quitte à en être déroutant, un couple de chiens errants joue les seconds rôles, avec un mâle particulièrement agressif, qui sera finalement abattu par un chasseur ivre.



EN BAS DANS LA VALLÉE
De Paolo Cognetti, traduit de l'italien par Anita Rochedy, Stock, « La Cosmopolite », 160 p., 18,90 €.



La vallée montagneuse de Valsesia, au pied du Monte Rosa, est le cadre de ce roman noir et déroutant.
FABIOARIMATEA - STOCK.ADOBE.COM

Hommage à Bruce Springsteen

À chacune de leur apparition ou évocation, le récit rebondit, se recharge, comme si la nature se devait de reprendre ses droits, face à un monde dominé par le lucre et le bulldozer du tourisme à tout va. Avec, dans le fond du décor - menacé -, perdrix, coqs de bruyère, aigles, chamois, cerfs, lapins, marmottes et truites.

Les jours passent, dans leur longue monotonie, en attendant le retour de l'hiver. Les personnages sont assombris, voués à leur sort, dans cette vallée perdue, entre parties de chasse, virées au bistrot, emplettes à l'épicerie, baignades dans la Sesia, évocations de souvenirs périssables.

Et c'est là le tour de force de Cognetti, celui de jeter un regard froid sur ce lieu *« dominé par le mauvais sort »*, où tout est égal à tout : la mort d'un chien, l'envol d'un aigle, les relents de whisky, l'adversité du quotidien, les images de Vancouver et de la Colombie-Britannique.

Dans *En bas dans la vallée*, l'essentiel se trouve dans les silences, les replis de la mémoire, les non-dits, l'espoir interdit, l'absence de rêves, dans les marges d'une narration non pas dépouillée, mais plutôt mise à nu, sans « pourquoi », ni « comment », ni dénouement classique.

Le livre, qui est en quelque sorte l'envers des *Huit Montagnes*, se finit sur un long poème de sa composition et un hommage à l'album *Nebraska* de Bruce Springsteen, que Paolo Cognetti a écouté sans relâche depuis sa jeunesse. Dix chansons enregistrées en solitaire par le natif du New Jersey et que l'auteur de *La Félicité du loup* rapproche du recueil de nouvelles *Les Vitamines du bonheur* de Raymond Carver, écrit à la même époque. Un aveu qui permet de reconsidérer notre lecture à rebours de ce superbe roman, grâce à cet éclairage inattendu, vertigineux. ■

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Yates : une éducation américaine



Par Éric Neuhoff

C'est la rentrée. William Grove intègre la prestigieuse Dorset Academy, dans le Connecticut. En 1941, l'établissement n'est plus ce qu'il était. La faillite guette, mais personne n'en parle. Dans ces bâtiments de pierre rouge, avec leurs toits à pignons, le nouveau découvre les joies de *« cet internat privé qui aurait tout aussi bien pu être conçu par les studios Walt Disney »*. Il a 17 ans ; ses parents ont divorcé, laissant chez lui une fêlure cachée.

L'avant-propos, rédigé à la première personne (comme la postface), nous apprend que son père rêvait d'être ténor et qu'il a dû se contenter d'un emploi de vendeur chez General Electric. Quant à la mère, elle aurait bien aimé devenir sculptrice. Le garçon essaie de s'intégrer. L'enseignement bat de l'aile. Visiblement, on prend ici ceux dont on n'a pas voulu ailleurs. L'uniforme est encore de rigueur. Les humiliations font partie de la routine. Le jeu favori des anciens consiste à se jeter à plusieurs sur un bizuth, à lui baisser son pantalon et à le masturber devant tout le monde. Grove assiste à la scène sans moufter. Après, il se réfugie dans sa chambre où, *« allongé, il se demandait comment il pourrait endurer le reste de sa vie »*. Le directeur se plaint sans arrêt. L'épouse d'un professeur atteint de la polio a une liaison à peine clandestine avec le responsable du département de français. L'annonce de Pearl Harbor ne semble guère bouleverser le calendrier. Grove préfère se consacrer au journal de l'école, le *Dorset Chronicle*. Il y fourbit ses premières armes d'écrivain.

Cela ne l'empêche pas de songer, comme ses condisciples, à Edith Stone, la douce, l'inaccessible Edith Stone qui appartient au collège voisin. Comment danser avec elle au bal de remise des diplômes ? Déjà que Grove a dû emprunter un smoking au frère d'un camarade ! Richard Yates (1926-1992), surtout connu pour *La Fenêtre panoramique*, qui donna lieu au film *Les Noces rebelles*, replonge dans son adolescence, avec une discrète nostalgie, un délicat sentiment de perte. Des détails assez crus traversent cette élégie sentimentale. Le moyen de camoufler son érection au moment des slows ? *Une bonne école* (1978) contient aussi des passages soyeux : *« Les genoux d'Alice Draper étaient parfaits. Ils étaient fins : juste deux petites protubérances en forme de crâne, avec de légères touches de bleu ou de jaune, en fonction du degré de flexion de la jambe ; c'était une vision délicieuse »*, ou ces pages dans lesquelles, durant les vacances de Noël, Grove apprend à fumer pour ne plus ressembler à un gamin.

UNE BONNE ÉCOLE
De Richard Yates, traduit de l'anglais (États-Unis) par Aline Azoulay-Pacvoñ, Robert Laffont, « Pavillons », 258 p., 9 €.

Des copains ou des enseignants s'enrôlent sous les drapeaux, partent pour l'Europe. Certains ne reviendront pas. Le dernier chapitre récapitule le destin des uns et des autres, comme à la fin d'*American Graffiti*. Venez donc. Dorset va rouvrir ses portes pour vous, rien que pour vous. L'orchestre s'installe sur l'estrade. Les notes de *Goodnight Sweetheart* s'élèvent. Richard Yates vous chuchote à l'oreille la phrase de Fitzgerald qu'il cite en épigraphe : *« Approchez votre fauteuil du précipice et je vous raconterai une histoire »*. ■

Le fond invisible de l'histoire



LA CHRONIQUE
Jacques de Saint Victor

ESSAI

Ferrero, grand penseur politique, libéral conservateur, s'interroge sur les forces obscures qui agissent à l'intérieur des sociétés.

L'historien italien Guglielmo Ferrero appartient à cette génération des grands penseurs de la politique, à la fois conservateurs et libéraux, qui, comme Bertrand de Jouvenel, son cadet, sont injustement tombés dans l'oubli. Leurs pensées redeviennent fort utiles dans des époques comme celles qui nous attendent. Elles tentent par-delà les idéologies de percer les ressorts de nos sociétés. Les œuvres de Ferrero sont aujourd'hui difficiles à trouver en France. Il faut donc saluer l'initiative des Belles Lettres, qui publient son essai sur la légitimité.

Ferrero est un des premiers et des rares penseurs politiques à s'être interrogés sur ce concept à la fois banal et si mystérieux. Sa pensée est empreinte d'une grande sagesse politique qui a le mérite de l'intemporalité. « *Certaines forces agissent à l'intérieur des sociétés humaines et les empêchent de se cristalliser dans une forme définitive. Mais la nature de ces forces est très obscure. Elles naissent, se développent, vieillissent et meurent.* » Ferrero part dans ce livre à la recherche de ces « *forces invisibles* ». Il le fait avec une modestie fort stimulante puisqu'il avoue être arrivé jusqu'à l'âge de 47 ans « *sans soupçonner leur existence* ».

Il faut regretter que l'ouvrage republié par Les Belles Lettres ne soit pas précédé d'une préface permettant au public français de mieux connaître Ferrero. Ce juriste napolitain, mais d'origine piémontaise, né en 1871, a épousé la fille de Cesare Lombroso, le criminologue italien, mais il ne sombrera jamais dans son approche positiviste asséchante. Libéral, francophile, il luttera ardemment contre le fascisme, ce qui l'obligera à s'exiler en Suisse en 1929, où il mourra en 1942. Ferrero a commencé à devenir célèbre avec une œuvre de réflexion sur *La Grandeur et la décadence de Rome*, en cinq volumes, où il essaye de saisir les signes de la décadence. Un test fort utile pour aujourd'hui.

Ce livre très agréablement écrit, loin de la lourde érudition à la Mommsen, se montre à l'inverse du grand savant allemand très critique sur César, « *le plus grand démagogue de l'histoire* ». Pour le public français, ses réflexions sur les deux révolutions françaises restent suggestives. 1789 serait, selon lui, la rencontre dès l'origine entre une « *orientation nouvelle* », raisonnable, héritière des réformes libérales, et un « *accident historique énorme* » « *dont le sens a échappé jusqu'à présent à la conscience de l'humanité* » déclenché par la prise de la Bastille et « *qui fit couler des torrents de sang dans toute l'Europe durant un quart de siècle* ». Rien de commun entre ces deux événements, sauf le nom, dit Ferrero. « *Les deux révolutions se mêlent, se confondent, se combattent, se défigurent.* »

Guglielmo Ferrero est l'un des premiers et rares penseurs politiques à s'être interrogés sur le concept de la légitimité. ALAMY STOCK PHOTO VIA REUTERS CONNECT

Le danger du vide

Dans cet essai sur les génies invisibles de la cité, l'auteur part du principe que le pouvoir naît pour combattre la peur mais, dans le même temps, il la génère. Ce cycle vicieux ne peut s'interrompre que si le pouvoir obtient ce bien fort précieux qu'est la légitimité. Entre toutes les inégalités humaines, aucune n'a autant de conséquences que cette division entre gouvernants et gouvernés. Les principes de légitimité, au nombre de quatre (électif-héréditaire, aristo-monarchique-démocratique), servent à faire accepter cette inégalité. Ils évoluent de manière cyclique, ils prospèrent et déclinent selon des règles obscures que l'auteur décrit comme « *le fond invisible de l'histoire* ». Puisque nous sommes à la veille d'élections européennes, on peut suggérer de lire le chapitre XV concernant les « *catastrophes de la quasi-légitimité* » qui s'expliquent quand cohabitent, selon Ferrero, « *deux principes de légitimité opposés* ». Si le lecteur sait transposer les réflexions sur la « *quasi-légitimité* » de Louis-Philippe à celle de l'Union européenne de Bruxelles, ballottée entre une légitimité aristo-technocratique (l'efficacité) qui essaye de se présenter sous les dehors d'une légitimité démocratique, il saisira le « *danger du vide* ». Car « *le mensonge, c'est le vide* ». Bref, une réflexion fort utile pour l'avenir. Rappelons qu'en s'appuyant sur Metternich, Ferrero conclut : « *Un gouvernement quasi légitime peut disparaître en quelques jours, presque sans résistance.* » ■



POUVOIR. LES GÉNIES INVISIBLES DE LA CITÉ
De Guglielmo Ferrero, Les Belles Lettres, 448 p., 15, 90 €.

Irlande, 1798 : un autre débarquement

ESSAI

L'histoire méconnue d'une expédition française en terre britannique.

Frédéric de Monicault

La France a-t-elle un jour menacé l'Angleterre sur son propre sol ? À dire vrai, les occasions ont été rares. Il faut remonter à Guillaume le Conquérant pour trouver la trace d'un débarquement réussi. C'est dire si l'ouvrage de Maxime Reynaud, diplomate de son État, requiert l'attention : l'épisode de 1798, quand un corps expéditionnaire prend pied – avec succès – dans les îles Britanniques s'est perdu dans les mémoires mais la fulgurance de l'opération décidée par la France révolutionnaire requiert qu'elle soit ressuscitée. D'autant que nous sommes très loin d'un affrontement anodin : en toile de fond, la domination sur l'Europe, à l'heure où l'amorce de la Révolution industrielle, côté anglais, oblige à la maîtrise du commerce maritime.

Cette « dernière invasion » raconte par le menu comment le général Jean Joseph Amable Humbert, à la tête d'une expédition réduite à 1 084 hommes, triomphe du blocus pour atteindre le territoire irlandais, avec pour objectif de soutenir les rebelles à la Couronne.

Cette entreprise de déstabilisation de l'adversaire de l'intérieur commence par être probante : l'été 1798, neuf victoires sont enregistrées en dix-huit jours contre un ennemi qui rassemble 100 000 hommes. Sous la plume de Maxime Reynaud se déroule presque une épopée, encore plus intéressante à suivre car elle a été replacée dans son contexte, à savoir un continent en plein bouleversement où l'addition des traités est ébranlée en permanence par l'ascension des nouveaux régimes, la division des peuples et la volonté de contrôler les places fortes économiques, les ports en premier lieu.

Stratégie maritime et guerre commerciale

Faut-il préciser que le général Humbert sera vaincu quelques semaines plus tard, victime à la fois de l'absence de renforts, de timides soutiens locaux et d'encouragements parcimonieux des autorités révolutionnaires – au regard du Directoire, le débarquement en Irlande sert d'abord de diversion ?

L'occasion pour Maxime Reynaud d'interroger tout au long de la période les fondements d'une stratégie maritime. En l'occurrence, la guerre de course menée par la France contre le commerce britannique ébranle peu l'état-major ennemi.

On l'aura compris, cet épisode du mois d'août 1798, cette « campagne oubliée », est un point d'ancrage utile pour mesurer l'Histoire en marche au carrefour des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles. ■

LA DERNIÈRE INVASION
De Maxime Reynaud, Passés Composés 283 p., 22 €.

Quand l'Empire colonial britannique régnait sur le monde

ESSAI

Une histoire largement oubliée vue sous l'angle de la domination militaire.

Paul François Paoli

« *La Grande Bretagne ne peut être considérée comme un État pris isolément. Elle est la fondatrice et le centre d'un Empire mondial.* » Si cette formule de Churchill est restée célèbre, ce n'est pas pour rien. Les Anglais ont longtemps pensé que leur destinée était indissociable d'un empire qui, à la veille de la guerre de 1914, couvre un quart du globe terrestre et règne sur un cinquième de l'humanité. Ainsi de Churchill qui rejoint à 24 ans le Soudan, où il participe en septembre 1898 à la célèbre charge d'Omdourman durant laquelle l'armée britannique, dirigée par le général Kitchener, écrase les troupes du calife Abdullah al-Taachi, lors d'une bataille où il se couvre de gloire. Comme il le fera un peu plus tard, en Afrique du Sud, lors de la guerre des Boers.

Dans son ouvrage, Benoît Rondeau nous emmène dans un monde révolu : celui de la suprématie d'un Occident qui croyait en sa mission civilisatrice et dont les Britanniques se considéraient comme les parangons. Il ne minimise en rien la brutalité de la domination anglaise qui s'exerce aussi bien en Inde qu'en Afrique australe et au Soudan mais aussi en Extrême-Orient. En Inde, durant la révolte des cipayes de 1857, l'armée britannique fait preuve d'une cruauté qui va choquer l'opinion et jusqu'au leader conservateur Benjamin Disraeli, qui est pourtant un impérialiste convaincu. « *Les officiers anglais ne réfrènent nullement leurs instincts de tueur, tel le colonel James Neill qui exécute 6000 personnes à Allahabad. (...) Le châtiment passé à la postérité est celui de canonner les révoltés reconnus coupables d'atrocité : leurs corps, liés devant la gueule d'une pièce d'artillerie sont déchiquetés par des obus ou des boulets.* » Une répression qui sera d'ailleurs menée par des régiments népalais, les Gurkhas, qui s'illustreront sur tous les champs de bataille d'un Empire sur lequel « *le soleil ne se couche jamais* » (« the sun never sets ») et dont l'Inde est le « joyau » vénéré par la reine Victoria. Après l'Inde et l'Afghanistan, convoité par une Russie qui fut la grande rivale de l'Angleterre dans cette région du monde, Rondeau nous emmène en Afrique australe, où les armées impériales ont connu de cuisantes défaites face aux tribus zouloues avant de finir par les mater.

Une suprématie technique perçue comme maléfique

Il consacre de fortes pages à ces batailles où les guerriers indigènes, encore armés de sagaies (même s'ils possèdent aussi des fusils), sont confrontés à des troupes moins nombreuses mais qui usent de mitrailleuses performantes, les fameuses Maxim, qui font d'énormes dégâts. « *Quoiqu'il advienne, nous avons la Maxim et eux, pas* », écrit le poète et chantre de l'Empire Hilaire Belloc. Une suprématie technique qui fut parfois perçue comme maléfique par des populations qui ressentaient l'influence économique et culturelle de l'Occident comme une intrusion insupportable. Ce fut notamment le cas en Chine, lors de la révolte des Boxers (1899-1901), qui a inspiré le film de Nicholas Ray *Les 55 Jours de Pékin*, et durant laquelle 30 000 chrétiens chinois furent exterminés par les insurgés. Les Anglais qui avaient, quelques décennies plus tôt, forcé la Chine à développer le commerce de l'opium, organisèrent une armada dont la France fut partie prenante avec l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, les États-Unis, la Russie et le Japon. Contre la Chine, les puissances occidentales retrouvaient leur unité. ■

La guerre anglo-zouloue a eu lieu entre janvier et juillet 1879. ALAMY VIA REUTERS CONNECT



L'EMPIRE BRITANNIQUE EN GUERRE
De Benoît Rondeau, Perrin, 400 p., 25 €.

OLIVIER ADAM

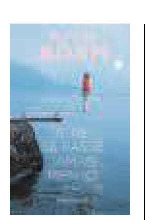
Une femme qui faisait rêver tous les hommes est assassinée. Un faux roman noir sur l'histoire intime d'une communauté.

Alexandre Fillon

La créature du lac d'Annecy



Le corps de Fanny, devant laquelle tous les types du coin sont en pâmoison, est retrouvé un matin au bord du lac…
SMALLREDGIRL - STOCK.ADOBE.COM



IL NE SE PASSE JAMAIS RIEN ICI
D'Olivier Adam, Flammarion, 368 p., 22 €.

Le roman choral a toujours réussi à Olivier Adam. Dans *Peine perdue*, il montrait déjà son art pour croiser les personnages et les voix. Après la Côte d'Azur hors saison, le voici cette fois qui plante son décor aux abords du lac d'Annecy. Avec une autre lumière et une autre communauté humaine. Un nouveau terrain idéal pour déployer une manière de faux roman noir qui lui permet d'explorer une nouvelle fois les failles et les fragilités de ses personnages, leurs élans brisés, leurs manières d'essayer de tenir bon face aux vents contraires. Le premier à entrer ici en scène se prénomme Antoine. À 38 ans, il habite un studio qu'il loue à ses parents dans les combles d'une maison familiale. Antoine n'a pas aussi bien réussi que son frère aîné, Benoît, qui dirige la clinique locale, ou que sa sœur, Claire, qui tient un hôtel avec son mari. Après avoir beaucoup tâtonné et échoué, il aide vaguement Alex, son copain d'enfance qui « *grenouille* » dans la brocante, les vide-greniers, les débarras de cave et les petits bricolages.

« Le sens qui se dérobe »

Antoine a un fils de 5 ans, Nino. La mère, Marlène, a refait sa vie avec Lucas, le dentiste qui roule en Audi coupé et joue au tennis. Il faut dire que Marlène avait plutôt mal pris d'apprendre la liaison d'Antoine avec Fanny, qui travaille à la fois à temps partiel au Proxy et comme aide à la personne.

Fanny devant laquelle tous les types du coin sont en pâmoison, surtout quand elle danse sur un tube de The Weeknd après plusieurs verres descendus au Café des Sports. Fanny dont le corps est retrouvé un matin au bord du lac, échoué à quelques mètres des falaises du Roc. De quoi ravager Antoine, qui l'a ramenée chez elle ce soir-là. De quoi bouleverser les habitants d'un village plutôt calme malgré son lot de vols et de cambriolages, ses querelles de voisinage et ses bagarres alcoolisées. Un meurtre, puisque c'en est un, amenant les deux policiers locaux, l'énigmatique Pedretti et son collègue Bréhal, à devoir ouvrir une enquête et interroger celles et ceux qui se connaissent et se fréquentent depuis l'enfance. Une petite assemblée récemment rejointe par un écrivain de polar quinquagénaire installé dans l'hôtel près de la place du marché avec l'intention de situer sa prochaine intrigue dans le coin…

Olivier Adam, lui, est toujours aussi doué pour mélanger l'intime et le collectif. Il le prouve en proposant une ronde narrative qui lui permet d'entrer à l'intérieur de ses protagonistes. Des êtres incarnés et touchants dont il explore les états d'âme et les trajectoires. Comme l'écrivain qu'il met en scène dans *Il ne se passe jamais rien ici*, l'auteur d'*À l'abri de rien* et des *Lisières* s'intéresse inlassablement à ce qui compte vraiment : « *La vie qui nous passe à côté. Le temps qui nous roule dessus. Les liens qui se dénouent. Le sens qui se dérobe. Tout ce qui fait qu'on est tellement démuni mais qu'on avance quand même.* » Une matière permettant à Olivier Adam de signer l'un de ses meilleurs romans. ■

Livr'à Vannes fête sa 17e édition du 24 au 26 mai

Olivier Adam *(lire ci-dessus)* sera l'un des 200 auteurs présents à la fête du livre de Vannes, qui se déroulera du 24 au 26 mai. Lionel Duroy, Régis Jauffret, Tatiana de Rosnay, François Sureau, Didier Van Cauwelaert, Arnaud de La Grange, Sébastien Le Fol, Joseph Macé-Scaron, Romain Puértolas, Valérie Tong Cuong seront aussi de la partie. La présidente d'honneur de l'édition 2024 (la 17e de ce salon littéraire), Dominique Barbéris, sera accompagnée par un parrain, Yann Queffélec, et une marraine, Irène Frain. Trois prix littéraires seront remis samedi 25 mai à 11 h 45 et la « grande dictée pour les nuls », sur le thème des valeurs de l'olympisme et du sport, aura lieu dimanche de 9 h à 10 h 30. Des rencontres, débats, signatures sont prévus tout au long des trois jours. Rens. : www.livreavannes.fr

ET AUSSI

Anatomie d'un succès

« Vous, spectateurs, allez lire un grand divertissement. » C'est par ces mots que le lecteur entre dans *Spectacle*, un roman étourdissant, fascinant, effrayant. Son auteur, Julien Dufresne-Lamy, nous entraîne dans les sombres coulisses de la K-pop, cette musique coréenne qui a conquis le monde, à travers les yeux de sa chanteuse la plus célèbre, Lisa, du groupe Blackpink. Soudain, la page se tourne, le rideau se lève, nous voilà sur la rive Chao Phraya, en Thaïlande. Dufresne-Lamy rembobine l'histoire de la star. Elle a alors une petite dizaine d'années et elle ne s'appelle pas encore Lisa, mais Pranpriya. Elle vit avec son beau-père et sa mère, qui la rêve hôtesse de l'air. Mais l'ado a un autre projet : devenir « idole », une artiste de K-pop. Elle a du talent, c'est vrai. Or, il se trouve qu'un prestigieux concours est organisé pour devenir l'une de ces stars. On se doute qu'elle va le réussir, mais là n'est pas l'essentiel. En parallèle de la vie de Pranpriya, Dufresne-Lamy suit une drôle de femme. La vingtenaire dort dans une pièce jonchée de déchets. L'image de cette statue de chair est diffusée sur internet en temps réel. Une heure passe sans qu'elle ne bouge. Les spectateurs regarderaient-ils une morte ? La rumeur enfle, les connexions se multiplient. Mais non, la voici qui se réveille. Les internautes la baptisent « ChipChan ». Ils tentent de réunir des indices en examinant le huis clos. Est-elle folle ou séquestrée ? Tout le talent de Julien Dufresne-Lamy réside dans ce diptyque voyeuriste. Quel est le rôle du spectateur dans la construction, ou devrions-nous dire, la déconstruction de ces stars d'un temps ? L'univers merveilleux de la K-pop s'apparente davantage à une prison de paillettes. Pas de réseaux sociaux, pas de kilos en trop, pas d'amoureux… Bettelheim disait des contes de fées qu'ils étaient des machines à broyer les petites filles. Julien Dufresne-Lamy analyse très bien les rouages du succès, et c'est férocement troublant.

ALICE DEVELEY



SPECTACLE
De Julien Dufresne-Lamy, JC Lattès, 400 p., 20,90 €.

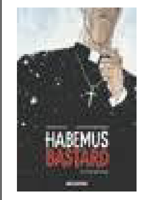
Le truand s'habille en soutane

La BD DE LA SEMAINE

VALLÉE ET SCHWARTZMANN

Un très bon polar noir, bien frappé, décapant et iconoclaste.

Olivier Delcroix



HABEMUS BASTARD. L'ÊTRE NÉCESSAIRE
De Sylvain Vallée et Jacky Schwartzmann, Éditions Dargaud, 88 p., 19,99 €.



DARGAUD

Dès la couverture, on sait à quoi s'en tenir. Atmosphère hivernale, quelques flocons sur la soutane, une croix pendue au cou, on identifie un protagoniste mal à l'aise qui passe son doigt sous le col romain de son vêtement consacré, pour se donner un peu d'air. On ne distingue pas le regard, hors-champ. Mais le menton en galoche, pas vraiment rasé de frais de cet individu aux aguets, fait vite comprendre l'inconfort profond du héros. D'autant que les phalanges de la main du personnage sont encore tachées de sang. Bref, on sent bien que ce curé n'est pas très catholique.

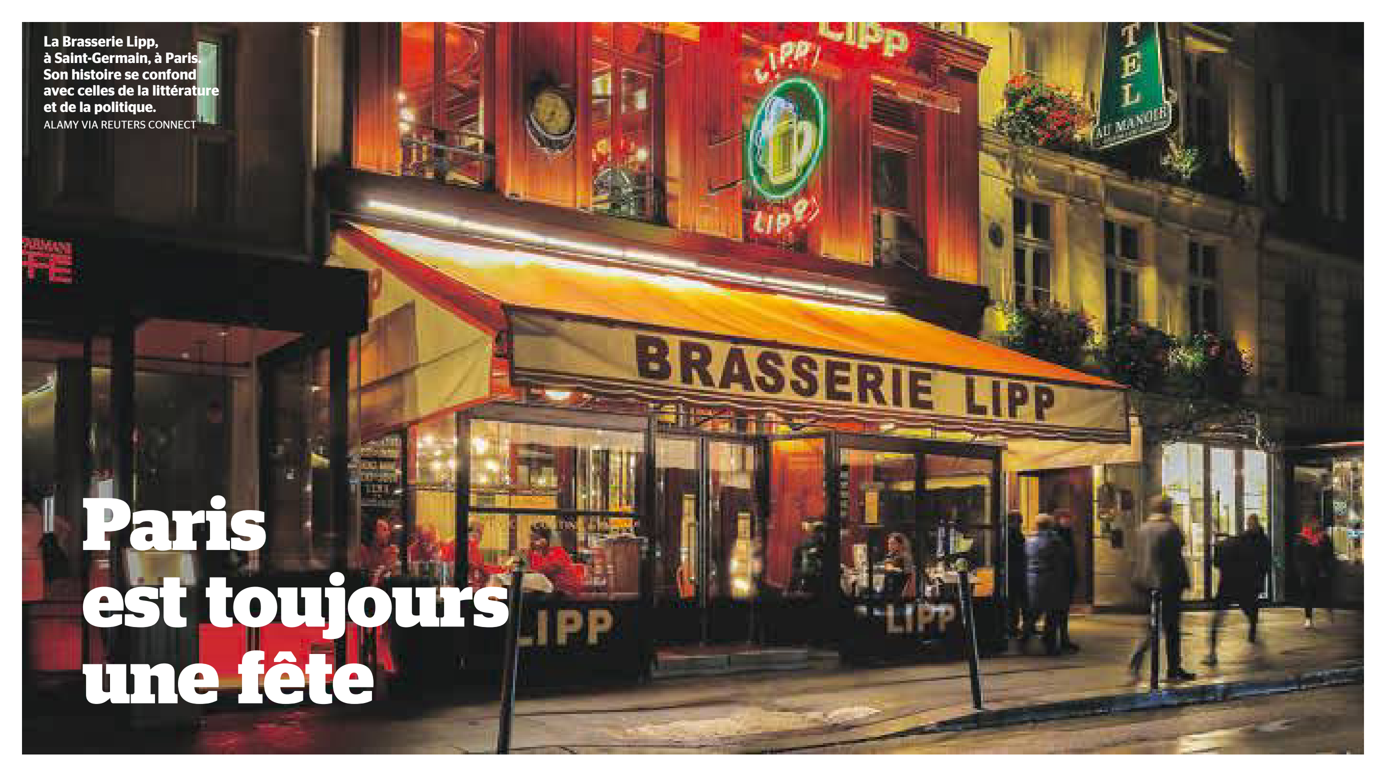
Dans *Habemus Bastard*, premier tome d'une histoire en deux épisodes, on fait connaissance avec une petite frappe, un homme de main qui a du sang sur les siennes. Le monologue intérieur fait mouche d'emblée : « *Je m'appelle Lucien. Je suis un homme de main. Est-ce que c'est un métier ? Peut-être. Est-ce que je l'ai choisi ? Pas vraiment.* » Secs, bien sentis, les textes ciselés de Jacky Schwartzmann (*Demain c'est loin, Kasso, Shit !*), étoile montante du polar français, font immédiatement penser à des répliques de Michel Audiard. On est bien.

L'intrigue met en scène un petit voyou en cavale qui se retrouve mêlé à un destin qui le dépasse très largement. En voulant accomplir une mission confiée par son oncle, il a « refroidi » par erreur un individu mort de peur. Voilà ce que c'est de se tromper de numéro de chambre ! Sur le lit, Lucien aperçoit une valise dans laquelle se trouve une soutane. Débrouillard, méthodique, pragmatique, Lucien sait s'adapter. Il endosse la vie de l'inconnu en revêtant cette robe si symbolique. Et cela même si la vocation de l'apostolat n'est pas son fort. Le voilà devenu le « père Philippe ». Cette soutane est devenue son gilet pare-balles. Il part donc se mettre au vert en débarquant à Saint-Claude, commune du Jura où l'attendent comme le Messie un vieux prêtre sur le départ et des paroissiens en déshérence. Lucien, l'homme de main est devenu homme d'Église. Mais les bonnes vieilles habitudes ont la vie dure. Le « père Lucien » a fait vœu de cavale, mais pas vœu de chasteté ni de pauvreté. Le jeune homme s'ajuste vite à la situation, fait installer un Jacuzzi dans le presbytère, porte des T-shirts Black Sabbath, scotche un gros calibre sous l'autel de son église en réfection, au cas où les truands qui le cherchent retrouveraient sa trace.

Trognes inoubliables

Bien sûr, les débuts sont chaotiques. Dans cette atmosphère hivernale digne du *Fargo* des frères Coen, les cours de catéchisme de cet imposteur clérical sont, disons, peu orthodoxes. Quant aux sermons de ses messes, ils sont pour le moins approximatifs ! Mais le petit truand semble en passe de se faire oublier… On imagine cependant que l'odeur de la poudre pourrait bien remplacer celle de l'encens dans le deuxième tome.

Avec son style cinématographique en diable, le génial dessinateur Sylvain Vallée (*Il était une fois en France, Katanga*) tricote un polar graphique truffé d'humour noir. Avec ses cadrages nerveux, ses mises en images cursives, ses trognes inoubliables dont il a le secret, le trait semi-réaliste de Vallée fait merveille. Le mariage avec Schwartzmann fait de sacrées étincelles. Vivement la suite… ■



La Brasserie Lipp, à Saint-Germain, à Paris. Son histoire se confond avec celles de la littérature et de la politique. ALAMY VIA REUTERS CONNECT

Paris est toujours une fête

Les grandes heures de Lipp

Mohammed Aïssaoui

On n'entre pas chez Lipp en short. On n'y sert pas de Coca, ni de Pepsi. Une légende se construit sur des détails. Et, sans doute, en adoptant des principes apparemment désuets. *« Si Lipp est parvenue à briller dans la Ville Lumière, ce n'est certainement pas en tolérant une ampoule grillée ! Chaque détail compte »*, confie Claude Guittard, qui vient de publier un livre évoquant ses trente années à la tête de la fameuse brasserie parisienne sise au 151 du boulevard Saint-Germain. Ouverte en 1880 par Léonard Lipp - elle recevait déjà Verlaine et Apollinaire -, reprise en 1920 par Marcelin Cazes, elle continue de former le trio mythique de Saint-Germain-des-Prés avec le Café de Flore et Les Deux Magots.

Coiffé d'un joli titre, *Lipp est une fête* (Hemingway y passait), l'ouvrage se révèle un merveilleux guide nous dévoilant les coulisses d'un lieu où la littérature, le théâtre, le journalisme et la politique semblent s'être donné rendez-vous. Le grand intérêt du récit est que son auteur, Auvergnat reconnu dans le milieu germanopratin pour sa discrétion et sa moustache en guidon, raconte des moments extraordinaires avec simplicité - il abhorre le côté « people ». Il évoque toutes ces étoiles à hauteur d'homme -et Dieu sait qu'il y en a eu, du beau monde.

« C'était hier, il y a trente ans », se remémore Claude Guittard. Pour rassembler tant d'anecdotes savoureuses, touchantes ou piquantes, le directeur de restaurant a composé son livre en quatre parties, à sa façon : « L'Ouverture », « Le Déjeuner », « La Coupure », Le Dîner ». Et au début de chaque partie, la liste de ses hôtes. Côté lettres : Albert Cossery, Jacques Laurent, Antoine Blondin, Maurice Druon, Marguerite Duras, Jean Dutourd, Cabu, Wolinski, Saint-Exupéry, Georges Perec… Impossible de citer toutes les personnalités, cela va de Mitterrand à Clinton en passant par Madonna, Luchini, Belmondo, Michèle Morgan et Gérard Oury…

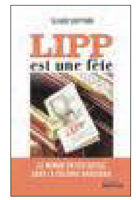
Raconter Lipp, c'est raconter un grand pan de l'histoire littéraire et politique. En lisant Claude Guittard, on se dit qu'il y a là un paradoxe exquis à observer que, dans un monde où pour survivre il faut innover sans cesse, proposer chaque saison une nouvelle formule, une nouvelle collection, la vénérable brasserie illustre que le secret de la réussite, c'est de ne jamais rien changer, ou presque ! Le lieu est devenu une légende, son décor est resté immuable. Chez Lipp, chaque banquette de moleskine a son histoire, chaque table son lot d'anecdotes. On comprend aussi que le prestige n'est pas le contraire de l'humilité : ils marchent très bien ensemble. Guittard dit clairement que ce sont les clients qui ont fait et font encore Lipp, et l'on saisit qu'il n'y a rien de mieux pour les mettre à l'aise que l'amour du travail bien fait, la passion d'accueillir et l'art de servir avec discrétion. Les personnalités finissent par créer leurs habitudes : *« Tous s'y sentent chez eux, dans ce lieu qui, par le jeu des fréquentations au fil des jours, n'est jamais tout à fait le même, ni tout à fait un autre. Rien n'y bouge et tout change pourtant. Car ce sont les clients qui font Lipp, les illustres, habitués ou de passage, comme les inconnus. Lipp est un monde en soi où le monde entier se croise. »* Elle est à la fois une brasserie de quartier et un lieu que l'on vient visiter comme la tour Eiffel.

Paradis, Purgatoire et Enfer

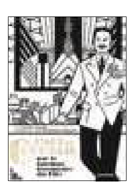
Étonnant établissement où l'on désigne les places comme un fauteuil à l'Académie française : Jacques Laurent (table n°35) ; Albert Cossery (table n°24), s'y rendait quasi chaque jour ; Marcello Mastroianni (table n°10), en voisin, y arrivait toujours après 14 heures ; Martine de Breteuil (table n°16), Yves Pouliquen (table n°7, et fauteuil n°35 à l'Académie), Maurice Druon (table n°8, fauteuil n°30)…

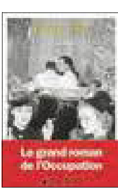
Dans la série d'anecdotes, celle consacrée à Jacques Laurent est des plus émouvantes. L'écrivain est décrit ainsi : *« Homme adorable qui venait deux à trois fois par semaine, Jacques Laurent passait de longues heures avec nous, migrait de table en table au fur et à mesure que la journée avançait. »* Celui qui signait Cecil Saint-Laurent pour ses romans à succès *Caroline Chérie* avait fait de Lipp son bureau. *« Il changeait de table, mais la 35 lui permettait d'observer toute la vie de la brasserie. »*

Lipp est divisée en trois grandes salles, nous explique son ancien directeur, tel un historien de l'art : la première, la principale, est celle dans laquelle tout le monde passe; mais où seuls les « élus » s'installent. Les tables qui s'y trouvent (de 1 à 36) sont réservées aux habitués. C'est ici qu'il faut être *« pour voir et être vu »* (avec le temps, la formule s'est imposée comme un slogan). La salle du fond est plus discrète. Puis il y a l'étage, pour ceux qui ne veulent absolument pas être vus. Ces trois salles sont appelées le Paradis, le Purgatoire et l'Enfer. Mais on y mange bien partout… ■



LIPP EST UNE FÊTE
De Claude Guittard, Éditions du Rocher, 204 p., 19 €.


L'ART DU COCKTAIL
De Frank Meier, présenté par Philippe Collin, Illustration Delius, Albin Michel, 176 p., 20 €.



LE BARMAN DU RITZ
De Philippe Collin, Albin Michel, 416 p., 21,90 €.

Le Ritz et son légendaire barman

Alban Barthélemy

Juin 1940. La France s'est dissoute comme un morceau de sucre dans un verre d'absinthe, et les troupes allemandes sont dans Paris. Derrière le bar américain du Ritz, lieu par excellence du raffinement et du luxe, Frank Meier attend avec anxiété les nouveaux maîtres des lieux. Une attente d'autant plus nerveuse que ce barman de génie, adulé par la haute société de l'entre-deux-guerres, cache un terrible secret : il est juif. Tout comme d'ailleurs Luciano, son jeune apprenti, et Blanche, la sublime et tourmentée épouse du directeur de l'établissement.

Historien et auteur de podcasts à succès sur France Inter, Philippe Collin nous embarque, avec un indéniable talent de conteur, dans le quotidien d'un théâtre de masques. Car, sous l'Occupation, tout le monde se croise au Ritz, les collaborateurs comme les résistants. Qu'aurions-nous fait à leur place ? Semble interroger le romancier. *« Le flegme, c'est la base du métier »*, fait-il répondre à son barman, dont il nous livre les réflexions intimes. Un héros éprouvé par les révélations de ses clients, lorsque après quelques verres, les discussions deviennent des confidences…

Savant chimiste et fin psychologue

Si *Le Barman du Ritz* est un roman, l'auteur s'appuie sur des faits et des personnages ayant réellement existé : une galerie de photographies referme d'ailleurs le livre, permettant de faire la part des choses entre fiction et réalité. Frank Meier fut en effet une personnalité des années 1930. Issu d'une famille autrichienne modeste, devenu citoyen français après son engagement dans la Légion étrangère, il apprit à New York l'art subtil de mélanger les boissons. Un ascenseur social qui le conduisit jusqu'à la place Vendôme, où il se lia d'amitié avec Ernest Hemingway, Jean Cocteau ou encore Sacha Guitry. Devenu chef barman au Ritz, à la fois savant chimiste et fin psychologue, il fit de cet écrin un lieu fréquenté par les plus grands noms de l'époque.

Les Éditions Albin Michel profitent d'ailleurs de cette mise en lumière pour rééditer, pour la première fois en français et sous la direction de Nicolas de Cointet, *L'Art du cocktail*, manuel publié en 1936 en anglais par ce même Frank Meier. Diffusé à l'époque à seulement 1000 exemplaires et auprès d'une clientèle triée sur le volet, il comprend près de 300 recettes de boissons composées parfois par Meier lui-même. S'y ajoutent également des conseils hippiques et des indications sur les décalages horaires : autant d'informations à vrai dire peu utiles pour le gentleman contemporain, même si elles sont joliment illustrées pour l'occasion par le dessinateur Delius. En creux, ce bel ouvrage dessine surtout les contours de la haute société de l'entre-deux-guerres. Un monde raffiné, fait de diplomates et de dandys cosmopolites, sur le point d'être réduit en cendres par le fracas de l'Histoire.

En attendant, tandis que Paris s'enfonce dans le froid et la faim, le bar lui, tourne à plein régime. Au Ritz, on boit, on rit, on virevolte. Les seuls soucis semblent concerner le ravitaillement en alcool. Mais en apparence seulement : lorsque se profile la débâcle, l'insouciance devient un luxe hors de prix. Est-il possible de sortir indemne d'une guerre ? ■


Au bar du Ritz *(ici, en 1939)*, on boit, on rit, on virevolte, tandis que Paris s'enfonce dans le froid et la faim. ROGER-VIOLLET